

Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinqieme

Adolphe Thiers

The Project Gutenberg EBook of Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinqieme, by Adolphe Thiers

This eBook is for the use of anyone anywhere at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg License included with this eBook or online at www.gutenberg.net

Title: Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinqieme

Author: Adolphe Thiers

Release Date: February 6, 2004 [EBook #10953]

Language: French

Character set encoding: ASCII

*** START OF THIS PROJECT GUTENBERG EBOOK HISTOIRE DE LA REVOLUTION ***

Produced by Carlo Traverso, Tonya Allen, Wilelmina Malliere and PG Distributed Proofreaders. This file was produced from images generously made available by the Bibliotheque nationale de France (BnF/Gallica) at <http://gallica.bnf.fr>.

HISTOIRE

DE LA

REVOLUTION

FRANCAISE

[Illustration: MARIE ANTOINETTE. _Murell del._. Publie par Furne, Paris.]

HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

Livros Grátis

<http://www.livrosgratis.com.br>

Milhares de livros grátis para download.

PAR M.A. THIERS DE L'ACADEMIE FRANCAISE

NEUVIEME EDITION

TOME CINQUIEME

HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE.

CONVENTION NATIONALE.

CHAPITRE XIII.

MOUVEMENT DES ARMEES EN AOUT ET SEPTEMBRE 1793.--INVESTISSEMENT DE LYON PAR

L'ARMEE DE LA CONVENTION.--TRAHISON DE TOULON QUI SE LIVRE AUX ANGLAIS.--DEFAITE DE QUARANTE MILLE VENDEENS A LUCON.--PLAN GENERAL DE CAMPAGNE CONTRE LA VENDEE.--DIVISIONS DES GENERAUX REPUBLICAINS SUR CE THEATRE DE LA GUERRE.--OPERATIONS MILITAIRES DANS LE NORD.--SIEGE DE DUNKERQUE PAR LE DUC D'YORK.--VICTOIRE DE HONDSCHOOTE.--JOIE UNIVERSELLE QU'ELLE CAUSE EN FRANCE.--NOUVEAUX REVERS.--DEROUE A MENIN, A PIRMASENS, A

PERPIGNAN, ET A TORFOU DANS LA VENDEE.--RETRAITE DE CANCLAUX SUR NANTES.--ATTAQUES CONTRE LE COMITE DE SALUT PUBLIC.--ETABLISSEMENT DU gouvernement revolutionnaire.--DECRET QUI ORGANISE UNE ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE SIX MILLE HOMMES.--LOI DES SUSPECTS.--CONCENTRATION DU POUVOIR DICTATORIAL DANS LE COMITE DE SALUT PUBLIC.--PROCES DE CUSTINE; SA CONdamnATION ET SON SUPPLICE.--DECRET D'ACCUSATION CONTRE LES GIRONDINS; ARRESTATION DE SOIXANTE-TREIZE MEMBRES DE LA CONVENTION.

Après la retraite des Français du camp de Cesar au camp de Gavrelle, les allies auraient du encore poursuivre une armee demoralisee, qui avait toujours ete malheureuse depuis l'ouverture de la campagne. Des le mois de mars, en effet, battue a Aix-la-Chapelle et a Nerwinde, elle avait perdu la Flandre hollandaise, la Belgique, les camps de Famars et de Cesar, les places de Conde et de Valenciennes. L'un de ses generaux avait passe a l'ennemi, l'autre avait ete tue. Ainsi, depuis la bataille de Jemmapes, elle n'avait fait que des retraites, fort meritoires, il est vrai, mais peu encourageantes. Sans concevoir meme le projet trop hardi d'une marche directe sur Paris, les coalises pouvaient detruire ce noyau d'armee, et alors ils etaient libres de prendre toutes les places qu'il convenait a leur egoisme d'occuper. Mais aussitot apres la prise de Valenciennes, les Anglais, en vertu des conventions faites a Anvers, exigerent le siege de Dunkerque. Alors, tandis que le prince de Cobourg, restant dans les environs de son camp d'Herin, entre la Scarpe et l'Escaut, croyait occuper les Français, et songeait a prendre encore le Quesnoy, le duc d'York, marchant avec l'armee anglaise et hanovrienne par Orchies, Menin, Dixmude et Furnes, vint s'etablir devant Dunkerque, entre le Langmoor et la mer. Deux sieges nous donnaient donc encore un peu de repit. Houchard, envoye a Gavrelle, y reunissait en hate toutes les forces disponibles, afin de voler au secours de Dunkerque. Interdire aux Anglais un port sur le continent, battre individuellement nos plus grands ennemis, les priver de tout avantage dans cette guerre, et fournir de nouvelles armes a l'opposition anglaise contre Pitt, telles etaient les raisons qui faisaient

considerer Dunkerque comme le point le plus important de tout le theatre de la guerre. "Le salut de la republique est la," ecrivait a Houchard le comite de salut public; et Carnot, sentant parfaitement que les troupes reunies entre la frontiere du Nord et celle du Rhin, c'est-a-dire dans la Moselle, y etaient inutiles, fit decider qu'on en retirerait un renfort pour l'envoyer en Flandre. Vingt ou vingt-cinq jours s'ecoulerent ainsi en preparatifs, delai tres concevable du cote des Francais, qui avaient a reunir leurs troupes dispersees a de grandes distances, mais inconcevable de la part des Anglais, qui n'avaient que quatre ou cinq marches a faire pour se porter sous les murs de Dunkerque.

Nous avons laisse nos deux armees de la Moselle et du Rhin essayant de s'avancer, mais trop tard, vers Mayence, et n'empechant pas la prise de cette place. Depuis, elles s'etaient repliees sur Saarbruck, Hornbach et Wissembourg. Il faut donner une idee du theatre de la guerre pour faire comprendre ces divers mouvemens. La frontiere francaise est assez singulierement decoupee au Nord et a l'Est. L'Escaut, la Meuse, la Moselle, la chaine des Vosges, le Rhin, courent vers le Nord en formant des lignes presque paralleles. Le Rhin, arrive a l'extremite des Vosges, tourne subitement, cesse de couler parallelement a ces lignes, et les termine en tournant le pied des Vosges, et en recevant dans son cours la Moselle et la Meuse. Les coalises, sur la frontiere du Nord, s'etaient avances entre l'Escaut et la Meuse; entre la Meuse et la Moselle, ils n'avaient point fait de progres, parce que le faible corps laisse par eux entre Luxembourg et Treves n'avait rien pu tenter; mais ils pouvaient davantage entre la Moselle, les Vosges et le Rhin. On a vu qu'ils s'etaient places a cheval sur les Vosges, partie sur le versant oriental, et partie sur le versant occidental. Le plan a suivre, comme nous l'avons dit precedemment, etait assez simple. En considerant l'arete des Vosges comme une riviere dont il fallait occuper les passages, on pouvait porter toutes ses masses sur une rive, accabler l'ennemi d'un cote, puis revenir l'accabler de l'autre. Ni les Francais, ni les coalises n'en avaient eu l'idee; et depuis la prise de Mayence, les Prussiens, places sur le revers occidental, faisaient face a l'armee du Rhin. Nous etions retires dans les fameuses lignes de Wissembourg. L'armee de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, etait postee a Saarbruck, sur la Sarre; le corps des Vosges, au nombre de douze mille, se trouvait a Hornbach et Ketrick, et se liait dans les montagnes a l'extreme gauche de l'armee du Rhin. L'armee du Rhin, forte de vingt mille hommes, gardait la Lauter, de Wissembourg a Lauterbourg. Telles sont les lignes de Wissembourg; la Sarre coule des Vosges a la Moselle, la Lauter des Vosges dans le Rhin, et toutes les deux forment une seule ligne, qui coupe presque perpendiculairement la Moselle, les Vosges et le Rhin. On en devient maitre en occupant Saarbruck, Hornbach, Ketrick, Wissembourg et Lauterbourg. C'est ce que nous avons fait. Nous n'avions guere plus de soixante mille hommes sur toute cette frontiere, parce qu'il avait fallu porter des secours a Houchard. Les Prussiens avaient mis deux mois a s'approcher de nous, et s'etaient enfin portes a Pirmasens. Renforces des quarante mille hommes qui venaient de terminer le siege de Mayence, et reunis aux Autrichiens, ils auraient pu nous accabler sur l'un ou l'autre des deux versans; mais la desunion regnait entre la Prusse et l'Autriche, a cause du partage de la Pologne. Frederic-Guillaume, qui se trouvait encore au camp des Vosges, ne secondait pas l'impetueuse ardeur de Wurmser. Celui-ci, plein de fougue, malgre ses annees, faisait tous les jours de nouvelles tentatives sur les lignes de Wissembourg; mais ses attaques partielles etaient demeurees sans succes, et n'avaient abouti qu'a faire tuer inutilement des hommes. Tel etait encore, dans les premiers jours de septembre, l'etat des choses sur le Rhin.

Dans le Midi, les evenemens avaient acheve de se developper. La longue incertitude des Lyonnais s'etait terminee enfin par une resistance ouverte, et le siege de leur ville etait devenu inevitable. On a vu qu'ils offraient

de se soumettre et de reconnaître la constitution, mais sans s'expliquer sur les décrets qui leur enjoignaient d'envoyer à Paris les patriotes détenus, et de dissoudre la nouvelle autorité sectionnaire. Bientôt même, ils avaient enfreint ces décrets de la manière la plus éclatante, en envoyant Chalier et Riard à l'échafaud, en faisant tous les jours des préparatifs de guerre, en prenant l'argent des caisses, et en retenant les convois destinés aux armées. Beaucoup de partisans de l'émigration s'étaient introduits parmi eux, et les effrayaient du rétablissement de l'ancienne municipalité montagnarde. Ils les flattaient, en outre, de l'arrivée des Marseillais, qui, disaient-ils, remontaient le Rhône, et de la marche des Piémontais, qui allaient déboucher des Alpes avec soixante-mille hommes. Quoique les Lyonnais, franchement fédéralistes, portassent une haine égale à l'étranger et aux émigrés, la Montagne et l'ancienne municipalité leur causaient un tel effroi, qu'ils étaient prêts à s'exposer plutôt au danger et à l'infamie de l'alliance étrangère, qu'aux vengeances de la convention.

La Saône coulant entre le Jura et la Côte-d'Or, le Rhône venant du Valais entre le Jura et les Alpes, se réunissent à Lyon. Cette riche ville est placée sur leur confluent. En remontant la Saône du côté de Maçon, le pays était entièrement républicain, et les députés Laporte et Reverchon, ayant réuni quelques mille réquisitionnaires, coupaient la communication avec le Jura. Dubois-Crance, avec la réserve de l'armée de Savoie, venait du côté des Alpes, et gardait le cours supérieur du Rhône. Mais les Lyonnais étaient entièrement maîtres du cours inférieur du fleuve et de sa rive droite, jusqu'aux montagnes de l'Auvergne. Ils dominaient dans tout le Forez, y faisaient des incursions fréquentes, et allaient s'approvisionner d'armes à Saint-Etienne. Un ingénieur habile avait élevé autour de leur ville d'excellentes fortifications; un étranger leur avait fondu des pièces de rempart. La population était divisée en deux portions: les jeunes gens suivaient le commandant Precy dans ses excursions; les hommes mariés, les pères de famille gardaient la ville et ses retranchements. Enfin, le 8 août, Dubois-Crance, qui avait apaisé la révolte fédéraliste de Grenoble, se disposa à marcher sur Lyon, conformément au décret qui lui enjoignait de ramener à l'obéissance cette ville rebelle. L'armée des Alpes se composait tout au plus de vingt-cinq mille hommes, et bientôt elle allait avoir sur les bras les Piémontais, qui, profitant enfin du mois d'août, se préparaient à déboucher par la grande chaîne. Cette armée venait de s'affaiblir, comme on l'a vu, de deux détachements, envoyés, l'un pour renforcer l'armée d'Italie, et l'autre pour réduire les Marseillais. Le Puy-de-Dôme, qui devait fournir ses recrues, les avait gardés pour étouffer la révolte de la Lozère, dont il a déjà été question. Houchard avait retenu la légion du Rhin, qui était destinée aux Alpes; et le ministère promettait sans cesse un renfort de mille chevaux qui n'arrivaient pas. Cependant Dubois-Crance détacha cinq mille hommes de troupes réglées, et leur joignit sept ou huit mille jeunes réquisitionnaires. Il vint avec ces forces se placer entre la Saône et le Rhône, de manière à occuper leur cours supérieur, à enlever aux Lyonnais les approvisionnements qui leur arrivaient par eau, à conserver ses communications avec l'armée des Alpes, et à couper celles des assiégés avec la Suisse et la Savoie. Par ces dispositions, il laissait toujours le Forez aux Lyonnais, et surtout les hauteurs importantes de Fourvières; mais sa situation le voulait ainsi. L'essentiel était d'occuper les deux cours d'eau et de couper Lyon de la Suisse et du Piémont. Dubois-Crance attendait, pour compléter le blocus, les nouvelles forces qui lui avaient été promises et le matériel de siège qu'il était obligé de tirer de nos places des Alpes. Le transport de ce matériel exigeait l'emploi de cinq mille chevaux.

Le 8 août, il somma la ville; il imposa pour conditions le désarmement absolu de tous les citoyens, la retraite de chacun d'eux dans leurs

maisons, la reddition de l'arsenal, et la formation d'une municipalite provisoire. Mais dans ce moment, les emigres caches dans la commission et l'etat-major continuaient de tromper les Lyonnais, en les effrayant du retour de la municipalite montagnarde, et en leur disant que soixante mille Piemontais allaient deboucher sur leur ville. Un engagement, qui eut lieu entre deux postes avances, et qui fut termine a l'avantage des Lyonnais, les exalta au plus haut point, et decida leur resistance et leurs malheurs. Dubois-Crance commença le feu du cote de la Croix-Rousse, entre les deux fleuves, ou il avait pris position, et des le premier jour son artillerie exerça de grands ravages. Ainsi, l'une de nos plus importantes villes manufacturieres etait reduite aux horreurs du bombardement, et nous avions a executer ce bombardement en presence des Piemontais, qui allaient descendre des Alpes.

Pendant ce temps, Carteaux avait marche sur Marseille, et avait franchi la Durance dans le mois d'aout. Les Marseillais s'etaient retires d'Aix sur leur ville, et avaient forme le projet de defendre les gorges de Septemes, a travers lesquelles passe la route d'Aix a Marseille. Le 24, le general Doppet les attaqua avec l'avant-garde de Carteaux; l'engagement fut assez vif, mais une section, qui avait toujours ete en opposition avec les autres, passa du cote des republicains, et decida le combat en leur faveur. Les gorges furent emportees, et, le 25, Carteaux entra dans Marseille avec sa petite armee.

Cet evenement en decida un autre, le plus funeste qui eut encore afflige la republique. La ville de Toulon, qui avait toujours paru animee du plus violent republicanisme, tant que la municipalite y avait ete maintenue, avait change d'esprit sous la nouvelle autorite des sections, et allait bientot changer de domination. Les jacobins, reunis a la municipalite, etaient dechaines contre les officiers aristocrates de la marine; ils ne cessaient de se plaindre de la lenteur des reparations faites a l'escadre, de son immobilite dans le port, et ils demandaient a grands cris la punition des officiers, auxquels ils attribuaient le mauvais resultat de l'expedition de Sardaigne. Les republicains moderes repondaient la comme partout, que les vieux officiers etaient seuls capables de commander les escadres, que les vaisseaux ne pouvaient pas se reparer plus promptement, que les faire sortir contre les flottes espagnole et anglaise reunies serait fort imprudent, et qu'enfin les officiers dont on demandait la punition n'etaient point des traitres, mais des guerriers malheureux. Les moderes l'emporterent dans les sections. Aussitot une foule d'agens secrets, intrigant pour le compte des emigres et des Anglais, s'introduisirent dans Toulon, et conduisirent les habitans plus loin qu'ils ne se proposaient d'aller. Ces agens communiquaient avec l'amiral Hood, et s'etaient assures que les escadres coalisees seraient, dans les parages voisins, pretes a se presenter au premier signal. D'abord, a l'exemple des Lyonnais, ils firent juger et mettre a mort le president du club jacobin, nomme Sevestre. Ensuite ils retablirent le culte des pretres refractaires; ils firent deterrer et porter en triomphe les ossemens de quelques malheureux qui avaient peri dans les troubles pour la cause royaliste. Le comite de salut public ayant ordonne a l'escadre d'arreter les vaisseaux destines a Marseille, afin de reduire cette ville, ils ne permirent pas l'execution de cet ordre, et s'en firent un merite aupres des sections de Marseille. Ensuite ils commencerent a parler des dangers auxquels on etait expose en resistant a la convention, de la necessite de s'assurer un secours contre ses fureurs, et de la possibilite d'obtenir celui des Anglais en proclamant Louis XVII. L'ordonnateur de la marine etait, a ce qu'il parait, le principal instrument de la conspiration; il accaparait l'argent des caisses, envoyait chercher les fonds par mer jusque dans le departement de l'Herault, ecrivait a Genes pour faire retenir les subsistances et rendre ainsi la situation de Toulon plus critique. On avait change les etats-majors; on avait tire de prison un officier de marine

compromis dans l'expédition de Sardaigne, pour lui donner le commandement de la place; on avait mis à la tête de la garde nationale un ancien garde-du-corps, et confié les forts à des émigrés rentrés; on s'était assuré enfin de l'amiral Trogoff, étranger que la France avait comblé de faveurs. On ouvrit une négociation avec l'amiral Hood, sous prétexte d'un échange de prisonniers, et, au moment où Carteaux venait d'entrer dans Marseille, où la terreur était au comble dans Toulon, et où huit ou dix mille Provençaux, les plus contre-révolutionnaires de la contrée, venaient s'y réfugier, on osa faire aux sections la honteuse proposition de recevoir les Anglais, qui prendraient la place en dépôt au nom de Louis XVII. La marine, indignée, envoya une députation aux sections pour s'opposer à l'infamie qui se préparait. Mais les contre-révolutionnaires toulonnais et marseillais, plus audacieux que jamais, repoussèrent les réclamations de la marine, et firent accepter la proposition le 29 août. Aussitôt on donna le signal aux Anglais. L'amiral Trogoff, se mettant à la tête de ceux qui voulaient livrer le port, appela à lui l'escadre en arborant le drapeau blanc. Le brave contre-amiral Saint-Julien, déclarant Trogoff un traître, hissa à son bord le pavillon de commandement, et voulut réunir la marine fidèle. Mais, dans ce moment, les traîtres, déjà en possession des forts, menacèrent de brûler Saint-Julien avec ses vaisseaux: il fut alors obligé de fuir avec quelques officiers et quelques matelots; les autres furent entraînés, sans trop savoir ce qu'on allait faire d'eux. L'amiral Hood, qui avait long-temps hésité, parut enfin, et, sous prétexte de prendre le port de Toulon en dépôt pour le compte de Louis XVII, le recut pour l'incendier et le détruire.

Pendant ce temps, aucun mouvement ne s'était opéré aux Pyrénées; dans l'Ouest, on se préparait à exécuter les mesures décrétées par la convention.

Nous avons laissé toutes les colonnes de la Haute-Vendée se reorganisant à Angers, à Saumur et à Niort. Les Vendéens s'étaient, dans cet intervalle, emparés des ponts de Cé, et, dans la crainte qu'ils inspirent, on mit Saumur en état de siège. La colonne de Luçon et des Sables était seule capable d'agir offensivement. Elle était commandée par le nomme Tuncq, l'un des généraux réputés appartenir à l'aristocratie militaire, et dont Ronsin demandait la destitution au ministère. Autour de lui se trouvaient les deux représentants Bourdon de l'Oise, et Goupilleau de Fontenay, animés des mêmes dispositions et opposés à Ronsin et à Rossignol. Goupilleau surtout, né dans le pays, était porté, par ses relations de famille et d'amitié, à ménager les habitants, et à leur épargner les rigueurs que Ronsin et les siens auraient voulu exercer.

Les Vendéens, que la colonne de Luçon inquiétait, résolurent de diriger contre elle leurs forces partout victorieuses. Ils voulaient surtout donner des secours à la division de M. de Roirand, qui, placée devant Luçon, et isolée entre les deux grandes armées de la Haute et de la Basse-Vendée, agissait avec ses seules ressources, et avait besoin d'être appuyée. Dans les premiers jours d'août, en effet, ils portèrent quelques rassemblements du côté de Luçon, et furent complètement repoussés par le général Tuncq. Alors ils résolurent de tenter un effort plus décisif. MM. d'Elbee, de Lescure, de La Rochejaquelein, Charette, se réunirent avec quarante mille hommes, et, le 14 août, se présentèrent de nouveau aux environs de Luçon. Tuncq n'en avait guère que six mille. M. de Lescure, se fiant sur la supériorité du nombre, donna le funeste conseil d'attaquer en plaine l'armée républicaine. MM. de Lescure et Charette prirent le commandement de la gauche, M. d'Elbee celui du centre, M. de La Rochejaquelein celui de la droite. MM. de Lescure et Charette agirent avec une grande vigueur à la droite; mais au centre, les soldats, obligés de lutter en plaine contre des troupes régulières, montrèrent de l'hésitation: M. de La Rochejaquelein, égaré dans sa route, n'arriva pas à temps vers la gauche. Alors le général

Tuncq, faisant agir a propos son artillerie legere sur le centre ebranle, y repandit le desordre, et en peu d'instans mit en fuite tous les Vendeens au nombre de quarante mille. Aucun evenement n'avait ete plus funeste pour ces derniers. Ils perdirent toute leur artillerie, et rentrerent dans le pays, frappes de consternation.

Dans ce meme moment arrivait la destitution du general Tuncq, demandee par Ronsin. Bourdon et Goupilleau, indignes, le maintinrent dans son commandement, ecrivirent a la convention pour faire revoquer la decision du ministre, et adresserent de nouvelles plaintes contre le parti desorganisateur de Saumur, qui repandait, disaient-ils, la confusion, et voulait remplacer tous les generaux instruits par d'ignorans demagogues. Dans ce moment, Rossignol faisant l'inspection des diverses colonnes de son commandement, arriva a Lucon. Son entrevue avec Tuncq, Goupilleau et Bourdon, ne fut qu'un echange de reproches; malgre deux victoires, il fut mecontent de ce que l'on avait livre des combats contre sa volonte: car il pensait, du reste avec raison, qu'il fallait eviter tout engagement avant la reorganisation generale des differentes armees. On se separa, et immediatement apres, Bourdon et Goupilleau, apprenant quelques actes de rigueur exercees par Rossignol dans le pays, eurent la hardiesse de prendre un arrete pour le destituer. Aussitot, les representans qui etaient a Saumur, Merlin, Bourbotte, Choudieu, et Rewbell, casserent l'arrete de Goupilleau et Bourdon, et reintegrerent Rossignol. L'affaire fut portee devant la convention: Rossignol, confirme de nouveau, l'emporta sur ses adversaires. Bourdon et Goupilleau furent rappeles, et Tuncq suspendu.

Telle etait la situation des choses, lorsque la garnison de Mayence arriva dans la Vendee. Il s'agissait de savoir quel plan on suivrait, et de quel cote on ferait agir cette brave garnison. Serait-elle attachee a l'armee de la Rochelle et mise sous les ordres de Rossignol, ou a l'armee de Brest et confiee a Canclaux? Telle etait la question. Chacun voulait la posseder, parce qu'elle devait decider le succes partout ou elle agirait. On etait d'accord pour envelopper le pays d'attaques simultanees, qui, dirigees de tous les points de la circonference, viendraient aboutir au centre. Mais, comme la colonne qui possederait les Mayençais devait prendre une offensive plus decisive, et refouler les Vendeens sur les autres colonnes, il s'agissait de savoir sur quel point il etait le plus utile de rejeter l'ennemi. Rossignol et les siens soutenaient que le meilleur parti a prendre etait de faire marcher les Mayençais par Saumur, pour rejeter les Vendeens sur la mer et sur la Basse Loire, ou on les detruirait entierement; que les colonnes d'Angers, de Saumur, trop faibles, avaient besoin de l'appui des Mayençais pour agir; que, reduites a elles-memes, elles seraient dans l'impossibilite de s'avancer en campagne pour donner la main aux autres colonnes de Niort et de Lucon; qu'elles ne pourraient meme pas arreter les Vendeens refoules, ni les empecher de se repandre dans l'interieur; qu'enfin, en faisant avancer les Mayençais par Saumur, on ne perdrait point de temps, tandis que par Nantes, ils etaient obliges de faire un circuit considerable, et de perdre dix ou quinze jours. Canclaux etait frappe au contraire du danger de laisser la mer ouverte aux Vendeens. Une escadre anglaise venait d'etre signalee dans les parages de l'Ouest, et on ne pouvait pas croire que les Anglais ne songeassent pas a une descente dans le Marais. C'etait alors la pensee generale, et, quoiqu'elle fut erronee, elle occupait tous les esprits. Cependant les Anglais venaient a peine d'envoyer un emissaire dans la Vendee. Il etait arrive deguise, et demandait le nom des chefs, leurs forces, leurs intentions et leur but precis: tant on ignorait en Europe les evenemens interieurs de la France! Les Vendeens avaient repondu par une demande d'argent et de munitions, et par la promesse de porter cinquante mille hommes sur le point ou l'on voudrait operer un débarquement. Tout projet de ce genre etait donc encore bien eloigne; mais de toutes parts on le croyait pret a se realiser. Il fallait donc, disait Canclaux, faire agir les

Mayençais par Nantes, couper ainsi les Vendéens de la mer, et les refouler vers le haut pays. Se repandraient-ils dans l'intérieur, ajoutait Canclaux, ils seraient bientôt détruits, et quant au temps perdu, ce n'était pas une considération à faire valoir: car l'armée de Saumur était dans un état à ne pouvoir pas agir avant dix ou douze jours, même avec les Mayençais. Une raison qu'on ne donnait pas, c'est que l'armée de Mayence, déjà faite au métier de la guerre, aimait mieux servir avec les gens du métier, et préférait Canclaux, général expérimenté, à Rossignol, général ignorant, et l'armée de Brest, signalée par des faits glorieux, à celle de Saumur, connue seulement par des défaites. Les représentants, attachés au parti de la discipline, partageaient aussi cet avis, et craignaient de compromettre l'armée de Mayence, en la plaçant au milieu des soldats jacobins et désordonnés de Saumur.

Philippeaux, le plus ardent adversaire du parti Ronsin parmi les représentants, se rendit à Paris, et obtint un arrêté du comité de salut public en faveur de Canclaux. Ronsin fit révoquer l'arrêté, et il fut convenu alors qu'un conseil de guerre tenu à Saumur déciderait de l'emploi des forces. Le conseil eut lieu le 2 septembre. On y comptait beaucoup de représentants et de généraux. Les avis se trouverent partagés. Rossignol, qui mettait une grande bonne foi dans ses opinions, offrit à Canclaux de lui résigner le commandement, s'il voulait laisser agir les Mayençais par Saumur. Cependant l'avis de Canclaux l'emporta; les Mayençais furent attachés à l'armée de Brest, et la principale attaque dut être dirigée de la Basse sur la Haute-Vendée. Le plan de campagne fut signé, et on promit de partir, à un jour donné, de Saumur, Nantes, les Sables et Niort.

La plus grande humeur régnait dans le parti de Saumur. Rossignol avait de l'ardeur, de la bonne foi, mais point d'instruction, point de santé, et, quoique franchement dévoué, il était incapable de servir d'une manière utile. Il conclut, de la décision adoptée, moins de ressentiment que ses partisans eux-mêmes, tels que Ronsin, Momoro et tous les agents ministériels. Ceux-ci écrivirent sur-le-champ à Paris pour se plaindre du mauvais parti qu'on venait de prendre, des calomnies répandues contre les généraux sans-culottes, des préventions qu'on avait inspirées à l'armée de Mayence, et ils montrèrent ainsi des dispositions qui ne devaient pas faire espérer de leur part un grand zèle à seconder le plan délibéré à Saumur. Ronsin poussa même la mauvaise volonté jusqu'à interrompre les distributions de vivres faites à l'armée de Mayence, sous prétexte que, ce corps passant de l'armée de la Rochelle à celle de Brest, c'était aux administrateurs de cette dernière à l'approvisionner. Les Mayençais partirent aussitôt pour Nantes, et Canclaux disposa toutes choses pour faire exécuter le plan convenu dans les premiers jours de septembre.

Telle avait été la marche générale des choses sur les divers théâtres de la guerre, pendant les mois d'août et de septembre. Il faut suivre maintenant les grandes opérations qui succéderent à ces préparatifs.

Le duc d'York était arrivé devant Dunkerque avec vingt-un mille Anglais et Hanovriens, et douze mille Autrichiens. Le maréchal Freytag était à Ost-Capelle avec seize mille hommes; le prince d'Orange à Menin avec quinze mille Hollandais. Ces deux derniers corps étaient placés là en armée d'observation. Le reste des coalisés, dispersés autour du Quesnoy et jusqu'à la Moselle, s'élevait à environ cent mille hommes. Ainsi cent soixante ou cent soixante-dix mille hommes étaient repartis sur cette ligne immense, occupés à y faire des sièges et à y garder tous les passages. Carnot, qui commençait à diriger les opérations des Français, avait entrevu déjà qu'il ne s'agissait pas de batailler sur tous les points, mais d'employer à propos une masse sur un point décisif. Il avait donc conseillé de transporter trente-cinq mille hommes, de la Moselle et du Rhin au Nord. Son conseil avait été adopté, mais il ne put en arriver que douze mille en

Flandre. Néanmoins, avec ce renfort et les divers camps placés à Gavrelle, à Lille, à Cassel, les Français auraient pu former une masse de soixante mille hommes, et, dans l'état de dispersion où se trouvait l'ennemi, frapper les plus grands coups. Il ne faut, pour s'en convaincre, que jeter les yeux sur le théâtre de la guerre. En suivant le rivage de la Flandre pour entrer en France, on trouve Furnes d'abord, et puis Dunkerque. Ces deux villes, baignées d'un côté par l'Océan, de l'autre par les vastes marais de la Grande-Moer, ne peuvent communiquer entre elles que par une étroite langue de terre. Le duc d'York arrivant par Furnes, qui se présente la première en venant du dehors, s'était placé, pour assiéger Dunkerque, sur cette langue de terre, entre la Grande-Moer et l'Océan. Le corps d'observation de Freytag ne s'était pas établi à Furnes de manière à protéger les derrières de l'armée de siège; il était au contraire assez loin de cette position, en avant des marais de Dunkerque, de manière à couper les secours qui pouvaient venir de l'intérieur de la France. Les Hollandais du prince d'Orange, postés à Menin, à trois journées de ce point, devenaient tout à fait inutiles. Une masse de soixante mille hommes, marchant rapidement entre les Hollandais et Freytag, pouvait se porter à Furnes derrière le duc d'York, et, manœuvrant ainsi entre les trois corps ennemis, accabler successivement Freytag, le duc d'York et le prince d'Orange. Il fallait pour cela une masse unique et des mouvemens rapides. Mais alors on ne songeait qu'à se pousser de front, en opposant à chaque détachement, un détachement pareil. Cependant le comité de salut public avait à peu près conçu le plan dont nous parlons. Il avait ordonné de former un seul corps et de marcher sur Furnes. Houchard comprit un moment cette pensée, mais ne s'y arrêta pas, et songea tout simplement à marcher contre Freytag, à replier ce dernier sur les derrières du duc d'York, et à tâcher ensuite d'inquiéter le siège.

Pendant que Houchard hâtait ses préparatifs, Dunkerque faisait une vigoureuse résistance. Le général Souham, seconde par le jeune Hoche, qui se comporta à ce siège d'une manière héroïque, avait déjà repoussé plusieurs attaques. L'assiégeant ne pouvait pas ouvrir facilement la tranchée dans un terrain sablonneux, au fond duquel on trouvait l'eau en creusant seulement à trois pieds. La flottille qui devait descendre la Tamise pour bombarder la place, n'arrivait pas, et au contraire une flottille française, sortie de Dunkerque et embosquée le long du rivage, harcelait les assiégeants en fermes sur leur étroite langue de terre, manquant d'eau potable et exposés à tous les dangers. C'était le cas de se hâter et de frapper des coups décisifs. On était arrivé aux derniers jours d'août. Suivant l'usage de la vieille tactique, Houchard commença par une démonstration sur Menin, qui n'aboutit qu'à un combat sanglant et inutile. Après avoir donné cette alarme préliminaire, il s'avança, en suivant plusieurs routes, vers la ligne de l'Yser, petit cours d'eau qui le séparait du corps d'observation de Freytag. Au lieu de venir se placer entre le corps d'observation et le corps de siège, il confia à Hedouville le soin de marcher sur Rousbrugge, pour inquiéter seulement la retraite de Freytag sur Furnes, et il alla lui-même donner de front sur Freytag, en marchant avec toute son armée par Houtkercke, Herseele et Bambeke. Freytag avait disposé son corps sur une ligne assez étendue, et il n'en avait qu'une partie autour de lui, lorsqu'il recut le premier choc de Houchard. Il résista à Herseele; mais, après un combat assez vif, il fut obligé de repasser l'Yser, et de se replier sur Bambeke, et successivement de Bambeke sur Rexpoede et Killeme. En reculant de la sorte, au-delà de l'Yser, il laissait ses ailes compromises en avant. La division Walmoden se trouvait jetée loin de lui, à sa droite, et sa propre retraite était menacée vers Rousbrugge par Hedouville.

Freytag veut alors, dans la même journée, se reporter en avant, et reprendre Rexpoede, afin de rallier à lui la division Walmoden. Il arrive à Rexpoede au moment où les Français y entraient. Un combat des plus vifs

s'engage: Freytag est blessé et fait prisonnier. Cependant la fin du jour s'approche; Houchard, craignant une attaque de nuit, se retire hors du village, et n'y laisse que trois bataillons. Walmoden, qui se repliait avec sa division compromise, arrive dans cet instant, et se décide à attaquer vivement Rexpoede, afin de se faire jour. Un combat sanglant se livre au milieu de la nuit; le passage est franchi, Freytag est délivré, et l'ennemi se retire en masse sur le village de Hondschoote. Ce village, situé contre la Grande-Moer et sur la route de Furnes, était un des points par lesquels il fallait passer en se retirant sur Furnes. Houchard avait renoncé à l'idée essentielle de manoeuvrer vers Furnes, entre le corps de siège et le corps d'observation; il ne lui restait donc plus qu'à pousser toujours de front le maréchal Freytag, et à se ruier contre le village de Hondschoote. La journée du 7 se passa à observer les positions de l'ennemi, défendues par une artillerie très forte, et, le 8, l'attaque décisive fut résolue. Dès le matin, l'armée française se porte sur toute la ligne pour attaquer de front. La droite, sous les ordres d'Hedouville, s'étend entre Killem et Beveren; le centre, commandé par Jourdan, marche directement de Killem sur Hondschoote; la gauche attaque entre Killem et le canal de Furnes. L'action s'engage entre les taillis qui couvraient le centre. De part et d'autre, les plus grandes forces sont dirigées sur ce même point. Les Français reviennent plusieurs fois à l'attaque des positions, et enfin ils s'en rendent maîtres. Tandis qu'ils triomphent au centre, les retranchements sont emportés à la droite, et l'ennemi prend le parti de se retirer sur Furnes par les routes de Houthem et de Hoghestade.

Tandis que ces choses se passaient à Hondschoote, la garnison de Dunkerque faisait, sous la conduite de Hoche, une sortie vigoureuse, et mettait les assiégeants dans le plus grand péril. Le lendemain du combat, ceux-ci tinrent un conseil de guerre; se sentant menacés sur leurs derrières, et ne voyant pas arriver les armements maritimes qui devaient servir à bombarder la place, ils résolurent de lever le siège, et de se retirer sur Furnes, où venait d'arriver Freytag. Ils y furent tous réunis le 9 septembre au soir.

Telles furent ces trois journées, qui eurent pour but et pour résultat de replier le corps d'observation sur les derrières du corps de siège, en suivant une marche directe. Le dernier combat donna son nom à cette opération, et la bataille d'Hondschoote fut considérée comme le salut de Dunkerque. Cette opération, en effet, rompait la longue chaîne de nos revers au Nord, faisait essuyer un échec personnel aux Anglais, trompait le plus cher de leurs vœux, sauvait la république du malheur qui lui eût été le plus sensible, et donnait un grand encouragement à la France.

La victoire d'Hondschoote produisit à Paris une grande joie, inspira plus d'ardeur à toute la jeunesse, et fit espérer que notre énergie pourrait être heureuse. Peu important, en effet, les revers, pourvu que des succès viennent s'y mêler, et rendre au vaincu l'espérance et le courage. L'alternative ne fait qu'augmenter l'énergie et exalter l'enthousiasme de la résistance.

Pendant que le duc d'York s'était porté à Dunkerque, Cobourg avait résolu l'attaque du Quesnoy. Cette place manquait de tous les moyens nécessaires à sa défense, et Cobourg la serrait de très près. Le comte de salut public, ne négligeant pas plus cette partie de la frontière que les autres, avait ordonné sur-le-champ que des colonnes sortissent de Landrecies, Cambrai et Maubeuge. Malheureusement, ces colonnes ne purent agir en même temps; l'une fut renfermée dans Landrecies; l'autre, entourée dans la plaine d'Avesnes, et formée en bataillon carré, fut rompue après une résistance des plus honorables. Enfin le Quesnoy fut obligé de capituler le 11 septembre. Cette perte était peu de chose à côté de la délivrance de Dunkerque; mais elle mêlait quelque amertume à la joie produite par ce dernier événement.

Houchard, apres avoir force le duc d'York a se concentrer a Furnes avec Freytag, n'avait plus rien d'heureux a tenter sur ce point; il ne lui restait qu'a se ruer avec des forces egales sur des soldats mieux aguerris, sans aucune de ces circonstances, ou favorables ou pressantes, qui font hasarder une bataille douteuse. Dans cette situation, il n'avait rien de mieux a faire qu'a tomber sur les Hollandais, disseminés en plusieurs detachemens, autour de Menin, Halluin, Roncq, Werwike et Ypres. Houchard, procedant avec prudence, ordonna au camp de Lille de faire une sortie sur Menin, tandis qu'il agirait lui-meme par Ypres. On se disputa pendant deux jours les postes avances de Werwike, de Roncq et d'Halluin. De part et d'autre, on se comporta avec une grande bravoure et une mediocre intelligence. Le prince d'Orange, quoique presse de tous cotes, et ayant perdu ses postes avances, resista opiniatremment, parce qu'il avait appris la reddition du Quesnoy et l'approche de Beaulieu, qui lui amenait des secours. Enfin, il fut oblige, le 13 septembre, d'evacuer Menin, apres avoir perdu dans ces differentes journees deux a trois mille hommes, et quarante pieces de canon. Quoique notre armee n'eut pas tire de sa position tout l'avantage possible, et que, manquant aux instructions du comite de salut public, elle eut agi par masses trop divisees, cependant elle occupait Menin. Le 15, elle etait sortie de Menin et marchait sur Courtray. A Bisseghem, elle rencontre Beaulieu. Le combat s'engage avec avantage de notre cote; mais tout a coup l'apparition d'un corps de cavalerie sur les ailes repand une alarme qui n'etait fondee sur aucun danger reel. Tout s'ebranle et fuit jusqu'a Menin. La, cette inconcevable deroute ne s'arrete pas; la terreur se communique a tous les camps, a tous les postes, et l'armee en masse vient chercher un refuge sous le canon de Lille. Cette terreur panique dont l'exemple n'etait pas nouveau, qui provenait de la jeunesse et de l'inexperience de nos troupes, peut-etre aussi d'un perfide _sauve qui peut_, nous fit perdre les plus grands avantages, et nous ramena sous Lille. La nouvelle de cet evenement, portee a Paris, y causa la plus funeste impression, y fit perdre a Houchard les fruits de sa victoire, souleva contre lui un dechainement violent, dont il rejaillit quelque chose contre le comite de salut public lui-meme. Une nouvelle suite d'echecs vint aussitot nous rejeter dans la position perilleuse d'ou nous venions de sortir un moment par la victoire d'Hondschoote.

Les Prussiens et les Autrichiens, places sur les deux versans des Vosges, en face de nos deux armees de la Moselle et du Rhin, venaient enfin de faire quelques tentatives serieuses. Le vieux Wurmser, plus ardent que les Prussiens, et sentant l'avantage des passages des Vosges, voulut occuper le poste important de Bodenthal, vers la Haute-Lauter. Il hasarda en effet un corps de quatre mille hommes, qui, passant a travers d'affreuses montagnes, parvint a occuper Bodenthal.

De leur cote, les representants a l'armee du Rhin, cedant a l'impulsion generale, qui determinait partout un redoublement d'energie, resolurent une sortie generale des lignes de Wissembourg pour le 12 septembre. Les trois generaux Desaix, Dubois et Michaud, lances a la fois contre les Autrichiens, firent des efforts inutiles et furent ramenes dans les lignes. Les tentatives dirigees surtout contre le corps autrichien jete a Bodenthal, furent completement repoussees. Cependant on prepara une nouvelle attaque pour le 14. Tandis que le general Ferrette marcherait sur Bodenthal, l'armee de la Moselle, agissant sur l'autre versant, devait attaquer Pirmasens, qui correspond a Bodenthal, et ou Brunswick se trouvait poste avec une partie de l'armee prussienne. L'attaque du general Ferrette reussit parfaitement; nos soldats assaillirent les positions des Autrichiens avec une heroique temerite, s'en emparerent, et recouvrerent l'important defile de Bodenthal. Mais il n'en fut pas de meme sur le versant oppose. Brunswick sentait l'importance de Pirmasens, qui fermait les defiles; il possedait des forces considerables, et se trouvait dans des positions excellentes. Pendant que l'armee de la Moselle faisait face sur

la Sarre au reste de l'armee prussienne, douze mille hommes furent jetes de Hornbach sur Pirmasens. Le seul espoir des Francais etait d'enlever Pirmasens par une surprise; mais, apercus et mitrilles des leur premiere approche, il ne leur restait plus qu'a se retirer. C'est ce que voulait le general; mais les representans s'y opposerent, et ils ordonnerent l'attaque sur trois colonnes, et par trois ravins qui aboutissaient a la hauteur sur laquelle est situe Pirmasens. Deja nos soldats, grace a leur bravoure, s'etaient fort avances; la colonne de droite etait meme prete a franchir le ravin dans lequel elle marchait, et a tourner Pirmasens, lorsqu'un double feu, dirige sur les deux flancs, vint l'accabler inopinement. Nos soldats resistant d'abord, mais le feu redouble, et ils sont enfin ramenes le long du ravin ou ils s'etaient engages. Les autres colonnes sont repliees de meme, et toutes fuient le long des vallees, dans le plus grand desordre. L'armee fut obligee de se reporter au poste d'ou elle etait partie. Tres heureusement, les Prussiens ne songerent pas a la poursuivre, et ne firent pas meme occuper son camp d'Hornbach, qu'elle avait quitte pour marcher sur Pirmasens. Nous perdimes a cette affaire vingt-deux pieces de canon, et quatre mille hommes tues, blesses ou prisonniers. Cet echec du 14 septembre pouvait avoir une grande importance. Les coalises, ranimes par le succes, songeaient a user de toutes leurs forces; ils se disposaient a marcher sur la Sarre et la Lauter, et a nous enlever ainsi les lignes de Wissembourg.

Le siege de Lyon se poursuivait avec lenteur. Les Piemontais, en debouchant par les Hautes-Alpes, dans les vallees de la Savoie, avaient fait diversion, et oblige Dubois-Crance et Kellermann a diviser leurs forces. Kellermann s'etait porte en Savoie. Dubois-Crance, reste devant Lyon avec des moyens insuffisans, faisait inutilement pleuvoir le fer et le feu sur cette malheureuse cite, qui, resolue a tout souffrir, ne pouvait plus etre reduite par les desastres du blocus et du bombardement, mais seulement par une attaque de vive force.

Aux Pyrenees, nous venions d'epruver un sanglant echec. Nos troupes etaient restees depuis les dernier evenemens aux environs de Perpignan; les Espagnols se trouvaient dans leur camp du Mas-d'Eu. Nombreux, aguerris, et commandes par un general habile, ils etaient pleins d'ardeur et d'esperance. Nous avons deja decrit le theatre de la guerre. Les deux vallees presque paralleles du Tech et de la Tet partent de la grande chaine et debouchent vers la mer; Perpignan est dans la seconde de ces vallees. Ricardos avait franchi la premiere ligne du Tech, puisqu'il se trouvait au Mas-d'Eu, et il avait resolu de passer la Tet fort au-dessus de Perpignan, de maniere a tourner cette place, et a forcer notre armee a l'abandonner. Dans ce but, il songea d'abord a s'emparer de Villefranche. Cette petite forteresse, placee sur le cours superieur de la Tet, devait assurer son aile gauche contre le brave Dagobert, qui, avec trois mille hommes, obtenait des succes en Cerdagne. En consequence, vers les premiers jours d'aout, il detacha le general Crespo avec quelques bataillons. Celui-ci n'eut qu'a se presenter devant Villefranche; le commandant lui en ouvrit lachement les portes. Crespo y laissa garnison, et vint rejoindre Ricardos. Pendant ce temps, Dagobert, avec un tres petit corps, parcourut toute la Cerdagne, replia les Espagnols jusqu'a la Seu-d'Urgel, et songea meme a les repousser jusqu'a Campredon. Cependant la faiblesse du detachement de Dagobert, et la forteresse de Villefranche, rassurerent Ricardos contre les succes des Francais sur son aile gauche. Ricardos persista donc dans son offensive. Le 31 aout, il fit menacer notre camp sous Perpignan, passa la Tet au-dessus de Soler, en chassant devant lui notre aile droite, qui vint se replier a Salces, a quelques lieues en arriere de Perpignan, et tout pres de la mer. Dans cette position, les Francais, les uns enfermes dans Perpignan, les autres accules sur Salces, ayant la mer a dos, se trouvaient dans une position des plus dangereuses. Dagobert, il est vrai, remportait de nouveaux avantages dans la Cerdagne, mais trop peu importants pour alarmer Ricardos. Les representans Fabre et Cassaigne, retires avec

l'armee a Salces, resolurent d'appeler Dagobert en remplacement de Barbantane, afin de ramener la fortune sous nos drapeaux. En attendant l'arrivee du nouveau general, ils projeterent un mouvement combine entre Salces et Perpignan, pour sortir de cette situation perilleuse. Ils ordonnerent a une colonne de s'avancer de Perpignan, et d'attaquer les Espagnols par derriere, tandis qu'eux-memes, quittant leurs positions, les attaqueraient de front. En effet, le 15 septembre, le general Davoust sort de Perpignan avec six ou sept mille hommes, tandis que Perignon se dirige de Salces sur les Espagnols. Au signal convenu, on se jette des deux cotes sur le camp ennemi; les Espagnols, presses de toutes parts, sont obliges de fuir derriere la Tet, en abandonnant vingt-six pieces de canon. Ils viennent aussitot se replacer au camp du Mas-d'Eu, d'ou ils etaient partis pour executer cette offensive hardie, mais malheureuse.

Dagobert arriva sur ces entrefaites, et ce guerrier, age de soixante-quinze ans, reunissant la fougue d'un jeune homme a la prudence consommee d'un vieux general, se hata de signaler son arrivee par une tentative sur le camp du Mas-d'Eu. Il divisa son attaque en trois colonnes: l'une, partant de notre droite, et marchant par Thuir sur Sainte-Colombe, devait tourner les Espagnols; la seconde, agissant au centre, etait chargee de les attaquer de front et de les culbuter; enfin la troisieme, operant vers la gauche, devait se placer dans un bois et leur fermer la retraite. Cette derniere, commandee par Davoust, attaqua a peine, et s'enfuit en desordre. Les Espagnols purent alors diriger toutes leurs forces sur les deux autres colonnes du centre et de la droite. Ricardos, jugeant que tout le danger etait a droite, y porta ses plus grandes forces, et parvint a repousser les Francais. Au centre seul, Dagobert, animant tout par sa presence, emporta les retranchemens qui etaient devant lui, et allait meme decider de la victoire, lorsque Ricardos, revenant avec les troupes victorieuses a la gauche et a la droite, accabla son ennemi de toutes ses forces reunies. Cependant le brave Dagobert resistait encore, lorsqu'un bataillon met bas les armes, en criant: *_Vive le roi!* Dagobert indigne dirige deux pieces sur les traitres, et tandis qu'il les foudroie, il rallie autour de lui un petit nombre de braves restes fideles, et se retire avec quelques cents hommes, sans que l'ennemi, intimide par sa fiere contenance, ose le poursuivre.

Certainement ce brave general n'avait merite que des lauriers par sa fermete au milieu d'un tel revers, et si sa colonne de gauche eut mieux agi, si ses bataillons du centre ne se fussent pas debandes, ses dispositions auraient ete suivies d'un plein succes. Neanmoins, la defiance ombrageuse des representans lui imputa ce desastre. Blesse de cette injustice, il retourna prendre le commandement subalterne de la Cerdagne. Notre armee se trouva donc encore refoulee sur Perpignan, et exposee a perdre l'importante ligne de la Tet.

Le plan de campagne du 2 septembre avait ete mis a execution dans la Vendee. La division de Mayence devait, comme on l'a vu, agir par Nantes. Le comite de salut public, qui recevait des nouvelles alarmantes sur les projets des Anglais sur l'Ouest, approuva tout a fait l'idee de porter les principales forces vers les cotes. Rossignol et son parti en concurent beaucoup d'humeur, et ecrivirent au ministere des lettres qui ne faisaient attendre d'eux qu'une faible cooperation aux plans convenus. La division de Mayence marcha donc sur Nantes, ou elle fut recue avec de grandes demonstrations de joie, et au milieu des fetes. Un banquet etait prepare, et avant de s'y rendre, on preluda au festin par une vive escarmouche avec les partis ennemis repandus sur les bords de la Loire. Si la colonne de Nantes etait joyeuse d'etre reunie a la celebre armee de Mayence, celle-ci n'etait pas moins satisfaite de servir sous le brave Canclaux, et avec sa division deja signalee par la defense de Nantes et par une foule de faits honorables. D'apres le plan concerté, des colonnes partant de tous les

points du theatre de la guerre devaient se reunir au centre et y ecraser l'ennemi. Canclaux, general de l'armee de Brest, partant de Nantes, devait descendre la rive gauche de la Loire, tourner autour du vaste lac de Grand-Lieu, balayer la Vendee inferieure, remonter ensuite vers Machecoul, et se trouver a Leger le 11 ou le 12. Son arrivee sur ce dernier point etait le signal du depart pour les colonnes de l'armee de La Rochelle, chargees d'assaillir le pays par le Midi et l'Est. On se souvient que l'armee de La Rochelle, sous les ordres de Rossignol, general en chef, se composait de plusieurs divisions: celle des Sables etait commandee par Mieszkousky, celle de Lucon par Beffroy, celle de Niort par Chalbos, celle de Saumur par Santerre, celle d'Angers par Duhoux. A l'instant ou Canclaux arriverait a Leger, la colonne des Sables avait ordre de se mettre en mouvement, de se trouver le 13 a Saint-Fulgent, le 14 aux Herbiers, et le 16 enfin, d'etre avec Canclaux a Mortagne. Les colonnes de Lucon, de Niort, devaient, en se donnant la main, avancer vers Bressuire et Argenton, et avoir atteint cette hauteur le 14; enfin, les colonnes de Saumur et d'Angers, partant de la Loire, devaient arriver aussi le 14 aux environs de Vihiers et Chemille. Ainsi, d'apres ce plan, tout le pays devait etre parcouru du 14 au 16, et les rebelles allaient etre enfermes par les colonnes republicaines entre Mortagne, Bressuire, Argenton, Vihiers et Chemille. Leur destruction devenait alors inevitable.

On a deja vu que, deux fois repousses de Lucon avec un dommage considerable, les Vendeens avaient fort a coeur de prendre une revanche. Ils se reunirent en force avant que les republicains eussent execute leurs projets; et tandis que Charette assiegeait le camp des Naudieres du cote de Nantes, ils attaquerent la division de Lucon, qui s'etait avancee jusqu'a Chantonay. Ces deux tentatives eurent lieu le 5 septembre. Celle de Charette sur les Naudieres fut repoussee; mais l'attaque sur Chantonay, imprevue et bien dirigee, jeta les republicains dans le plus grand desordre. Le jeune et brave Marceau fit des prodiges pour eviter un desastre; mais sa division, apres avoir perdu ses bagages et son artillerie, se retira pele-mele a Lucon. Cet echec pouvait nuire au plan projete, parce que la desorganisation de l'une des colonnes laissait un vide entre la division des Sables et celle de Niort; mais les representans firent les efforts les plus actifs pour la reorganiser, et on envoya des courriers a Rossignol, afin de le prevenir de l'evenement.

Tous les Vendeens etaient dans ce moment reunis aux Herbiers, autour du generalissime d'Elbee. La division etait parmi eux comme chez leurs adversaires, car le coeur humain est partout le meme, et la nature ne reserve pas le desinterressement et les vertus pour un parti, en laissant exclusivement a l'autre l'orgueil, l'egoisme et les vices. Les chefs vendeens se jalouaient entre eux comme les chefs republicains. Les generaux avaient peu de consideration pour le conseil superieur, qui affectait une espee de souverainete. Possedant la force reelle, ils n'etaient nullement disposes a ceder le commandement a un pouvoir qui ne devait qu'a eux-memes sa fictive existence. Ils enviaient d'ailleurs le generalissime d'Elbee, et pretendaient que Bonchamps eut ete mieux fait pour leur commander a tous. Charette, de son cote, voulait rester seul maitre de la Basse-Vendee. Ils etaient donc peu disposes a s'entendre, et a concerter un plan en opposition a celui des republicains. Une depeche interceptee venait de leur faire connaitre les projets de leurs ennemis. Bonchamps fut le seul qui proposa un projet hardi et qui revelait des pensees profondes. Il pensait qu'il ne serait pas possible de resister long-temps aux forces de la republique reunies dans la Vendee; qu'il etait pressant de s'arracher de ces bois, de ces ravins, ou l'on serait eternellement enseveli, sans connaitre les coalises et sans etre connu d'eux; en consequence il soutint qu'au lieu de s'exposer a etre detruit, il valait mieux sortir en colonne serree de la Vendee, et s'avancer dans la Bretagne ou l'on etait desire, et ou la republique ne s'attendait pas a

etre frappee. Il conseilla de marcher jusques aux cotes de l'Ocean, de s'emparer d'un port, de communiquer avec les Anglais, d'y recevoir un prince emigre, de se reporter de la sur Paris, et de faire ainsi une guerre offensive et decisive. Cet avis, qu'on prete a Bonchamps, ne fut pas suivi des Vendeens, dont les vues etaient toujours aussi bornees, et qui avaient toujours une aussi grande repugnance a quitter leur sol. Leurs chefs ne songerent qu'a se partager le pays en quatre portions, pour y regner individuellement. Charette eut la Basse-Vendee, M. de Bonchamps les bords de la Loire du cote d'Angers, M. de La Rochejaquelein le reste du Haut-Anjou, M. de Lescure toute la partie insurgee du Poitou. M. d'Elbee conserva son titre inutile de generalissime, et le conseil superieur son autorite fictive.

Le 9, Canclaux se mit en mouvement, laissa au camp des Naudieres une forte reserve sous les ordres de Grouchy et d'Haxo, pour proteger Nantes, et achemina la colonne de Mayence vers Leger. Pendant ce temps l'ancienne armee de Brest, sous les ordres de Beysser, faisant le circuit de la Basse-Vendee par Pornic, Bourneuf et Machecoul, devait se rejoindre a Leger avec la colonne de Mayence.

Ces mouvemens, diriges par Canclaux, s'executerent sans obstacles. La colonne de Mayence, dont Kleber commandait l'avant-garde, et Aubert-Dubayet le corps de bataille, chassa tous les ennemis devant elle. Kleber, a l'avant-garde, aussi loyal qu'heroique, faisait camper ses troupes hors des villages pour empecher les devastations. "En passant, dit-il, devant le beau lac de Grand-Lieu, nous avons des paysages charmans, et des echappees de vue aussi agreables que multipliees. Sur une prairie immense erraient au hasard de nombreux troupeaux abandonnes a eux-memes. Je ne pus m'empecher de gemir sur le sort de ces infortunes habitans, qui, egares et fanatisees par leurs pretres, repoussaient les bienfaits d'un nouvel ordre de choses pour courir a une destruction certaine." Kleber fit des efforts continuels pour proteger le pays contre les soldats, et reussit le plus souvent. Une commission civile avait ete jointe a l'etat-major pour faire executer le decret du 1er aout, qui ordonnait de ruiner le sol et d'en transporter la population ailleurs. Il etait defendu aux soldats de mettre le feu; et ce n'etait que d'apres les ordres des generaux et de la commission civile, que les moyens de destruction devaient etre employes.

On etait arrive le 14 a Leger, et la colonne de Mayence s'y etait reunie a celle de Brest, commandee par Beysser. Pendant ce temps, la colonne des Sables, sous les ordres de Mieszkousky, s'etait avancee a Saint-Fulgent, suivant le plan convenu, et donnait deja la main a l'armee de Canclaux. Celle de Lucon, retardee un moment par sa defaite a Chantonay, etait demoree en arriere; mais, grace au zele des representans qui lui avaient donne un nouveau general, Beffroy, elle s'etait reportee en avant. Celle de Niort se trouvait a la Chataigneraie. Ainsi, quoique le mouvement general eut ete retarde d'un jour ou deux sur tous les points, et que Canclaux ne fut arrive que le 14 a Leger, ou il aurait du se trouver le 12, le retard etant commun a toutes les colonnes, l'ensemble n'en etait pas detruit, et on pouvait poursuivre l'execution du plan de campagne. Mais, dans cet intervalle de temps, la nouvelle de la defaite essayee par la division de Lucon etait arrivee a Saumur; Rossignol, Ronsin et tout l'etat-major avaient pris l'alarme; et, craignant qu'il n'arrivat de semblables accidens aux deux autres colonnes de Niort et des Sables, dont ils suspectaient la force, ils deciderent de les faire rentrer sur-le-champ dans leurs premiers postes. Cet ordre etait des plus imprudens; cependant il n'etait pas donne de mauvaise foi, et dans l'intention de decouvrir Canclaux et d'exposer ses ailes; mais on avait peu de confiance en son plan, on etait tres dispose, au moindre obstacle, a le juger impossible, et a l'abandonner. C'est la sans doute ce qui determina l'etat-major de Saumur a ordonner le mouvement retrograde des colonnes de Niort, de Lucon et des

Sables.

Canclaux, poursuivant sa marche, avait fait de nouveaux progres; il avait attaque Montaigu sur trois points: Kleber, par la route de Nantes, Aubert-Dubayet, par celle de Roche-Serviere, et Beysser, par celle de Saint-Fulgent, s'y etaient precipites a la fois, et en avaient bientot deloge l'ennemi. Le 17, Canclaux prit Clisson; et, ne voyant pas encore agir Rossignol, il resolut de s'arreter, et de se borner a des reconnaissances, en attendant de nouveaux renseignements.

Canclaux s'etablit donc aux environs de Clisson, laissa Beysser a Montaigu, et porta Kleber avec l'avant-garde a Torfou. On etait la le 18. Le contre-ordre donne de Saumur etait arrive a la division de Niort, et avait ete communique aux deux autres divisions de Lucon et des Sables; sur-le-champ elles s'etaient retirees, et avaient jete, par leur mouvement retrograde, les Vendeens dans l'etonnement, et Canclaux dans le plus grand embarras. Les Vendeens etaient environ cent mille sous les armes. Un nombre immense d'entre eux se trouvait du cote de Vihiers et de Chemille, en face des colonnes de Saumur et d'Angers; un nombre plus considerable encore du cote de Clisson et de Mortagne, sur Canclaux. Les colonnes d'Angers et de Saumur, en les voyant si nombreux, disaient que c'etait l'armee de Mayence qui les leur rejetait sur les bras, et se plaignaient de ce plan qui les exposait a recevoir un ennemi si formidable. Cependant il n'en etait rien, et les Vendeens etaient partout debout en assez grand nombre pour occuper les republicains sur tous les points. Ce jour meme, loin de se jeter sur les colonnes de Rossignol, ils marchaient sur Canclaux: d'Elbee et Lescure quittaient la Haute-Vendee pour joindre l'armee de Mayence.

Par une singuliere complication d'evenemens, Rossignol, en apprenant les succes de Canclaux, qui avait penetre jusqu'au centre de la Vendee, contremanda ses premiers ordres de retraite, et enjoit a ses colonnes de se reporter en avant. Les colonnes de Saumur et d'Angers, placees a sa portee, agissent les premieres, et escarmouchent, l'une a Doue, l'autre aux ponts de Ce. Les avantages sont balances. Le 18, celle de Saumur, commandee par Santerre, veut s'avancer de Vihiers a un petit village nomme Coron. Artillerie, cavalerie, infanterie, se trouvent, par de mauvaises dispositions, accumulees confusement dans les rues de ce village qui etait domine. Santerre veut reparer cette faute et faire reculer les troupes pour les mettre en bataille sur une hauteur; mais Ronsin, qui, en l'absence de Rossignol, s'attribuait une autorite superieure, reproche a Santerre d'ordonner la retraite, et s'y oppose. Dans ce moment, les Vendeens fondent sur les republicains, un horrible desordre se communique a toute la division. Il s'y trouvait beaucoup d'hommes du nouveau contingent leve avec le tocsin; ceux-ci se debandent; tout est entraine et fuit confusement, de Coron a Vihiers, a Doue et a Saumur. Le lendemain 19, les Vendeens marchent contre la division d'Angers, commandee par Duhoux. Aussi heureux que la veille, ils repoussent les republicains jusqu'au-dela d'Erigne, et s'emparent de nouveau des ponts de Ce.

Du cote de Canclaux, on se bat avec la meme activite. Le meme jour, vingt mille Vendeens, places aux environs de Torfou, fondent sur l'avant-garde de Kleber, composee tout au plus de deux mille hommes. Kleber se place au milieu de ses soldats, et les soutient contre cette foule d'assaillans. Le terrain sur lequel il se bat est un chemin domine par des hauteurs; malgre le desavantage de la position, il ne se retire qu'avec ordre et fermete. Cependant, une piece d'artillerie ayant ete demontee, un peu de confusion se repand dans ses bataillons, et ses braves plient pour la premiere fois. A cette vue, Kleber, pour arreter l'ennemi, place un officier avec quelques soldats aupres d'un pont, et leur dit: „Mes amis, vous vous ferez tuer„. Ils executent cet ordre avec un admirable heroisme. Sur ces entrefaites, le corps de bataille arrive, et retablit le combat; les Vendeens sont enfin

repousses bien loin, et punis de leur avantage passager.

Tous ces evenemens s'etaient passes le 19; l'ordre de se reporter en avant, qui avait si mal reussi aux deux divisions de Saumur et d'Angers, n'etait pas encore parvenu, a cause des distances, aux colonnes de Lucon et de Niort. Beysser etait toujours a Montaigu, formant la droite de Canclaux et se trouvant decouvert. Canclaux voulant mettre Beysser a l'abri, lui ordonna de quitter Montaigu et de se rapprocher du corps de bataille. Il enjoignit a Kleber de s'avancer du cote de Beysser pour proteger son mouvement. Beysser, trop negligent, avait laisse sa colonne mal gardee dans Montaigu. MM. de Lescure et Charette la surprirent, et l'auraient aneantie sans la bravoure de deux bataillons, qui, par leur opiniatrete, arreterent la rapidite de la poursuite et de la retraite. L'artillerie et les bagages furent perdus, et les debris de cette colonne coururent a Nantes, ou ils furent recus par la brave reserve laissee pour proteger la place. Canclaux resolut alors de retrograder, pour ne pas rester en fleche dans le pays, expose a tous les coups des Vendeens. Il se replia en effet sur Nantes avec ses braves Mayençais, qui ne furent pas entames, grace a leur attitude imposante, et aux refus de Charette, qui ne voulut pas se reunir a MM. d'Elbee et de Bonchamps, dans la poursuite des republicains.

La cause qui empecha le succes de cette nouvelle expedition sur la Vendee est evidente. L'etat-major de Saumur avait ete mecontent du plan qui adjugeait la colonne de Mayence a Canclaux; l'echec du 5 septembre fut pour lui un pretexte suffisant de se decourager, et de renoncer a ce plan. Un contre-ordre fut aussitot donne aux colonnes des Sables, de Lucon et de La Rochelle. Canclaux, qui s'etait avance avec succes, se trouva ainsi decouvert, et l'echec de Torfou rendit sa position encore plus difficile. Cependant l'armee de Saumur, en apprenant ses progres, marcha de Saumur et d'Angers, a Vihiers et Chemille, et si elle ne s'etait pas si tot debandee, il est probable que la retraite des ailes n'aurait pas empeche le succes definitif de l'entreprise. Ainsi, trop de promptitude a renoncer au plan propose, la mauvaise organisation des nouvelles levees, et la puissance des Vendeens, qui etaient plus de cent mille sous les armes, furent les causes de ces nouveaux revers. Mais il n'y avait ni trahison de la part de l'etat-major de Saumur, ni vice dans le plan de Canclaux. L'effet de ces revers etait funeste, car la nouvelle resistance de la Vendee reveillait toutes les esperances des contre-revolutionnaires, et aggravait singulierement les perils de la republique. Enfin, si les armees de Brest et de Mayence n'en etaient pas ebranlees, celle de La Rochelle se trouvait encore une fois desorganisee, et tous les contingens, provenant de la levee en masse, rentraient dans leurs foyers, en y portant le plus grand decouragement.

Les deux partis de l'armee s'empreserent aussitot de s'accuser. Philippeaux, toujours plus ardent, ecrivit au comite de salut public une lettre bouillante d'indignation, ou il attribua a une trahison le contre-ordre donne aux colonnes de l'armee de la Rochelle. Choudieu et Richard, commissaires a Saumur, ecrivirent des reponses aussi injurieuses, et Ronsin courut aupres du ministere et du comite de salut public pour denoncer les vices du plan de campagne. Canclaux, dit-il, faisant agir des masses trop fortes dans la Basse-Vendee, avait rejete sur la Haute-Vendee toute la population insurgee, et avait amene la defaite des colonnes de Saumur et d'Angers. Enfin, rendant calomnies pour calomnies, Ronsin repondit au reproche de trahison par celui d'aristocratie, et denonca a la fois les deux armees de Brest et de Mayence, comme remplies d'hommes suspects et malintentionnes. Ainsi s'envenimait toujours davantage la querelle du parti jacobin contre le parti qui voulait la discipline et la guerre reguliere.

L'inconcevable deroute de Menin, l'inutile et meurtriere tentative sur

Pirmasens, les defaites aux Pyrenees-Orientales, la facheuse issue de la nouvelle expedition sur la Vendee, furent connues a Paris presque en meme temps, et y causerent la plus funeste impression. Ces nouvelles se repandirent successivement du 18 au 25 septembre, et, suivant l'usage, la crainte excita la violence. On a deja vu que les plus ardens agitateurs se reunissaient aux Cordeliers, ou l'on s'imposait encore moins de reserve qu'aux Jacobins, et qu'ils regnaient au ministere de la guerre sous le faible Bouchotte. Vincent etait leur chef a Paris, comme Ronsin dans la Vendee, et ils saisirent cette occasion de renouveler leurs plaintes accoutumees. Places au-dessous de la convention, ils auraient voulu ecartier son autorite incommode, qu'ils rencontraient aux armees dans la personne des representans, et a Paris dans le comite de salut public. Les representans en mission ne leur laissaient pas executer les mesures revolutionnaires avec toute la violence qu'ils desiraient y mettre; le comite de salut public, réglant souverainement toutes les operations suivant des vues plus elevees et plus impartiales, les contrariait sans cesse, et il etait de tous les obstacles celui qui les genait le plus; aussi leur venait-il souvent a l'esprit de faire etablir le nouveau pouvoir executif, d'apres le mode adopte par la constitution.

La mise en vigueur de la constitution, souvent et mechamment demandee par les aristocrates, avait de grands perils. Elle exigeait de nouvelles elections, remplacait la convention par une autre assemblee, necessairement inexperimentee, inconnue au pays, et renfermant toutes les factions a la fois. Les revolutionnaires enthousiastes, sentant ce danger, ne demandaient pas le renouvellement de la representation nationale, mais reclamaient l'execution de la constitution en ce qui convenait a leurs vues. Places presque tous dans les bureaux, ils voulaient seulement la formation du ministere constitutionnel, qui devait etre independant du pouvoir legislatif, et par consequent du comite de salut public. Vincent eut donc l'audace de faire rediger une petition aux Cordeliers, pour demander l'organisation du ministere constitutionnel, et le rappel des deputes en mission. L'agitation fut des plus vives. Legendre, ami de Danton, et deja range parmi ceux dont l'energie semblait se ralentir, s'y opposa vainement, et la petition fut adoptee, a un article pres, celui qui demandait le rappel des representans en mission. L'utilite de ces representans etait si evidente, et il y avait dans cette clause quelque chose de si personnel contre les membres de la convention, qu'on n'osa pas y persister. Cette petition provoqua beaucoup de tumulte a Paris, et compromit serieusement l'autorite naissante du comite de salut public.

Outre ces adversaires violens, ce comite en avait encore d'autres parmi les nouveaux moderes, qu'on accusait de reproduire le systeme des girondins, et de contrarier l'energie revolutionnaire. Fortement prononces contre les cordeliers, les jacobins, les desorganiseurs des armees, ils ne cessaient de faire leurs plaintes au comite, et lui reprochaient meme de ne pas se declarer assez fortement contre les anarchistes.

Le comite avait donc contre lui les deux nouveaux partis qui commencent a se former. Suivant l'usage, ces partis profiterent des evenemens malheureux pour l'accuser, et tous deux, d'accord pour condamner ses operations, les critiquerent chacun a sa maniere.

La deroute du 15 a Menin etait deja connue; les derniers revers de la Vendee commencent a l'etre confusement. On parlait vaguement d'une defaite a Coron, a Torfou, a Montaigu. Thuriot, qui avait refuse d'etre membre du comite de salut public, et qu'on accusait d'etre l'un des nouveaux moderes, s'eleva, au commencement de la seance, contre les intrigans, les desorganiseurs, qui venaient de faire, au sujet des subsistances, de nouvelles propositions extremement violentes. "Nos comites et le conseil executif, dit-il, sont harceles, cernes par un ramas

d'intrigans qui n'affichent le patriotisme que parce qu'il leur est productif. Oui, le temps est venu ou il faut chasser ces hommes de rapine et d'incendie, qui croient que la revolution s'est faite pour eux, tandis que l'homme probe et pur ne la soutient que pour le bonheur du genre humain." Les propositions combattues par Thuriot sont repoussees. Briez, l'un des commissaires envoyes a Valenciennes, lit alors un memoire critique sur les operations militaires; il soutient qu'on n'a jamais fait qu'une guerre lente et peu convenable au genie francais, qu'on s'est toujours battu en detail, par petites masses, et que c'est dans ce systeme qu'il faut chercher la cause des revers qu'on a essayes. Ensuite, sans attaquer ouvertement le comite de salut public, il parait insinuer que ce comite n'a pas tout fait connaitre a la convention, et que, par exemple, il y avait eu pres de Douay un corps de six mille Autrichiens, qui aurait pu etre enleve et qui ne l'avait pas ete. La convention, apres avoir entendu Briez, l'adjoint au comite de salut public. Dans ce moment, arrivent les nouvelles detaillees de la Vendee, contenues dans une lettre de Montaigu. Ces details alarmans excitent un elan general. "Au lieu de nous intimider, s'ecrie un des membres, jurons de sauver la republique!" A ces mots, l'assemblee entiere se leve, et jure encore une fois de sauver la republique, quels que soient les perils qui la menacent. Les membres du comite de salut public, qui n'etaient point encore arrives, entrent dans ce moment. Barrere, le rapporteur ordinaire, prend la parole. "Tout soupcon dit-il, dirige contre le comite de salut public, serait une victoire remportee par Pitt. Il ne faut pas donner a nos ennemis le trop grand avantage de deconsiderer nous-memes le pouvoir charge de nous sauver." Barrere fait ensuite connaitre les mesures prises par le comite. "Depuis plusieurs jours, continue-t-il, le comite avait lieu de soupconner que de graves fautes avaient ete commises a Dunkerque, ou l'on aurait pu exterminer jusqu'au dernier des Anglais, et a Menin, ou aucun effort n'avait ete fait pour arreter les etranges effets de la terreur panique. Le comite a destitue Houchard, ainsi que le general divisionnaire Hedouville, qui n'a pas fait a Menin ce qu'il devait; et on examinera sur-le-champ la conduite de ces deux generaux; le comite va ensuite faire epurer tous les etats-majors et toutes les administrations des armees; il a mis les flottes sur un pied qui leur permettra de se mesurer avec nos ennemis; il vient de lever dix-huit mille hommes; il vient d'ordonner un nouveau systeme d'attaque en masse; enfin, c'est dans Rome meme qu'il veut attaquer Rome, et cent mille hommes, débarquant en Angleterre, iront etouffer a Londres le systeme de Pitt. C'est donc a tort que l'on a accuse le comite de salut public; il n'a pas cesse de meriter la confiance que la convention lui a jusqu'ici temoignee."

Robespierre prend alors la parole: "Depuis long-temps, dit-il, on s'attache a diffamer la convention et le comite de salut public. Briez, qui aurait du mourir a Valenciennes, en est lachement sorti, pour venir a Paris servir Pitt et la coalition, en deconsiderant le gouvernement. Ce n'est pas assez, ajoute-t-il, que la convention nous continue sa confiance. Il faut qu'elle le proclame solennellement, et qu'elle rapporte sa decision a l'egard de Briez, qu'elle vient de nous adjoindre." Des applaudissemens accueillent cette demande; on decide que Briez ne sera pas joint au comite de salut public, et on declare par acclamation que ce comite conserve toute la confiance de la convention nationale.

Les moderes etaient dans la convention, et ils venaient d'etre repousses, mais les adversaires les plus redoutables du comite, c'est-a-dire les revolutionnaires ardents, se trouvaient aux Jacobins et aux Cordeliers. C'etait surtout de ces derniers qu'il fallait se defendre. Robespierre se rendit aux Jacobins, et usa de son ascendant sur eux: il developpa la conduite du comite, il le justifia des doubles attaques des moderes et des exageres, et fit sentir le danger des petitions tendant a demander la formation du ministere constitutionnel. "Il faut, dit-il, qu'un gouvernement quelconque succede a celui que nous avons detruit; le systeme

d'organiser en ce moment le ministere constitutionnel n'est autre chose que celui de chasser la convention elle-meme, et de decomposer le pouvoir en presence des armees ennemies. Pitt peut seul etre l'auteur de cette idee. Ses agens l'ont propagee, ils ont seduit les patriotes de bonne foi; et le peuple credule et souffrant, toujours enclin a se plaindre du gouvernement, qui ne peut remedier a tous ses maux, est devenu l'echo fidele de leurs calomnies et de leurs propositions. Vous, jacobins, s'ecrie Robespierre, trop sincerés pour etre gagnes, trop eclaires pour etre seduits, vous defendrez la Montagne qu'on attaque; vous soutiendrez le comite de salut public qu'on veut calomnier pour vous perdre, et c'est ainsi qu'avec vous il triomphera de toutes les menees des ennemis du peuple."

Robespierre fut applaudi, et tout le comite dans sa personne. Les cordeliers furent ramenes a l'ordre, leur petition oubliee; et l'attaque de Vincent, repoussee victorieusement, n'eut aucune consequence.

Cependant il devenait urgent de prendre un parti a l'egard de la nouvelle constitution. Ceder la place a de nouveaux revolutionnaires, equivoques, inconnus, probablement divises parce qu'ils seraient issus de toutes les factions vivant au-dessous de la convention, etait dangereux. Il fallait donc declarer a tous les partis qu'on allait s'emparer du pouvoir, et qu'avant d'abandonner la republique a elle meme, et a l'action des lois qu'on lui avait donnees, on la gouvernerait revolutionnairement, jusqu'a ce qu'elle fut sauvee. De nombreuses petitions avaient deja engage la convention a rester a son poste. Le 10 octobre, Saint-Just, portant la parole au nom du comite de salut public, proposa de nouvelles mesures de gouvernement. Il fit le tableau le plus triste de la France; il chargea ce tableau des sombres couleurs de son imagination melancolique; et, avec le secours de son grand talent, et de faits d'ailleurs tres vrais, il produisit une espece de terreur dans les esprits. Il presenta donc et fit adopter un decret qui renfermait les dispositions suivantes. Par le premier article, le gouvernement de la France etait declare revolutionnaire jusqu'a la paix; ce qui signifiait que la constitution etait momentanement suspendue, et qu'une dictature extraordinaire etait instituee jusqu'a l'expiration de tous les dangers. Cette dictature etait conferee a la convention et au comite de salut public. "Le conseil executif, disait le decret, les ministres, les generaux, les corps constitues, sont places sous la surveillance du comite de salut public, qui en rendra compte tous les huit jours a la convention." Nous avons deja explique comment la surveillance se changeait en autorite supreme, parce que les ministres, les generaux, les fonctionnaires, obliges de soumettre leurs operations au comite, avaient fini par ne plus oser agir de leur propre mouvement, et par attendre tous les ordres du comite lui-meme. On disait ensuite: "Les lois revolutionnaires doivent etre executees rapidement. L'inertie du gouvernement etant la cause des revers, les delais pour l'execution de ces lois seront fixes. La violation des delais sera punie comme un attentat a la liberte." Des mesures sur les subsistances etaient ajoutees a ces mesures de gouvernement, car le pain est le droit du peuple, avait dit Saint-Just. Le tableau general des subsistances, definitivement acheve, devait etre envoye a toutes les autorites. Le necessaire des departemens devait etre approximativement evalue, et garanti; quant au superflu de chacun d'eux, il etait soumis aux requisitions, soit pour les armees, soit pour les provinces qui n'avaient pas le necessaire. Ces requisitions etaient reglees par une commission des subsistances. Paris devait etre comme une place de guerre approvisionnee pour un an, a l'epoque du 1er mars suivant. Enfin, on decretait qu'il serait institue un tribunal, pour verifier la conduite et la fortune de tous ceux qui avaient manie les deniers publics.

Par cette grande et importante declaration, le gouvernement, compose du comite de salut public, du comite de surete generale, du tribunal

extraordinaire, se trouvait complete et maintenu pendant la duree du danger. C'etait declarer la revolution en etat de siege, et lui appliquer les lois extraordinaires de cet etat, pendant tout le temps qu'il durerait. On ajouta a ce gouvernement extraordinaire diverses institutions reclamees depuis long-temps, et devenues inevitables. On demandait une armee revolutionnaire, c'est-a-dire une force chargee specialement de faire executer les ordres du gouvernement dans l'interieur. Elle etait decretee depuis long-temps; elle fut enfin organisee par un nouveau decret[1]. On la composa de six mille hommes et de douze cents canonniers. Elle devait se deplacer, et se rendre de Paris dans les villes ou sa presence serait necessaire, et y demeurer en garnison aux depens des habitants les plus riches. Les cordeliers en voulaient une par departement; mais on s'y opposa en disant que ce serait revenir au federalisme que de donner a chaque departement une force individuelle. Les memes cordeliers demandaient en outre qu'on fit suivre les detachemens de l'armee revolutionnaire d'une guillotine portee sur des roues. Toutes les idees surgissent dans l'esprit du peuple quand il se donne carriere. La convention repoussa toutes ces demandes, et s'en tint a son decret. Bouchotte, charge de composer cette armee, la recruta dans tout ce que Paris renfermait de gens sans aveu, et prêts a se faire les satellites du pouvoir dominant. Il remplit l'etat-major de jacobins, mais surtout de cordeliers; il arracha Ronsin a la Vendee et a Rossignol, pour le mettre a la tete de cette armee revolutionnaire. Il soumit la liste de cet etat-major aux jacobins, et fit subir a chaque officier l'epreuve du scrutin. Aucun d'eux, en effet, ne fut confirme par le ministre sans avoir ete approuve par la societe.

A l'institution de l'armee revolutionnaire, on ajouta enfin la loi des suspects, si souvent demandee, et resolue en principe le meme jour que la levee en masse. Le tribunal extraordinaire, quoique organise de maniere a frapper sur de simples probabilites, ne rassurait pas assez l'imagination revolutionnaire. On souhaitait pouvoir enfermer ceux qu'on ne pourrait pas envoyer a la mort, et on demandait des dispositions qui permissent de s'assurer de leurs personnes. Le decret qui mettait les aristocrates hors la loi etait trop vague, et exigeait un jugement. On voulait que sur la simple denonciation des comites revolutionnaires, un individu declare suspect put etre sur-le-champ jete en prison. On decreta, en effet, l'arrestation provisoire, jusqu'a la paix, de tous les individus suspects[2]. Etaient consideres comme tels: 1 ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou leurs ecrits, s'etaient montres partisans de la tyrannie du federalisme, et ennemis de la liberte; 2 ceux qui ne pourraient pas justifier de la maniere prescrite par la loi du 20 mars dernier, de leurs moyens d'exister, et de l'acquit de leurs devoirs civiques; 3 ceux a qui il avait ete refuse des certificats de civisme; 4 les fonctionnaires publics suspendus ou destitues de leurs fonctions par la convention nationale et par ses commissaires; 5 les ci-devant nobles, les maris, femmes, peres, meres, fils ou filles, freres ou soeurs, et agens d'emigres, qui n'avaient pas constamment manifeste leur attachement a la revolution; 6 ceux qui avaient emigre dans l'intervalle du 1er juillet 1789 a la publication de la loi du 8 avril 1792, quoiqu'ils fussent rentres en France dans les delais determines.

Les detenus devaient etre enfermes dans les maisons nationales, et gardes a leurs frais. On leur accordait la faculte de transporter dans ces maisons les meubles dont ils auraient besoin. Les comites charges de prononcer l'arrestation ne le pouvaient qu'a la majorite, et a la charge d'envoyer au comite de surete generale la liste des suspects et les motifs de chaque arrestation. Leurs fonctions etant des cet instant fort difficiles et presque continues, devinrent pour les membres une espece de profession qu'il fallut solder. Ils recurent des lors un traitement a titre d'indemnite.

A ces dispositions, sur l'instante demande de la commune de Paris, il en fut ajoutée une dernière qui rendait cette loi des suspects encore plus redoutable: ce fut la révocation du décret qui défendait les visites domiciliaires pendant la nuit. Dès cet instant, chaque citoyen poursuivi fut menacé à toute heure, et n'eut plus aucun moment de repos. En s'enfermant pendant le jour dans des cages ingénieuses et très étroites que le besoin avait fait imaginer, les suspects avaient du moins la faculté de respirer pendant la nuit; maintenant ils ne le pouvaient plus, et les arrestations, multipliées jour et nuit, remplirent bientôt toutes les prisons de la France.

Les assemblées de section se tenaient chaque jour; mais les gens du peuple n'avaient pas le temps de s'y rendre, et en leur absence les motions révolutionnaires n'étaient plus soutenues. On décida, sur la proposition expresse des jacobins et de la commune, que ces assemblées n'auraient plus lieu que deux fois par semaine, et que chaque citoyen qui viendrait y assister recevrait quarante sous par séance. C'était le moyen le plus assuré d'avoir le peuple, en ne le réunissant pas trop souvent, et en payant sa présence. Les révolutionnaires ardents furent irrités de ce qu'on mettait des bornes à leur zèle, en limitant à deux par semaine les séances des sections. Ils firent donc une pétition fort vive pour se plaindre de ce qu'on portait atteinte aux droits du souverain, en l'empêchant de se réunir toutes les fois qu'il lui plaisait. C'est le jeune Varlet qui fut l'auteur de cette nouvelle pétition; mais on la repoussa, et on n'en tint pas plus de compte que de beaucoup d'autres demandes inspirées par la fermentation révolutionnaire.

Ainsi, la machine était complète sous les deux rapports les plus importants dans un état menacé, la guerre et la police. Dans la convention, un comité dirigeait les opérations militaires, choisissait les généraux et les agents de toute espèce, et pouvait, par le décret de la réquisition permanente, disposer à la fois des hommes et des choses. Il faisait tout cela, ou par lui-même, ou par les représentants envoyés en mission. Sous ce comité, le comité dit de sûreté générale avait la direction de la haute police, et se servait pour sa surveillance des comités révolutionnaires institués dans chaque commune. Les individus légèrement soupçonnés d'hostilité, ou même d'indifférence, étaient enfermés; d'autres, plus gravement compromis, étaient frappés par le tribunal extraordinaire, mais heureusement encore en petit nombre, car ce tribunal n'avait prononcé jusqu'alors que peu de condamnations. Une armée spéciale, véritable colonne mobile ou gendarmerie de ce régime, faisait exécuter les ordres du gouvernement, et enfin le peuple, payé pour se rendre dans les sections, était toujours prêt à le soutenir. Ainsi, guerre et police, tout aboutissait au comité de salut public. Maître absolu, ayant le moyen de requérir toutes les richesses, pouvant envoyer les citoyens ou sur les champs de bataille, ou à l'échafaud, ou dans les cachots, il était investi, pour la défense de la révolution, d'une dictature souveraine et terrible. À la vérité, il lui fallait, tous les huit jours, rendre compte à la convention de ses travaux, mais ce compte était toujours approuvé, car l'opinion critique ne s'exerçait qu'aux Jacobins, dont il était maître depuis que Robespierre en faisait partie. Il n'y avait en opposition à cette puissance que les modérés, restés en deca, et les nouveaux exagérés, portés au-delà, mais peu à craindre les uns et les autres.

On a vu que déjà Robespierre et Carnot avaient été attachés au comité de salut public, en remplacement de Gasparin et de Thuriot, tous deux malades. Robespierre y avait apporté sa puissante influence, et Carnot sa science militaire. La convention voulut adjoindre à Robespierre Danton, son collègue et son rival en renommée; mais celui-ci, fatigué de travaux, peu propre à des détails d'administration, dégouté d'ailleurs par les calomnies

des partis, ne voulait plus être d'aucun comité. Il avait déjà bien assez fait pour la révolution; il avait soutenu les courages dans tous les jours de danger; il avait fourni la première idée du tribunal révolutionnaire, de l'armée révolutionnaire, de la réquisition permanente, de l'impôt sur les riches, et des quarante sous alloués par séance aux membres des sections; il était l'auteur enfin de toutes les mesures qui, devenues cruelles par l'exécution, donnaient néanmoins à la révolution cette énergie qui la sauva. À cette époque, Danton commençait à n'être plus aussi nécessaire, car depuis la première invasion des Prussiens on s'était fait du danger une espèce d'habitude. Les vengeances qui se préparaient contre les girondins lui répugnaient; il venait d'épouser une jeune femme dont il était épris, et qu'il avait dotée avec l'or de la Belgique, au dire de ses ennemis, et suivant ses amis, avec le remboursement de sa charge d'avocat au conseil; il était atteint, comme Mirabeau, comme Marat, d'une maladie inflammatoire; enfin il avait besoin de repos, et il demanda un congé pour aller à Arcis-sur-Aube, sa patrie, jouir de la nature, qu'il aimait passionnément. On lui avait conseillé cette retraite momentanée comme un moyen de mettre fin aux calomnies. La victoire de la révolution pouvait désormais s'achever sans lui; deux mois de guerre et d'énergie suffisaient, et il se proposait de revenir, après la victoire, faire entendre sa voix puissante en faveur des vaincus et d'un ordre de choses meilleur. Vaine illusion de la paresse et du découragement! Abandonner pour deux mois, pour un seul, une révolution si rapide, c'était devenir pour elle étranger et impuissant.

Danton refusa donc d'entrer au comité de salut public, et obtint un congé; Billaud-Vareannes, Collot-d'Herbois, furent joints au comité, et y apportèrent, l'un son caractère froid et implacable, et l'autre sa fougue et son influence sur les turbulents cordeliers. Le comité de sûreté générale fut réformé. De dix-huit membres on le réduisit à neuf, reconnus les plus sévères.

Tandis que le gouvernement s'organisait ainsi de la manière la plus forte, un redoublement d'énergie se manifestait dans toutes les résolutions. Les grandes mesures prises au mois d'août n'avaient pas encore produit leurs résultats. La Vendée, quoique attaquée suivant un plan régulier, avait résisté; l'échec de Menin avait presque fait perdre les avantages de la victoire d'Hondschoote; il fallait de nouveaux efforts. L'enthousiasme révolutionnaire inspira cette idée, que la volonté avait, à la guerre comme partout, une influence décisive, et, pour la première fois, il fut enjoint à une armée de vaincre dans un temps donné.

On voyait tous les dangers de la république dans la Vendée. "Détruisez la Vendée, avait dit Barrère, Valenciennes et Condé ne seront plus au pouvoir de l'Autrichien. Détruisez la Vendée, l'Anglais ne s'occupera plus de Dunkerque. Détruisez la Vendée, le Rhin sera délivré des Prussiens. Détruisez la Vendée, l'Espagne se verra harcelée, conquise par les méridionaux, joints aux soldats victorieux de Mortagne et de Cholet. Détruisez la Vendée, et une partie de cette armée de l'intérieur va renforcer cette courageuse armée du Nord, si souvent trahie, si souvent désorganisée. Détruisez la Vendée, Lyon ne résistera plus, Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais, et l'esprit de Marseille se relèvera à la hauteur de la révolution républicaine. Enfin, chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes, sur les frontières envahies!... La Vendée et encore la Vendée!... C'est là qu'il faut frapper, d'ici au 20 octobre, avant l'hiver, avant l'impraticabilité des routes, avant que les brigands trouvent l'impunité dans le climat et dans la saison.

"Le comité, d'un coup d'oeil vaste et rapide, a vu dans ce peu de paroles tous les vices de la Vendée:

"Trop de representans;

"Trop de division morale;

"Trop de divisions militaires;

"Trop d'indiscipline dans les succes;

"Trop de faux rapports dans le recit des evenemens;

"Trop d'avidite, trop d'amour de l'argent dans une partie des chefs et des administrateurs."

A la suite de cet expose, la convention reduisit le nombre des representans en mission, reunit les deux armees de Brest et de La Rochelle en une seule, dite armee de l'Ouest, et en donna le commandement, non a Rossignol, non a Canclaux, mais a Lechelle, general de brigade dans la division de Lucon. Enfin, elle determina le jour auquel la guerre de la Vendee devrait etre finie, et ce jour etait le 20 octobre. Voici la proclamation qui accompagnait le decret[3]:

LA CONVENTION NATIONALE A L'ARMEE DE L'OUEST

"Soldats de la liberte, il faut que les brigands de la Vendee soient extermines avant la fin du mois d'octobre! Le salut de la patrie l'exige; l'impatience du peuple francais le commande; son courage doit l'accomplir. La reconnaissance nationale attend a cette epoque tous ceux dont la valeur et le patriotisme auront affermi sans retour la liberte et la republique."

Des mesures non moins promptes et non moins energiques furent prises a l'egard de l'armee du Nord, pour reparer l'echec de Menin, et decider de nouveaux succes. Houchard destitue fut arrete. Le general Jourdan, qui avait commande le centre a Hondschoote, fut nomme general en chef de l'armee du Nord et de celle des Ardennes. Il eut ordre de reunir a Guise des masses considerables pour faire une irruption sur l'ennemi. Il n'y avait qu'un cri contre les attaques de detail. Sans juger le plan ni les operations de Houchard autour de Dunkerque, on disait qu'il ne s'etait pas battu en masse, et on voulait exclusivement ce genre de combat, mieux approprie, disait-on, a l'impetuosite du caractere francais. Carnot etait parti pour se rendre a Guise aupres de Jourdan, et mettre a execution un nouveau systeme de guerre tout revolutionnaire. On venait d'adjoindre trois nouveaux commissaires a Dubois-Crance, pour faire des levees en masse, et les precipiter sur Lyon. On lui enjoignait de renoncer au systeme des attaques methodiques, et de donner l'assaut a la ville rebelle. Ainsi partout on redoublait d'efforts pour terminer victorieusement la campagne.

Mais les rigueurs accompagnaient toujours l'energie; le proces de Custine, trop differe au gre des jacobins, etait enfin commence, et conduit avec toute la violence et la barbarie des nouvelles formes judiciaires. Aucun general en chef n'avait encore paru sur l'echafaud; on etait impatient de frapper une tete elevee, et de faire flechir les chefs des armees devant l'autorite populaire; on voulait surtout que quelqu'un des generaux expiat la defection de Dumouriez, et l'on choisit Custine, que ses opinions et ses sentimens faisaient considerer comme un autre Dumouriez. On avait saisi, pour arreter Custine, le moment ou, charge du commandement de l'armee du Nord, il etait venu momentanement a Paris concerter ses operations avec le ministere. On le jeta d'abord en prison, et bientot on demanda et on obtint le decret de sa translation au tribunal revolutionnaire.

Qu'on se rappelle la campagne de Custine sur le Rhin. Charge d'une division

de l'armee, il avait trouve Spire et Worms mal surveilles, parce que les coalises, presses de marcher sur la Champagne, avaient tout neglige sur leurs ailes et sur leurs derrieres. Des patriotes allemands, accourus de tous cotes, lui offraient leurs villes; il s'avanca, prit Spire, Worms, qu'on lui livra, negligea Manheim, qui etait sur sa route, par menagement pour la neutralite de l'electeur palatin, et par crainte aussi de ne pas y entrer aisement. Il arriva enfin a Mayence, s'en empara, rejouit la France de ses conquetes inattendues, et se fit conférer un commandement qui le rendait independant de Biron. Dans ce meme moment, Dumouriez venait de repousser les Prussiens, et de les rejeter sur le Rhin. Kellermann etait vers Treves. Custine devait alors descendre le Rhin jusqu'a Coblenz, se reunir a Kellermann, et se rendre ainsi maitre de la rive du fleuve. Toutes les raisons se reunissaient en faveur de ce plan. Les habitans de Coblenz appelaient Custine, ceux de Saint-Goard, de Rhinfelds, l'appelaient aussi; on ne sait jusqu'ou il aurait pu aller en s'abandonnant au cours du Rhin. Peut-etre aurait-il pu descendre jusqu'en Hollande. Mais, de l'interieur de l'Allemagne, d'autres patriotes le demandaient aussi; on s'etait figure, en le voyant avancer si hardiment, qu'il avait cent mille hommes. Percer sur le territoire ennemi et au-dela du Rhin, plut davantage a l'imagination et a la vanite de Custine. Il courut a Francfort lever des contributions, et exercer des vexations impolitiques. La, les sollicitations l'entourerent de nouveau. Des fous le pressaient d'aller jusques a Cassel, au milieu de la Hesse electorale, prendre le tresor de l'electeur. Les avis plus sages du gouvernement francais l'engageaient a revenir sur le Rhin, et a marcher vers Coblenz. Mais il n'ecoutait rien, et revait une revolution en Allemagne.

Cependant Custine sentait le danger de sa position: voyant bien que, si l'electeur rompait la neutralite, ses derrieres seraient menaces par Manheim, il aurait voulu prendre cette place qu'on lui offrait, mais il ne l'osait pas. Sur le point d'etre attaque a Francfort, ou il ne pouvait tenir, il ne voulait pas abandonner cette ville, et rentrer sur la ligne du Rhin, pour ne point abandonner ses pretendues conquetes, et ne pas s'engager dans les operations des autres chefs en descendant vers Coblenz. Dans cette situation, il fut surpris par les Prussiens, perdit Francfort, fut rejete sur Mayence, resta incertain s'il garderait cette place ou non, y jeta quelque artillerie prise a Strasbourg, n'y donna que tres tard l'ordre de l'approvisionner, fut encore une fois surpris au milieu de ces incertitudes par les Prussiens, s'eloigna de Mayence, et saisi de terreur, se croyant poursuivi par cent cinquante mille hommes, se retira dans la Haute-Alsace, presque sous le canon de Strasbourg. Place sur le Haut-Rhin avec une armee assez considerable, il aurait pu marcher sur Mayence, et mettre les assiegeans entre deux feux, mais il ne l'osa jamais; enfin, honteux de son inaction, il livra une attaque malheureuse le 15 mai, fut battu, et se rendit a regret a l'armee du Nord, ou il acheva de se perdre par des propos moderes et par un conseil tres sage, celui de laisser l'armee se reorganiser dans le camp de Cesar, au lieu de la faire battre inutilement pour secourir Valenciennes. Telle fut la carriere de Custine. Il y avait la beaucoup de fautes, mais pas une trahison. On commença son proces, et on appela, pour deposer, des representans envoyes en mission, des agens du pouvoir executif, ennemis opiniatres des generaux, des officiers mecontents, des membres des clubs de Strasbourg, de Mayence et de Cambrai, enfin le terrible Vincent, tyran des bureaux de la guerre sous Bouchotte. C'etait une cohue d'accusateurs accumulant des reproches injustes et contradictoires, des reproches tout a fait etrangers a une veritable critique militaire, mais fondees sur des malheurs accidentels, dont le general n'etait pas coupable, et qu'on ne pouvait pas lui imputer. Custine repondait avec une certaine vehemence militaire a toutes ces accusations, mais il etait accable. Des jacobins de Strasbourg lui disaient qu'il n'avait pas voulu prendre les gorges de Porentruy, lorsque Lukner lui en donnait l'ordre; et il prouvait inutilement que c'etait impossible. Un

Allemand lui reprochait de n'avoir pas pris Manheim, qu'il lui offrait. Custine s'excusait en alleguant la neutralite de l'electeur et les difficultes du projet. Les habitans de Coblentz, de Rhinfelds, de Darmstadt, de Hanau, de toutes les villes qui avaient voulu se livrer a lui, et qu'il n'avait pas consenti a occuper, l'accusaient a la fois. Quant au refus de marcher sur Coblentz, il se defendait mal, et calomniait Kellermann, qui, disait-il, avait refuse de le seconder; quant au refus de prendre les autres places, il disait avec raison que toutes les imaginations allemandes l'appelaient, et qu'il lui aurait fallu, pour les satisfaire, occuper cent lieues de pays. Par une contradiction singuliere, tandis qu'on le blamait de n'avoir pas pris telle ville, ou fait contribuer telle autre, on lui faisait un crime d'avoir pris Francfort, d'y avoir pille les habitans, de n'y avoir pas fait les dispositions necessaires pour resister aux Prussiens, et d'y avoir expose la garnison francaise a etre massacree. Le brave Merlin de Thionville, l'un de ceux qui deposaient contre lui, le justifiait sur ce point avec autant de loyaute que de raison. Eut-il laisse vingt mille hommes a Francfort, il n'aurait pas pu y tenir, disait Merlin; il aurait du se retirer a Mayence, et son seul tort etait de ne l'avoir pas fait assez tot. Mais a Mayence, ajoutaient une foule d'autres temoins, il n'avait fait aucun des preparatifs necessaires; il n'avait amasse ni vivres, ni munitions; il n'y avait amoncelé que l'artillerie dont il avait depouille Strasbourg, pour la livrer aux Prussiens, avec vingt mille hommes de garnison et deux deputes. Custine prouvait qu'il avait donne les ordres pour les approvisionnementens; que l'artillerie etait a peine suffisante, et qu'elle n'avait pas ete inutilement accumulee pour etre livree. Merlin appuyait toutes les assertions de Custine; mais ce qu'il ne lui pardonnait pas, c'etait sa retraite si pusillanime, et son inaction sur le Haut-Rhin, pendant que la garnison de Mayence faisait des prodiges. Custine ici restait sans reponse. On lui reprochait ensuite d'avoir brule les magasins de Spire, en se retirant; reproche absurde, car la retraite, une fois oblige, il valait mieux bruler les magasins que de les laisser a l'ennemi. On l'accusait d'avoir fait fusiller des volontaires a Spire pour cause de pillage: a quoi il repondait que la convention avait approuve sa conduite. On l'accusait encore d'avoir particulierement epargne les Prussiens, d'avoir volontairement expose son armee a etre battue le 15 mai, de s'etre tardivement rendu dans son commandement du Nord, d'avoir tente de degarnir Lille de son artillerie pour la porter au camp de Cesar, d'avoir empeche qu'on secourut Valenciennes, de n'avoir pas oppose d'obstacle au débarquement des Anglais; accusations toutes plus absurdes les unes que les autres.--"Enfin, lui disait-on, vous avez plaint Louis XVI, vous avez ete triste le 31 mai, vous avez voulu faire pendre le docteur Hoffmann, president des jacobins a Mayence, vous avez empeche la distribution du journal du Pere Duchesne et du journal de la Montagne dans votre armee, vous avez dit que Marat et Robespierre etaient des perturbateurs, vous vous etes entoure d'officiers aristocrates, vous n'avez jamais eu a votre table de bons republicains." Ces reproches etaient mortels, et c'etaient les veritables griefs pour lesquels on le poursuivait.

Le proces traîna en longueur; toutes les imputations etaient si vagues, que le tribunal hesitait. La fille de Custine, et beaucoup de personnes qui s'interessaient a lui, avaient fait quelques demarches; car, a cette epoque, bien que la crainte fut deja grande, on osait temoigner encore quelque interet aux victimes. Aussitot on denonca aux Jacobins le tribunal revolutionnaire lui-meme. "Il m'est douloureux, dit Hebert aux Jacobins, d'avoir a denoncer une autorite qui etait l'espoir des patriotes, qui d'abord avait merite leur confiance, et qui bientot en va devenir le fleau. Le tribunal revolutionnaire est sur le point d'innocenter un scelerat, en faveur duquel, il est vrai, les plus jolies femmes de Paris sollicitent toute la terre. La fille de Custine, aussi habile comedienne dans cette ville, que l'etait son pere a la tete des armees, voit tout le monde et

promet tout pour obtenir sa grace." Robespierre, de son cote, denonca l'esprit de chicane et le gout des formalites qui s'etait empare du tribunal, et soutint que, seulement pour avoir voulu degarnir Lille, Custine meritait la mort. Vincent, l'un des temoins, avait vide les cartons du ministere, et avait apporte les lettres et les ordres qu'on reprochait a Custine, et qui, certes, ne constituaient pas des crimes. Fouquier-Tinville en conclut un parallele de Custine avec Dumouriez, qui perdit le malheureux general. Dumouriez, dit-il, s'etait rapidement avance en Belgique, pour l'abandonner ensuite non moins rapidement, et livrer a l'ennemi, soldats, magasins, et representans. De meme Custine s'etait rapidement avance en Allemagne, avait abandonne nos soldats a Francfort, a Mayence, et avait voulu livrer avec cette derniere ville, vingt mille hommes, deux representans, et toute notre artillerie qu'il avait mechamment extraite de Strasbourg. Comme Dumouriez, il medisait de la convention et des jacobins, et faisait fusiller les braves volontaires, sous pretexte de maintenir la discipline. A ce parallele, le tribunal n'hesita plus. Custine justifia pendant deux heures ses operations militaires. Troncon-Ducoudray defendit sa conduite administrative et civile, mais inutilement. Le tribunal declara le general coupable, a la grande joie des jacobins et des cordeliers, qui remplissaient la salle, et qui donnerent des signes bruyans de leur satisfaction. Cependant Custine n'avait pas ete condamne a l'unanimité. Sur les trois questions, il y avait eu successivement contre lui dix, neuf, huit voix, sur onze. Le president lui ayant demande s'il n'avait rien a ajouter, il regarda autour de lui, et ne trouvant pas ses defenseurs, il repondit: "Je n'ai plus de defenseurs, je meurs calme et innocent."

Il fut execute le lendemain matin. Ce guerrier, connu par une grande bravoure, fut surpris a la vue de l'echafaud. Cependant il s'agenouilla au pied de l'echelle, fit une courte priere, se rassura, et recut la mort avec courage. Ainsi finit cet infortune general, qui ne manquait ni d'esprit ni de caractere, mais qui reunissait l'inconsequence a la presumption, et qui commit trois fautes capitales; la premiere, de sortir de sa veritable ligne d'operation, en se portant a Francfort; la seconde, de ne pas vouloir y rentrer, lorsqu'on l'y engageait; et la troisieme, de rester dans la plus timide inaction pendant le siege de Mayence. Cependant aucune de ces fautes ne meritait la mort; mais il subit le supplice qu'on n'avait pas pu infliger a Dumouriez, et qu'il n'avait pas merite comme celui-ci par de grands et coupables projets. Sa mort fut un terrible exemple pour tous les generaux, et le signal pour eux d'une obeissance absolue aux ordres du gouvernement revolutionnaire.

Apres cet acte de rigueur, les executions ne devaient plus s'arreter; on renouvela l'ordre de hater le proces de Marie-Antoinette. L'acte d'accusation des girondins, tant demande et jamais redige, fut presente a la convention. Saint-Just en etait l'auteur. Des petitions des jacobins vinrent obliger la convention a l'adopter. Il fut dirige non-seulement contre les vingt-deux et les membres de la commission des douze, mais en outre contre soixante-treize membres du cote droit, qui gardaient un silence absolu depuis la victoire de la Montagne, et qui avaient redige une protestation tres connue contre les evenemens du 31 mai et du 2 juin. Quelques montagnards forcenés voulaient l'accusation, c'est-a-dire la mort, contre les vingt-deux, les douze et les soixante-treize; mais Robespierre s'y opposa, et proposa un moyen terme, ce fut d'envoyer au tribunal revolutionnaire les vingt-deux et les douze, et de mettre les soixante-treize en arrestation. On fit ce qu'il voulut; les portes de la salle leur furent aussitot interdites, les soixante-treize arretes, et injonction faite a Fouquier-Tinville de s'emparer des malheureux girondins. Ainsi la convention toujours plus docile se laissa arracher l'ordre d'envoyer a la mort une partie de ses membres. A la verite, elle ne pouvait plus differer, car les jacobins avaient fait cinq petitions plus

imperieuses les unes que les autres, pour obtenir ces derniers decrets d'accusation.

FOOTNOTES:

[Footnote 1: Du 3 septembre.]

[Footnote 2: Ce decret celebre fut rendu le 17 septembre. Il est connu sous le nom de _loi des suspects_.]

[Footnote 3: Decret du 1er octobre.]

CHAPITRE XIV.

CONTINUATION DU SIEGE DE LYON. PRISE DE CETTE VILLE. DECRET TERRIBLE CONTRE LES LYONNAIS REVOLTES.--PROGRES DE L'ART DE LA GUERRE; INFLUENCE DE CARNOT.--VICTOIRE DE WATIGNIES. DEBLOCUS DE MAUBEUGE.--REPRISE DES OPERATIONS EN VENDEE.--VICTOIRE DE COLLET. FUITE ET DISPERSION DES VENDEENS AU DELA DE LA LOIRE.--MORT DE LA PLUPART DE LEURS PRINCIPAUX CHEFS.--ECHECS SUR LE RHIN. PERTE DES LIGNES DE WISSEMBOURG.

Chaque revers reveillait l'energie revolutionnaire, et cette energie ramenait les succes. Il en avait toujours ete ainsi pendant cette campagne memorable. Depuis la defaite de Nerwinde jusqu'au mois d'aout, une serie continue de desastres avait enfin provoque des efforts desesperes. L'aneantissement du federalisme, la defense de Nantes, la victoire d'Hondschoote, le deblocus de Dunkerque, avaient ete le resultat de ces efforts. De nouveaux revers a Menin, a Pirmasens, aux Pyrenees, a Torfou et Coron dans la Vendee, venaient d'exciter un nouveau redoublement d'energie qui devait amener des succes decisifs sur tous les theatres de la guerre.

Le siege de Lyon etait de toutes les operations, celle dont on attendait la fin avec le plus d'impatience. Nous avons laisse Dubois-Crance campe devant cette ville, avec cinq mille hommes de troupes reglees, et sept a huit mille requisitionnaires. Il etait menace d'avoir bientot sur ses derrieres les Sardes que la faible armee des grandes-Alpes ne pouvait plus arreter. Comme nous avons deja dit, il s'etait place au Nord, entre la Saone et le Rhone, en presence des redoutes de la Croix-Rousse, et non sur les hauteurs de Sainte-Foy et de Fourvieres, situees a l'ouest, et par lesquelles on aurait du diriger la veritable attaque. Le motif de cette preference etait fonde sur plus d'une raison. Il importait avant tout de rester en communication avec la frontiere des Alpes, ou se trouvait le gros de l'armee republicaine, et d'ou les Piemontais pouvaient venir au secours des Lyonnais. On avait encore l'avantage, dans cette position, d'occuper le cours superieur des deux fleuves, et d'intercepter les vivres qui descendaient la Saone et le Rhone. Il est vrai que l'ouest restait ainsi ouvert aux Lyonnais, et qu'ils pouvaient faire des excursions continues vers Saint-Etienne et Montbrison: mais tous les jours on annoncait l'arrivee des contingens du Puy-de-Dome, et une fois ces nouvelles requisitions reunies, Dubois-Crance pouvait achever le blocus du cote de l'ouest, et choisir alors le veritable point d'attaque. En attendant, il se contentait de serrer l'ennemi de pres, de canonner la Croix-Rousse au nord, et de commencer ses lignes a l'est, devant le pont de la Guillotiere. Le transport des munitions etait difficile et lent; il fallait les faire venir de Grenoble, du fort Barraux, de Briancon, d'Embrun, et leur faire parcourir ainsi jusqu'a soixante lieues de montagnes. Ces charrois

extraordinaires ne pouvaient avoir lieu que par voie de requisition forcee et en mettant en mouvement cinq mille chevaux; car on avait a transporter devant Lyon quatorze mille bombes, trente-quatre mille boulets, trois cents milliers de poudre, huit cent mille cartouches, et cent trente bouches a feu.

Des les premiers jours du siege, on annoncait la marche des Piemontais qui debouchaient du petit Saint-Bernard et du Mont-Cenis. Kellermann partit aussitot sur les pressantes instances du departement de l'Isere, et laissa le general Dumuy pour le remplacer a Lyon. Du reste, Dumuy ne le remplaçait qu'en apparence, car Dubois-Crance, representant et ingenieur habile, dirigeait lui seul toutes les operations du siege. Pour hater la levee des requisitions du Puy-de-Dome, Dubois-Crance detacha le general Nicolas avec un petit corps de cavalerie; mais celui-ci fut enleve dans le Forez, et livre aux Lyonnais. Dubois-Crance y envoya alors mille hommes de bonnes troupes, avec le representant Javoques. La mission de celui-ci fut plus heureuse; Il contint les aristocrates de Montbrison et de Saint-Etienne, et fit lever environ sept a huit mille paysans, qu'il amena devant Lyon. Dubois-Crance les placa au pont d'Oullins, situe au nord-ouest de Lyon, et de maniere a gener les communications de la place avec le Forez. Il fit approcher le depute Reverchon, qui, a Macon, avait reuni quelques mille requisitionnaires, et le placa sur le haut de la Saone tout a fait au nord. De cette maniere, le blocus commençait a etre un peu plus rigoureux; mais les operations etaient lentes, et les attaques de vive force impossibles. Les fortifications de la Croix-Rousse, entre Rhone et Saone, devant lesquelles se trouvait le corps principal, ne pouvaient etre emportees par un assaut. Du cote de l'est et de la rive gauche du Rhone, le pont Morand etait defendu par une redoute en fer a cheval, tres habilement construite. A l'ouest, les hauteurs decisives de Sainte-Foy et Fourvieres ne pouvaient etre enlevees que par une armee vigoureuse, et pour le moment il ne fallait songer qu'a intercepter les vivres, a serrer la ville, et a l'incendier. Depuis le commencement d'aout jusqu'au milieu de septembre, Dubois-Crance n'avait pu faire autre chose, et a Paris on se plaignait de ses lenteurs sans vouloir en apprecier les motifs. Cependant il avait cause de grands dommages a cette malheureuse cite. L'incendie avait devore la magnifique place de Bellecour, l'arsenal, le quartier Saint-Clair, le port du Temple, et avait endommage surtout le bel edifice de l'hospital, qui s'eleve si majestueusement sur la rive du Rhone. Les Lyonnais n'en resistaient pas moins avec la plus grande opiniatrete. On avait repandu parmi eux la nouvelle que cinquante mille Piemontais allaient deboucher sur leur ville; l'emigration les comblait de promesses, sans venir cependant se jeter au milieu d'eux, et ces braves commercans, sincerement republicains, etaient, par leur fausse position, reduits a desirer le secours funeste et honteux de l'emigration et de l'etranger. Leurs sentimens eclaterent plus d'une fois d'une maniere non equivoque. Precy ayant voulu arborer le drapeau blanc, en avait bientot senti l'impossibilite. Un papier obsidional ayant ete cree pour les besoins du siege, et des fleurs de lis se trouvant sur le filigrane de ce papier, il fallut le detruire et en fabriquer un autre. Ainsi les Lyonnais etaient republicains; mais la crainte des vengeances de la convention, et les fausses promesses de Marseille, de Bordeaux, de Caen, et surtout de l'emigration, les avaient entraines dans un abime de fautes et de malheurs.

Tandis qu'ils se nourrissaient de l'espoir de voir arriver cinquante mille Sardes, la convention avait ordonne aux representans Couthon, Maignet et Chateauneuf-Randon, de se rendre en Auvergne et dans les departemens environnans, pour y determiner une levee eu masse, et Kellermann courait dans les vallees des Alpes au devant des Piemontais.

Une belle occasion s'offrait encore ici aux Piemontais d'effectuer une tentative hardie et grande, qui n'aurait pu manquer d'etre heureuse:

c'était de réunir leurs principales forces sur le petit Saint-Bernard, et de déboucher sur Lyon avec cinquante mille hommes. On sait que les trois vallées de Sallenche, de la Tarentaise et de la Maurienne, adjacentes l'une à l'autre, tournent sur elles-mêmes comme une espèce de spirale, et que, partant du petit Saint-Bernard, elles s'ouvrent sur Genève, Chambéry, Lyon et Grenoble. De petits corps français étaient éparpillés dans ces vallées. Descendre rapidement par l'une d'elles, et venir se placer à leur ouverture, était un moyen assuré, d'après tous les principes de l'art, de faire tomber les détachements engagés dans les montagnes, et de leur faire mettre bas les armes. On devait peu craindre l'attachement des Savoyards pour les Français; car les assignats et les réquisitions ne leur avaient encore fait connaître de la liberté que ses dépenses et ses rigueurs. Le duc de Montferrat, chargé de l'expédition, ne prit avec lui que vingt à vingt-cinq mille hommes, jeta un corps à sa droite, dans la vallée de Sallenche, descendit avec son corps principal dans la Tarentaise, et laissa le général Gordon parcourir la Maurienne avec l'aile gauche. Son mouvement, commence le 14 août, dura jusqu'en septembre, tant il y mit de lenteur. Les Français, quoique très inférieurs en nombre, opposèrent une résistance énergique, et firent durer la retraite pendant dix-huit jours. Arrivé à Moustier, le duc de Montferrat chercha à se lier avec Gordon, sur la chaîne du Grand-Loup, qui sépare les deux vallées de la Tarentaise et de la Maurienne, et ne songea nullement à marcher rapidement sur Conflans, point de réunion des vallées. Cette lenteur et ses vingt-cinq mille hommes prouvent assez s'il avait envie d'aller à Lyon.

Pendant ce temps, Kellermann, accouru de Grenoble, avait fait lever les gardes nationales de l'Isère et des départements environnants. Il avait ranimé les Savoyards qui commençaient à craindre les vengeances du gouvernement piémontais, et il était parvenu à réunir à peu près douze mille hommes. Alors il fit renforcer le corps de la vallée de Sallenche, et se porta vers Conflans, à l'issue des deux vallées de la Tarentaise et de la Maurienne. C'était vers le 10 septembre. Dans ce moment, l'ordre de marcher en avant arrivait au duc de Montferrat. Mais Kellermann prévint les Piémontais, osa les attaquer dans la position d'Espierre qu'ils avaient prise sur la chaîne du Grand-Loup, afin de communiquer entre les deux vallées. Ne pouvant aborder cette position de front, il la fit tourner par un corps détaché. Ce corps, formé de soldats à moitié nus, fit pourtant des efforts héroïques, et, à force de bras, éleva les canons sur des hauteurs presque inaccessibles. Tout à coup l'artillerie française tonna inopinément sur la tête des Piémontais, qui en furent épouvantés; Gordon se retira aussitôt dans la vallée de Maurienne sur Saint-Michel; le duc de Montferrat se reporta au milieu de la vallée de la Tarentaise. Kellermann, ayant fait inquiéter celui-ci sur ses flancs, l'obligea bientôt à remonter jusqu'à Saint-Maurice et à Saint-Germain, et enfin il le rejeta, le 4 octobre, au-delà des Alpes. Ainsi la campagne courte et heureuse qu'auraient pu faire les Piémontais en débouchant avec une masse double, et en descendant par une seule vallée sur Chambéry et Lyon, manqua ici par les mêmes raisons qui avaient fait manquer toutes les tentatives des coalisés, et qui avaient sauvé la France.

Pendant que les Sardes étaient repoussés au-delà des Alpes, les trois députés envoyés dans le Puy-de-Dôme pour y déterminer une levée en masse, soulevaient les campagnes en prêchant une espèce de croisade, et en persuadant que Lyon, loin de défendre la cause républicaine, était le rendez-vous des factions de l'émigration et de l'étranger. Le paralytique Couthon, plein d'une activité que ses infirmités ne pouvaient ralentir, excita un mouvement général; il fit partir d'abord Maignet et Chateaufort avec une première colonne de douze mille hommes, et resta en arrière pour en amener encore une de vingt-cinq mille, et pour faire les réquisitions de vivres nécessaires. Dubois-Crance plaça les nouvelles levées du côté de l'ouest vers Sainte-Foy, et compléta ainsi le blocus. Il recruta en même

temps un detachement de la garnison de Valenciennes, qui, d'apres les traites, ne pouvait, comme celle de Mayence, servir que dans l'interieur; il placa des detachemens de troupes reglees en avant des troupes de requisitions, de maniere a former de bonnes tetes de colonnes. Son armee pouvait se composer alors de vingt-cinq mille requisitionnaires, et de huit ou dix mille soldats aguerris.

Le 24, a minuit, il fit enlever la redoute du pont d'Oullins, qui conduisait au pied des hauteurs de Sainte-Foy. Le lendemain, le general Doppet, Savoyard, qui s'etait distingue sous Carteaux dans la guerre contre les Marseillais, arriva pour remplacer Kellermann. Celui-ci venait d'etre destitue a cause de la tiedeur de son zele, et on ne lui avait laisse quelques jours de commandement que pour lui donner le temps d'achever son expedition contre les Piemontais. Le general Doppet se concerta de suite avec Dubois-Crance pour l'assaut des hauteurs de Sainte-Foy. Tous les preparatifs furent faits pour la nuit du 28 au 29 septembre. Des attaques simultanees furent dirigees au nord vers la Croix-Rousse, a l'est en face du pont Morand, au midi par le pont de la Mulatiere, qui est place au-dessous de la ville; au confluent de la Saone et du Rhone. L'attaque serieuse dut avoir lieu par le pont d'Oullins sur Sainte-Foy. Elle ne commença que le 29, a cinq heures du matin, une heure ou deux apres les trois autres. Doppet, enflammant ses soldats, se precipite avec eux sur une premiere redoute et les entraine sur la seconde avec la plus grande vivacite. Le grand et le petit Sainte-Foy sont emportes. Pendant ce temps, la colonne chargee d'attaquer le pont de la Mulatiere parvient a s'en emparer, et penetre dans l'isthme a la pointe duquel se reunissent les deux fleuves. Elle allait s'introduire dans Lyon, lorsque Precy, accourant avec sa cavalerie, parvient a la repousser, et a sauver la place. De son cote, le chef d'artillerie Vaubois, qui avait dirige sur le pont Morand une attaque des plus vives, penetra dans la redoute en fer a cheval, mais il fut oblige de l'abandonner.

De toutes ces attaques, une seule avait completement reussi, mais c'etait la principale, celle de Sainte-Foy. Il restait maintenant a passer des hauteurs de Sainte-Foy a celles de Fourvieres, bien plus regulierement retranchees, et bien plus difficiles a emporter. L'avis de Dubois-Crance, qui agissait systematiquement, et en savant militaire, etait de ne pas s'exposer aux chances d'un nouvel assaut, et voici ses raisons: il savait que les Lyonnais, reduits a manger de la farine de pois, n'avaient de vivres que pour quelques jours encore, et qu'ils allaient etre obliges de se rendre. Il les avait trouves tres braves a la defense de la Mulatiere et du pont Morand; il craignait qu'une attaque sur les hauteurs de Fourvieres ne reussit pas, et qu'un echec ne desorganisat l'armee, et n'obligeat a lever le siege. "Ce qu'on peut faire, disait-il, de plus heureux pour des assieges braves et desesperes, c'est de leur fournir l'occasion de se sauver par un combat. Laissons-les perir par l'effet de quelques jours de famine."

Couthon arrivait dans ce moment, 2 octobre, avec une nouvelle levee de vingt-cinq mille paysans de l'Auvergne. "J'arrive, ecrivait-il, avec mes rochers de l'Auvergne, et je vais les precipiter dans le faubourg de Vaise." Il trouva Dubois-Crance au milieu d'une armee dont il etait le chef absolu, ou il avait etabli les regles de la subordination militaire, et ou il portait plus souvent son habit d'officier superieur que celui de representant du peuple. Couthon fut irrite de voir un representant remplacer l'egalite par la hierarchie militaire, et ne voulut pas surtout entendre parler de guerre reguliere. "Je n'entends rien, dit-il, a la tactique; j'arrive avec le peuple; sa sainte colere emportera tout. Il faut inonder Lyon de nos masses, et l'emporter de vive force. D'ailleurs j'ai promis conge a mes paysans pour lundi, et il faut qu'ils aillent faire leurs vendanges." On etait alors au mardi. Dubois-Crance, homme de metier,

habitue aux troupes reglees, temoigna quelque mepris pour ces paysans confusement amasses et mal armes; il proposa de choisir parmi eux les plus jeunes, de les incorporer dans les bataillons deja organises, et de renvoyer les autres. Couthon ne voulut ecouter aucun de ces conseils de prudence, et fit decider sur-le-champ qu'on attaquerait Lyon de vive force sur tous les points, avec les soixante mille hommes dont on disposait; car telle etait maintenant la force de l'armee avec cette nouvelle levee. Il ecrivit en meme temps au comite de salut public pour faire revoquer Dubois-Crance. L'attaque fut resolue dans le conseil de guerre pour le 8 octobre.

La revocation de Dubois-Crance et de son collegue Gauthier arriva dans l'intervalle. Les Lyonnais avaient une grande horreur de Dubois-Crance, que depuis deux mois ils voyaient acharne contre leur ville, et ils disaient qu'ils ne voulaient pas se rendre a lui. Le 7, Couthon leur fit une derniere sommation, et leur ecrivit que c'etait lui, Couthon, et les representans Maignet et Laporte que la convention chargeait de la poursuite du siege. Le feu fut suspendu jusqu'a quatre heures du soir, et recommenca alors avec une extreme violence. On allait se preparer a l'assaut, quand une deputation vint negocier au nom des Lyonnais. Il parait que le but de cette negociation etait de donner a Precy et a deux mille des habitans les plus compromis le temps de se sauver en colonne serree. Ils profiterent en effet de cet intervalle, et sortirent par le faubourg de Vaise pour se retirer vers la Suisse.

Les pourparlers etaient a peine commences, qu'une colonne republicaine penetra jusqu'au faubourg Saint-Just. Il n'etait plus temps de faire des conditions, et d'ailleurs la convention n'en voulait pas. Le 9, l'armee entra, ayant les representans en tete. Les habitans s'etaient caches, mais tous les montagnards persecutes sortirent en foule au devant de l'armee victorieuse, et lui composerent une espece de triomphe populaire. Le general Doppet fit observer la plus exacte discipline a ses troupes, et laissa aux representans le soin d'exercer eux-memes sur cette ville infortunee les vengeances revolutionnaires.

Pendant ce temps, Precy, avec ses deux mille fugitifs, marchait vers la Suisse. Mais Dubois-Crance, prevoyant que ce serait la son unique ressource, avait depuis long-temps fait garder tous les passages. Les malheureux Lyonnais furent poursuivis, disperses et tues par les paysans. Il n'y en eut que quatre-vingts qui, avec Precy, parvinrent a atteindre le territoire helvetique.

A peine entre, Couthon reintegra l'ancienne municipalite montagnarde, et lui donna mission de chercher et de designer les rebelles. Il chargea une commission populaire de les juger militairement. Il ecrivit ensuite a Paris qu'il y avait a Lyon trois classes d'habitans: 1 les riches coupable; 2 les riches egoistes, 3 les ouvriers ignorans, detaches de toute espece de cause, et incapables de bien comme de mal. Il fallait guillotiner les premiers et detruire leurs maisons, faire contribuer les seconds de toute leur fortune, depayser enfin les derniers, et les remplacer par une colonie republicaine.

La prise de Lyon produisit a Paris la plus grande joie, et dedommagea des mauvaises nouvelles de la fin de septembre. Cependant, malgre le succes, on se plaignit des lenteurs de Dubois-Crance, on lui imputa la fuite des Lyonnais par le faubourg de Vaise, fuite qui d'ailleurs n'en avait sauve que quatre-vingts. Couthon surtout l'accusa de s'etre fait general absolu dans son armee, de s'etre plus souvent montre avec son costume d'officier superieur qu'avec celui de representant, d'avoir affiche la morgue d'un tacticien, d'avoir enfin voulu faire prevaloir le systeme des sieges reguliers sur celui des attaques en masse. Aussitot une enquete fut faite

par les jacobins contre Dubois-Crance, dont l'activité et la vigueur avaient cependant rendu tant de services à Grenoble, dans le Midi et devant Lyon. En même temps, le comité de salut public prépara des décrets terribles, afin de rendre plus formidable et plus obéie l'autorité de la convention. Voici le décret qui fut présenté par Barrère et rendu sur-le-champ:

"Art. 1er. Il sera nommé par la convention nationale, sur la présentation du comité de salut public, une commission de cinq représentants du peuple, qui se transporteront à Lyon sans délai, pour faire saisir et juger militairement tous les contre-révolutionnaires qui ont pris les armes dans cette ville.

"2. Tous les Lyonnais seront désarmés; les armes seront données à ceux qui seront reconnus n'avoir point trempé dans la révolte, et aux défenseurs de la patrie.

"3. La ville de Lyon sera détruite.

"4. Il n'y sera conservé que la maison du pauvre, les manufactures, les ateliers des arts, les hôpitaux, les monuments publics et ceux de l'instruction.

"5. Cette ville cessera de s'appeler Lyon. Elle s'appellera _Commune-Affranchie_.

"6. Sur les débris de Lyon sera élevé un monument ou seront lus ces mots: _Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n'est plus[4]!_"

La nouvelle de la prise de Lyon fut aussitôt annoncée aux deux armées du Nord et de la Vendée, ou devaient se porter les coups décisifs, et une proclamation les invita à imiter l'armée de Lyon. On disait à l'armée du Nord: "L'étendard de la liberté flotte sur les murs de Lyon, et les purifie. Voilà le présage de la victoire; la victoire appartient au courage. Elle est à vous; frappez, exterminatez les satellites des tyrans!... La patrie vous regarde, la convention seconde votre généreux dévouement; encore quelques jours, les tyrans ne seront plus, et la république vous devra son bonheur et sa gloire!" On disait aux soldats de la Vendée: "Et vous aussi, braves soldats, vous remporterez une victoire; il y a assez long-temps que la Vendée fatigue la république; marchez, frappez, finissez! Tous nos ennemis doivent succomber à la fois: chaque armée va vaincre. Seriez-vous les derniers à moissonner des palmes, à mériter la gloire d'avoir exterminé les rebelles et sauvé la patrie?"

Le comité, comme on voit, n'oubliait rien pour tirer le plus grand parti de la prise de Lyon. Cet événement, en effet, était de la plus haute importance. Il délivrait l'est de la France des derniers restes de l'insurrection, et ôtait toute espérance aux émigrés intrigués en Suisse, et aux Piémontais qui ne pouvaient compter à l'avenir sur aucune diversion. Il comprimait le Jura, assurait les derrières de l'armée du Rhin, permettait de porter devant Toulon et les Pyrénées des secours en hommes et en matériel devenus indispensables; il intimidait enfin toutes les villes qui avaient eu du penchant à s'insurger, et assurait leur soumission définitive.

C'est au nord que le comité voulait déployer le plus d'énergie, et qu'il faisait aux généraux et aux soldats un devoir d'en montrer davantage. Tandis que Custine venait de porter sa tête sur l'échafaud, Houchard, pour n'avoir pas fait à Dunkerque tout ce qu'il aurait pu, était envoyé au tribunal révolutionnaire. Les derniers reproches adressés au comité, en septembre dernier, l'avaient obligé de renouveler tous les états-majors. Il

venait de les recomposer entierement, et d'elever aux plus hauts grades de simples officiers. Houchard, colonel au commencement de la campagne, et, avant qu'elle fut finie, devenu general en chef, et maintenant accuse devant le tribunal revolutionnaire; Hoche, simple officier au siege de Dunkerque, et promu aujourd'hui au commandement de l'armee de la Moselle; Jourdan, chef de bataillon, puis commandant au centre le jour d'Hondschoote, et enfin nomme general en chef de l'armee du Nord, etaient de frappans exemples des vicissitudes de la fortune dans ces armees republicaines. Ces promotions subites empechaient que soldats, officiers, et generaux, eussent le temps de se connaitre et de s'accorder de la confiance; mais elles donnaient une idee terrible de cette volonte qui frappait ainsi sur toutes les existences, non pas seulement dans le cas d'une trahison prouvee, mais seulement pour un soupcon, pour une insuffisance de zele, pour une demi-victoire; et il en resultait un devouement absolu de la part des armees, et des esperances sans bornes chez les genies assez hardis pour braver les dangereuses chances du generalat.

C'est a cette epoque qu'il faut rapporter les premiers progres de l'art de la guerre. Sans doute, les principes de cet art avaient ete connus et pratiques de tous les temps par les capitaines qui joignaient l'audace d'esprit a l'audace de caractere. Tout recemment encore, Frederic venait de donner l'exemple des plus belles combinaisons strategiques. Mais des que l'homme de genie disparaissait pour faire place aux hommes ordinaires, l'art de la guerre retombe dans la circonspection et la routine. On combat eternellement pour la defense ou l'attaque d'une ligne, on devient habile a calculer les avantages d'un terrain, a y adapter chaque espece d'arme; mais, avec tous ces moyens, on dispute pendant des annees entieres une province qu'un capitaine hardi pourrait gagner en une manoeuvre; et cette prudence de la mediocrite sacrifie plus de sang que la temerite du genie, car elle consomme les hommes sans resultats. Ainsi avaient fait les savans tacticiens de la coalition. A chaque bataillon ils en opposaient un autre; ils gardaient toutes les routes menacees par l'ennemi; et tandis qu'avec une marche hardie ils auraient pu detruire la revolution, ils n'osaient faire un pas, de peur de se decouvrir. L'art de la guerre etait a regenerer. Former une masse compacte, la remplir de confiance et d'audace, la porter promptement au-dela d'un fleuve, d'une chaine de montagnes, et venir frapper un ennemi qui ne s'y attend pas, en divisant ses forces, en l'isolant de ses ressources, en lui prenant sa capitale, etait un art difficile et grand qui exigeait du genie, et qui ne pouvait se developper qu'au milieu de la fermentation revolutionnaire.

La revolution, en mettant en mouvement tous les esprits, prepara l'epoque des grandes combinaisons militaires. D'abord elle suscita pour sa cause des masses d'hommes enormes, et bien autrement considerables que toutes celles qui furent jamais soulevees pour la cause des rois. Ensuite elle excita une impatience de succes extraordinaires, degouta des combats lents et methodiques, et suggera l'idee des irruptions soudaines et nombreuses sur un meme point. De tous cotes on disait: il faut nous battre en masse. C'etait le cri des soldats sur toutes les frontieres, et des jacobins dans les clubs. Couthon, arrivant a Lyon, avait repondu a tous les raisonnemens de Dubois-Crance, en disant qu'il fallait livrer l'assaut en masse. Enfin Barrere avait fait un rapport habile et profond, ou il montrait que la cause de nos revers etait dans les combats de detail. Ainsi, en formant des masses, en les remplissant d'audace, en les affranchissant de toute routine, en leur imprimant l'esprit et le courage des innovations, la revolution prepara la renaissance de la grande guerre. Ce changement ne pouvait pas s'operer sans desordre. Des paysans, des ouvriers, transportes sur les champs de bataille, n'y apportaient le premier jour que l'ignorance, l'indiscipline et les terreurs paniques, effets naturels d'une mauvaise organisation. Les representans, qui venaient souffler les passions revolutionnaires dans les camps, exigeaient souvent l'impossible,

et commettaient des iniquités à l'égard de braves généraux. Dumouriez, Custine, Houchard, Brunet, Canclaux, Jourdan, périrent ou se retirèrent devant ce torrent; mais en un mois, ces ouvriers, d'abord jacobins déclamateurs, devenaient des soldats dociles et braves; ces représentants communiquaient une audace et une volonté extraordinaires aux armées; et, à force d'exigences et de changements, ils finissaient par trouver les généraux hardis qui convenaient aux circonstances.

Enfin un homme vint régulariser ce grand mouvement: ce fut Carnot. Autrefois officier du génie, et depuis membre de la convention et du comité de salut public; partageant en quelque sorte son inviolabilité, il put impunément introduire de l'ordre dans des opérations trop déconcertées, et surtout leur imprimer un ensemble qu'avant lui aucun ministre n'eût été assez obéi pour leur imposer. L'une des principales causes de nos revers précédents, c'était la confusion qui accompagne une grande fermentation. Le comité établi et devenu irresistible, et Carnot étant revêtu de toute la puissance de ce comité, on obéit à la pensée de l'homme sage qui, calculant sur l'ensemble, prescrivait des mouvements parfaitement coordonnés entre eux, et tendant à un même but. Des généraux ne pouvaient plus, comme Dumouriez ou Custine avaient fait autrefois, agir chacun de leur côté, en attirant toute la guerre et tous les moyens à eux. Des représentants ne pouvaient plus ordonner ni contrarier des manœuvres, ni modifier les ordres supérieurs. Il fallait obéir à la volonté suprême du comité, et se conformer au plan uniforme qu'il avait prescrit. Place ainsi au centre, planant sur toutes les frontières, l'esprit de Carnot, en s'élevant, dut s'agrandir; il conçut des plans étendus, dans lesquels la prudence se conciliait avec la hardiesse. L'instruction envoyée à Houchard en est la preuve. Sans doute, ses plans avaient quelquefois l'inconvénient des plans formés dans des bureaux: quand ses ordres arrivaient, ils n'étaient ni toujours convenables aux lieux, ni exécutoires dans le moment, mais ils rachetaient par l'ensemble l'inconvénient des détails, et nous assurèrent, l'année suivante, des triomphes universels.

Carnot était accouru sur la frontière du Nord auprès de Jourdan. La résolution était prise d'attaquer hardiment l'ennemi, quoiqu'il parût formidable. Carnot demanda un plan au général pour juger ses vues et les concilier avec celles du comité, c'est-à-dire avec les siennes. Les coalisés, revenus de Dunkerque vers le milieu de la ligne, s'étaient réunis entre l'Escaut et la Meuse, et formaient la une masse redoutable qui pouvait porter des coups décisifs. Nous avons déjà fait connaître le théâtre de la guerre. Plusieurs lignes partagent l'espace compris entre la Meuse et la mer; c'est la Lys, la Scarpe, l'Escaut et la Sambre. Les alliés, en prenant Condé et Valenciennes, s'étaient assurés deux points importants sur l'Escaut. Le Quesnoy, dont ils venaient de s'emparer, leur donnait un appui entre l'Escaut et la Sambre; mais ils n'en avaient aucun sur la Sambre même. Ils songèrent à Maubeuge, qui, par sa position sur la Sambre, les aurait rendus à peu près maîtres de l'espace compris entre cette rivière et la Meuse. À l'ouverture de la campagne prochaine, Valenciennes et Maubeuge leur auraient fourni ainsi une base excellente d'opérations, et leur campagne de 1793 n'eût pas été entièrement inutile. Leur dernier projet consista donc à occuper Maubeuge.

Du côté des Français, chez lesquels l'esprit de combinaison commençait à se développer, on imagina d'agir par Lille et Maubeuge, sur les deux ailes de l'ennemi, et, en le débordant ainsi sur ses deux flancs, on espérait de faire tomber son centre. On s'exposait, il est vrai, de cette manière, à essayer tout son effort sur l'une ou sur l'autre des deux ailes, et on lui laissait tout l'avantage de sa masse; mais il y avait certainement moins de routine dans cette conception que dans les précédentes. Cependant le plus pressant était de secourir Maubeuge. Jourdan, laissant à peu près cinquante mille hommes dans les camps de Gavrelle, de Lille et de Cassel, pour former

son aile gauche, reunissait a Guise le plus de monde possible. Il avait compose une masse d'environ quarante-cinq mille hommes, deja organises, et faisait enrégimenter en toute hate les nouvelles levees provenant de la requisition permanente. Cependant ces levees etaient dans un tel desordre, qu'il fallut laisser des detachemens de troupes de ligne pour les garder. Jourdan fixa donc a Guise le rendez-vous de toutes les recrues, et s'avanca sur cinq colonnes au secours de Maubeuge.

Deja l'ennemi avait investi cette place. Comme celles de Valenciennes et de Lille, elle etait soutenue par un camp retranche, place sur la rive droite de la Sambre, du cote meme par lequel s'avancaient les Francais. Deux divisions, celles des generaux Desjardins et Mayer, gardaient le cours de la Sambre, l'une au-dessus, l'autre au-dessous de Maubeuge. L'ennemi, au lieu de s'avancer en deux masses serrees, et de refouler Desjardins sur Maubeuge, et de rejeter Mayer en arriere sur Charleroy, ou il eut ete perdu, passa la Sambre en petites masses, et laissa les deux divisions Desjardins et Mayer se rallier dans le camp retranche de Maubeuge. C'etait fort bien d'avoir separe Desjardins de Jourdan, et de l'avoir empeche ainsi de grossir l'armee active des Francais; mais en laissant Mayer se reunir a Desjardins, on avait permis a ces deux generaux de former sous Maubeuge un corps de vingt mille hommes, qui pouvait sortir du role de simple garnison, surtout a l'approche de la grande armee de Jourdan. Cependant la difficulte de nourrir ce nombreux rassemblement etait un inconvenient des plus graves pour Maubeuge, et pouvait, jusqu'a un certain point, excuser les generaux ennemis d'avoir permis la jonction.

Le prince de Cobourg placa les Hollandais, au nombre de douze mille, sur la rive gauche de la Sambre, et s'attacha a faire incendier les magasins de Maubeuge, pour augmenter la disette. Il porta le general Colloredo sur la rive droite, et le chargea d'investir le camp retranche. En avant de Colloredo, Clerfayt avec trois divisions forma le corps d'observation, et dut s'opposer a la marche de Jourdan. Les coalises comptaient a peu pres soixante-cinq mille hommes.

Avec de l'audace et du genie, le prince de Cobourg aurait laisse quinze ou vingt mille hommes au plus pour contenir Maubeuge; il aurait marche ensuite avec quarante-cinq ou cinquante mille sur le general Jourdan, et l'aurait battu infailliblement; car, avec l'avantage de l'offensive, et a nombre egal, ses troupes devaient l'emporter sur les notres encore mal organisees. Au lieu d'adopter ce plan, le prince de Cobourg laissa environ trente-cinq mille hommes autour de la place, et resta en observation avec environ trente mille, dans les positions de Dourlers et Watignies.

Dans cet etat de choses, il n'etait pas impossible au general Jourdan de percer sur un point la ligne occupee par le corps d'observation, de marcher sur Colloredo qui faisait l'investissement du camp retranche, de le mettre entre deux feux, et, apres l'avoir accable, de s'adjoindre l'armee entiere de Maubeuge, de former avec elle une masse de soixante mille hommes, et de battre tous les coalises places sur la rive droite de la Sambre. Pour cela, il fallait diriger une seule attaque sur Watignies, point le plus faible; mais, en se portant exclusivement de ce cote, on laissait ouverte la route d'Avesnes qui aboutissait a Guise, ou etait notre base et le lieu de la reunion de tous les depots. Le general francais prefera un plan plus prudent, mais moins fecond, et fit attaquer le corps d'observation sur quatre points, de maniere a garder toujours la route d'Avesnes et de Guise. A sa gauche, il detacha la division Fromentin sur Saint-Waast, avec ordre de marcher entre la Sambre et la droite de l'ennemi. Le general Balland, avec plusieurs batteries, dut se placer au centre, en face de Dourlers, pour contenir Clerfayt par une forte canonnade. Le general Duquesnoy s'avanca avec la droite sur Watignies, qui formait la gauche de l'ennemi, un peu en arriere de la position centrale de Dourlers. Ce point n'etait

occupe que par un faible corps. Une quatrième division, celle du général Beauregard, placée encore au-delà de la droite, dut seconder Duquesnoy dans son attaque sur Watignies. Ces divers mouvements étaient peu liés, et ne portaient pas sur les points décisifs. Ils s'effectuèrent le 15 octobre au matin. Le général Fromentin s'empara de Saint-Waast; mais n'ayant pas pris la précaution de longer les bois pour se tenir à l'abri de la cavalerie, il fut assailli et rejeté dans le ravin de Saint-Remy. Au centre, où l'on croyait Fromentin maître de Saint-Waast, et où l'on savait que la droite avait réussi à s'approcher de Watignies, on voulut passer outre, et au lieu de canonner Dourlers, on songea à s'en emparer. Il paraît que ce fut l'avis de Carnot, qui décida l'attaque malgré le général Jourdan. Notre infanterie se jeta dans le ravin qui la séparait de Dourlers, gravit le terrain sous un feu meurtrier, et arriva sur un plateau où elle avait en tête des batteries formidables, et en flanc une nombreuse cavalerie prête à la charger. Dans ce même instant, un nouveau corps, qui venait de contribuer à mettre Fromentin en déroute, menaçait encore de la déborder sur sa gauche. Le général Jourdan s'exposa au plus grand danger pour la maintenir; mais elle plia, se jeta en désordre dans le ravin, et très heureusement reprit ses positions sans avoir été poursuivie. Nous avons perdu près de mille hommes à cette tentative, et notre gauche sous Fromentin avait perdu son artillerie. Le général Duquesnoy, à la droite, avait seul réussi, en parvenant à s'approcher de Watignies.

Après cette tentative, la position était mieux connue des Français. Ils sentirent que Dourlers était trop défendu pour diriger sur ce point l'attaque principale; que Watignies, à peine gardé par le général Treacy, et placé en arrière de Dourlers, était facile à emporter, et que ce village une fois occupé par le gros de nos forces, la position de Dourlers tombait nécessairement. Jourdan détacha donc six à sept mille hommes vers sa droite, pour renforcer le général Duquesnoy; il ordonna au général Beauregard, trop éloigné avec sa quatrième colonne, de se rabattre d'Eule sur Obrechies, de manière à opérer un effort concentrique sur Watignies, conjointement avec le général Duquesnoy; mais il persista à continuer sa démonstration sur le centre, et à faire marcher Fromentin vers la gauche, afin d'embrasser toujours le front entier de l'ennemi.

Le lendemain 16, l'attaque commença. Notre infanterie débouchant par les trois villages de Dinant, Demichaux et Choisy, aborda Watignies. Les grenadiers autrichiens, qui liaient Watignies à Dourlers, furent rejetés dans les bois. La cavalerie ennemie fut contenue par l'artillerie légère disposée à propos, et Watignies fut emportée. Le général Beauregard, moins heureux, fut surpris par une brigade que les Autrichiens avaient détachée contre lui. Sa troupe, s'exagérant la force de l'ennemi, se débâta, et céda une partie du terrain. À Dourlers et Saint-Waast, on s'était contenu réciproquement; mais Watignies était occupé, et c'était l'essentiel. Jourdan, pour s'en assurer la possession, y renforça encore une fois sa droite de cinq ou six mille hommes. Cobourg, trop prompt à céder au danger, se retira, malgré le succès obtenu sur Beauregard, et malgré l'arrivée du duc d'York, qui venait à marches forcées de l'autre côté de la Sambre. Il est probable que la crainte de voir les Français s'unir aux vingt mille hommes du camp retranché, l'empêcha de persister à occuper la rive droite de la Sambre. Il est certain que si l'armée de Maubeuge, au bruit du canon de Watignies, eut attaqué le faible corps d'investissement, et tâché de marcher vers Jourdan, les coalisés auraient pu être accablés. Les soldats le demandaient à grands cris; mais le général Ferrand s'y opposa, et le général Chancel, qu'on crut à tort coupable de ce refus, fut envoyé au tribunal révolutionnaire. L'heureuse attaque de Watignies décida la levée du siège de Maubeuge, comme celle d'Hondschoote avait décidé la levée du siège de Dunkerque: elle fut appelée victoire de Watignies, et produisit sur les esprits la plus grande impression.

Les coalises se trouvaient ainsi concentrees entre l'Escaut et la Sambre. Le comite de salut public voulut aussitot tirer parti de la victoire de Watignies, du decouragement qu'elle avait jete chez l'ennemi, de l'energie qu'elle avait rendue a notre armee, et resolut de tenter un dernier effort qui, avant l'hiver, rejetat les coalises hors du territoire, et les laissat avec le sentiment decourageant d'une campagne entierement perdue. L'avis de Jourdan et de Carnot etait oppose a celui du comite. Ils pensaient que les pluies, deja tres abondantes, le mauvais etat des chemins, la fatigue des troupes, etaient des raisons suffisantes d'entrer dans les quartiers d'hiver, et ils conseillaient d'employer la mauvaise saison a discipliner et organiser l'armee. Cependant le comite insista pour qu'on delivrat le territoire, disant que dans cette saison une defaite ne pourrait pas avoir de grands resultats. D'apres l'idee nouvellement imaginee d'agir sur les ailes, le comite ordonna de marcher par Maubeuge et Charleroi d'un cote, par Cysaing, Maulde et Tournay de l'autre, et d'envelopper ainsi l'ennemi sur le territoire qu'il avait envahi. L'arrete fut signe le 22 octobre. Les ordres furent donnes en consequence; l'armee des Ardennes dut se joindre a Jourdan; les garnisons des places fortes durent en sortir, et etre remplacees par les nouvelles requisitions.

La guerre de la Vendee venait d'etre reprise avec une nouvelle activite. On a vu que Canclaux s'etait replie sur Nantes, et que les colonnes de la Haute-Vendee etaient rentrees a Angers et a Saumur. Avant que les nouveaux decrets qui confondaient les deux armees de la Rochelle et de Brest en une seule, et en conferaient le commandement au general Lechelle, fussent connus, Canclaux prepara un nouveau mouvement offensif. La garnison de Mayence etait deja reduite, par la guerre et les maladies, a neuf ou dix mille hommes. La division de Brest, battue sous Beysser, etait presque desorganisee. Canclaux n'en resolut pas moins une marche tres-hardie au centre de la Vendee, et en meme temps il conjura Rossignol de le seconder avec son armee. Rossignol reunit aussitot un conseil de guerre a Saumur, le 2 octobre, et fit decider que les colonnes de Saumur, de Thouars et de la Chataigneraye, se reuniraient le 7 a Bressuire, et marcheraient de la a Chatillon, pour faire concourir leur attaque avec celle de Canclaux. Il prescrivit en meme temps aux deux colonnes de Lucon et des Sables de garder la defensive, a cause de leurs derniers revers, et des dangers qui les menacaient du cote de la Basse-Vendee.

Pendant ce temps, Canclaux s'etait avance le 1er octobre jusqu'a Montaigu, poussant des reconnaissances jusqu'a Saint-Fulgent, pour tacher de se lier par sa droite avec la colonne de Lucon, dans le cas ou elle parviendrait a reprendre l'offensive. Enhardi par le succes de sa marche, il ordonna, le 6, a l'avant-garde, toujours commandee par Kleber, de se porter a Tiffauges. Quatre mille Mayençais rencontrèrent l'armee de d'Elbee et de Bonchamps a Saint-Symphorien, la mirent en deroute apres un combat sanglant, et la repousserent fort loin. Dans la soiree meme, arriva le decret qui destituait Canclaux, Aubert-Dubayet et Grouchy. Le mecontentement fut tres-grand dans la colonne de Mayence, et Philippeaux, Gillet, Merlin et Rewbell, qui voyaient l'armee privee d'un excellent general au moment ou elle etait exposee au centre de la Vendee, en furent indignes. C'etait sans doute une excellente mesure que de reunir le commandement de l'Ouest sur une seule tete, mais il fallait choisir un autre individu pour en supporter le fardeau. Lechelle etait ignorant et lache, dit Kleber dans ses memoires, et ne se montra jamais une seule fois au feu. Simple officier dans l'armee de La Rochelle, on l'avanca subitement, comme Rossignol, a cause de sa reputation de patriotisme, mais on ignorait que n'ayant ni l'esprit naturel de Rossignol, ni sa bravoure, il etait aussi mauvais soldat que mauvais general. En attendant son arrivee, Kleber eut le commandement. On resta dans les memes positions entre Montaigu et Tiffauges.

Lechelle arriva enfin le 8 octobre, et on tint un conseil de guerre en sa presence. On venait d'apprendre la marche des colonnes de Saumur, de Thouars et de la Chataigneraye, sur Bressuire: il fut convenu alors qu'on persisterait a marcher sur Cholet, ou l'on se joindrait aux trois colonnes reunies a Bressuire, et en meme temps il fut ordonne au reste de la division de Lucon de s'avancer vers le rendez-vous general. Lechelle ne comprit rien aux raisonnemens des generaux, et approuva tout en disant: Il faut marcher majestueusement et en masse. Kleber replia sa carte avec mepris. Merlin dit qu'on avait choisi le plus ignorant des hommes pour l'envoyer a l'armee la plus compromise. Des ce moment, Kleber fut charge, par les representans, de diriger seul les operations, en se bornant, pour la forme, a en rendre compte a Lechelle. Celui-ci profita de cet arrangement pour se tenir a une grande distance du champ de bataille. Eloigne du danger, il haissait les braves qui se battaient pour lui, mais du moins il les laissait se battre, quand et comme il leur plaisait.

Dans ce moment, Charette, voyant les dangers qui menacaient les chefs de la Haute-Vendee, se separa d'eux, pretextant de fausses raisons de mecontentement, et il se rejeta sur la cote, avec le projet de s'emparer de l'ile de Noirmoutiers. Il s'en rendit maitre en effet, le 12, par une surprise et par la trahison du chef qui y commandait. Il etait ainsi assure de sauver sa division, et d'entrer en communication avec les Anglais; mais il laissait le parti de la Haute-Vendee expose a une destruction presque inevitable. Dans l'interet de la cause commune, il avait bien mieux a faire: il pouvait attaquer la colonne de Mayence sur les derrieres, et peut-etre la detruire. Les chefs de la grande armee lui envoyerent lettres sur lettres pour l'y engager; mais ils n'en recurent jamais aucune reponse.

Ces malheureux chefs de la Haute-Vendee etaient presses de tous cotes. Les colonnes republicaines qui devaient se reunir a Bressuire s'y trouvaient a l'epoque fixee, et elles s'etaient acheminees le 9 de Bressuire sur Chatillon. Sur la route, elles rencontrerent l'armee de M. de Lescure, et la mirent en desordre. Westermann, reintegre dans son commandement, etait toujours a l'avant-garde, a la tete de quelques cents hommes. Il entra le premier dans Chatillon le 9 au soir. L'armee entiere y penetra le lendemain 10. Pendant ce mouvement, Lescure et Larochejacquelein avaient appele a leur secours la grande armee, qui n'etait pas loin d'eux; car, deja tres resserres au centre de ce pays, ils combattaient a peu de distance les uns des autres. Tous les generaux reunis resolerent de se porter sur Chatillon. Ils se mirent en marche le 11. Westermann s'avancait deja de Chatillon sur Mortagne, avec cinq cents hommes d'avant-garde. D'abord il ne crut pas avoir affaire a toute une armee, et ne demanda pas de grands secours a son general. Mais enveloppe tout a coup, il fut oblige de se replier rapidement, et rentra dans Chatillon avec sa troupe. Le desordre se mit alors dans la ville, et l'armee republicaine l'abandonna precipitamment. Westermann se reunissant au general en chef Chalbos, et groupant autour de lui quelques braves, arreta la fuite, et se reporta meme assez pres de Chatillon. A l'entree de la nuit, il dit a quelques-uns de ses soldats qui avaient fui: "Vous avez perdu votre honneur aujourd'hui, il faut le recouvrer." Il prend aussitot cent cavaliers, fait monter cent grenadiers en croupe, et la nuit, tandis que les Vendeens confondus dans Chatillon sont endormis ou pris de vin, il a l'audace d'y entrer, et de se jeter au milieu de toute une armee. Le desordre fut au comble, et le carnage effroyable. Les Vendeens, ne se reconnaissant pas, se battaient entre eux, et, au milieu d'une horrible confusion, femmes, enfans, vieillards, etaient egorges. Westermann sortit a la pointe du jour avec les trente ou quarante soldats qui lui restaient, et alla rejoindre, a une lieue de la ville, le gros de l'armee. Le 12, un spectacle affreux vint frapper les Vendeens, ils sortirent eux-memes de Chatillon, inonde de sang et devore des flammes, et se porterent du cote de Cholet ou marchaient les Mayençais. Chalbos, apres avoir retabli l'ordre dans sa division, rentra le surlendemain 14 dans

Chatillon, et se disposa a se porter de nouveau en avant, pour faire sa jonction avec l'armee de Nantes.

Tous les chefs vendeens, d'Elbee, Bonchamps, Lescure, La Rochejaquelein, etaient reunis avec leurs forces aux environs de Cholet. Les Mayençais, qui s'etaient mis en marche le 14, s'en approchaient; la colonne de Chatillon n'en etait plus qu'a peu de distance; et la division de Luçon, qu'on avait mandee, s'avancait aussi, et devait venir se placer entre les colonnes de Mayence et de Chatillon. On touchait donc au moment de la jonction generale. Le 15, l'armee de Mayence marchait en deux masses vers Mortagne, qui venait d'etre evacuee. Kleber, avec le corps de bataille, formait la gauche, et Beaupuy, la droite. Au meme moment, la colonne de Luçon arrivait vers Mortagne, esperant trouver un bataillon de direction que Lechelle aurait du faire placer sur sa route. Mais ce general, qui ne faisait rien, ne s'etait pas meme acquitte de ce soin accessoire. La colonne est aussitot surprise par Lescure, et se trouve assaillie de tous cotes. Heureusement Beaupuy, qui etait pres d'elle par sa position vers Mortagne, accourt a son secours, et parvient a la degager. Les Vendeens sont repousses. Le malheureux Lescure recoit une balle au-dessus du sourcil, et tombe dans les bras de ses soldats, qui l'emportent et prennent la fuite. La colonne de Luçon se reunit alors a celle de Beaupuy. Le jeune Marceau venait d'en prendre le commandement. A la gauche, et dans le meme moment, Kleber soutenait un combat vers Saint-Christophe, et repoussait l'ennemi. Le 15 au soir, toutes les troupes republicaines bivouaquaient dans les champs devant Cholet, ou les Vendeens s'etaient retires. La division de Luçon etait d'environ trois mille hommes, ce qui, avec la colonne de Mayence, faisait a peu pres douze ou treize mille.

Le lendemain matin 16, les Vendeens, apres quelques coups de canon, evacuerent Cholet, et se replierent sur Beaupreau. Kleber y entra aussitot, et, defendant le pillage sous peine de mort, y fit observer le plus grand ordre. La colonne de Luçon fit de meme a Mortagne. Ainsi tous les historiens qui ont dit qu'on brula Cholet et Mortagne ont commis une erreur ou avance un mensonge.

Kleber fit aussitot toutes ses dispositions, car Lechelle etait a deux lieues en arriere. La riviere de Moine passe devant Cholet; au-dela, se trouve un terrain montueux, inegal, formant un demi-cercle de hauteurs. A gauche de ce demi-cercle, se trouve le bois de Cholet; au centre de Cholet meme, et a droite, un chateau eleve, Kleber placa Beaupuy, avec l'avant-garde, en avant du bois; Haxo, avec la reserve des Mayençais, derriere l'avant-garde, et de maniere a la soutenir; il rangea la colonne de Luçon, commandee par Marceau, au centre, et Vimeux, avec le reste des Mayençais, a la droite, sur les hauteurs. La colonne de Chatillon arriva dans la nuit du 16 au 17. Elle etait a peu pres de neuf ou dix mille hommes, ce qui portait les forces totales des republicains a vingt-deux mille environ. Le 17, au matin, on tint conseil. Kleber n'aimait pas sa position en avant de Cholet, parce qu'elle n'avait qu'une retraite, le pont de la riviere de Moine aboutissant a la ville. Il voulait qu'on marchat en avant pour tourner Beaupreau, et couper les Vendeens de la Loire. Les representans combattirent son avis, parce que la colonne venue de Chatillon avait besoin d'un jour de repos.

Pendant ce temps, les chefs vendeens deliberaient a Beaupreau, au milieu d'une horrible confusion. Les paysans trainaient avec eux leurs femmes, leurs enfans, leurs bestiaux, et formaient une emigration de plus de cent mille individus. La Rochejaquelein, d'Elbee, auraient voulu qu'on se fit tuer sur la rive gauche; mais Talmont, d'Autichamp, qui avaient une grande influence en Bretagne, desiraient impatiemment qu'on se transportat sur la rive droite. Bonchamps, qui voyait, dans une excursion vers les cotes du Nord, une grande entreprise, et qui avait, dit-on, un projet lie avec

l'Angleterre, opinait pour passer la Loire. Cependant il etait assez d'avis de tenter un dernier effort, et d'essayer une grande bataille devant Cholet. Avant d'engager le combat, il fit envoyer un detachement de quatre mille hommes a Varades, pour s'assurer un passage sur la Loire en cas de defaite.

La bataille etait resolue. Les Vendeens s'avancerent, au nombre de quarante mille hommes, sur Cholet, le 15 octobre, a une heure apres midi. Les generaux republicains ne s'attendaient pas a etre attaques, et venaient d'ordonner un jour de repos. Les Vendeens s'etaient formes en trois colonnes: l'une dirigee sur la gauche, ou etaient Beaupuy et Haxo; l'autre sur le centre, commande par Marceau; la troisieme sur la droite, confiee a Vimeux. Les Vendeens marchaient en ligne et en rang, comme des troupes regulieres. Tous les chefs blesses qui pouvaient supporter le cheval etaient au milieu de leurs paysans, et les soutenaient en ce jour qui devait decider de leur existence et de la possession de leurs foyers. Entre Beaupreau et la Loire, dans chaque commune qui leur restait, on celebrait la messe, et on invoquait le ciel pour cette cause si malheureuse et si menacee.

Les Vendeens s'ebrouent, et joignent l'avant-garde de Beaupuy, placee, comme nous l'avons dit, dans une plaine en avant du bois de Cholet. Une partie d'entre eux s'avance en masse serree, et charge a la maniere des troupes de ligne; les autres s'eparpillent en tirailleurs pour tourner l'avant-garde, et meme l'aile gauche, en penetrant dans les bois de Cholet. Les republicains accables sont forces de plier; Beaupuy a deux chevaux tues sous lui; il tombe embarrasse par son eperon, et allait etre pris, lorsqu'il se jette derriere un caisson, se saisit d'un troisieme cheval, et va rejoindre sa colonne. Dans ce moment Kleber accourt vers l'aile menacee; il ordonne au centre et a la droite de ne pas se degarnir, et mande a Chalbos de faire sortir de Cholet une de ses colonnes pour venir au secours de la gauche. Lui-meme se place aupres d'Haxo, retablit la confiance dans ses bataillons, et ramene au feu ceux qui avaient plie sous le grand nombre. Les Vendeens sont repousses a leur tour, reviennent avec acharnement, et sont repousses encore. Pendant ce temps, le combat s'engage au centre et a la droite avec la meme fureur. A la droite, Vimeux est si bien place, que tous les efforts de l'ennemi demeurent impuissans.

Au centre, cependant, les Vendeens s'avancent avec plus d'avantage qu'aux deux ailes, et penetrent dans l'enfoncement ou se trouve le jeune Marceau. Kleber y accourt pour soutenir la colonne de Lucon, et, a l'instant meme, une des divisions de Chalbos, qu'il avait demandee, sort de Cholet, au nombre de quatre mille hommes. Ce renfort etait d'une grande importance dans ce moment; mais, a la vue de cette plaine en feu, cette division mal organisee, comme toutes celles de l'armee de La Rochelle, se debande et rentre en desordre dans Cholet. Kleber et Marceau restent au centre avec la seule colonne de Lucon. Le jeune Marceau, qui la commande, ne s'intimide pas; il laisse approcher l'ennemi a une portee de fusil, puis tout a coup demasque son artillerie, et, de son feu imprevu, arrete et accable les Vendeens. Ceux-ci resistent d'abord; ils se rallient, se serrent sous une pluie de mitraille; mais bientot ils cedent et fuient en desordre. Dans ce moment, leur deroute est generale au centre, a la droite et a la gauche; Beaupuy, avec son avant-garde ralliee, les poursuit a toute outrance.

Les colonnes de Mayence et de Lucon etaient les seules qui eussent pris part a la bataille. Ainsi treize mille hommes en avaient battu quarante mille. De part et d'autre, on avait deploye la plus grande valeur; mais la regularite et la discipline deciderent l'avantage en faveur des republicains. Marceau, Beaupuy, Merlin, qui pointait lui-meme les pieces, avaient deploye le plus grand heroisme; Kleber avait montre son coup d'oeil et sa vigueur accoutumes sur le champ de bataille. Du cote des Vendeens,

d'Elbee, Bonchamps, apres avoir fait des prodiges, avaient ete blesses a mort; La Rochejaquelein restait seul de tous les chefs, et il n'avait rien oublie pour partager leurs glorieuses blessures. Le combat avait dure depuis deux heures jusqu'a six.

L'obscurite regnait deja de toutes parts; les Vendeens fuyaient en toute hate, jetant leurs sabots sur les routes. Beaupuy les suivait a perte d'haleine. A Beaupuy s'etait joint Westermann, qui, ne voulant pas partager l'inaction des troupes de Chalbos, avait pris un corps de cavalerie, et courait, a bride abattue, sur les fuyards. Apres avoir poursuivi l'ennemi fort long-temps, Beaupuy et Westermann s'arretent, et songent a faire reposer leurs troupes. Cependant, disent-ils, nous trouverons plutot du pain a Beaupreau qu'a Cholet, et ils osent marcher sur Beaupreau, ou l'on supposait que les Vendeens s'etaient retires en masse. Mais la fuite avait ete si rapide, qu'une partie se trouvait deja a Saint-Florent, sur les bords de la Loire. Le reste, a l'approche des republicains, evacue Beaupreau en desordre, et leur cede ce poste ou ils auraient pu se defendre.

Le lendemain matin, 18, l'armee entiere marche de Cholet vers Beaupreau. Les avant-gardes de Beaupuy, placees sur la route de Saint-Florent, voient un grand nombre d'individus accourir en criant: *_Vive la republique, vive Bonchamps!_* On les interroge, et ils repondent en proclamant Bonchamps comme leur liberateur. En effet, ce jeune heros, etendu sur un matelas, et pres d'expirer d'un coup de feu dans le bas-ventre, avait demande et obtenu la grace de quatre mille prisonniers que les Vendeens trainaient a leur suite, et qu'ils voulaient fusiller; les prisonniers rejoignaient l'armee republicaine.

[Illustration: MORT DE BONCHAMP.]

Dans ce moment, quatre-vingt mille individus, femmes, enfans, vieillards, hommes armes, etaient au bord de la Loire, avec les debris de ce qu'ils possedaient, et se disputaient une vingtaine de barques pour passer a l'autre bord. Le conseil superieur, compose des chefs qui etaient capables encore d'opiner, deliberait s'il fallait se separer ou porter la guerre en Bretagne. Quelques-uns auraient voulu qu'on se dispersat dans la Vendee, et qu'on s'y cachat en attendant des temps meilleurs: La Rochejaquelein etait du nombre, et il conseillait de se faire tuer sur la rive gauche plutot que de passer sur la rive droite. Cependant l'avis contraire prevalut, et on se decida a rester reunis et a passer outre. Mais Bonchamps venait d'expirer, et personne n'etait capable d'accomplir les projets qu'il avait formes sur la Bretagne. D'Elbee, mourant, etait envoye a Noirmoutiers; Lescure, blesse a mort, etait transporte sur un brancard. Quatre-vingt mille individus quittaient leurs champs, allaient porter le ravage dans les champs voisins, et y chercher l'extermination, pour quel but, grand Dieu! pour une cause absurde et de toutes parts delaissee ou hypocritement defendue! Tandis que ces infortunes s'exposaient genereusement a tant de maux, la coalition songeait a peine a eux, les emigres intriguaient dans les cours, quelques-uns seulement se battaient bravement sur le Rhin, mais dans les rangs des etrangers; et personne encore n'avait songe a envoyer ni un soldat ni un ecu a cette malheureuse Vendee, deja signalee par vingt combats heroiques, et aujourd'hui vaincue, fugitive et desolee.

Les generaux republicains se reunirent a Beaupreau, et la on resolut de se diviser, et de se rendre partie a Nantes et partie a Angers, pour empecher un coup de main sur ces deux places. L'avis des representans, non partage pourtant par Kleber, fut que la Vendee etait detruite. *_La Vendee n'est plus_*, ecrivirent-ils a la convention. On avait donne jusqu'au 20 octobre a l'armee pour en finir, et elle avait termine le 18. L'armee du Nord avait,

le meme jour, gagne la bataille de Watignies, et avait termine la campagne en debloquant Maubeuge. Ainsi, de toutes parts, la convention semblait n'avoir qu'a decreter la victoire pour l'assurer. L'enthousiasme fut au comble a Paris et dans toute la France, et on commença a croire qu'avant la fin de la saison la republique serait victorieuse de tous les trones conjures contre elle.

Un seul evenement pouvait troubler cette joie, c'etait la perte des lignes de Wissembourg sur le Rhin, qui avaient ete forcees le 13 et le 15 octobre. Apres l'echec de Pirmasens, nous avons laisse les Prussiens et les Autrichiens en presence des lignes de la Sarre et de la Lauter, et menacant a chaque instant de les envahir. Les Prussiens, ayant inquiete les Francais sur les bords de la Sarre, les obligerent a se replier. Le corps des Vosges, rejete au-dela d'Hornbach, se retira fort en arriere a Bitche, dans le centre des montagnes; l'armee de la Moselle, repoussee jusqu'a Sarreguemines, fut separee du corps des Vosges et de l'armee du Rhin. Dans cette position, il devenait facile aux Prussiens, qui avaient, sur le revers occidental, depasse la ligne commune de la Sarre et de la Lauter, de tourner les lignes de Wissembourg par leur extreme gauche. Alors ces lignes devaient tomber necessairement. C'est ce qui arriva le 13 octobre. La Prusse et l'Autriche, que nous avons vues en desaccord, s'etaient enfin entendues, le roi de Prusse s'etait rendu en Pologne, et avait laisse le commandement a Brunswick, avec ordre de se concerter avec Wurmser. Du 13 au 14 octobre, tandis que les Prussiens marchaient le long de la ligne des Vosges jusqu'a Bitche, bien au-dela de la hauteur de Wissembourg, Wurmser devait attaquer les lignes de la Lauter sur sept colonnes. La premiere, sous le prince de Waldeck, chargee de passer le Rhin a Seltz, et de tourner Lauterbourg, rencontra, dans la nature des lieux et le courage d'un demi-bataillon des Pyrenees, des obstacles invincibles; la seconde, bien qu'elle eut passe les lignes au-dessus de Lauterbourg, fut repoussee; les autres, apres avoir obtenu au-dessus et autour de Wissembourg des avantages balances par la resistance vigoureuse des Francais, s'emparerent cependant de Wissembourg. Nos troupes se retirerent sur le poste du Geisberg, place un peu en arriere de Wissembourg, et beaucoup plus difficile a emporter. On ne pouvait pas regarder encore les lignes de Wissembourg comme tout a fait perdues; mais la nouvelle de la marche des Prussiens sur le revers occidental, obligea le general francais a se replier sur Hagueneau et sur les lignes de la Lauter, et a ceder ainsi une partie du territoire aux coalises. Sur ce point, la frontiere etait donc envahie; mais les succes du Nord et de la Vendee couvrirent l'effet de cette mauvaise nouvelle. On envoya Saint-Just et Lebas en Alsace, pour contenir les mouvemens que la noblesse alsacienne et les emigres excitaient a Strasbourg. On dirigea de ce cote des levees nombreuses, et on se consola par la resolution de vaincre sur ce point comme sur tous les autres.

Les craintes affreuses qu'on avait concues dans le mois d'aout, avant les victoires d'Hondschoote et de Watignies, avant la prise de Lyon et la retraite des Piemontais au-dela des Alpes, avant les succes de la Vendee, etaient dissipees. On voyait, dans ce moment, la frontiere du Nord, la plus importante et la plus menacee, delivree de l'ennemi, Lyon rendu a la republique, la Vendee soumise, toute rebellion etouffee dans l'interieur jusqu'a la frontiere d'Italie, ou la place de Toulon resistait encore, il est vrai, mais resistait seule. Encore un succes aux Pyrenees, a Toulon, au Rhin, et la republique etait completement victorieuse; et ce triple succes ne semblait pas plus difficile a obtenir que les autres. Sans doute, la tache n'etait pas finie, mais elle pouvait l'etre bientot, en continuant les memes efforts et les memes moyens: on n'etait pas encore entierement rassure, mais on ne se croyait plus en danger de mort prochaine.

FOOTNOTES:

[Footnote 4: Decret du 18e jour du 1er mois de l'an I de la Republique.]

CHAPITRE XV.

EFFETS DES LOIS REVOLUTIONNAIRES; PROSCRIPTIONS A LYON, A MARSEILLE ET A BORDEAUX.--PERSECUTIONS DIRIGÉES CONTRE LES suspects. INTERIEUR DES PRISONS DE PARIS; ETAT DES PRISONNIERS A LA CONCIERGERIE.--LA REINE MARIE-ANTOINETTE EST SEPAREE DE SA FAMILLE ET TRANSFEREE A LA CONCIERGERIE;
TOURMENS QU'ON LUI FAIT SUBIR. CONDUITE ATROCE D'HEBERT. SON PROCES DEVANT LE TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE. ELLE EST CONDAMNEE A MORT ET EXECUTEE.--DETAILS DES PROCES ET DU SUPPLICE DES GIRONDINS.--EXECUTION DU DUC D'ORLEANS, DE BAILLY, DE MADAME ROLAND.--TERREUR GENERALE. SECONDE LOI DU maximum. AGIOTAGE. FALSIFICATION D'UN DECRET PAR QUATRE DEPUTES.--ÉTABLISSEMENT DU NOUVEAU SYSTEME METRIQUE ET DU CALENDRIER REPUBLICAIN.--ABOLITION DES ANCIENS CULTES; ABJURATION DE GOBEL, EVEQUE DE PARIS. ETABLISSEMENT DU CULTE DE LA RAISON.

Les mesures revolutionnaires decretees pour le salut de la France s'executaient dans toute son etendue avec la derniere vigueur. Imaginees par les hommes les plus ardents, elles etaient violentes dans leur principe; executees loin des chefs qui les avaient concues, dans une region inferieure, ou les passions moins eclairees etaient plus brutales, elles devenaient encore plus violentes dans l'application. On obligeait une partie des citoyens a quitter leurs foyers, on enfermait les autres comme suspects, on faisait enlever les denrees et les marchandises pour les besoins des armees, on imposait des corvees pour les transports acceleres, et on ne donnait en echange des objets requis ou des services exigés, que des assignats, ou une creance sur l'etat, qui n'inspirait aucune confiance. On poursuivait rapidement la repartition de l'emprunt force, et les repartiteurs des communes disaient aux uns: Vous avez dix mille livres de rente; aux autres: Vous en avez vingt; et tous, sans pouvoir repliquer, etaient obligés de fournir la somme demandee. De grandes vexations resultaient de ce vaste arbitraire; mais les armees se remplissaient d'hommes, les vivres s'acheminaient en abondance vers les depots, et le milliard d'assignats qu'il fallait retirer de la circulation, commençait a etre percu. Ce n'est jamais sans de grandes douleurs qu'on opere si rapidement, et qu'on sauve un etat menace.

Dans tous les lieux ou le danger plus imminent avait exige la presence des commissaires de la convention, les mesures revolutionnaires etaient devenues plus rigoureuses. Pres des frontieres et dans tous les departemens suspects de royalisme ou de federalisme, ces commissaires avaient fait lever la population en masse; ils avaient mis toutes choses en requisition, frappe les riches de taxes revolutionnaires, en outre de la taxe generale resultant de l'emprunt force; ils avaient accelere l'emprisonnement des suspects, et quelquefois enfin ils les avaient fait juger par des commissions revolutionnaires, instituees par eux. Laplanche, envoye dans le departement du Cher, disait, le 29 vendemiaire, aux Jacobins: "Partout j'ai mis la terreur a l'ordre du jour; partout j'ai impose des contributions sur les riches et les aristocrates. Orleans m'a fourni cinquante mille livres, et deux jours m'ont suffi a Bourges pour une levee de deux millions. Ne pouvant etre partout, mes delegues m'ont supplée: un individu nomme Mamin, riche de sept millions, et taxe par l'un d'eux a quarante mille livres, s'est plaint a la convention, qui a applaudi a ma conduite; et s'il eut ete impose par moi-meme, il eut paye deux millions. J'ai fait rendre, a

Orleans, un compte public a mes delegues; c'est au sein de la societe populaire qu'ils l'ont rendu, et ce compte a ete sanctionne par le peuple. Partout j'ai fait fondre les cloches, et reuni plusieurs paroisses. J'ai destitue tous les federalistes, renferme les gens suspects, mis les sans-culottes en force. Des pretres avaient toutes leurs commodites dans les maisons de reclusion; les sans-culottes couchaient sur la paille dans les prisons; les premiers m'ont fourni des matelas pour les derniers. Partout j'ai fait marier les pretres. Partout j'ai electrise les coeurs et les esprits. J'ai organise des manufactures d'armes, visite les ateliers, les hopitaux, les prisons. J'ai fait partir plusieurs bataillons de la levee en masse. J'ai passe en revue quantite de gardes nationales pour les republicaniser, et j'ai fait guillotiner plusieurs royalistes. Enfin, j'ai suivi mon mandat imperatif. J'ai agi partout en chaud montagnard, en representant revolutionnaire."

C'est surtout dans les trois principales villes federalistes, Lyon, Marseille et Bordeaux, que les representans venaient d'imprimer une profonde terreur. Le formidable decret rendu contre Lyon portait que les rebelles et leurs complices seraient militairement juges par une commission, que les sans-culottes seraient nourris aux depens des aristocrates, que les maisons des riches seraient detruites, et que la ville changerait son nom. L'execution de ce decret etait confiee a Collot-d'Herbois, Maribon-Montaut et Fouche de Nantes. Ils s'etaient rendus a Commune-Affranchie, emmenant avec eux quarante jacobins, pour organiser un nouveau club et propager les principes de la societe-mere. Ronsin les avait suivis avec deux mille hommes de l'armee revolutionnaire, et ils avaient aussitot deploye leurs fureurs. Les representans donnerent le premier coup de marteau sur l'une des maisons destinees a etre demolies, et huit cents ouvriers se mirent sur-le-champ a l'ouvrage pour detruire les plus belles rues. Les proscriptions avaient commence en meme temps. Les Lyonnais soupconnes d'avoir pris les armes etaient guillotines ou fusilles au nombre de cinquante et soixante par jour. La terreur regnait dans cette malheureuse cite: les commissaires envoyes pour la punir, entraines, enivres par l'effusion du sang, croyant, a chaque cri de douleur, voir renaitre la revolte, ecrivaient a la convention que les aristocrates n'etaient pas reduits encore, qu'ils n'attendaient qu'une occasion pour reagir, et qu'il fallait, pour n'avoir plus rien a craindre, deplacer une partie de la population et detruire l'autre. Comme les moyens mis en usage ne paraissaient pas assez rapides, Collot-d'Herbois imagina d'employer la mine pour detruire les edifices, la mitraille pour immoler les proscrits; et il ecrivit a la convention que bientot il allait se servir de moyens plus prompts et plus efficaces pour punir la ville rebelle.

A Marseille, plusieurs victimes avaient deja succombe. Mais toute la colere des representans etait dirigee contre Toulon, dont ils poursuivaient le siege.

Dans la Gironde, les vengeancees s'exercaient avec la plus grande fureur. Isabeau et Tallien s'etaient places a la Reole: la, ils s'occupaient a former le noyau d'une armee revolutionnaire pour penetrer dans Bordeaux, et, en attendant, ils tachaient de desorganiser les sections de cette ville. Pour cela, ils s'etaient servis d'une section toute montagnarde, et qui, parvenant a effrayer les autres, avait fait fermer successivement le club federaliste et destituer les autorites departementales. Alors ils etaient entres triomphalement dans Bordeaux, et avaient retabli la municipalite et les autorites montagnardes. Immmediatement apres, ils avaient rendu un arrete portant que le gouvernement de Bordeaux serait militaire, que tous les habitans seraient desarmes, qu'une commission speciale jugerait les aristocrates et les federalistes, et qu'on leverait immediatement sur les riches une taxe extraordinaire, pour fournir aux depenses de l'armee revolutionnaire. Cet arrete fut aussitot mis a

execution, les citoyens furent desarmes, et une foule de têtes tombèrent.

C'est à cette époque même que les députés fugitifs, qui s'étaient embarqués en Bretagne pour la Gironde, arrivaient à Bordeaux. Ils allèrent tous chercher un asile chez une parente de Guadet, dans les grottes de Saint-Émilion. On savait confusément qu'ils étaient cachés de ce côté, et Tallien faisait les plus grands efforts pour les découvrir. Il n'y avait pas réussi encore, mais il parvint malheureusement à saisir Biroteau, venu de Lyon pour s'embarquer à Bordeaux. Ce dernier était hors la loi. Tallien fit aussitôt constater l'identité et consommer l'exécution. Duchatel fut aussi découvert; mais comme il n'était pas hors la loi, il fut transféré à Paris pour être jugé par le tribunal révolutionnaire. On lui adjoignit les trois jeunes amis Riouffe, Girey-Dupré et Marchenna, qui s'étaient, comme on l'a vu, attachés à la fortune des Girondins.

Ainsi, toutes les grandes villes de France subissaient les vengeances de la Montagne. Mais Paris, tout plein des plus illustres victimes, allait devenir le théâtre de bien plus grandes cruautés.

Tandis qu'on préparait le procès de Marie-Antoinette, des girondins, du duc d'Orléans, de Bailly, d'une foule de généraux et de ministres, on remplissait les prisons de suspects. La commune de Paris s'était arrogée, avons-nous dit, une espèce d'autorité législative sur tous les objets de police, de subsistance, de commerce, de culte, et, à chaque décret, elle rendait un arrêté explicatif pour étendre ou limiter les volontés de la convention. Sur les réquisitions de Chaumette, elle avait singulièrement étendu la définition des suspects, donnée par la loi du 17 septembre. Chaumette avait, dans une instruction municipale, énuméré les caractères auxquels il fallait les reconnaître. Cette instruction, adressée aux sections de Paris, et bientôt à toutes celles de la république, était conçue en ces termes:

"Doivent être considérés comme suspects: 1 ceux qui, dans les assemblées du peuple, arrêtent son énergie par des discours astucieux des cris turbulents et des menaces; 2 ceux qui, plus prudents, parlent mystérieusement des malheurs de la république, s'apitoient sur le sort du peuple, et sont toujours prêts à répandre de mauvaises nouvelles avec une douleur affectée; 3 ceux qui ont changé de conduite et de langage selon les événements; qui, muets sur les crimes des royalistes et des fédéralistes, déclament avec emphase contre les fautes légères des patriotes, et affectent, pour paraître républicains, une austérité, une sévérité étudiées, et qui cèdent aussitôt qu'il s'agit d'un modéré ou d'un aristocrate; 4 ceux qui plaignent les fermiers, les marchands avides, contre lesquels la loi est obligée de prendre des mesures; 5 ceux qui, ayant toujours les mots de liberté, république et patrie sur les lèvres, fréquentent les ci-devant nobles, les prêtres, les contre-révolutionnaires, les aristocrates, les feuillans, les modérés, et s'intéressent à leur sort; 6 ceux qui n'ont pris aucune part active dans tout ce qui intéresse la révolution, et qui, pour s'en disculper, font valoir le paiement de leurs contributions, leurs dons patriotiques, leurs services dans la garde nationale par remplacement ou autrement; 7 ceux qui ont reçu avec indifférence la constitution républicaine, et ont fait paraître de fausses craintes sur son établissement et sa durée; 8 ceux qui, n'ayant rien fait contre la liberté, n'ont aussi rien fait pour elle; 9 ceux qui ne fréquentent pas leurs sections, et donnent pour excuse qu'ils ne savent pas parler, ou que leurs affaires les en empêchent; 10 ceux qui parlent avec mépris des autorités constituées, des signes de la loi, des sociétés populaires, des défenseurs de la liberté; 11 ceux qui ont signé des pétitions contre-révolutionnaires, ou fréquenté des sociétés et clubs anticiviques; 12 ceux qui sont reconnus pour avoir été de mauvaise foi, partisans de Lafayette, et ceux qui ont marché au pas de

charge au Champ-de-Mars."

Avec une telle definition, le nombre des suspects devait etre illimite, et bientot il s'eleva, dans les prisons de Paris, de quelques cents a trois mille. D'abord on les avait places a la Mairie, a la Force, a la Conciergerie, a l'Abbaye, a Sainte-Pelagie, aux Madelonettes, dans toutes les prisons de l'etat, mais ces vastes depots devenant insuffisants, on songea a etablir de nouvelles maisons d'arret, specialement consacrees aux detenus politiques. Les frais de garde etant a la charge des prisonniers, on loua des maisons a leurs depens. On en choisit une dans la rue d'Enfer, qui fut connue sous le nom de _maison de Port-Libre_, une autre dans la rue de Sevres, appelee _maison Lazare_. Le college Duplessis devint un lieu de detention; enfin le palais du Luxembourg, d'abord destine a recevoir les vingt-deux girondins, fut rempli d'un grand nombre de prisonniers, et renferma pele-mele tout ce qui restait de la brillante societe du faubourg Saint-Germain. Ces arrestations subites ayant amene un encombrement dans les prisons, les detenus furent d'abord mal loges. Confondus avec les malfaiteurs et jetes sur la paille, les premiers momens de leur detention furent cruels. Bientot, cependant, le temps amena l'ordre et les adoucissements. Les communications avec le dehors leur etant permises, ils eurent la consolation d'embrasser leurs proches, et la faculte de se procurer de l'argent. Alors ils louerent des lits ou s'en firent apporter; ils ne coucherent plus sur la paille, et furent separes des malfaiteurs. On leur accorda meme toutes les commodites qui pouvaient rendre leur sort plus supportable: car le decret permettait de transporter dans les maisons d'arret tous les objets dont les detenus auraient besoin. Ceux qui habitaient les maisons nouvellement etablies furent encore mieux traites. A Port-Libre, dans la maison Lazare, au Luxembourg, on se trouvaient de riches prisonniers, on vit regner la proprete et l'abondance. Les tables etaient delicatement servies, moyennant les droits d'entree que prelevaient les geoliers. Cependant l'affluence des visiteurs etant devenue trop considerable, et les communications avec le dehors paraissant une trop grande faveur, cette consolation fut interdite, et les detenus ne purent plus communiquer avec personne que par ecrit, et seulement pour se procurer les objets dont ils avaient besoin. Des cet instant, la societe parut devenir plus intime entre ces malheureux, condammes a exister exclusivement ensemble. Chacun se rapprocha suivant ses gouts, et de petites societes se formerent. Des reglemens furent etablis; on se partagea les soins domestiques, et chacun en eut la charge a son tour. Une souscription fut ouverte pour les frais de logement et de nourriture, et les riches contribuerent ainsi pour les pauvres.

Après avoir vaque aux soins de leur menage, les differentes chambrees se reunissaient dans des salles communes. Autour d'une table, d'une poele, d'une cheminee, se formaient des groupes. On se livrait au travail, a la lecture, a la conversation. Des poetes, jetes dans les fers avec tout ce qui avait excite la defiance par une superiorite quelconque, lisaient des vers. Des musiciens donnaient des concerts, et on entendait chaque jour de l'excellente musique dans ces lieux de proscription. Bientot le luxe accompagna les plaisirs. Les femmes se parerent, des liaisons d'amitie et d'amour s'etablirent, et on vit se reproduire, jusqu'a la veille de l'echafaud, toutes les scenes ordinaires de la societe. Singulier exemple du caractere francais, de son insouciance, de sa gaiete, de son aptitude au plaisir dans toutes les situations de la vie!

Des vers charmans, des aventures romanesques, des actes de bienfaisance, une confusion singuliere de rangs, de fortune et d'opinion, signalerent ces trois premiers mois de la detention des suspects. Une sorte d'egalite volontaire realisa dans ces lieux cette egalite chimerique que des sectaires opiniatres voulaient faire regner partout, et qu'ils ne reussirent a etablir que dans les prisons. Il est vrai que l'orgueil de

quelques prisonniers resista a cette egalite du malheur. Tandis qu'on voyait des hommes, fort inegaux d'ailleurs en fortune, en education, vivre tres bien entre eux, et se rejouir, avec un admirable desinterressement, des victoires de cette republique qui les persecutait, quelques ci-devant nobles et leurs femmes, trouves par hasard dans les hotels deserts du faubourg Saint-Germain, vivaient a part, s'appelaient encore des noms proscrits de comte et de marquis, et laissaient voir leur depot quand on venait dire que les Autrichiens avaient fui devant Watignies, ou que les Prussiens n'avaient pu franchir les Vosges. Cependant la douleur ramene tous les coeurs a la nature et a l'humanite: bientot, lorsque Fouquier-Tinville, frappant chaque jour a la porte de ces demeures desolees, demanda sans cesse de nouvelles tetes; quand les amis, les parens, furent chaque jour separes par la mort, ceux qui restaient gemirent, se consoleraient ensemble, et n'eurent plus qu'un meme sentiment au milieu des memes malheurs.

Cependant les prisons n'offraient pas toutes les memes scenes. La Conciergerie, tenant au Palais de Justice, et renfermant, a cause de cette proximite, les prisonniers destines au tribunal revolutionnaire, presentait le douloureux spectacle de quelques cents malheureux n'ayant jamais plus de trois ou quatre jours a vivre. On les y transferait la veille de leur jugement, et ils n'y passaient que le court intervalle qui separait leur jugement de leur execution. La se trouvaient les girondins qu'on avait tires du Luxembourg, leur premiere prison; madame Roland, qui, apres avoir fait evader son mari, s'etait laisse enfermer sans songer a fuir; les jeunes Riouffe, Girey-Dupre, Bois-Guion, attaches a la cause des deputes proscrits, et traduits de Bordeaux a Paris pour y etre juges conjointement avec eux; Bailly, qu'on avait arrete a Melun; l'ex-ministre des finances Clavieres, qui n'avait pas reussi a s'enfuir comme Lebrun; le duc d'Orleans, transfere des prisons de Marseille dans celles de Paris; les generaux Houchard, Brunet, tous reserves au meme sort; et enfin l'infortunee Marie-Antoinette, qui etait destinee a devancer a l'echafaud ces illustres victimes. La, on ne songeait pas meme a se procurer les commodites qui adoucissaient le sort des detenus dans les autres prisons. On habitait de sombres et de tristes reduits, ou ne penetraient ni la lumiere, ni les consolations, ni les plaisirs. A peine les prisonniers jouissaient-ils du privilege d'etre couches sur des lits, au lieu de l'etre sur la paille. Ne pouvant se distraire du spectacle de la mort comme les simples suspects, qui esperaient n'etre que detenus jusqu'a la paix, ils tachaient de s'en amuser, et faisaient du tribunal revolutionnaire et de la guillotine les plus etranges parodies. Les girondins, dans leur prison, improvisaient et jouaient des drames singuliers et terribles, dont leur destinee et la revolution etaient le sujet. C'est a minuit, lorsque tous les geoliers reposaient; qu'ils commencent ces divertissemens lugubres. Voici l'un de ceux qu'ils avaient imagines. Assis chacun sur un lit, ils figuraient et les juges et les jures du tribunal revolutionnaire, et Fouquier-Tinville lui-meme. Deux d'entre eux, places vis-a-vis, representaient l'accuse avec son defenseur. Suivant l'usage du sanglant tribunal, l'accuse etait toujours condamne. Etendu aussitot sur une planche de lit que l'on renversait, il subissait le simulacre du supplice jusque dans ses moindres details. Apres beaucoup d'executions, l'accusateur devenait accuse, et succombait a son tour. Revenant alors couvert d'un drap de lit, il peignait les tortures qu'il endurait aux enfers, prophetisait leur destinee a tous ces juges iniques, et, s'emparant d'eux avec des cris lamentables, il les entraînait dans les abimes.... "C'est ainsi, dit Riouffe, que nous badinions dans le sein de la mort, et que dans nos jeux prophetiques nous disions la verite au milieu des espions et des bourreaux."

Depuis la mort de Custine, on commencait a s'habituer a ces proces politiques, ou de simples torts d'opinion etaient transformes en crimes

dignes de mort. On s'accoutumait, par une sanglante pratique, à chasser tous les scrupules, et à regarder comme naturel d'envoyer à l'échafaud tout membre d'un parti contraire. Les cordeliers et les jacobins avaient fait décréter la mise en jugement de la reine, des girondins, de plusieurs généraux et du duc d'Orléans. Ils exigeaient impérieusement qu'on leur tint parole, et c'est surtout par la reine qu'ils voulaient commencer cette longue suite d'immolations. Il semble qu'une femme aurait dû désarmer les fureurs politiques; mais on portait plus de haine encore à Marie-Antoinette qu'à Louis XVI. C'est à elle qu'on reprochait les trahisons de la cour, les dilapidations du trésor, et surtout la guerre acharnée de l'Autriche. Louis XVI, disait-on, avait tout laissé faire; mais Marie-Antoinette avait tout fait, et c'est sur elle qu'il fallait tout punir.

Déjà on a vu quelles réformes avaient été faites au Temple. Marie-Antoinette avait été séparée de sa sœur, de sa fille et de son fils. En vertu du décret qui ordonnait le jugement ou la déportation des derniers membres de la famille des Bourbons, on l'avait transférée à la Conciergerie; et là, seule, dans une prison étroite, elle était réduite au plus strict nécessaire comme tous les autres prisonniers. L'imprudence d'un ami dévoué rendit sa situation encore plus pénible. Un membre de la municipalité, Michonnis, auquel elle inspirait un vif intérêt, voulut introduire auprès d'elle un individu qui voulait, disait-il, la voir par curiosité. Cet individu était un émigré courageux, mais imprudent, qui lui jeta un oeillet renfermant ces mots écrits sur un papier très-fin: *« Vos amis sont prêts »*. Espérance fautive, et aussi dangereuse pour celle qui la recevait que pour celui qui la donnait! Michonnis et l'émigré furent découverts et arrêtés sur-le-champ; la surveillance exercée à l'égard de l'infortunée prisonnière devint dès ce jour encore plus rigoureuse. Des gendarmes devaient être sans cesse de garde à la porte de sa prison, et il leur était expressément défendu de répondre à aucune de ses paroles.

Le misérable Hebert, substitut de Chaumette, et rédacteur de la dégoûtante feuille du *« Père Duchêne »*, l'écrivain du parti dont Vincent, Ronsin, Varlet, Leclerc, étaient chefs, Hebert s'était particulièrement attaché à tourmenter les restes infortunés de la famille détrônée. Il prétendait que la famille du tyran ne devait pas être mieux traitée qu'une famille sans-culotte; et il avait fait rendre un arrêté qui supprimait l'espèce de luxe avec lequel on avait nourri jusque-là les prisonniers du Temple. On interdisait aux détenues la volaille et la pâtisserie; on les réduisait à une seule espèce d'aliment à déjeuner, à un potage, à un bouilli et un plat quelconque à dîner; à deux plats à souper, et une demi-bouteille de vin par tête. La bougie était remplacée par la chandelle, l'argenterie par l'étain, et la porcelaine par la faïence. Les porteurs d'eau ou de bois pouvaient seuls entrer dans leur chambre, accompagnés de deux commissaires. Les aliments ne leur parvenaient qu'au moyen d'un tour. Le nombreux domestique était réduit à un cuisinier, un aide, deux servans, et une femme de charge pour le linge.

Immédiatement après cet arrêté, Hebert s'était rendu au Temple, et avait inhumainement arraché aux deux infortunées prisonnières jusqu'à de petits meubles auxquels elles tenaient beaucoup. Quatre-vingts louis que madame Elisabeth avait en réserve, et qu'elle avait recus de madame de Lamballe, lui furent enlevés. Nul n'est plus dangereux, plus cruel que l'homme sans lumières et sans éducation, revêtu d'une autorité récente. S'il a, surtout, une âme vile; si, comme Hebert, qui distribuait des contre-marchés à la porte d'un théâtre, et volait sur les recettes, il est sans moralité naturelle, et s'il arrive tout à coup de la fange de sa condition au pouvoir, il se montrera aussi bas qu'atrocité. Tel fut Hebert dans sa conduite au Temple. Il ne se borna pas aux vexations que nous venons de rapporter; lui et quelques autres imaginèrent de séparer le jeune prince de sa tante et de sa sœur. Un cordonnier, nommé Simon, et sa femme, furent

les instituteurs auxquels on crut devoir le confier pour lui donner l'education des sans-culottes. Simon et sa femme s'enfermerent au Temple, et devenant prisonniers avec le malheureux enfant, se chargerent de le soigner a leur maniere. Leur nourriture etait meilleure que celle des princesses, et ils partageaient la table des commissaires municipaux qui etaient de garde. Simon pouvait, accompagne de deux commissaires, descendre dans la cour du Temple avec le jeune prince, afin de lui procurer un peu d'exercice.

Hebert concut la pensee infame d'arracher a cet enfant des revelations contre sa malheureuse mere. Soit que ce miserable pretat a l'enfant de fausses revelations, soit qu'il eut abuse de son age et de son etat pour lui arracher tout ce qu'il voulait, il provoqua une deposition revoltante; et comme l'age du jeune prince ne permettait pas de le conduire au tribunal, Hebert vint y rapporter a sa place les infamies que lui-meme avait dictees ou supposees.

Ce fut le 14 octobre que Marie-Antoinette parut devant ses juges. Trainee au sanglant tribunal par l'inexorable vengeance revolutionnaire, elle n'y paraissait avec aucune chance d'acquittement, car ce n'etait pas pour l'y faire absoudre que les jacobins l'y avaient appelee. Cependant il fallait enoncer des griefs. Fouquier recueillit les bruits repandus dans le peuple, depuis l'arrivee de la princesse en France; et, dans l'acte d'accusation, il lui reprocha d'avoir dilapide le tresor, d'abord pour ses plaisirs, puis pour faire passer des fonds a l'empereur son frere. Il insista sur les scenes des 5 et 6 octobre, et sur le repas des gardes-du-corps, pretendant qu'elle avait trame a cette epoque un complot qui obligea le peuple a se transporter a Versailles pour le dejouer. Il lui imputa ensuite de s'etre emparee de son epoux, de s'etre melee du choix des ministres, d'avoir conduit elle-meme les intrigues avec les deputes gagnes a la cour, d'avoir prepare le voyage a Varennes, d'avoir amene la guerre, et livre aux generaux ennemis tous nos plans de campagne. Il l'accusa d'avoir prepare une nouvelle conspiration au 10 aout, d'avoir fait tirer ce jour-la sur le peuple, et engage son epoux a se defendre en le taxant de lachete; enfin de n'avoir cesse de machiner et de correspondre au dehors depuis sa captivite au Temple, et d'y avoir traite son jeune fils en roi. On voit comment tout est travesti et tourne a crime au jour terrible ou les vengeances des peuples long-temps differees eclatent enfin, et frappent ceux de leurs princes qui ne les ont pas meritees. On voit comment la prodigalite, l'amour des plaisirs, si naturels chez une jeune princesse, comment son attachement a son pays, son influence sur son epoux, ses regrets, plus indiscrets toujours chez une femme que chez un homme, son courage meme plus hardi, se peignaient dans ces imaginations irritees ou mechantes.

Il fallait des temoins: on appela Lecointre, depute de Versailles, qui avait vu les 5 et 6 octobre; Hebert, qui avait souvent visite le Temple; divers employes des ministeres, et plusieurs domestiques de l'ancienne cour. On tira de leurs prisons, pour les faire comparaitre, l'amiral d'Estaing, ancien commandant de la garde nationale de Versailles, l'ex-procureur de la commune Manuel, Latour-du-Pin, ministre de la guerre en 1789, le venerable Bailly, qui, disait-on, avait ete, avec Lafayette, complice du voyage a Varennes; enfin Valaze, l'un des girondins destines a l'echafaud.

Aucun fait precis ne fut articule. Les uns avaient vu la reine joyeuse lorsque les gardes-du-corps lui temoignaient leur devouement; les autres l'avaient vue triste et courroucee lorsqu'on la conduisait a Paris, ou lorsqu'on la ramenait de Varennes; ceux-ci avaient assiste a des fetes splendides qui devaient couter des sommes enormes; ceux-la avaient entendu dire dans les bureaux ministeriels que la reine s'opposait a la sanction des decrets. Une ancienne femme de service a la cour avait, en 1788, oui

dire au duc de Coigny que l'empereur avait déjà reçu deux cents millions de la France pour faire la guerre aux Turcs.

Le cynique Hebert, amené devant l'infortunée reine, osa enfin apporter les accusations arrachées au jeune prince. Il dit que Charles Capet avait raconté à Simon le voyage à Varennes, et désigné Lafayette et Bailly comme en étant les coopérateurs. Puis il ajouta que cet enfant avait des vices funestes et bien prématurés pour son âge; que Simon, l'ayant surpris et l'ayant interrogé, avait appris qu'il tenait de sa mère les vices auxquels il se livrait. Hebert ajouta que Marie-Antoinette voulait sans doute, en affaiblissant de bonne heure la constitution physique de son fils, s'assurer le moyen de le dominer, s'il remontait sur le trône.

Les bruits échappés d'une cour méchante, pendant vingt années, avaient donné au peuple l'opinion la plus défavorable des mœurs de la reine. Cependant cet auditoire tout jacobin fut révolté des accusations d'Hebert. Celui-ci n'en persista pas moins à les soutenir. Cette mère infortunée ne répondait pas; pressée de nouveau de s'expliquer, elle dit avec une émotion extraordinaire: "Je croyais que la nature me dispenserait de répondre à une telle imputation; mais j'en appelle au cœur de toutes les mères ici présentes." Cette réponse si noble et si simple remua tous les assistants. Cependant tout ne fut pas aussi amer pour Marie-Antoinette dans les dépositions des témoins. Le brave d'Estaing, dont elle avait été l'ennemie, refusa de rien dire à sa charge, et ne parla que du courage qu'elle montra les 5 et 6 octobre, de la noble résolution qu'elle exprima de mourir auprès de son époux plutôt que de fuir. Manuel, malgré ses hostilités avec la cour pendant la législative déclara ne pouvoir rien dire contre l'accusée. Quand le vénérable Bailly fut amené, Bailly qui autrefois avait si souvent prédit à la cour les maux qu'entraîneraient ses imprudences, il parut douloureusement affecté; et comme on lui demandait s'il connaissait la femme Capet: "Oui, dit-il en s'inclinant avec respect, oui, j'ai connu _madame_." Il déclara ne rien savoir, et soutint que les déclarations arrachées au jeune prince, relativement au voyage à Varennes, étaient fausses. En récompense de sa déposition, il recut des reproches outrageants, et put juger du sort qui lui était bientôt réservé. Il n'y eut dans l'instruction que deux faits graves, attestés par Latour-du-Pin et Valaze, qui ne déposèrent que parce qu'ils ne pouvaient pas s'en dispenser. Latour-du-Pin avoua que Marie-Antoinette lui avait demandé un état exact des armées pendant qu'il était ministre de la guerre. Valaze, toujours froid, mais respectueux pour le malheur, ne voulut rien dire à la charge de l'accusée; cependant il ne put s'empêcher de déclarer que, membre de la commission des vingt-quatre, et chargé avec ses collègues de vérifier les papiers trouvés chez Septeuil, trésorier de la liste civile, il avait vu des bons pour diverses sommes, signés _Antoinette_, ce qui était fort naturel; mais il ajouta qu'il avait vu une lettre ou le ministre pria le roi de transmettre à la reine la copie d'un plan de campagne qu'il avait entre ses mains. Ces deux faits, la demande de l'état des armées et la communication du plan de campagne, furent interprétés sur-le-champ d'une manière funeste, et on en conclut que c'était pour les envoyer à l'ennemi; car on ne supposait pas qu'une jeune princesse s'occupât, seulement par goût, d'administration et de plans militaires. Après ces dépositions, on en recueillit plusieurs autres sur les dépenses de la cour, sur l'influence de la reine dans les affaires, sur la scène du 10 août, sur ce qui se passait au Temple; et les bruits les plus vagues, les circonstances les plus insignifiantes, furent accueillis comme des preuves.

[Illustration: LA REINE A LA CONCIERGERIE.]

Marie-Antoinette répéta souvent avec présence d'esprit et avec force, qu'il n'y avait aucun fait précis contre elle; que d'ailleurs, épouse de Louis XVI, elle ne répondait d'aucun des actes du règne. Fouquier néanmoins la

declara suffisamment convaincue. Chauveau-Lagarde fit d'inutiles efforts pour la defendre; et cette reine infortunee fut condamnee a partager le supplice de son epoux.

Ramenee a la Conciergerie, elle y passa avec assez de calme la nuit qui preceda son execution; et le lendemain, 16 octobre, au matin, elle fut transportee, au milieu d'une populace nombreuse, sur la place fatale ou, dix mois auparavant, avait succombe Louis XVI. Elle ecoutait avec calme les exhortations de l'ecclesiastique qui l'accompagnait, et promenait un regard indifferant sur ce peuple qui tant de fois avait applaudi a sa beaute et a sa grace, et qui aujourd'hui applaudissait a son supplice avec le meme empressement. Arrivee au pied de l'echafaud, elle apercut les Tuileries, et parut emue; mais elle se hata de monter l'echelle fatale, et s'abandonna avec courage aux bourreaux. L'infame executeur montra la tete au peuple, comme il faisait toujours quand il avait immole une victime illustre.

Les jacobins furent combles de joie. "Qu'on porte cette nouvelle a l'Autriche, dirent-ils; les Romains vendaient le terrain occupe par Annibal; nous faisons tomber les tetes les plus cheres aux souverains qui ont envahi notre territoire."

Mais ce n'etait la que le commencement des vengeancees. Immediatement apres le jugement de Marie-Antoinette, il fallut proceder a celui des girondins enfermes a la Conciergerie.

Avant la revolte du Midi, on ne pouvait leur reprocher que des opinions. On disait bien, a la verite, qu'ils etaient complices de Dumouriez, de la Vendee, de d'Orleans; mais cette complicité, facile a imputer a la tribune, etait impossible a prouver, meme devant un tribunal revolutionnaire. Depuis le jour, au contraire, ou ils leverent l'etendard de la guerre civile, et ou l'on eut contre eux des faits positifs, il devint facile de les condamner. A la verite, les deputes detenus n'etaient pas ceux qui avaient provoque l'insurrection du Calvados et du Midi, mais c'etaient les membres du meme parti, les soutiens de la meme cause; on avait la conviction intime qu'ils avaient correspondu les uns avec les autres; et quoique les lettres intercepées ne prouvassent pas suffisamment la complicité, elles suffisaient a un tribunal qui, par son institution, devait se contenter de la vraisemblance. Toute la moderation des girondins fut donc transformee en une vaste conspiration, dont la guerre civile avait ete le denouement. Leur lenteur, sous la legislative, a s'insurger contre le trone, leur opposition au projet du 10 aout, leur lutte avec la commune depuis le 10 aout jusqu'au 20 septembre, leurs energiques protestations contre les massacres, leur pitie pour Louis XVI, leurs resistances au systeme inquisiteur qui degoutait les generaux, leur opposition au tribunal extraordinaire, au _maximum_, a l'emprunt force, a tous les moyens revolutionnaires: enfin leurs efforts pour creer une autorite repressive en instituant la commission des douze, leur desespoir apres leur defaite a Paris, desespoir qui les fit recourir aux provinces, tout cela fut travesti en une conspiration dans laquelle tout etait inseparable. Dans ce systeme d'accusation, les opinions proferees a la tribune n'etaient que les symptomes, les preparatifs de la guerre civile qui eclata bientot; et quiconque avait parle dans la legislative et la convention, comme les deputes reunis a Caen, a Bordeaux, a Lyon, a Marseille, etait coupable comme eux. Quoiqu'on n'eut aucune preuve directe du concert, on en trouvait dans leur communaute d'opinion, dans l'amitie qui avait uni la plupart d'entre eux, dans leurs reunions habituelles chez Roland et chez Valaze.

Les girondins, au contraire, ne croyaient pas pouvoir etre condamnes, si on consentait a discuter avec eux. Leurs opinions, disaient-ils, avaient ete libres; ils avaient pu differer d'avis avec les montagnards sur le choix

des moyens revolutionnaires, sans etre coupables: leurs opinions ne pouvaient ni ambition personnelle, ni complot premedite. Elles attestaient au contraire que sur une foule de points ils n'avaient pas ete d'accord entre eux. Enfin leur complicité avec les deputes revoltes n'etait que supposee, et leurs lettres, leur amitie, leur habitude de sieger sur les memes bancs, ne suffisaient nullement pour la demontrer. "Si on nous laisse parler, disaient les girondins, nous sommes sauves." Funeste idee, qui, sans assurer leur salut, leur fit perdre une partie de cette dignite, seul dedommagement d'une mort injuste!

Si les partis avaient plus de franchise, ils seraient du moins bien plus nobles. Le parti vainqueur aurait pu dire au parti vaincu: "Vous avez pousse l'attachement a votre systeme de moderation, jusqu'a nous faire la guerre, jusqu'a mettre la republique a deux doigts de sa perte, par une diversion desastreuse; vous etes vaincus, il faut mourir." De leur cote, les girondins avaient un beau discours a tenir a leurs vainqueurs. Ils pouvaient leur repondre: "Nous vous regardons comme des scelerats qui bouleverser la republique, qui la deshonorerez en pretendant la defendre, et nous avons voulu vous combattre et vous detruire. Oui, nous sommes tous egalement coupables, nous sommes tous complices de Buzot, de Barbaroux, de Petion, de Guadet; ce sont de grands et vertueux citoyens, dont nous proclamons les vertus a votre face. Tandis qu'ils sont alles venger la republique, nous sommes restes ici pour la glorifier en presence des bourreaux. Vous etes vainqueurs, donnez-nous la mort."

Mais l'esprit de l'homme n'est pas fait de telle sorte, qu'il cherche ainsi a tout simplifier par de la franchise. Le parti vainqueur veut convaincre, et il ment; un reste d'espoir engage le parti vaincu a se defendre, et il ment; et l'on voit, dans les discordes civiles, ces honteux proces, ou le plus fort ecoute pour ne pas croire, ou le plus faible parle pour ne pas persuader, et demande la vie sans l'obtenir. C'est apres l'arret prononce, c'est apres que tout espoir est perdu, que la dignite humaine se retrouve, et c'est a la vue du fer qu'on la voit reparaitre tout entiere.

Les girondins resolurent donc de se defendre, et il leur fallut pour cela employer les concessions, les reticences. On voulut leur prouver leurs crimes, et on envoya, pour les convaincre, au tribunal revolutionnaire tous leurs ennemis, Pache, Hebert, Chaumette, Chabot, et autres, ou aussi faux, ou aussi vils. L'affluence etait considerable, car c'etait un spectacle encore nouveau que celui de tant de republicains condamnes pour la cause de la republique. Les accuses etaient au nombre de vingt-un, tous a la fleur de l'age, dans la force du talent, quelques-uns meme dans tout l'eclat de la jeunesse et de la beaute. La seule declaration de leurs noms et de leur age avait de quoi toucher.

Brissot, Gardien et Lasource, avaient trente-neuf ans; Vergniaud, Gensonne et Lehardy, trente-cinq; Mainvielle et Ducos, vingt-huit; Boyer-Fonfrede et Duchastel, vingt-sept; Duperret, quarante-six; Carra, cinquante; Valaze et Lacase, quarante-deux; Duprat, trente-trois; Sillery, cinquante-sept; Fauchet, quarante-neuf; Lesterp-Beauvais, quarante-trois; Boileau, quarante-un; Antiboul, quarante; Vigeo, trente-six.

Gensonne etait calme et froid; Valaze indigne et meprisant; Vergniaud etait plus emu que de coutume; le jeune Ducos etait gai; et Fonfrede, qu'on avait epargne dans la journee du 2 juin, parce qu'il n'avait pas vote pour les arrestations de la commission des douze, et qui, par ses instances reiterees en faveur de ses amis, avait merite depuis de partager leur sort, Fonfrede semblait, pour une si belle cause, abandonner avec facilite, et sa grande fortune, et sa jeune epouse, et sa vie.

Amar avait redige, au nom du comite de surete generale, l'acte

d'accusation. Pache fut le premier témoin entendu à l'appui. Cauteleux et prudent, comme il l'était toujours, il dit qu'il avait aperçu depuis long-temps une faction contraire à la révolution, mais il n'articula aucun fait prouvant un complot prémédité. Il dit seulement que, lorsque la convention était menacée par Dumouriez, il se rendit au comité des finances pour obtenir des fonds et approvisionner Paris, et que le comité les refusa; il ajouta qu'il avait été maltraité dans le comité de sûreté générale, et que Guadet l'avait menacé de demander l'arrestation des autorités municipales. Chaumette raconta toutes les luttes de la commune avec le côté droit, telles qu'on les avait apprises par les journaux; il n'ajouta qu'un seul fait particulier, c'est que Brissot avait fait nommer Santonax commissaire aux colonies, et que Brissot était par conséquent l'auteur de tous les maux du Nouveau-Monde. Le misérable Hebert raconta son arrestation par la commission des douze, et dit que Roland corrompait tous les écrivains, car madame Roland avait voulu acheter sa feuille du Père Duchêne. Destournelles, ministre de la justice, et autrefois employé à la commune, déposa d'une manière aussi vague, et répéta ce qu'on savait, c'est que les accusés avaient poursuivi la commune, tonne contre les massacres, et voulu instituer une garde départementale, etc., etc. Le témoin le plus prolixe, le plus acharné dans sa déposition, qui dura plusieurs heures, fut l'ex-capucin Chabot. Âme bouillante, faible et vile, Chabot avait toujours été traité par les girondins comme un extravagant; il ne leur pardonnait pas leurs dédains; il était fier d'avoir voulu le 10 août contre leur avis; il prétendait que, s'ils avaient consenti à l'envoyer aux prisons, il aurait sauvé les prisonniers comme il avait sauvé les Suisses; il voulait donc se venger des girondins, et surtout recouvrer, en les calomniant, sa popularité, qu'il commençait à perdre aux jacobins, parce qu'on le soupçonnait de prendre part à l'agiotage. Il imagina une longue et méchante accusation, où il montra les girondins cherchant d'abord à s'emparer du ministre Narbonne, puis, après avoir chassé Narbonne, occupant trois ministères à la fois, faisant le 20 juin pour ranimer leurs créatures, s'opposant au 10 août, parce qu'ils ne voulaient pas la république, enfin suivant toujours un plan calculé d'ambition, et, ce qui est plus atroce que tout le reste, souffrant les massacres de septembre et le vol du Garde-Meuble, pour perdre la réputation des patriotes. "S'ils avaient voulu, disait Chabot, j'aurais sauvé les prisonniers. Pétion a fait boire les égorgeurs, et Brissot n'a pas voulu qu'on les arrêtât, parce qu'il y avait dans les prisons un de ses ennemis, Morande!"

Tels sont les êtres vils qui s'acharnent sur les hommes de bien, dès que le pouvoir leur en a donné le signal! Aussitôt que les chefs ont jeté la première pierre, tout ce qui vit dans la fange se soulève, et accable la victime; Fabre-d'Églantine, devenu suspect comme Chabot, pour cause d'agiotage, avait besoin aussi de se populariser, et il fit une déposition plus menagée, mais plus perfide, où il insinua que l'intention de laisser commettre les massacres et le vol du Garde-Meuble, avait bien pu entrer dans la politique des girondins. Vergniaud, n'y résistant pas davantage, s'écria avec indignation: "Je ne suis pas tenu de me justifier de complicité avec des voleurs et des assassins."

Cependant il n'y avait aucun fait précis allégué contre les accusés, on ne leur reprochait que des opinions publiquement soutenues, et ils répondaient que ces opinions avaient pu être erronées, mais qu'ils avaient eu le droit de se tromper. On leur objectait que leurs doctrines étaient non le résultat d'une erreur involontaire et dès lors excusable, mais d'un complot tramé chez Roland et chez Valazé. Ils répliquaient de nouveau que ces doctrines étaient si peu l'effet d'un accord fait entre eux, qu'elles n'avaient pas été conformes sur tous les points. L'un disait: Je n'ai pas voté pour l'appel au peuple; l'autre: Je n'ai pas voté pour la garde départementale; un troisième: Je n'étais pas de l'avis de la commission des douze, je n'étais pas pour l'arrestation d'Hebert et de Chaumette. Tout

cela etait vrai, mais alors la defense n'etait plus commune a tous les inculpes; ils semblaient presque s'abandonner les uns les autres, et chacun paraissait condamner la mesure a laquelle il n'avait pas pris part. L'accuse Boileau poussa le soin de se justifier jusqu'a la plus extreme faiblesse, et se couvrit meme de honte. Il avoua qu'il avait existe une conspiration contre l'unite et l'indivisibilite de la republique, qu'il en etait convaincu maintenant, et le declarait a la justice; qu'il ne pouvait pas designer les coupables, mais qu'il souhaitait leur punition et se declarait franc montagnard. Gardien eut aussi la faiblesse de desavouer tout a fait la commission des douze. Cependant Gensonne, Brissot, Vergniaud, et surtout Valaze, corrigerent le mauvais effet de la conduite de leurs deux collegues. Ils alleguerent bien qu'ils n'avaient pas toujours pense de meme, que par consequent ils ne s'etaient pas concertes dans leurs opinions, mais ils ne desavouerent ni leur amitie, ni leurs doctrines. Valaze avoua franchement les reunions qui avaient eu lieu chez lui, et soutint qu'ils avaient eu le droit de se reunir et de s'eclairer de leurs idees, comme tous les autres citoyens. Lorsqu'on leur objecta enfin leur connivence avec les fugitifs, ils la nierent. Hebert alors s'ecria: "Les accuses nient la conspiration! Quand le senat de Rome eut a prononcer sur la conspiration de Catilina, s'il eut interroge chaque conjure et qu'il se fut contente d'une denegation, ils auraient tous echappe au supplice qui les attendait; mais les reunions chez Catilina, mais la fuite de celui-ci, mais les armes trouvees chez Lecca, etaient des preuves materielles, et elles suffirent pour determiner le jugement du senat.--Eh bien! repondit Brissot, j'accepte la comparaison qu'on fait de nous avec Catilina. Ciceron lui dit: On a trouve des armes chez toi; les ambassadeurs des Allobroges t'accusent; les signatures de Lentulus, de Cethegus et de Statilius, tes complices, prouvent tes infames projets. Ici le senat nous accuse, il est vrai, mais a-t-on trouve chez nous des armes? Nous oppose-t-on des signatures?"

Malheureusement, on avait decouvert des plaintes ecrites a Bordeaux par Vergniaud, qui respiraient la plus vive indignation. On avait trouve une lettre d'un cousin de l'accuse Lacase, ou les preparatifs de l'insurrection etaient annonces; enfin on avait intercepte une lettre de Duperret a madame Roland, ou celui-ci disait qu'il avait recu des nouvelles de Buzot et de Barbaroux, et qu'ils se preparaient a punir les attentats commis a Paris. Vergniaud interpellé repondit: "Si je vous rappelais les motifs qui m'ont engage a ecrire, peut-etre vous paraitrais-je plus a plaindre qu'a blamer. J'ai du croire, d'apres les complots du 10 mars, que le projet de nous assassiner etait lie a celui de dissoudre la representation nationale. Marat l'a ecrit ainsi le 11 mars. Les petitions faites depuis contre nous avec tant d'acharnement m'ont confirme dans cette opinion. C'est dans cette circonstance que mon ame s'est brisee de douleur, et que j'ai ecrit a mes concitoyens que j'etais sous le couteau. J'ai reclame contre la tyrannie de Marat. C'est le seul que j'aie nomme. Je respecte l'opinion du peuple sur Marat, mais enfin Marat etait mon tyran!..."--A ces paroles, un jure se leve et dit: "Vergniaud se plaint d'avoir ete persecute par Marat. J'observe que Marat a ete assassine, et que Vergniaud est encore ici." Cette sottise observation est applaudie par une partie des spectateurs, et toute la franchise, toute la raison de Vergniaud, restent sans effet sur la multitude aveuglee.

Cependant Vergniaud etait parvenu a se faire ecouter, et avait retrouve, en parlant de la conduite de ses amis, de leur devouement, de leurs sacrifices a la republique, toute son eloquence. L'auditoire entier avait ete remue; et cette condamnation, quoique commandee, ne semblait plus irrevocable. Les debats avaient dure plusieurs jours. Les jacobins, indignes des lenteurs du tribunal, adresserent une nouvelle petition a la convention, pour acclereler la procedure. Robespierre fit rendre un decret par lequel, apres trois jours de discussion, les jures etaient autorises a se declarer suffisamment

eclaires, et a proceder au jugement sans plus rien entendre. Et pour rendre le titre plus conforme a la chose, il fit decider en outre que le nom de tribunal extraordinaire serait change en celui de TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Ce decret rendu, les jures n'oserent pas s'en servir sur-le-champ, et declarerent n'etre pas suffisamment eclaires. Mais, le lendemain, ils userent de leur nouveau pouvoir d'abreger les debats, et en demanderent la cloture. Les accuses avaient deja perdu toute esperance, et ils etaient resolu a mourir noblement. Ils se rendirent a la derniere seance du tribunal avec un visage serein. Tandis qu'on les fouillait a la porte de la Conciergerie, pour leur enlever les armes meurtrieres avec lesquelles ils auraient pu attenter a leur vie, Valaze, donnant une paire de ciseaux a son ami Riouffe, lui dit en presence des gendarmes: "Tiens, mon ami, voila une arme defendue; il ne faut pas attenter a nos jours!"

[Illustration: LES GIRONDINS MARCHENT A LA MORT.]

Le 30 octobre, a minuit, les jures entrent pour prononcer la sentence. Antonelle, leur president, avait le visage altere. Camille Desmoulins, en entendant prononcer l'arret, s'ecria: "Ah! c'est moi qui les tue, c'est mon Brissot devoile_[5]! Je m'en vais," dit-il; et il sort desespere. Les accuses rentrent. En entendant prononcer le mot fatal de mort, Brissot laisse tomber ses bras, sa tete se penche subitement sur sa poitrine; Gensonne veut dire quelques mots sur l'application de la loi, mais il ne peut se faire entendre. Sillery, en laissant echapper ses bequilles, s'ecrie: "Ce jour est le plus beau de ma vie". On avait concu quelques esperances pour les deux jeunes freres Ducos et Fonfrede, qui avaient paru moins compromis, et qui s'etaient attaches aux girondins, moins encore par conformite d'opinion que par admiration pour leur caractere et leurs talents. Cependant ils sont condamnes comme les autres. Fonfrede embrasse Ducos en lui disant: "Mon frere, c'est moi qui te donne la mort.--Console-toi, repond Ducos, nous mourrons ensemble." L'abbe Fauchet, le visage baisse, semble prier le ciel, Carra conserve son air de durete, Vergniaud a dans toute sa personne quelque chose de dedaigneux et de fier; Lasource prononce ce mot d'un ancien: "Je meurs le jour ou le peuple a perdu la raison; vous mourrez le jour ou il l'aura recouvree." Le faible Boileau, le faible Gardien, ne sont pas epargnes. Boileau, en jetant son chapeau en l'air, s'ecrie: "Je suis innocent.--Nous sommes innocens, repetent tous les accuses; peuple, on vous trompe." Quelques-uns d'entre eux ont le tort de jeter quelques assignats, comme pour engager la multitude a voler a leur secours, mais elle reste immobile. Les gendarmes les entourent alors pour les conduire dans leur cachot. Tout a coup l'un des condamnes tombe a leurs pieds; ils le relevent noye dans son sang. C'etait Valaze, qui, en donnant ses ciseaux a Riouffe, avait garde un poignard, et s'en etait frappe. Le tribunal decide sur-le-champ que son cadavre sera transporte sur une charrette, a la suite des condamnes. En sortant du tribunal, ils entonnent tous ensemble, par un mouvement spontane, l'hymne des Marseillais:

Contre nous de la tyrannie
L'etendard sanglant est leve.

Leur derniere nuit fut sublime. Vergniaud avait du poison, il le jeta pour mourir avec ses amis. Ils firent en commun un dernier repas, ou ils furent tour a tour gais, serieux, eloquens. Brissot Gensonne, etaient graves et reflechis; Vergniaud parla de la liberte expirante avec les plus nobles regrets, et de la destinee humaine avec une eloquence entrainante. Ducos repeta des vers qu'il avait faits en prison, et tous ensemble chanterent des hymnes a la France et a la liberte.

Le lendemain, 31 octobre, une foule immense s'etait portee sur leur

passage. Ils repetaient, en marchant a l'echafaud, cet hymne des Marseillais que nos soldats chantaient en marchant a l'ennemi. Arrives a la place de la Revolution, et descendus de leurs charrettes, ils s'embrassèrent en criant: *_Vive la republique!_* Sillery monta le premier sur l'echafaud, et apres avoir salue gravement le peuple, dans lequel il respectait encore l'humanite faible et trompee, il recut le coup fatal. Tous imiterent Sillery, et moururent avec la meme dignite. En trente-une minutes, le bourreau fit tomber ces illustres tetes, et detruisit ainsi en quelques instans, jeunesse, beaute, vertus, talens. Telle fut la fin de ces nobles et courageux citoyens, victimes de leur genereuse utopie. Ne comprenant ni l'humanite, ni ses vices, ni les moyens de la conduire dans une revolution, ils s'indignerent de ce qu'elle ne voulait pas etre meilleure, et se firent devorer par elle, en s'obstinant a la contrarier. Respect a leur memoire! jamais tant de vertus, de talens, ne brillèrent dans les guerres civiles; et il faut le dire a leur gloire, s'ils ne comprirent pas la necessite des moyens violens pour sauver la cause de la France, la plupart de leurs adversaires, qui prefererent ces moyens, se deciderent par passion plutot que par genie. On ne pourrait mettre au dessus d'eux que celui des montagnards qui se serait decide pour les moyens revolutionnaires, par politique seule et non par l'entrainement de la haine.

A peine les girondins eurent-ils expire, que de nouvelles victimes furent immolees apres eux. Le glaive ne se reposa pas un instant. Le 2 novembre, on mit a mort l'infortunee Olympe de Gouges, pour des ecrits pretendus contre-revolutionnaires, et Adam Lux, depute de Mayence, accuse du meme delit. Le 6 novembre, le malheureux duc d'Orleans, transfere de Marseille a Paris, fut traduit au tribunal revolutionnaire, et condamne pour les soupcons qu'il avait inspires a tous les partis. Odieux a l'emigration, suspect aux girondins et aux jacobins, il n'inspirait aucun de ces regrets qui consolent d'une mort injuste. Plus ennemi de la cour qu'enthousiaste de la republique, il n'eprouvait pas cette conviction qui soutient au moment supreme; et il fut de toutes les victimes la moins dedommagee et la plus a plaindre. Un degout universel, un scepticisme absolu, furent ses derniers sentimens, et il marcha a l'echafaud avec un calme et une indifference extraordinaire. Traine le long de la rue Saint-Honore, il vit son palais d'un oeil sec, et ne dementit pas un moment son degout des hommes et de la vie. Son aide-de-camp Coustard, depute comme lui, fut associe a son sort. Deux jours apres, l'interessante et courageuse epouse de Roland les suivit a l'echafaud. Cette femme, reunissant aux graces d'une Francaise l'heroisme d'une Romaine, portait toutes les douleurs dans son ame. Elle respectait et cherissait son epoux comme un pere; elle eprouvait pour l'un des girondins proscrits une passion profonde, qu'elle avait toujours contenue; elle laissait une fille, jeune et orpheline, confiee a des amis; tremblante pour tant d'etres si chers, elle croyait a jamais perdue cette cause de la liberte dont elle etait enthousiaste, et a laquelle elle avait fait de si grands sacrifices. Ainsi elle souffrait dans toutes ses affections a la fois. Condamnee pour cause de complicité avec les girondins, elle entendit son arret avec une sorte d'enthousiasme, sembla inspiree depuis le moment de sa condamnation jusqu'a celui de son execution, et excita, chez tous ceux qui la virent, une espece d'admiration religieuse. Elle alla a l'echafaud vetue en blanc; pendant toute la route, elle ranima les forces d'un compagnon d'infortune qui devait perir avec elle, et qui n'avait pas le meme courage; deux fois meme elle parvint a lui arracher un sourire. Arrivee sur le lieu du supplice, elle s'inclina devant la statue de la liberte en s'ecriant: *_O liberte! que de crimes on commet en ton nom!_* Elle subit ensuite la mort avec un courage inebriable (10 novembre). Ainsi perit cette femme charmante et courageuse, qui meritait de partager la destinee de ses amis, mais qui, plus modeste et plus soumise au role passif de son sexe, aurait, non pas evite la mort, due a ses talens et a ses vertus, mais epargne a son epoux et a elle-meme des ridicules et des

calomnies.

[Illustration: MME. ROLAND.]

Son epoux s'etait refuge du cote de Rouen. En apprenant sa fin tragique, il ne voulut pas lui survivre. Il quitta la maison hospitaliere ou il avait recu un asile; et, pour ne compromettre aucun ami, il vint se donner la mort sur la grande route. On le trouva perce au coeur d'une epee, et gisant au pied d'un arbre contre lequel il avait appuye l'arme meurtriere. Dans sa poche etait renferme un ecrit sur sa vie et sur sa conduite au ministere.

Ainsi, dans cet epouvantable delire qui rendait suspects et le genie, et la vertu, et le courage, tout ce qu'il y avait de plus noble, de plus genereux en France, perissait ou par le suicide ou par le fer des bourreaux!

[Illustration: BAILLY.]

Entre tant de morts illustres et courageuses, il y en eut une surtout plus lamentable et plus sublime que toutes les autres, ce fut celle de Bailly. Deja on avait pu voir, a la maniere dont il avait ete traite dans le proces de la reine, comment il serait accueilli au tribunal revolutionnaire. La scene du Champ-de-Mars, la proclamation de la loi martiale et la fusillade qui s'en etait suivie, etaient les evenemens le plus souvent et le plus amerement reproches au parti constituant. C'etait sur Bailly, l'ami de Lafayette, c'etait sur le magistrat qui avait fait deployer le drapeau rouge, qu'on voulait punir tous les pretendus forfaits de la constituante. Il fut condamne, et dut etre execute au Champ-de-Mars, theatre de ce qu'on appelait son crime. Ce fut le 11 novembre, et par un temps froid et pluvieux, qu'eut lieu son supplice. Conduit a pied, et au milieu des outrages d'une populace barbare, qu'il avait nourrie pendant qu'il etait maire, il demeura calme et d'une serenite inalterable. Pendant le long trajet de la Conciergerie au Champ-de-Mars, on lui agitait sous le visage le drapeau rouge qu'on avait retrouve a la mairie, enferme dans un etui en acajou. Arrive au pied de l'echafaud, il semblait toucher au terme de son supplice; mais un des forcenes, attaches a le poursuivre, s'ecrie qu'il ne faut pas que le champ de la federation soit souille de son sang. Alors on se precipite sur la guillotine, on la transporte avec le meme empressement qu'on mit autrefois a creuser ce meme champ de la federation; on court l'elever enfin sur le bord de la Seine, sur un tas d'ordures, et vis-a-vis le quartier de Chaillot, ou Bailly avait passe sa vie et compose ses ouvrages. Cette operation dure plusieurs heures. Pendant ce temps, on lui fait parcourir plusieurs fois le Champ-de-Mars. La tete nue, les mains derriere le dos, il se traine avec peine. Les uns lui jettent de la boue, d'autres lui donnent des coups de pied ou de baton. Accable, il tombe; on le releve de nouveau. La pluie, le froid, ont communique a ses membres un tremblement involontaire. "Tu trembles," lui dit un soldat.--"Mon ami, repond le vieillard, c'est de froid." Apres plusieurs heures de cette torture, on lui brule sous le nez le drapeau rouge; le bourreau s'empare de lui enfin, et on nous enleve encore un savant illustre, et l'un des hommes les plus vertueux qui aient honore notre patrie.

Depuis ces temps ou Tacite la vit applaudir aux crimes des empereurs, la vile populace n'a pas change. Toujours brusque en ses mouvemens, tantot elle eleve l'autel de la patrie, tantot elle dresse des echafauds, et n'est belle et noble a voir que lorsque, entraine dans les armees, elle se precipite sur les bataillons ennemis. Que le despotisme n'impute pas ses crimes a la liberte; car, sous le despotisme, elle fut toujours aussi coupable que sous la republique; mais invoquons sans cesse les lumieres et l'instruction pour ces barbares, pullulant au fond des societies, et toujours prêts a les souiller de tous les crimes, a l'appel de tous les pouvoirs, et pour le deshonneur de toutes les causes.

Le 25 novembre, eut encore lieu la mort du malheureux Manuel, qui était devenu procureur de la commune, député à la convention, et qui donna sa démission lors du procès de Louis XVI, parce qu'on l'accusait d'avoir dérobé le scrutin. Au tribunal, on lui reprocha d'avoir favorisé les massacres de septembre pour soulever les départements contre Paris. C'est Fouquier-Tinville qui était chargé d'imaginer ces perfides calomnies, plus atroces encore que la condamnation. Ce même jour, fut condamné le malheureux général Brunet, pour n'avoir pas envoyé une partie de son armée de Nice devant Toulon; et le lendemain 26, la mort fut prononcée contre le victorieux Houchard, pour n'avoir pas compris le plan qui lui fut tracé, et ne s'être pas rapidement porté sur la chaussée de Furnes, de manière à prendre toute l'armée anglaise. Sa faute était criante, mais ne méritait pas la mort.

Ces exécutions commençaient à répandre une terreur générale, et à rendre l'autorité formidable. L'effroi n'était pas seulement dans les prisons, dans la salle du tribunal révolutionnaire, à la place de la Révolution; il régnait partout, dans les marchés, dans les boutiques, où le maximum et les lois contre l'accaparement venaient d'être mis en vigueur. On a déjà vu comment le discrédit des assignats et le renchérissement des denrées avaient conduit à décréter le maximum, dans le but de remettre en rapport les denrées et la monnaie. Les premiers effets de ce maximum furent des plus malheureux, et amenèrent la clôture d'une grande quantité de boutiques. En fixant un tarif pour les marchandises de première nécessité, on n'avait atteint que la marchandise rendue chez le détaillant, et prêtée à passer des mains de celui-ci dans celles du consommateur. Mais le détaillant qui l'avait achetée chez le marchand en gros ou chez le fabricant, avant le maximum, et à un prix supérieur à celui du nouveau tarif, faisait des pertes énormes et se plaignait amèrement. Les pertes n'étaient pas moindres pour lui, même lorsqu'il avait acheté après le maximum. En effet, dans le tarif des marchandises dites de première nécessité, on ne les désignait que déjà tout ouvertes et prêtes à être consommées, et on ne fixait leur prix que parvenues à ce dernier état. Mais on ne disait pas quel prix elles devaient avoir, sous forme de matière première, quel prix il fallait payer à l'ouvrier qui les travaillait, au roulier, au navigateur qui les transportaient; par conséquent le détaillant, qui était obligé de vendre au consommateur selon le tarif, et qui ne pouvait traiter avec l'ouvrier, le fabricant, le commerçant en gros, d'après ce même tarif, était dans l'impossibilité de continuer un commerce aussi désavantageux. La plupart des marchands fermaient leurs boutiques, ou bien échappaient à la loi par la fraude; ils ne vendaient au maximum que la plus mauvaise marchandise, et réservaient la bonne pour ceux qui venaient secrètement la payer sa valeur.

Le peuple, qui s'apercevait de ces fraudes, et voyait se fermer un grand nombre de boutiques, se déchainait avec fureur, et venait assaillir la commune de ses réclamations; il voulait qu'on obligeât tous les marchands à tenir leurs boutiques ouvertes, et à continuer leur commerce malgré eux. Disposé à se plaindre de tout, il dénonçait les bouchers et les charcutiers, qui achetaient des animaux malsains ou morts d'accidents, et qui ne saignaient pas assez les viandes dans l'intention de les rendre plus pesantes; les boulangers, qui, pour fournir de la belle farine au riche, réservaient la mauvaise au pauvre, et ne faisaient pas assez cuire le pain afin qu'il pesât davantage; les marchands de vin, qui mêlaient aux boissons les drogues les plus malfaisantes; les marchands de sel, qui pour augmenter le poids de cette denrée, en alteraient la qualité; les épiciers, tous les détaillants enfin, qui falsifiaient les denrées de mille manières.

De ces abus, les uns étaient éternels, les autres tenaient à la crise actuelle, mais, quand l'impatience du mal saisit les esprits, on se plaint

de tout, on veut tout reformer, tout punir.

Le procureur-general Chaumette fit a ce sujet un discours fulminant contre les marchands.

"On se rappelle, dit-il, qu'en 89, et les annees suivantes, tous ces hommes ont fait un tres grand commerce, mais avec qui? avec l'etranger. On sait que ce sont eux qui ont fait tomber les assignats, et que c'est au moyen de l'agiotage sur le papier-monnaie qu'ils se sont enrichis. Qu'ont-ils fait apres que leur fortune a ete complete? Ils se sont retires du commerce, ils ont menace le peuple de la penurie des marchandises; mais s'ils ont de l'or et des assignats, la republique a quelque chose de plus precieux, elle a des bras. Ce sont des bras et non pas de l'or qu'il faut pour faire mouvoir les fabriques et les manufactures. Eh bien! si ces individus abandonnent les fabriques, la republique s'en emparera, et elle mettra en requisition toutes les matieres premieres. Qu'ils sachent qu'il depend de la republique de reduire, quand elle le voudra, en boue et en cendres, l'or et les assignats qui sont en leurs mains. Il faut que le geant du peuple ecrase les speculateurs mercantiles.

"Nous sentons les maux du peuple, parce que nous sommes peuple nous-memes. Le conseil tout entier est compose de sans-culottes, il est le legislateur-peuple. Peu nous importe que nos tetes tombent, pourvu que la posterite daigne ramasser nos cranes.... Ce n'est pas l'Evangile que j'invoquerai, c'est Platon. Celui qui frappera du glaive, dit ce philosophe, perira par le glaive; celui qui frappera du poison, perira par le poison; la famine etouffera celui qui voudrait affamer le peuple.... Si les subsistances et les marchandises viennent a manquer, a qui s'en prendra le peuple? aux autorites constituees? non.... A la convention? non.... Il s'en prendra aux fournisseurs et aux approvisionneurs. Rousseau etait peuple aussi, et il disait: _Quand le peuple n'aura plus rien a manger, il mangera le riche_" (Commune du 14 octobre.)

Les moyens forces conduisent aux moyens forces, comme nous l'avons dit ailleurs. On s'etait occupe, dans les premieres lois, de la marchandise ouverte, il fallait maintenant passer a la matiere premiere; l'idee meme de s'emparer de la matiere premiere et de l'ouvrir pour le compte de la republique, germais dans les tetes. C'est une redoutable obligation que celle de violenter la nature, et de vouloir regler tous ses mouvemens. On est bientot oblige de suppléer la spontaneite en toutes choses, et de remplacer la vie meme par les commandemens de la loi. La commune et la convention furent forcees de prendre de nouvelles mesures, chacune suivant sa competence.

La commune de Paris obligea chaque marchand a declarer la quantite de denrees qu'il possedait, les demandes qu'il avait faites pour s'en procurer, et l'esperance qu'il avait des arrivages. Tout marchand qui, faisant un commerce depuis un an, l'abandonnait ou le laissait languir, etait declare suspect, et enferme comme tel. Pour empecher la confusion et l'engorgement provenant de l'empressement a s'approvisionner, la commune decida encore que le consommateur ne pourrait s'adresser qu'au marchand detailliant, le detailliant qu'au marchand en gros, et elle fixa les quantites que chacun pourrait exiger. Ainsi l'epicier ne pouvait exiger que vingt-cinq livres de sucre a la fois chez le marchand en gros, et le limonadier que douze. C'etaient les comites revolutionnaires qui delivraient les bons d'achat, et fixaient les quantites. La commune ne borna pas la ses reglemens. Comme l'affluence a la porte des boulangers etait toujours la meme, et occasionnait des scenes tumultueuses, et que beaucoup de gens passaient une partie des nuits a attendre, Chaumette fit decider que la distribution ne commencerait que par les derniers arrives, ce qui ne diminua ni le tumulte ni l'empressement. Comme le peuple se

plaignait de ce qu'on lui reservait la plus mauvaise farine, il fut arrete que, dans la ville de Paris, il ne serait plus fait qu'une seule espece de pain, composee de trois quarts de froment et d'un quart de seigle. Enfin, on institua une commission d'inspection aux subsistances, pour verifier l'etat des denrees, constater les fraudes, et les punir. Ces mesures, imitees par les autres communes, souvent meme converties en decrets, devenaient aussitot des lois generales; et c'est ainsi, comme nous l'avons deja dit, que la commune exercait une influence immense dans tout ce qui tenait au regime interieur et a la police.

La convention, pressee de reformer la loi du maximum, en imagina une nouvelle qui remontait de la marchandise a la matiere premiere. Il devait etre fait un tableau du prix, que coutait la marchandise en 1790, sur le lieu meme de production. A ce prix, il etait ajoute premierement, un tiers en sus, a cause des circonstances; secondement, un prix fixe pour le transport du lieu de production au lieu de consommation; troisiemement enfin, une somme de cinq pour cent pour le profit du marchand en gros, et de dix pour le marchand detailliste; de tous ces elemens on devait composer, pour l'avenir, le prix dela marchandises de premiere necessite. Les administrations locales etaient chargees de faire ce travail chacune pour ce qui se produisait et se consommait chez elles. Une indemnite etait accordee a tout marchand detailliste qui, ayant moins de dix mille francs de capital, pouvait prouver qu'il avait perdu ce capital par le maximum. Les communes devaient juger le cas a vue-d'oeil, comme on jugeait toute chose alors, comme on juge tout en temps de dictature. Ainsi la loi, sans remonter encore a la production, a la matiere brute, a la main-d'oeuvre, fixait le prix de la marchandise au sortir de la fabrique, le prix des transports, le gain du commercant et du detailliant, et remplacait, dans la moitie au moins de l'oeuvre sociale, la mobilite de la nature par des regles absolues. Mais tout cela, nous le repetons, provenait inevitablement du premier maximum, le premier maximum des assignats, et les assignats des besoins imperieux de la revolution.

Pour suffire a ce systeme de gouvernement introduit dans le commerce, il fut nomme une commission des subsistances et approvisionnementens, dont l'autorite s'etendait sur toute la republique, et qui etait composee de trois membres, choisis par la convention, jouissant presque de l'importance des ministres eux-memes, et ayant voix au conseil. Cette commission etait chargee de faire executer les tarifs, de surveiller la conduite des communes a cet egard, de faire incessamment continuer le recensement des subsistances et des denrees dans toute la France, d'en ordonner le versement d'un departement dans l'autre, de fixer les requisitions pour les armees, conformement au celebre decret qui instituait le gouvernement revolutionnaire.

La situation financiere n'etait pas moins extraordinaire que tout le reste. Les deux emprunts, l'un force, l'autre volontaire, se remplissaient avec rapidite. On s'empressait surtout de contribuer au second, parce que les avantages qu'il presentait le rendaient bien preferable; et ainsi le moment approchait ou un milliard d'assignats allait etre retire de la circulation. Il y avait dans les caisses, pour les besoins courans, quatre cents millions a peu pres, restant des anciennes creations, et cinq cents millions d'assignats royaux, rentres par le decret qui les demonetisait, et convertis en une somme egale d'assignats republicains. Il restait donc pour le service neuf cents millions environ.

Ce qui paraitra extraordinaire, c'est que l'assignat, qui perdait trois quarts et meme quatre cinquiemes, etait remonte au pair avec l'argent. Il y avait, dans cette hausse, du reel et du factice. La suppression graduelle d'un milliard flottant, le succes de la premiere levee, qui venait de produire six cent mille hommes en un mois de temps, les dernieres victoires

de la republique, qui assuraient presque son existence, avaient hate le debit des biens nationaux, et rendu quelque confiance aux assignats, mais point assez cependant pour les egaler a l'argent. Voici les causes qui les mirent, en apparence, au pair avec le numeraire. On se souvient qu'une loi defendait, sous des peines graves, le commerce de l'argent, c'est-a-dire l'echange a perte de l'assignat contre l'argent; qu'une autre loi punissait aussi de peines severes celui qui, dans les achats, traiterait a des prix differens, selon que le paiement aurait lieu en papier ou en numeraire. De cette maniere, l'argent, echange soit contre l'assignat, soit contre la marchandise, ne pouvait valoir son prix reel, et il ne restait plus qu'a l'enfouir. Mais une derniere loi portait que l'argent, l'or ou les bijoux enfouis, appartiendraient, partie a l'etat, partie au denonciateur. Des lors on ne pouvait ni se servir de l'argent dans le commerce, ni le cacher; il etait a charge, il exposait le detenteur a passer pour suspect; on commencait a s'en defier et a preferer l'assignat pour l'usage journalier. C'est la ce qui retablit momentanement le pair, qui n'avait jamais reellement existe pour le papier, meme au premier jour de sa creation. Beaucoup de communes, y ajoutant leurs lois a celles de la convention, avaient meme defendu la circulation du numeraire, et ordonne qu'il fut apporte dans les caisses pour y etre change en assignats. La convention, il est vrai, avait aboli toutes ces decisions particulieres des communes; mais les lois generales portees par elle n'en rendaient pas moins le numeraire inutile et dangereux. Beaucoup de gens le portaient a l'impot ou a l'emprunt, ou bien le donnaient aux etrangers qui en faisaient un grand commerce, et qui venaient dans les villes frontieres le recevoir contre des marchandises. Les Italiens, et les Genoises surtout, qui nous apportaient beaucoup de ble, accouraient dans les ports du Midi, et achetaient au plus bas prix les matieres d'or et d'argent. Le numeraire avait donc reparu par l'effet de ces lois terribles; et le parti des revolutionnaires ardents, craignant que son apparition ne fut de nouveau nuisible au papier-monnaie, voulait que le numeraire, qui, jusqu'ici, n'etait pas exclu de la circulation, fut prohibe tout a fait; ils demandaient que la transmission en fut interdite, et qu'on ordonnat a tous ceux qui en possedaient de se presenter aux caisses publiques pour l'echanger contre des assignats.

La terreur avait presque fait cesser l'agiotage. Les speculations sur le numeraire etaient, comme on vient de le voir, devenues impossibles. Le papier etranger, frappe de reprobation, ne circulait plus comme deux mois auparavant; et les banquiers, accuses de toutes parts d'etre les intermediaires des emigres, et de se livrer a l'agiotage, etaient dans le plus grand effroi. Pour un moment, le scelle avait ete mis chez eux, mais on sentit bientot le danger d'interrompre les operations de la banque, d'arreter ainsi la circulation de tous les capitaux, et on retira le scelle. Neanmoins, l'effroi etait assez grand pour qu'on ne songeat plus a aucune espece de speculation.

La compagnie des Indes venait enfin d'etre abolie. On a vu quelle intrigue s'etait formee entre quelques deputes pour speculer sur les actions de cette compagnie. Le baron de Batz, s'entendant avec Julien de Toulouse, Delaunay d'Angers, et Chabot, voulait, par des motions effrayantes, faire baisser les actions, les acheter alors, puis, par des motions plus douces, les faire remonter, les revendre, et realiser les profits de cette hausse frauduleuse. L'abbe d'Espagnac, que Julien favorisait aupres du comite des marches, devait preter les fonds pour ces speculations. Ces miserables reussirent, en effet, a faire tomber les actions de 4500 a 650 livres, et recueillirent des profits considerables. Cependant on ne pouvait eviter la suppression de la compagnie; alors ils se mirent a traiter avec elle pour adoucir le decret de suppression. Delaunay et Julien de Toulouse le discutaient avec ses directeurs, et leur disaient: "Si vous donnez telle somme, nous presenterons tel decret; si non, nous en presenterons tel autre." Ils convinrent d'une somme de cinq cent mille francs, moyennant

laquelle ils devaient, en proposant la suppression de la compagnie, qui était inévitable, lui faire attribuer à elle-même le soin de sa liquidation, ce qui pouvait prolonger pour long-temps encore sa durée. La somme devait être partagée entre Delaunay, Julien de Toulouse, Chabot, et Bazire, que son ami Chabot avait mis au fait de l'intrigue, mais qui refusa d'y prendre part. Delaunay presenta le décret de suppression le 17 vendémiaire. Il proposait de supprimer la compagnie, de l'obliger à restituer les sommes qu'elle devait à l'état, et surtout de lui faire payer le droit sur les transferts, qu'elle était parvenue à éluder en transformant ses actions en inscriptions sur ses livres. Il proposait enfin de lui laisser à elle-même le soin de sa liquidation. Fabre d'Eglantine, qui n'était pas encore dans le secret, et qui spéculait, à ce qu'il paraît, en sens contraire, s'éleva aussitôt contre ce projet, en disant que permettre à la compagnie de se liquider elle-même, c'était l'éterniser, et que sous ce prétexte elle demeurerait indéfiniment en exercice. Il conseilla donc de transporter au gouvernement le soin de cette liquidation. Cambon demanda, par un sous-amendement, que l'état, en faisant la liquidation, ne restât pas chargé des dettes, si le passif de la compagnie excédait son actif. Le décret et les deux amendements furent adoptés, et on les renvoya à la commission, pour en arrêter la rédaction définitive. Aussitôt les membres du complot pensèrent qu'il fallait s'emparer de Fabre pour obtenir, au moyen de la rédaction, quelques modifications au décret. Chabot fut dépêché à Fabre avec cent mille francs, et parvint à le gagner. Voici alors ce qui fut fait: on rédigea le décret tel qu'il avait été adopté par la convention, et on le donna à signer à Cambon et aux membres de la commission qui n'étaient pas complices du projet. Ensuite on ajouta à cette copie authentique quelques mots qui en alteraient tout à fait le sens. À l'article des transferts qui avaient échappé au droit, et qui devaient le supporter, on ajouta ces mots: « Excepte ceux faits en fraude », ce qui faisait revivre toutes les prétentions de la compagnie à l'égard de l'exemption du droit. À propos de la liquidation, il fut encore ajoutés ces mots: « D'après les statuts et règlements de la compagnie », ce qui donnait entrée à celle-ci dans la liquidation. Ces mots intercalés changeaient gravement le dispositif du décret. Chabot, Fabre, Delaunay, Julien de Toulouse, signèrent ensuite, et remirent la copie falsifiée à la commission de l'envoi des lois, qui la fit imprimer et promulguer comme décret authentique. Ils espéraient que les membres qui avaient signé avant cette légère altération, ou ne s'en souviendraient pas, ou ne s'en apercevraient pas, et ils se partagerent la somme de cinq cent mille francs. Bazire refusa seul sa part, en disant qu'il ne voulait pas participer à de telles turpitudes.

Cependant Chabot, dont on commençait à dénoncer le luxe, tremblait de se voir compromis. Il avait suspendu les cent mille francs, recus pour son compte, dans des lieux d'aisance; et comme ses complices le voyaient prêt à les trahir, ils menaçaient de prendre les devans, et de tout révéler s'il les abandonnait. Telle avait été l'issue de cette honteuse intrigue liée entre le baron de Batz et trois ou quatre députés. La terreur générale qui grondait sur toutes les têtes, même innocentes, s'était communiquée à eux, et ils avaient peur de se voir découverts et punis. Pour le moment donc, toutes les spéculations étaient suspendues, et personne ne songeait plus à se livrer à l'agiotage.

C'est dans cet instant, où l'on ne craignait pas de faire violence à toutes les idées reçues, à toutes les habitudes établies, que le projet de renouveler le système des poids et mesures et de changer le calendrier fut exécuté. Le goût de la régularité et le mépris des obstacles devaient signaler une révolution qui était à la fois philosophique et politique. Elle avait divisé le territoire en quatre-vingt-trois portions égales; elle avait uniformisé l'administration civile, religieuse et militaire; elle avait égalisé toutes les parties de la dette publique. Elle ne pouvait

manquer de regulariser les poids, les mesures et la division du temps. Sans doute ce gout pour l'uniformite, degenerant en esprit de systeme, en fureur meme, a fait oublier trop souvent les varietes necessaires et attrayantes de la nature; mais ce n'est que dans ces sortes d'accès que l'esprit humain opere les regenerations grandes et difficiles. Le nouveau systeme des poids et mesures, l'une des plus belles creations du siecle, fut le resultat de cet audacieux esprit d'innovation. On imagina de prendre pour unite de poids et pour unite de mesures, des quantites naturelles et invariables dans tous les pays. Ainsi, l'eau distillee fut prise pour unite de poids, et une partie du meridien pour unite de mesure. Ces unites, multipliees ou divisees par dix, a l'infini, formerent ce beau systeme connu sous le nom de _calcul decimal_.

La meme regularite devait etre appliquee a la division du temps; et la difficulte de changer les habitudes d'un peuple, dans ce qu'elles ont de plus invincible, ne devait pas arreter des hommes aussi resolués que ceux qui presidaient alors aux destinees de la France. Deja ils avaient change l'ere gregorienne en ere republicaine, et fait dater celle-ci de l'an premier de la liberte. Ils firent commencer l'annee et la nouvelle ere au 22 septembre 1792, jour qui par une rencontre heureuse, etait celui de l'institution de la republique et de l'equinoxe d'automne. L'annee aurait du etre divisee en dix parties, conformement au systeme decimal; mais en prenant pour base de la division des mois les douze revolutions de la lune autour de la terre, il fallait admettre douze mois. La nature commandait ici l'infraction au systeme decimal. Le mois fut de trente jours; il se divisa en trois dizaines de jours, nommees _decades_, et remplaçant les quatre semaines. Le dixieme jour de chaque decade fut consacre au repos, et remplaça l'ancien dimanche. C'etait un jour de repos de moins par mois. La religion catholique avait multiplie les fetes a l'infini; la revolution, preconisant le travail, croyait devoir les reduire le plus possible. Les mois s'appelerent du nom des saisons auxquelles ils appartenaient. L'annee commençant en automne, les trois premiers mois appartenaient a cette saison; on les nomma, le 1er, _vendemiaire_, le 2e, _brumaire_, le 3e, _frimaire_; les trois suivans, correspondant a l'hiver, s'appelaient _nivose, _pluviose, _ventose_; les trois autres, repondant au printemps, _germinal, _floreale, _prairial_; les trois derniers enfin, comprenant l'ete, furent nommes _messidor, _thermidor, _fructidor_. Ces douze mois, de trente jours chacun, ne faisaient que trois cent soixante jours en tout. Il restait cinq jours pour completer l'annee; ils furent appeles _complementaires_, et on eut la belle idee de les reserver pour des fetes nationales, sous le nom de _sans-culottides_, nom qu'il faut accorder au temps, et qui n'est pas plus absurde que beaucoup d'autres adoptes par les peuples. La premiere dut etre consacree au _genie_; la seconde au _travail_; la troisieme, aux _belles actions_; la quatrieme, aux _recompenses_; la cinquieme enfin, a _l'opinion_. Cette derniere fete, tout a fait originale, et parfaitement adaptee au caractere francais, devait etre une espece de carnaval politique de vingt-quatre heures, pendant lequel il serait permis de dire et d'ecrire impunement sur tout homme public, tout ce qu'il plairait au peuple et aux ecrivains d'imaginer. C'etait a l'opinion a faire justice de l'opinion meme, et a tous les magistrats a se defendre par leurs vertus contre les verites et les calomnies de ce jour. Rien n'etait plus grand et plus moral que cette idee. Il ne faut point, parce qu'une destinee plus forte a emporte les pensees et les institutions de cette epoque, frapper de ridicule ses vastes et hardies conceptions. Les Romains ne sont pas restes ridicules, parce que, le jour du triomphe, le soldat place derriere le char du triomphateur, pouvait dire tout ce que lui suggerait sa haine ou sa gaiete. Tous les quatre ans, l'annee bissextile, amenant six jours complementaires au lieu de cinq, cette sixieme sans-culottide devait s'appeler fete de la _revolution_, et etre consacree a une grande solennite, dans laquelle les Francais viendraient celebrer l'epoque de leur affranchissement et l'institution de

la republique.

Le jour fut divise, suivant le systeme decimal, en dix parties ou heures, celles-ci en dix autres, et ainsi de suite. De nouveaux cadrans furent ordonnes pour mettre en pratique cette nouvelle maniere de calculer le temps; cependant, pour ne pas tout faire a la fois, on ajourna a une annee cette derniere reforme. La derniere revolution, la plus difficile, la plus accusee de tyrannie, fut celle qu'on essaya a l'egard du culte. Les lois revolutionnaires, relatives a la religion, etaient restees telles que l'assemblee constituante les avait faites. On se souvient que cette premiere assemblee, desirant ramener l'administration ecclesiastique a l'uniformite de l'administration civile, voulut que les circonscriptions des dioceses fussent les memes que celles des departemens, que l'evêque fut electif comme tous les autres fonctionnaires, et qu'en un mot, sans toucher au dogme, la discipline fut regularisee, comme venaient de l'etre toutes les parties de l'organisation politique. Telle fut la constitution civile du clerge, a laquelle on obligea les ecclesiastiques de preter serment. Des ce jour, on s'en souvient, il y eut un schisme; on appela pretres constitutionnels ou assermentes, ceux qui avaient adhere a la nouvelle institution, et pretres refractaires ceux qui s'y etaient refuses. Ces derniers seulement etaient prives de leurs fonctions et pourvus d'une pension. L'assemblee legislative, voyant qu'ils s'attachaient a indisposer l'opinion contre le nouveau regime, les soumit a la surveillance des autorites des departemens, et decreta meme que sur un jugement de ces autorites, ils pourraient etre bannis du territoire de la France. La convention, plus severe enfin, a mesure que leur conduite devenait plus seditieuse, condamna a la deportation tous les pretres refractaires. L'emportement des esprits augmentant chaque jour, on se demandait pourquoi, en abolissant toutes les anciennes superstitions monarchiques, on conservait encore un fantome de religion, a laquelle presque personne ne croyait plus, et qui formait le contraste le plus tranchant avec les nouvelles institutions, les nouvelles moeurs de la France republicaine. Deja on avait demande des lois pour favoriser les pretres maries, et les proteger contre certaines administrations locales qui voulaient les priver de leurs fonctions. La convention, tres reservee en cette matiere, n'avait rien voulu statuer a leur egard, mais par son silence meme elle les avait autorises a conserver leurs fonctions et leurs traitemens. Il s'agissait en outre, dans certaines petitions, de ne plus salarier aucun culte, de laisser chaque secte payer ses ministres, d'interdire les ceremonies exterieures, et d'obliger toutes les religions a se renfermer dans leurs temples. La convention se borna a reduire le revenu des eveques au _maximum_ de six mille francs, vu qu'il y en avait dont le revenu s'elevait a soixante-dix mille. Quant a tout le reste elle ne voulut rien prendre sur elle, et garda le silence, laissant la France prendre l'initiative de l'abolition des cultes. Elle craignait, en touchant elle-meme aux croyances, d'indisposer une partie de la population, encore attachee a la religion catholique. La commune de Paris, moins reservee, saisit cette occasion importante d'une grande reforme, et s'empessa de donner le premier exemple de l'abjuration du catholicisme.

Tandis que les patriotes de la convention et des Jacobins, tandis que Robespierre, Saint-Just et les autres chefs revolutionnaires, s'arretaient au deisme, Chaumette, Hebert, tous les notables de la commune et des Cordeliers, places plus bas par leurs fonctions et leurs lumieres, devaient, suivant la loi ordinaire, dépasser les bornes, et aller jusqu'a l'atheisme. Ils ne professaient pas ouvertement cette doctrine, mais on pouvait la leur supposer; jamais dans leurs discours ou leurs feuilles, ils ne prononcaient le nom de Dieu, et ils repetaient sans cesse qu'un peuple ne devait se gouverner que par la raison, et n'admettre aucun culte que celui de la raison. Chaumette n'etait ni bas, ni mechant, ni ambitieux comme Hebert; il ne cherchait pas, en exagerant les opinions regnantes, a

supplanter les chefs actuels de la revolution; mais, denuee de vues politiques, plein d'une philosophie commune, entraine par un extraordinaire penchant a la declamation, il prechait, avec l'ardeur et l'orgueil d'un missionnaire, les bonnes moeurs, le travail, les vertus patriotiques, et la raison enfin, en s'abstenant toujours de nommer Dieu. Il s'etait eleve avec vehemence contre les pillages; il avait fortement reprimande les femmes qui negligeaient le soin de leur menage pour se meler de troubles politiques, et avait eu le courage de faire fermer leur club; il avait provoque l'abolition de la mendicite et l'etablissement d'ateliers publics pour fournir du travail aux pauvres; il avait tonne contre la prostitution, et avait fait prohiber par la commune la profession des filles publiques, partout toleree comme inevitable. Il etait defendu a ces malheureuses de se montrer en public, d'exercer meme dans l'interieur des maisons leur deplorable industrie. Chaumette disait qu'elles appartenaient aux pays monarchiques et catholiques, ou il y avait des citoyens oisifs, des pretres non maries, et que le travail et le mariage devaient les chasser des republiques.

Chaumette, prenant donc l'initiative au nom de ce systeme de la raison, s'eleva a la commune contre la publicite du culte catholique. Il soutint que c'etait un privilege dont ce culte ne devait pas plus jouir qu'un autre; que si chaque secte avait cette faculte, bientot les rues et les places publiques seraient le theatre des farces les plus ridicules. La commune ayant la police locale, il fit decider, le 23 vendemiaire (14 octobre), que les ministres d'aucune religion ne pourraient exercer leur culte hors des temples. Il fit instituer de nouvelles ceremonies funebres pour rendre les derniers devoirs aux morts. Les amis et les parents devaient seuls accompagner le cercueil. Tous les signes religieux furent supprimes dans les cimetieres, et remplaces par une statue du Sommeil, a l'exemple de ce que Fouché avait fait dans le departement de l'Allier. Au lieu de cypres et d'arbustes lugubres, les cimetieres furent plantes des arbres les plus riants et les plus odorans. "Il faut, dit Chaumette, que l'eclat et le parfum des fleurs rappellent les idees les plus douces; je voudrais, s'il etait possible, pouvoir respirer l'ame de mon pere!" Tous les signes extérieurs du culte furent entierement abolis. On decida encore dans un meme arrete, et toujours sur les requisitoires de Chaumette, qu'on ne pourrait plus vendre dans les rues _toutes especes de jongleries, telles que des saints-suares, des mouchoirs de sainte Veronique, des ecce-homo, des croix, des agnus Dei, des Vierges, des cors et bagues de saint Hubert_, ni pareillement _des poudres, des eaux medicinales, et autres drogues falsifiees_. L'image de la Vierge fut partout supprimee, et toutes les madones qui se trouvaient dans des niches, aux coins des rues, furent remplacees par les bustes de Marat et de Lepelletier.

Anacharsis Clootz, ce meme baron prussien qui, riche a cent mille livres de rentes, avait quitte son pays pour venir a Paris représenter, disait-il, le genre humain, qui avait figure a la premiere federation de 1790, a la tete des pretendus envoyes de tous les peuples, et qui ensuite fut nomme depute a la convention nationale, Anacharsis Clootz prechait sans cesse la republique universelle et le culte de la raison. Plein de ces deux idees, il les developpait sans relache dans ses ecrits, et, tantot dans des manifestes, tantot dans des adresses, il les proposait a tous les peuples. Le deisme lui paraissait aussi coupable que le catholicisme meme; il ne cessait de proposer la destruction des tyrans et de toutes les especes de dieux, et pretendait qu'il ne devait rester chez l'humanite, affranchie et eclairee, que la raison pure, et son culte bienfaisant et immortel. Il disait a la convention: "Je n'ai pu echapper a tous les tyrans sacres et profanes que par des voyages continuels; j'etais a Rome quand on voulait m'incarcerer a Paris, et j'etais a Londres quand on voulait me bruler a Lisbonne. C'est en faisant ainsi la navette d'un bout de l'Europe a l'autre, que j'echappais aux alguazils, aux mouchards, a tous les maitres,

a tous les valets. Mes emigrations cessèrent quand l'emigration des scelerats commença. C'est dans le chef-lieu du globe, c'est à Paris, qu'était le poste de l'orateur du genre humain. Je ne le quittai plus depuis 1789; c'est alors que je redoublai de zèle contre les prétendus souverains de la terre et du ciel. Je prêchai hautement qu'il n'y a pas d'autre Dieu que la nature, d'autre souverain que le genre humain, le peuple-dieu. Le peuple se suffit à lui-même, il sera toujours debout. La nature ne s'agenouille point devant elle-même. Jugez de la majesté du genre humain libre par celle du peuple français, qui n'en est qu'une fraction. Jugez de l'infailibilité du tout par la sagacité d'une portion qui, elle seule, fait trembler le monde esclave. Le comité de surveillance de la république universelle aura moins de besogne que le comité de la moindre section de Paris. Une confiance générale remplacera une méfiance universelle. Il y aura dans ma république peu de bureaux, peu d'impôts, et point de bourreau. La raison réunira tous les hommes dans un seul faisceau représentatif, sans autre lien que la correspondance épistolaire. Citoyens, la religion est le seul obstacle à cette utopie; le temps est venu de la détruire. Le genre humain a brûlé ses lisères. On n'a de vigueur, dit un ancien, que le jour qui suit un mauvais règne; profitons de ce premier jour, que nous prolongerons jusqu'au lendemain de la délivrance du monde!"

Les réquisitoires de Chaumette ranimèrent toutes les espérances de Cloutz; il alla trouver Gobel, intrigant de Porentruy, devenu évêque constitutionnel du département de Paris, par ce mouvement rapide qui avait élevé Chaumette, Hébert et tant d'autres aux premières fonctions municipales. Il lui persuada que le moment était venu d'abjurer à la face de la France le culte catholique, dont il était le premier pontife; que son exemple entraînerait tous les ministres du culte, éclairerait la nation, provoquerait une abjuration générale, et obligerait la convention à prononcer alors l'abolition du christianisme. Gobel ne voulut pas précisément abjurer sa croyance même, et déclarer par là qu'il avait trompé les hommes pendant toute sa vie, mais il consentit à venir abdiquer l'épiscopat. Gobel décida ensuite ses vicaires à suivre cet exemple. Il fut convenu aussi avec Chaumette et les membres du département que toutes les autorités constituées de Paris accompagneraient Gobel, et feraient partie de la députation, pour lui donner plus de solennité.

Le 17 brumaire (7 novembre 1793), Momoro, Pache, Lhuillier, Chaumette, Gobel et tous ses vicaires, se rendent à la convention. Chaumette et Lhuillier, tous deux procureurs, l'un de la commune, l'autre du département, annoncent que le clergé de Paris vient rendre à la raison un hommage éclatant et sincère. Alors ils présentent Gobel. Celui-ci, coiffé du bonnet rouge, et tenant à la main sa mitre, sa crosse, sa croix et son anneau, prend la parole: "Ne plebeien, dit-il, cure dans le Porentruy, envoyé par mon clergé à la première assemblée, puis élevé à l'archevêché de Paris, je n'ai jamais cessé d'obéir au peuple. J'ai accepté les fonctions que ce peuple m'avait autrefois confiées, et aujourd'hui je lui obéis encore en venant les déposer. Je m'étais fait évêque quand le peuple voulait des évêques, je cesse de l'être maintenant que le peuple n'en veut plus." Gobel ajoute que tout son clergé, animé des mêmes sentiments, le charge de faire la même déclaration. En achevant ces paroles, il dépose sa mitre, sa croix et son anneau. Son clergé ratifie sa déclaration. Le président lui répond avec adresse, que la convention a décrété la liberté des cultes, qu'elle a dû la laisser toute entière à chaque secte, qu'elle ne s'est jamais ingérée dans leurs croyances, mais qu'elle applaudit à celles qui, éclairées par la raison, viennent abjurer leurs superstitions et leurs erreurs.

Gobel n'avait pas abjuré le sacerdoce et le catholicisme, et n'avait pas osé se déclarer un imposteur qui venait enfin avouer ses mensonges; mais d'autres étendent pour lui cette déclaration. "Revenu, dit le cure de

Vaugirard, des prejuges que le fanatisme avait mis dans mon coeur et dans mon esprit, je depose mes lettres de pretrise." Divers eveques et cures, membres de la convention, suivent cet exemple, et deposent leurs lettres de pretrise ou abjurent le catholicisme. Julien de Toulouse abdique aussi sa qualite de ministre protestant. Des applaudissemens furieux de l'assemblee et des tribunes accueillent ces abdications. Dans ce moment, Gregoire, eveque de Blois, entre dans l'assemblee. On lui raconte ce qui vient de se passer, et on l'engage a imiter l'exemple de ses collegues. Il refuse avec courage: "S'agit-il du revenu attache aux fonctions d'eveque? je l'abandonne, dit-il, sans regret. S'agit-il de ma qualite de pretre et d'eveque? je ne puis m'en depouiller; ma religion me le defend. J'invoque la liberte des cultes." Les paroles de Gregoire s'achevent dans le tumulte, mais n'arretent point cependant l'explosion de joie que cette scene a excitee. La deputation quitte l'assemblee au milieu d'une foule immense, et va se rendre a l'Hotel-de-Ville pour recevoir les felicitations de la commune.

Il n'etait pas difficile, une fois cet exemple donne, d'exciter toutes les sections de Paris et toutes les communes de la republique a l'imiter. Bientot les sections se reunissent, et viennent declarer, l'une apres l'autre, qu'elles renoncent a toutes les erreurs de la superstition, et qu'elles ne reconnaissent plus qu'un seul culte, celui de la raison. La section de l'Homme-Arme declare qu'elle ne reconnait d'autre culte que celui de la verite et de la raison, d'autre fanatisme que celui de la liberte et de l'egalite, d'autre dogme que celui de la fraternite et des lois republicaines decretees depuis le 31 mai 1793. Celle de la Reunion annonce qu'elle fera un feu de joie de tous les confessionnaux, de tous les livres qui servaient aux catholiques, et qu'elle fera fermer l'eglise de Saint-Mery. Celle de Guillaume-Tell renonce pour toujours au culte de l'erreur et du mensonge. Celle de Mucius Scaevola abjure le catholicisme, et fera, decadi prochain, sur le maitre-autel de Saint-Sulpice, l'inauguration des bustes de Marat, de Lepelletier et de Mucius Scaevola. Celle des Piques n'adorera d'autre Dieu que le Dieu de la liberte et de l'egalite. Celle de l'Arsenal abdique aussi le culte catholique.

Ainsi les sections, prenant l'initiative, abjuraient le catholicisme comme religion publique, et s'emparaient de ses edifices et de ses tresors comme d'edifices et de tresors appartenant au domaine communal. Deja les deputes en mission dans les departemens avaient engage une foule de communes a se saisir du mobilier des eglises qui n'etait pas necessaire, disaient-ils, a la religion, qui, d'ailleurs, comme toute propriete publique, appartenait a l'etat, et pouvait etre consacre a ses besoins. Fouche avait envoye du departement de l'Allier plusieurs caisses d'argenterie. Il en etait venu beaucoup aussi de divers departemens. Bientot le meme exemple, suivi a Paris et aux environs, fit affluer a la barre de la convention des monceaux de richesses. On depouilla toutes les eglises, et les communes envoyerent des deputations avec l'or et l'argent accumules dans les niches des saints, ou dans les lieux consacres par une ancienne devotion. On se rendait en procession a la convention, et le peuple, se livrant a ses gouts burlesques, parodiait de la maniere la plus bizarre les scenes de la religion, et trouvait autant de plaisir a les profaner qu'il en avait trouve jadis a les celebrer. Des hommes, vetus de surplis, de chasubles, de chappes, venaient en chantant des alleluia et en dansant la carmagnole a la barre de la convention; ils y deposaient les ostensoirs, les crucifix, les saints ciboires, les statues d'or et d'argent; ils prononcaient des discours burlesques, et souvent adressaient aux saints eux-memes les allocutions les plus singulieres. "O vous! s'ecriait une deputation de Saint-Denis, o vous, instrumens du fanatisme! saints, bienheureux de toute espece, soyez enfin patriotes, levez-vous en masse, servez la patrie en allant vous fondre a la Monnaie, et faites en ce monde notre bonheur que vous vouliez faire dans l'autre!" A ces scenes de gaiete succedaient tout a

coup des scenes de respect et de recueillement. Ces memes individus, qui foulaient aux pieds les saints du christianisme, portaient un dais; ils en ouvraient les voiles, et montrant les bustes de Marat et de Lepelletier: "Voici, disaient-ils, non pas des dieux faits par des hommes, mais l'image de citoyens respectables, assassines par les esclaves des rois." On defilait ensuite devant la convention, en chantant encore des alleluia et en dansant la carmagnole; on allait déposer les riches depouilles des autels a la Monnaie, et les bustes veneres de Marat et de Lepelletier dans les eglises, devenues desormais les temples d'un nouveau culte.

Sur le requisitoire de Chaumette, il fut arrete que l'eglise metropolitaine de Notre-Dame serait convertie en un edifice republicain, appele Temple de la Raison; une fete fut instituee pour tous les jours de decade. Elle dut remplacer les ceremonies catholiques du dimanche. Le maire, les officiers municipaux, les fonctionnaires publics, se rendaient dans le temple de la Raison, y lisaient la declaration des droits de l'homme, ainsi que l'acte constitutionnel, y faisaient l'analyse des nouvelles des armees, et racontaient les actions d'eclat qui avaient eu lieu dans la decade. Une bouche de verite, semblable aux bouches de denonciations qui se trouvaient a Venise, etait placee dans le temple de la Raison pour recevoir les avis, reproches ou conseils, utiles au bien public. On faisait la levee de ces lettres chaque jour de decade; on procedait a leur lecture; un orateur prononcait un discours de morale; apres, on executait des morceaux de musique, et on finissait par chanter des hymnes republicains. Il y avait dans le temple deux tribunes, l'une pour les vieillards, l'autre pour les femmes enceintes, avec ces mots: Respect a la vieillesse, respect et soins aux femmes enceintes.

La premiere fete de la raison fut celebree avec pompe le 20 brumaire (10 novembre). Toutes les sections s'y rendirent avec les autorites constituees. Une jeune femme representait la deesse de la Raison; c'etait l'epouse de l'imprimeur Momoro, l'un des amis de Vincent, Ronsin, Chaumette, Hebert, et pareils. Elle etait vetue d'une draperie blanche; un manteau bleu celeste flottait sur ses epaules; ses cheveux epars etaient recouverts du bonnet de la liberte. Elle etait assise sur un siege antique, entoure de lierre et porte par quatre citoyens. Des jeunes filles, vetues de blanc et couronnees de roses, precedaient et suivaient la deesse. Puis venaient les bustes de Lepelletier et de Marat, des musiciens, des troupes, et toutes les sections armees. Des discours furent prononces, et des hymnes chantes dans le temple de la Raison; on se rendit ensuite a la convention; Chaumette prit la parole en ces termes:

"Legislateurs, le fanatisme a cede la place a la raison. Ses yeux louches n'ont pu soutenir l'eclat de la lumiere. Aujourd'hui un peuple immense s'est porte sous ces voutes gothiques, qui pour la premiere fois ont servi d'echo a la verite. La, les Francais ont celebre le seul vrai culte, celui a de la liberte, celui de la raison. La, nous avons forme des voeux pour la prosperite des armes de la republique. La, nous avons abandonne des idoles inanimees, pour la raison, pour cette image animee, chef-d'oeuvre de la nature." En disant ces mots, Chaumette montrait la deesse vivante de la Raison. La jeune et belle femme qui la representait, descend de son siege, et s'approche du president, qui lui donne l'accolade fraternelle au milieu des bravos universels, et des cris de vive la republique! vive la Raison! a bas le fanatisme! La convention, qui n'avait encore pris aucune part a ces representations, est entrainee et oblige de suivre le cortege, qui retourne une seconde fois au temple de la Raison, et va y chanter un hymne patriotique. Une nouvelle importante, celle de la reprise de Noirmoutiers sur Charette, augmentait la joie generale et lui donnait un motif plus reel que celui de l'abolition du fanatisme.

On voit sans doute avec degout ces scenes sans recueillement, sans bonne

foi, ou un peuple changeait son culte sans comprendre ni l'ancien ni le nouveau. Mais quand le peuple est-il de bonne foi? quand est-il capable de comprendre les dogmes qu'on lui donne a croire? Ordinairement, que lui faut-il? De grandes reunions qui satisfassent son besoin d'etre assemble, des spectacles symboliques, ou on lui rappelle sans cesse l'idee d'une puissance superieure a la sienne, enfin des fetes ou l'on rende hommage aux hommes qui ont le plus approche du bien, du beau, du grand, en un mot des temples, des ceremonies et des saints. Il avait ici des temples, la Raison, Marat, et Lepelletier. Il etait reuni, il adorait une puissance mysterieuse, il celebrait deux hommes. Tous ses besoins etaient donc satisfaits, et il n'y cedait pas autrement qu'il n'y cede toujours.

Si l'on considere le tableau de la France a cette epoque, on verra que jamais plus de contraintes ne furent exercees a la fois sur cette partie inerte et patiente de la population, sur laquelle se font les experiences politiques. On n'osait plus emettre aucune opinion; on craignait de voir ses amis ou ses parens, de peur d'etre compromis avec eux, et de perdre la liberte et quelquefois la vie. Cent mille arrestations et quelques centaines de condamnations rendaient la prison et l'echafaud toujours presens a la pensee de vingt-cinq millions de Francais. On supportait des impots considerables. Si on etait, d'apres une classification tout arbitraire, range dans la classe des riches, on perdait pour cette annee, une portion de son revenu. Quelquefois, sur une requisition d'un representant ou d'un agent quelconque, il fallait donner ou sa recolte, ou son mobilier le plus precieux, en or et en argent. On n'osait plus afficher aucun luxe, ni se livrer a des plaisirs bruyans. On ne pouvait plus se servir de la monnaie metallique; il fallait accepter ou donner un papier deprecie, et avec lequel il etait difficile de se procurer les objets dont on avait besoin. Il fallait, si on etait marchand, vendre a un prix fictif; si on etait acheteur, se contenter de la plus mauvaise marchandise, parce que la bonne fuyait le maximum et les assignats; quelquefois meme il fallait s'en passer tout a fait, parce que la bonne et la mauvaise se cachaient egalement. On n'avait plus qu'une seule espece de pain noir, commun au riche et au pauvre, qu'il fallait se disputer a la porte des boulangers, en faisant queue pendant plusieurs heures. Les noms des poids et mesures, les noms des mois et des jours etaient changes; on n'avait plus que trois dimanches au lieu de quatre; enfin, les femmes, les vieillards, se voyaient prives des ceremonies du culte, auxquelles ils avaient assiste toute leur vie. Jamais donc le pouvoir ne bouleversa plus violemment les habitudes d'un peuple: menacer toutes les existences, decimer les fortunes, regler obligatoirement le taux des echanges, renouveler les appellations de toutes choses, detruire les pratiques du culte, c'etait sans contredit la plus atroce des tyrannies; mais on doit tenir compte du danger de l'etat, des crises inevitables du commerce, et de l'esprit de systeme inseparable de l'esprit d'innovation.

FOOTNOTES:

[Footnote 5: Titre d'une brochure qu'il avait ecrite contre les girondins.]

CHAPITRE XVI.

RETOUR DE DANTON.--DIVISION DANS LE PARTI DE LA MONTAGNE, DANTONISTES ET HEBERTISTES.--POLITIQUE DE ROBESPIERRE ET DU COMITE DE SALUT PUBLIC.--DANTON, ACCUSE AUX JACOBINS, SE JUSTIFIE; IL EST DEFENDU PAR ROBESPIERRE.--ABOLITION DU CULTE DE LA RAISON.--DERNIERS PERFECTIONNEMENS APPORTES AU GOUVERNEMENT DICTATORIAL REVOLUTIONNAIRE.--ENERGIE DU

COMITE

CONTRE TOUS LES PARTIS.--ARRESTATION DE RONSIN, DE VINCENT, DES QUATRE DEPUTES AUTEURS DU FAUX DECRET, ET DES AGENS PRESUMES DE L'ETRANGER.

Depuis la chute des girondins, le parti montagnard, reste seul et victorieux, avait commence a se fractionner. Les exces toujours plus grands de la revolution acheverent de le diviser tout a fait, et on touchait a une rupture prochaine. Beaucoup de deputes avaient ete emus du sort des girondins, de Bailly, de Brunet, de Houchard; d'autres blamaient les violences commises a l'egard du culte, les jugeaient impolitiques et dangereuses. Ils disaient que de nouvelles superstitions succedaient a celles qu'on voulait detruire, que le pretendu culte de la Raison n'etait que celui de l'atheisme, que l'atheisme ne pouvait convenir a un peuple, et que ces extravagances etaient payees par l'etranger. Au contraire, le parti qui regnait aux Cordeliers et a la commune, qui avait Hebert pour ecrivain, Ronsin et Vincent pour chefs, Chaumette et Cloutz pour apotres, soutenait que ses adversaires voulaient ressusciter une faction moderee, et amener une nouvelle division dans la republique.

Danton etait revenu de sa retraite. Il ne disait pas sa pensee, mais un chef de parti voudrait en vain la cacher; elle se repand de proche en proche, et devient bientot manifeste a tous les esprits. On savait qu'il aurait voulu empecher l'execution des girondins, et qu'il avait ete vivement touche de leur fin tragique; on savait que, partisan et inventeur des moyens revolutionnaires, il commencait a en blamer l'emploi feroce et aveugle; que la violence ne lui semblait pas devoir se prolonger au-dela du danger, et qu'a la fin de la campagne actuelle et apres l'expulsion entiere des ennemis, il voulait faire retablir le regne des lois douces et equitables. On n'osait pas l'attaquer a la tribune des clubs. Hebert n'osait pas l'insulter dans sa feuille du Pere Duchene; mais on repandait verbalement les bruits les plus insidieux; on insinuaient des soupcons sur sa probite; on appelait avec plus de perfidie que jamais les concussions de la Belgique, et on lui en attribuait une partie; on etait meme alle jusqu'a dire, pendant sa retraite a Arcis-sur-Aube, qu'il avait emigre en emportant ses richesses. On lui associait, comme ne valant pas mieux, Camille Desmoulins, son ami, qui avait partage sa pitie pour les girondins, et avait defendu Dillon; Philippeaux, qui revenait de la Vendee, furieux contre les desorganisateur, et tout pret a denoncer Ronsin et Rossignol. On rangeait encore dans son parti tous ceux qui, de quelque maniere, avaient demerite des revolutionnaires ardents, et le nombre commencait a en etre assez grand.

Julien de Toulouse, deja fort suspect par ses liaisons avec d'Espagnac et avec les fournisseurs, avait acheve de se compromettre par un rapport sur les administrations federalistes, dans lequel il s'efforcait d'excuser les torts de la plupart d'entre elles. A peine l'eut-il prononce, que les cordeliers et les jacobins soulevés l'obligerent a se retracter. Ils firent une enquete sur sa vie privee; ils decouvrirent qu'il vivait avec des agioteurs, et qu'il avait une ci-devant comtesse pour maitresse, et ils le declarerent tout a la fois corrompu et modere. Fabre-d'Eglantine venait tout a coup de changer de situation, et deployait un luxe qu'on ne lui connaissait pas auparavant. Chabot, le capucin Chabot, qui, en entrant dans la revolution, n'avait que sa pension ecclesiastique, venait aussi d'etaler un beau mobilier, et d'epouser la jeune soeur des deux Frey, avec une dot de deux cent mille livres. Ce changement de fortune si prompt excita des soupcons contre les nouveaux enrichis, et bientot une proposition qu'ils firent a la convention acheva de les perdre. Un depute, Osselin, venait d'etre arrete pour avoir, dit-on, cache une emigree. Fabre, Chabot, Julien, Delaunay, qui n'etaient pas tranquilles pour eux-memes; Bazire, Thuriot, qui n'avaient rien a se reprocher, mais qui voyaient avec

effroi qu'on ne menageat pas meme les membres de la convention, proposerent un decret, portant qu'aucun depute ne pourrait etre arrete, sans auparavant etre entendu a la barre. Ce decret fut adopte, mais tous les clubs et les jacobins se souleverent, et pretendirent qu'on voulait renouveler l'_inviolabilite_. Ils le firent rapporter, et commencerent l'enquete la plus severe sur ceux qui l'avaient propose, sur leur conduite et sur l'origine de leur subite fortune. Julien, Fabre, Chabot, Delaunay, Bazire, Thuriot, depopularises en quelques jours, furent ranges dans le parti des hommes equivoques et moderes. Hebert les couvrit d'injures grossieres dans sa feuille, et les livra a la vile populace.

Quatre ou cinq autres individus partagerent encore le meme sort, quoique jusqu'ici reconnus excellens patriotes. C'etaient Proli, Pereyra, Gusman, Dubuisson et Desfieux. Nes presque tous sur le sol etranger, ils etaient venus, comme les deux Frey et comme Cloutz, se jeter dans la revolution francaise, par enthousiasme, et probablement aussi par besoin de faire fortune. On ne s'inquieta pas de ce qu'ils etaient tant qu'on les vit abonder dans le sens de la revolution. Proli, qui etait de Bruxelles, fut envoye avec Pereyra et Desfieux aupres de Dumouriez, pour decouvrir ses intentions. Ils le firent expliquer, et vinrent, comme nous l'avons rapporte, le denoncer a la convention et aux Jacobins. C'etait bien jusque-la; mais ils avaient ete employes par Lebrun, parce qu'etant etrangers et instruits, ils pouvaient rendre des services aux relations exterieures. En approchant Lebrun, ils apprirent a l'estimer, et ils le defendirent plus tard. Proli avait connu beaucoup Dumouriez, et, malgre la defection de ce general, il avait persiste a vanter ses talens et a dire qu'on aurait pu le conserver a la republique; enfin presque tous, connaissant mieux les pays voisins, avaient blame l'application du systeme jacobin a la Belgique et aux provinces reunies a la France. Leurs propos furent recueillis, et lorsqu'une defiance generale fit imaginer l'intervention secrete d'une faction etrangere, on commença a les soupçonner, et a se raviser sur leurs discours. On sut que Proli etait fils naturel de Kaunitz; on supposa qu'il etait le meneur en chef, et on les metamorphosa tous en espions de Pitt et de Cobourg. Bientot la fureur n'eut plus de bornes, et l'exageration meme de leur patriotisme, qu'ils croyaient propre a les justifier, ne servit qu'a les compromettre davantage. On les confondit avec le parti des equivoques, des moderes. Ainsi, des que Danton ou ses amis avaient quelque observation a faire sur les fautes des agens ministeriels, ou sur les violences exercees contre le culte, le parti Hebert, Vincent et Ronsin, repondait en criant a la moderation, a la corruption, a la faction etrangere.

Suivant l'usage, les moderes renvoyaient a leurs adversaires cette accusation, et leur disaient: C'est vous qui etes les complices de ces etrangers; tout vous rapproche, et la commune violence de votre langage, et le projet de tout bouleverser en poussant tout au pire. Voyez, ajoutaient-ils, cette commune qui s'arroge une autorite legislative, et rend des lois sous le titre modeste d'arretes; qui regle tout, police, subsistances, culte; qui substitue de son chef une religion a une autre, remplace les anciennes superstitions par des superstitions nouvelles, preche l'atheisme, et se fait imiter par toutes les municipalites de la republique; voyez ces bureaux de la guerre, d'ou s'echappent une foule d'agens qui vont dans les provinces rivaliser avec les representans, exercer les plus grandes vexations, et decrier la revolution par leur conduite; voyez cette commune et ces bureaux! que veulent-ils, sinon usurper l'autorite legislative et executive, deposseder la convention, les comites, et dissoudre le gouvernement? Qui peut les pousser a ce but, sinon l'etranger?

Au milieu de ces agitations et de ces querelles, l'autorite devait prendre un parti vigoureux. Robespierre pensait, avec tout le comite, que ces

accusations reciproques etaiant extremement dangereuses. Sa politique, comme on l'a deja vu, avait consiste, depuis le 31 mai, a empecher un nouveau debordement revolutionnaire, a rallier l'opinion autour de la convention, et la convention autour du comite, afin de creer un pouvoir energique, et il s'etait servi pour cela des jacobins tout-puissans alors sur l'opinion. Ces nouvelles accusations contre les patriotes accredites, comme Danton, Camille Desmoulins, lui semblaient tres dangereuses. Il avait peur qu'aucune reputation ne resistat aux imaginations dechainees; il craignait que les violences a l'egard du culte n'indisposassent une partie de la France, et ne fissent passer la revolution pour athee; il croyait voir enfin la main de l'etranger dans cette vaste confusion. Aussi ne manqua-t-il pas l'occasion que bientot Hebert lui offrit, de s'en expliquer aux Jacobins.

Les dispositions de Robespierre avaient perce. On repandait sourdement qu'il allait faire sevir contre Pache, Hubert, Chaumette, Cloutz, auteurs du mouvement contre le culte. Prouli, Desfieux, Pereyra, deja compromis et menaces, voulaient rattacher leur cause a celle de Pache, Chaumette, Hebert; ils virent ces derniers, et leur dirent qu'il y avait une conspiration contre les meilleurs patriotes; qu'ils etaiant tous egalement en danger, et qu'il fallait se soutenir et se garder reciproquement. Hebert se rend alors aux Jacobins, le 1er frimaire (21 novembre 1798), et se plaint d'un plan de desunion tendant a diviser les patriotes. "De toutes parts, dit-il, je rencontre des gens qui me complimentent de n'etre pas arrete. On repand que Robespierre doit me denoncer, moi, Chaumette et Pache.... Quant a moi, qui me mets tous les jours en avant pour les interets de la patrie, et qui dis tout ce qui me passe par la tete, cela pourrait avoir quelque fondement; mais Pache.... Je connais toute l'estime qu'a pour lui Robespierre, et je rejette bien loin de moi une pareille idee. On a dit aussi que Danton avait emigre, qu'il etait alle en Suisse charge des depouilles du peuple.... Je l'ai rencontre ce matin dans les Tuileries, et puisqu'il est a Paris, il faut qu'il vienne s'expliquer fraternellement aux Jacobins. Tous les patriotes se doivent de dementir les bruits injurieux qui courent sur leur compte." Hebert rapporte ensuite qu'il tient une partie de ces bruits de Dubuisson, lequel a voulu lui devoiler une conspiration contre les patriotes; et, suivant l'usage de tout rejeter sur les vaincus, il ajoute que la cause des troubles est dans les complices de Brissot qui vivent encore, et dans les Bourbons qui restent au Temple. Robespierre monte aussitot a la tribune: "Est-il vrai, dit-il, que nos plus dangereux ennemis soient les restes impurs de la race de nos tyrans? Je vote en mon coeur pour que la race des tyrans disparaisse de la terre; mais puis-je m'aveugler sur la situation de mon pays, au point de croire que cet evenement suffirait pour eteindre le foyer des conspirations qui nous dechirent? A qui persuadera-t-on que la punition de la meprisable soeur de Capet en imposerait plus a nos ennemis que celle de Capet lui-meme et de sa criminelle compagne?"

"Est-il vrai encore que la cause de nos maux soit le fanatisme? Le fanatisme! il expire. Je pourrais meme dire qu'il est mort. En dirigeant depuis quelques jours toute notre attention contre lui, ne la detourne-t-on pas de nos veritables dangers? Vous avez peur des pretres, et ils s'empressent d'abdiquer leurs titres pour les echanger contre ceux de municipaux, d'administrateurs, et meme de presidens de societes populaires.... Ils etaiant naguere fort attaches a leur ministere quand il leur valait soixante-dix mille livres de rente; ils l'ont abdiqee des qu'il n'en a plus valu que six mille.... Oui, craignez non pas leur fanatisme, mais leur ambition! non pas l'habit qu'ils portaient, mais la peau nouvelle qu'ils ont revetue! craignez non pas l'ancienne superstition, mais la nouvelle et fausse superstition qu'on veut feindre pour nous perdre!"

Ici, Robespierre, abordant franchement la question des cultes, ajoute:

"Que des citoyens animés par un zèle pur viennent déposer sur l'autel de la patrie les monuments inutiles et pompeux de la superstition, pour les faire servir aux triomphes de la liberté, la patrie et la raison sourient à ces offrandes; mais de quel droit l'aristocratie et l'hypocrisie viendraient-elles mêler ici leur influence à celle du civisme? De quel droit des hommes inconnus jusqu'à ce jour dans la carrière de la révolution viendraient-ils chercher, au milieu de tous ces événements, les moyens d'usurper une fausse popularité, d'entraîner les patriotes même à de fausses mesures, et de jeter parmi nous le trouble et la discorde? De quel droit viendraient-ils troubler la liberté des cultes au nom de la liberté, et attaquer le fanatisme par un fanatisme nouveau? De quel droit feraient-ils dégénérer les hommages solennels rendus à la vérité pure en des farces éternelles et ridicules?"

"On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques, la convention avait proscriit le culte catholique. Non, la convention n'a point fait cette démarche, et ne la fera jamais. Son intention est de maintenir la liberté des cultes qu'elle a proclamée, et de réprimer en même temps tous ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre public. Elle ne permettra pas qu'on persécute les ministres paisibles des diverses religions, et elle les punira avec sévérité, toutes les fois qu'ils oseront se prévaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens, et pour armer les préjugés ou le royalisme contre la république.

"Il est des hommes qui veulent aller plus loin; qui, sous le prétexte de détruire la superstition, veulent faire une sorte de religion de l'athéisme lui-même. Tout philosophe, tout individu peut adopter là-dessus l'opinion qui lui plaira: quiconque voudrait lui en faire un crime est un insensé; mais l'homme public, mais le législateur serait cent fois plus insensé, qui adopterait un pareil système. La convention nationale l'abhorre. La convention n'est point un faiseur de livres et de systèmes. Elle est un corps politique et populaire. L'athéisme est aristocratique. L'idée d'un grand Être qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant, est toute populaire. Le peuple, les malheureux m'applaudissent; si je trouvais des censeurs, ce serait parmi les riches et parmi les coupables. J'ai été, des le collège, un assez mauvais catholique; je n'ai jamais été ni un ami froid, ni un défenseur infidèle de l'humanité. Je n'en suis que plus attaché aux idées morales et politiques que je viens de vous exposer. Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer."

Robespierre, après avoir fait cette profession de foi, impute à l'étranger les persécutions dirigées contre le culte, et les calomnies répandues contre les meilleurs patriotes. Robespierre, qui était extrêmement défiant, et qui avait supposé les girondins royalistes, croyait beaucoup à la faction de l'étranger, laquelle n'était représentée, comme nous l'avons dit, que par quelques espions envoyés aux armées, et quelques banquiers intermédiaires de l'agiotage, et correspondants des émigrés. "Les étrangers, dit-il, ont deux espèces d'armées; l'une sur nos frontières, est impuissante et près de sa ruine, grâce à nos victoires; l'autre, plus dangereuse, est au milieu de nous. C'est une armée d'espions, de fripons stipendiés, qui s'introduisent partout, même au sein des sociétés populaires. C'est une faction qui a persuadé à Hebert que je voulais faire arrêter Pache, Chaumette, Hebert, toute la commune. Moi, poursuivre Pache, dont j'ai toujours admiré et défendu la vertu simple et modeste, moi qui ai combattu pour lui contre les Brissot et ses complices!" Robespierre loue Pache et se tait sur Hebert. Il se contente de dire qu'il n'a pas oublié les services de la commune dans les jours où la liberté était en péril. Se déchainant ensuite contre ce qu'il appelle la faction étrangère, il fait tomber le courroux des jacobins sur Prouli, Dubuisson, Pereyra, Desfieux. Il raconte leur histoire, il les peint comme des agents de Lebrun et de

l'étranger, charges d'envenimer les haines, de diviser les patriotes, et de les animer les uns contre les autres. A la manière dont il s'exprime, on voit que la haine qu'il éprouve contre d'anciens amis de Lebrun se mêle pour beaucoup à sa défiance. Enfin il les fait chasser tous quatre de la société, au bruit des plus grands applaudissements, et il propose un scrutin épuratoire pour tous les jacobins.

Ainsi Robespierre avait frappé d'anathème le nouveau culte, avait donné une leçon sévère à tous les brouillons, n'avait rien dit de bien rassurant pour Hebert, ne s'était pas compromis jusqu'à louer ce sale écrivain, et avait fait retomber tout l'orage sur des étrangers qui eurent le malheur d'être amis de Lebrun, d'admirer Dumouriez, et de blâmer notre système politique dans les pays de conquête. Enfin il s'était arrogé la recomposition de la société, en faisant décider qu'il y aurait un scrutin épuratoire.

Pendant les jours suivants, Robespierre poursuit son système; il vient lire aux Jacobins des lettres anonymes, d'autres interceptées, prouvant que l'étranger, s'il n'est pas l'auteur des extravagances du nouveau culte et des calomnies à l'égard des meilleurs patriotes, les approuve au moins et les désire. Danton avait en quelque sorte reçu d'Hebert l'invitation de s'expliquer. Il ne le fait pas d'abord, pour ne pas obéir à une sommation; mais quinze jours après, il saisit une circonstance favorable pour prendre la parole. Il s'agissait de fournir à toutes les sociétés populaires un local aux dépens de l'état. Il présente à ce sujet diverses observations, et en prend occasion de dire que si la constitution doit être endormie pendant que le peuple frappe et épouvante les ennemis de ses opérations révolutionnaires, il faut cependant se défier de ceux qui veulent porter ce même peuple au-delà des bornes de la révolution. Coupe de l'Oise répliqua à Danton, et dénatura ses idées en les combattant. Danton remonta aussitôt à la tribune, et essuya des murmures. Il somma alors ceux qui ont contre lui des motifs de défiance de préciser leurs accusations, afin qu'il puisse y répondre publiquement. Il se plaint de cette défaveur qui se manifeste en sa présence. "Ai-je donc perdu, s'écrie-t-il, ces traits qui caractérisent la figure d'un homme libre?" Et en proferant ces mots, il agitait cette tête qu'on avait tant vue, tant rencontrée dans les orages de la révolution, et qui avait toujours soutenu l'audace des républicains et jeté la terreur chez les aristocrates. "Ne suis-je plus, ajoute-t-il, ce même homme qui s'est trouvé à vos côtés dans tous les moments de crise? Ne suis-je plus cet homme tant persécuté, tant connu de vous; cet homme que vous avez si souvent embrassé comme votre ami, et avec lequel vous avez fait le serment de mourir dans les mêmes périls?" Il rappelle alors qu'il fut le défenseur de Marat, et il est ainsi obligé de se couvrir de l'ombre de cet être, qu'il avait autrefois protégé et dédaigné. "Vous serez étonnés, dit-il, quand je vous ferai connaître ma conduite privée, de voir que la fortune colossale que mes ennemis et les vôtres m'ont prêtée, se réduit à la petite portion de bien que j'ai toujours eue. Je défie les malveillants de fournir aucune preuve contre moi. Tous leurs efforts ne pourront m'ébranler. Je veux rester debout en face du peuple, vous me jugerez en sa présence. Je ne déchirerai pas plus la page de mon histoire que vous ne déchirez la votre..." Danton demande, en finissant, une commission, pour examiner les accusations portées contre lui. Robespierre s'élance alors à la tribune avec un empressement extrême. "Danton, s'écrie-t-il, vous demandez une commission pour examiner sa conduite; j'y consens, s'il pense que cette mesure lui soit utile. Il veut qu'on précise les griefs portés contre lui; eh bien! je vais le faire. Danton, tu es accusé d'avoir émigré. On a dit que tu avais passé en Suisse; que ta maladie était feinte pour cacher au peuple ta fuite; on a dit que ton ambition était d'être régent sous Louis XVII; qu'à une époque déterminée tout a été préparé pour proclamer ce rejeton des Capets; que tu étais le chef de la conspiration; que ni Pitt, ni Cobourg, ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la Prusse, n'étaient nos véritables ennemis, mais que

c'était toi seul; que la Montagne était composée de tes complices; qu'il ne fallait pas s'occuper des agents envoyés par les puissances étrangères; que leurs conspirations étaient des fables dignes de mépris; en un mot, qu'il fallait t'égorgé toi, toi seul!..." Des applaudissements universels couvrent la voix de Robespierre. Il reprend: "Ne sais-tu pas, Danton, que plus un homme a de courage et de patriotisme, plus les ennemis de la chose publique s'attachent à sa perte? Ne sais-tu pas, et ne savez-vous pas tous, citoyens, que cette méthode est infaillible? Eh! si le défenseur de la liberté n'était pas calomnie, ce serait une preuve que nous n'aurions plus ni nobles, ni prêtres à combattre!" Faisant alors allusion aux feuilles d'Hebert, ou lui, Robespierre, était fort loué, il ajoute: "Les ennemis de la patrie semblent m'accabler de louanges exclusivement. Mais je les repudie. Croit-on qu'à côté de ces éloges que l'on répète dans certaines feuilles, je ne voie pas le couteau avec lequel on a voulu égorger la patrie? La cause des patriotes est comme celle des tyrans; ils sont tous solidaires. Je me trompe peut-être sur Danton; mais, vu dans sa famille, il ne mérite que des éloges. Sous les rapports politiques, je l'ai observé; une différence d'opinion me le faisait étudier avec soin, souvent avec colère; il ne s'est pas assez hâté, je le sais, de soupçonner Dumouriez; il n'a pas assez haï Brissot et ses complices; mais s'il n'a pas toujours été de mon avis, en conclurai-je qu'il trahissait la patrie? Non, je la lui ai toujours vu servir avec zèle. Danton veut qu'on le juge; il a raison. Qu'on me juge aussi! qu'ils se présentent ces hommes qui sont plus patriotes que nous! Je parie que ce sont des nobles, des privilégiés, des prêtres. Vous y trouverez un marquis, et vous aurez la juste mesure du patriotisme des gens qui nous accusent."

Robespierre demande ensuite que tous ceux qui ont quelque reproche à faire à Danton, prennent la parole. Personne ne l'ose. Momoro lui-même, l'un des amis d'Hebert, est le premier à s'écrier que, personne ne se présentant, c'est une preuve qu'il n'y a rien à dire contre Danton. Un membre demande alors que le président lui donne l'accolade fraternelle. On y consent, et Danton, s'approchant du bureau, reçoit l'accolade au milieu des applaudissements universels.

La conduite de Robespierre dans cette circonstance avait été généreuse et habile. Le danger commun à tous les bons patriotes, l'ingratitude qui payait les services de Danton, enfin une supériorité décidée, avaient arraché Robespierre à son égoïsme habituel; et, cette fois, plein de bons sentiments, il avait été plus éloquent qu'il n'était donné à sa nature de l'être. Mais le service qu'il rendit à Danton fut plus utile à la cause du gouvernement et des vieux patriotes qui le composaient, qu'à Danton lui-même, dont la popularité était perdue. On ne refait pas l'enthousiasme, et on ne pouvait pas presumer encore d'assez grands dangers publics pour que Danton trouvât, par son courage, le moyen de regagner son influence. Robespierre, poursuivant son ouvrage, ne manquait pas d'être présent à chaque séance d'épuration. Le tour de Clotz arrive, on l'accuse de liaisons avec les banquiers étrangers Vandéniver. Il essaie de se justifier; mais Robespierre prend la parole. Il rappelle les liaisons de Clotz avec les girondins, sa rupture avec eux par un pamphlet intitulé: ni Roland ni Marat, pamphlet dans lequel il n'attaquait pas moins la Montagne que la Gironde, ses exagérations extravagantes, son obstination à parler d'une république universelle, à inspirer la rage des conquêtes, et à compromettre la France auprès de toute l'Europe, "Et comment M. Clotz, ajoute Robespierre, pouvait-il s'intéresser si fort au bonheur de la France, lorsqu'il s'intéressait si fort au bonheur de la Perse et du Monomotapa? Il est une dernière crise dont il pourra se vanter. Je veux parler du mouvement contre le culte, mouvement qui, menagé avec raison et lenteur, aurait pu devenir excellent, mais dont la violence pouvait entraîner les plus grands malheurs.... M. Clotz eut avec l'évêque Gobel une conférence de nuit.... Gobel donna parole pour le lendemain, et il

vint, changeant subitement de langage et d'habit, déposer ses lettres de pretrise.... M. Cloutz croyait que nous serions dupes de ces mascarades. Non, non; les jacobins ne regarderont jamais comme un ami du peuple ce prétendu sans-culotte, qui est Prussien et baron, qui possède cent mille livres de rentes, qui dine avec les banquiers conspirateurs, et qui est, non pas l'orateur du peuple français, mais du genre humain."

Cloutz fut exclu sur-le-champ de la société; et, sur la proposition de Robespierre, on décida qu'on chasserait sans distinction tous les nobles, les prêtres, les banquiers et les étrangers.

A la séance suivante vint le tour de Camille Desmoulins. On lui reprochait sa lettre à Dillon, et un mouvement de sensibilité en faveur des girondins. "J'avais, dit Camille, j'avais cru Dillon brave et habile, et je l'ai défendu. Quant aux girondins, j'étais à leur égard dans une position particulière. J'ai toujours aimé et servi la république, mais je me suis souvent trompé sur ceux qui la servaient; j'ai adoré Mirabeau; j'ai cheri Barnave et les Lameth; j'en conviens; mais j'ai sacrifié mon amitié et mon admiration des que j'ai su qu'ils avaient cessé d'être jacobins. Une fatalité bien marquée a voulu que de soixante révolutionnaires qui avaient signé mon contrat de mariage, il ne me restât plus que deux amis, Danton et Robespierre. Tous les autres sont émigrés ou guillotines. De ce nombre étaient sept des vingt-deux. Un mouvement de sensibilité était donc bien pardonnable en cette occasion. J'ai dit, ajoute Desmoulins, qu'ils mouraient en républicains, mais en républicains fédéralistes; car, je vous l'assure, je ne crois pas qu'il y eût beaucoup de royalistes parmi eux."

On aimait le caractère facile, l'esprit naïf et original de Camille Desmoulins. "Camille a mal choisi ses amis, s'écrie un jacobin; prouvez-lui que nous savons mieux choisir les nôtres en le recevant avec empressement." Robespierre, toujours protecteur de ses vieux collègues, mais en gardant cependant un ton de supériorité, défend Camille Desmoulins. "Il est faible et confiant, dit-il, mais il a toujours été républicain. Il a aimé Mirabeau, Lameth, Dillon; mais il a lui-même brisé ses idoles des qu'il a été trompé. Qu'il poursuive sa carrière et soit plus réservé à l'avenir." Après cet avis, Camille est admis au milieu des applaudissements. Danton est ensuite admis sans aucune observation. Fabre-d'Églantine l'est à son tour, mais il essuie quelques questions sur sa fortune, qu'on veut bien attribuer à ses talents littéraires. Cette épreuve fut poursuivie, et devint fort longue. Commencée en novembre 1793, elle dura plusieurs mois.

La politique de Robespierre et du gouvernement était bien connue. L'énergie avec laquelle cette politique avait été manifestée, intimidait les brouillons, promoteurs du nouveau culte, et ils songèrent à se retrancher, et à revenir sur leurs premières démarches. Chaumette, qui avait la façade d'un orateur de club ou de commune, mais qui n'avait ni l'ambition ni le courage d'un chef de parti, ne prétendait nullement rivaliser avec la convention et se faire le créateur d'un nouveau culte; il s'empressa donc de chercher une occasion pour réparer sa faute. Il résolut de faire interpréter l'arrêté qui fermait tous les temples, et il proposa à la commune de déclarer qu'elle ne voulait pas gêner la liberté religieuse, et qu'elle n'interdisait pas aux divers partisans de chaque religion le droit de se réunir dans des lieux payés et entretenus à leurs frais. "Qu'on ne prétende pas, dit-il, que c'est la faiblesse ou la politique qui me font agir; je suis également incapable de l'une ou de l'autre. C'est la conviction que nos ennemis veulent abuser de notre zèle pour le pousser au-delà des bornes, et nous engager dans de fausses démarches; c'est la conviction que si nous empêchons les catholiques d'exercer leur culte publiquement et avec l'aveu de la loi, des êtres bîlieux iront s'exalter ou conspirer dans les cavernes; c'est cette conviction qui seule m'inspire et me fait parler." L'arrêté proposé par Chaumette, et fortement appuyé par le

mairie Pache, fut enfin adopte apres quelques murmures bientot couverts par de nombreux applaudissemens. La convention declara de son cote qu'elle n'avait jamais entendu par ses decrets gener la liberte religieuse, et elle defendit de toucher a l'argenterie qui restait encore dans les eglises, vu que le tresor n'avait plus besoin de ce genre de secours. De ce jour, les farces indecentes que le peuple s'etait permises cesserent dans Paris, et les pompes du culte de la Raison, dont il s'etait tant diverti, furent abolies.

Le comite de salut public, au milieu de cette grande confusion, sentait tous les jours davantage la necessite de rendre l'autorite plus forte, plus prompte et plus obeie. Chaque jour, l'experience des obstacles le rendait plus habile, et il ajoutait de nouvelles pieces a cette machine revolutionnaire, creee pour la duree de la guerre. Deja il avait empeche la transmission du pouvoir a des mains nouvelles et inexperimentees, en prorogeant la convention, et en declarant le gouvernement revolutionnaire jusqu'a la paix. En meme temps, il avait concentre ce pouvoir dans ses mains en mettant sous sa dependance le tribunal revolutionnaire, la police, les operations militaires, et la distribution meme des subsistances. Deux mois d'experience lui firent sentir les obstacles que les autorites locales, soit par exces ou defect de zele, faisaient eprouver a l'action de l'autorite superieure. L'envoi des decrets etait souvent interrompu ou retarde; et leur promulgation negligee dans certains departemens. Il restait beaucoup de ces administrations federalistes qui s'etaient insurgees, et la faculte de se coaliser ne leur etait pas encore interdite. Si, d'une part, les administrations de departement presentaient quelque danger de federalisme, les communes, au contraire, agissant en sens oppose, exercaient, a l'imitation de celle de Paris, une autorite vexatoire, rendaient des lois, imposaient des taxes; les comites revolutionnaires deployaient contre les personnes un pouvoir arbitraire et inquisitorial; des armees revolutionnaires, instituees dans differentes localites, completaient ces petits gouvernemens particuliers, tyranniques, desunis entre eux, et embarrassans pour le gouvernement superieur. Enfin l'autorite des representans, ajoutee a toutes les autres, augmentait la confusion des pouvoirs souverains; car les representans levaient des impots, rendaient des lois penales, comme les communes et la convention elle-meme.

Billaud-Varennes, dans un rapport mal ecrit, mais habile, devoila ces inconveniens, et fit rendre le decret du 14 frimaire an II (4 decembre), modele du gouvernement provisoire, energique et absolu. L'anarchie, dit le rapporteur, menace les republiques a leur naissance et dans leur vieillesse. Tachons de nous en garantir. Ce decret instituait le Bulletin des Lois, belle et neuve invention dont on n'avait pas encore eu l'idee: car les lois envoyees par l'assemblee aux ministres, par les ministres aux autorites locales, sans delais fixes, sans proces-verbaux qui garantissent leur envoi ou leur arrivee, etaient souvent rendues depuis long-temps, sans etre ni promulguees ni connues. D'apres le nouveau decret, une commission, une imprimerie, un papier particulier, etaient consacres a l'impression et a l'envoi des lois. La commission, formee de quatre individus independans de toute autorite, libres de tout autre soin, recevait la loi, la faisait imprimer, l'envoyait par la poste dans des delais fixes et invariables. Les envois et les remises etaient constatees par les moyens ordinaires de la poste; et ces mouvemens, ainsi regularises, devenaient infaillibles. La convention etait ensuite declaree centre d'impulsion du gouvernement. Sous ces mots, on cachait la souverainete des comites, qui faisaient tout pour la convention. Les autorites du departement etaient en quelque sorte abolies; on leur enlevait toute attribution politique, on ne leur abandonnait, comme au departement de Paris a l'epoque du 10 aout, que la repartition des contributions, l'entretien des routes, enfin les soins purement economiques. Ainsi, ces intermediaires trop puissans entre le peuple et l'autorite supreme, etaient supprimes. On ne laissait exister,

avec toutes leurs attributions, que les administrations de district et de commune. Il était défendu à toute administration locale de se réunir à d'autres, de se déplacer, d'envoyer des agents, de prendre des arrêtés extensifs ou limitatifs des décrets, de lever des impôts ou des hommes. Toutes les armées révolutionnaires établies dans les départements étaient licenciées, et il ne devait subsister que la seule armée révolutionnaire établie à Paris pour le service de toute la république. Les comités révolutionnaires étaient obligés de correspondre avec les districts chargés de les surveiller, et avec le comité de sûreté générale. Ceux de Paris ne pouvaient correspondre qu'avec le comité de sûreté générale, et point avec la commune. Il était défendu aux représentants de lever des taxes, à moins que la convention ne les autorisât, et de porter des lois pénales.

Ainsi, toutes les autorités étant ramenées dans leur sphère, leur conflit ou leur coalition devenaient impossibles. Elles recevaient les lois d'une manière infaillible; elles ne pouvaient ni les modifier ni en différer l'exécution. Les deux comités conservaient toujours leur domination. Celui de salut public, outre sa suprématie sur le comité de sûreté générale, continuait d'avoir la diplomatie, la guerre, et la surveillance universelle de toutes choses. Seul désormais, il pouvait s'appeler comité de salut public. Aucun comité dans les communes ne pouvait prendre ce titre.

Ce nouveau décret sur l'institution du gouvernement révolutionnaire, quoique restrictif de l'autorité des communes, et rendu même contre leurs abus de pouvoir, fut reçu par la commune de Paris avec de grandes démonstrations d'obéissance. Chaumette, qui affectait la docilité comme le patriotisme, fit un long discours en l'honneur du décret. Par son maladroit empressement à entrer dans le système de l'autorité supérieure, il donna même une occasion de se faire reprimander; et il eut l'art de désobéir en voulant trop obéir. Le décret mettait les comités révolutionnaires de Paris en communication directe et exclusive avec le comité de sûreté générale. Dans leur zèle fougueux, ils se permettaient des arrestations en tous sens; on les accusait d'avoir fait incarcérer une foule de patriotes, et d'être composés d'hommes qu'on commençait à appeler ultra-révolutionnaires. Chaumette se plaignit au conseil général de leur conduite, et proposa de les convoquer à la commune, pour leur faire une admonition sévère. La proposition de Chaumette fut adoptée. Mais celui-ci, avec son ostentation d'obéissance, avait oublié que, d'après le nouveau décret, les comités révolutionnaires de Paris ne devaient correspondre qu'avec le comité de sûreté générale. Le comité de salut public ne voulant pas plus d'une obéissance exagérée que de la désobéissance, peu disposé surtout à souffrir que la commune se permit de donner des leçons, même bonnes, à des comités placés sous l'autorité supérieure, fit casser l'arrêté de Chaumette, et défendre aux comités de se réunir à la commune. Chaumette reçut cette correction avec une soumission parfaite. "Tout homme, dit-il à la commune, est sujet à l'erreur. Je confesse franchement que je me suis trompé. La convention a cassé mon réquisitoire et l'arrêté que j'avais fait prendre; elle a fait justice de la faute que j'avais commise; elle est notre mère commune, unissons-nous à elle." (19 frimaire.)

Ce n'est qu'au moyen de cette énergie que le comité pouvait parvenir à arrêter tous les mouvements désordonnés, soit de zèle, soit de résistance, et à produire la plus grande précision possible dans l'action du gouvernement. Les ultra-révolutionnaires, compromis et réprimés depuis leurs manifestations contre le culte, essuyèrent une nouvelle répression, plus sévère que les précédentes. Ronsin était revenu de Lyon, où il avait accompagné Collot-d'Herbois avec un détachement de l'armée révolutionnaire. Il était arrivé à Paris au moment où le bruit des sanglantes exécutions commises à Lyon excitait la pitié. Ronsin fit placarder une affiche qui revolta la convention. Il y disait que sur les cent quarante mille Lyonnais, quinze cents seulement n'étaient pas complices de la révolte,

qu'avant la fin de frimaire tous les coupables auraient péri, et que le Rhone aurait roulé leurs cadavres jusqu'à Toulon. On citait de lui d'autres propos atroces; on parlait beaucoup du despotisme de Vincent dans les bureaux de la guerre, de la conduite des agents ministériels dans les provinces, et de leur rivalité avec les représentants. On répétait des mots échappés à quelques-uns d'entre eux, annonçant encore le projet de faire organiser constitutionnellement le pouvoir exécutif. L'énergie que Robespierre et le comité venaient de déployer encourageaient à se prononcer contre ces agitateurs. Dans la séance du 27 frimaire (17 décembre), on commence par se plaindre de certains comités révolutionnaires. Lecointre dénonce l'arrestation d'un courrier du comité de salut public par l'un des agents du ministère. Boursault dit qu'en passant à Lonjumeau, il a été arrêté par la commune, qu'il a fait connaître sa qualité de député, et que cette commune a voulu néanmoins que son passeport fut légalisé par l'agent du conseil exécutif présent sur les lieux. Fabre-d'Églantine dénonce Maillard, le chef des égorgeurs de septembre, qui a été envoyé en mission à Bordeaux par le conseil exécutif, tandis qu'il devrait être expulsé de partout; il dénonce Ronsin et son affiche, dont tout le monde a frémi; il dénonce enfin Vincent, qui a réuni tous les pouvoirs dans les bureaux de la guerre, et qui a dit qu'il ferait sauter la convention, ou la forcerait à organiser le pouvoir exécutif, parce qu'il ne voulait pas être le valet des comités. La convention met aussitôt en état d'arrestation Vincent, secrétaire-général de la guerre, Ronsin, général de l'armée révolutionnaire, Maillard, envoyé à Bordeaux, trois autres agents du pouvoir exécutif dont on signale encore les vexations à Saint-Girons, et un nommé Mazuel, adjudant dans l'armée révolutionnaire, qui a dit que la convention conspirait, et qu'il cracherait au visage des députés. La convention porte ensuite peine de mort contre les officiers des armées révolutionnaires, illégalement formés dans les provinces, qui ne se sépareraient pas sur-le-champ. Elle ordonne enfin que le conseil exécutif viendra se justifier le lendemain.

Cet acte d'énergie causa une grande douleur aux Cordeliers, et provoqua des explications aux Jacobins. Ces derniers ne se prononcèrent pas encore sur le compte de Vincent et de Ronsin, mais ils demandèrent qu'il fut fait une enquête pour constater la nature de leurs torts. Le conseil exécutif vint se justifier très humblement à la convention; il assura que son intention n'avait point été de rivaliser avec la représentation nationale, et que l'arrestation des courriers, les difficultés essuyées par le représentant Boursault, ne provenaient que d'un ordre du comité de salut public lui-même; ordre qui enjoignait de vérifier tous les passeports et toutes les dépêches.

Tandis que Vincent et Ronsin venaient d'être incarcérés comme ultra-révolutionnaires, le comité se vit en même temps contre le parti des équivoques et des agitateurs. Il mit en arrestation Prouli, Dubuisson, Desfiens, Pereyra, accusés d'être agents de l'étranger et complices de tous les partis. Enfin il fit enlever, au milieu de la nuit, les quatre députés Bazire, Chabot, Delaunay d'Angers et Julien de Toulouse, accusés d'être modérés, et d'avoir fait une fortune subite.

On a déjà vu l'histoire de l'association clandestine de ces représentants, et du faux qui en avait été la suite. On a vu que Chabot, déjà ébranlé, se préparait à dénoncer ses collègues, et à rejeter tout sur eux. Les bruits qui couraient sur son mariage, les dénonciations qu'Hebert répétait chaque jour, achevèrent de l'intimider, et il courut tout dévoiler à Robespierre. Il prétendit qu'il n'avait eu d'autre projet, en entrant dans le complot, que celui de le suivre et de le révéler; il attribua ce complot à l'étranger, qui voulait, disait-il, corrompre les députés, pour avilir la représentation nationale, et qui se servait ensuite d'Hebert et de ses complices pour les diffamer après les avoir corrompus. Il y avait ainsi,

selon lui, deux branches dans la conspiration, la branche corruptrice et la branche diffamatrice, qui toutes deux se concertaient pour deshonorner et dissoudre la convention. La participation des banquiers étrangers à cette intrigue, les projets de Julien de Toulouse et de Delaunay, qui disaient que la convention finirait bientôt par se dévorer elle-même, et qu'il fallait faire fortune le plus tôt possible, quelques liaisons de la femme d'Hebert avec les maîtresses de Julien de Toulouse et de Delaunay, servirent à Chabot de moyens pour étayer cette fable d'une conspiration à deux branches, dans laquelle les corrupteurs et les diffamateurs s'entendaient secrètement pour arriver au même but. Chabot eut cependant un reste de scrupule, et justifia Bazire. Comme il avait été le corrupteur de Fabre, et qu'il s'exposait à une dénonciation de celui-ci en l'accusant, il prétendit que ses offres avaient été rejetées, et que les cent mille francs en assignats, suspendus avec un fil dans des lieux d'aisances, étaient les cent mille francs destinés à Fabre, et refusés par lui. Ces fables de Chabot n'avaient aucune apparence de vérité, car il eût été bien plus naturel, en entrant dans la conspiration pour la découvrir, d'en prévenir quelques membres de l'un ou de l'autre comité, et de déposer l'argent dans leurs mains. Robespierre renvoya Chabot au comité de sûreté générale, qui fit arrêter dans la nuit les députés désignés. Julien de Toulouse parvint à s'évader; Bazire, Delaunay et Chabot, furent seuls arrêtés[6].

La découverte de cette trame honteuse causa une grande rumeur, et confirma toutes les calomnies que les partis dirigeaient les uns contre les autres. On répandit plus que jamais le bruit d'une faction étrangère, corrompant les patriotes, les excitant à entraver la marche de la révolution, les uns par une moderation intempestive, et les autres par une exagération folle, par des diffamations continuelles, et par une odieuse profession d'athéisme. Cependant qu'y avait-il de réel dans toutes ces suppositions? D'un côté, des hommes moins fanatiques, plus prompts à s'apitoyer sur les vaincus, et plus susceptibles par cette même raison de céder à l'attrait du plaisir et de la corruption; d'un autre côté, des hommes plus violents et plus aveugles, s'aidant de la partie basse du peuple, poursuivant de leurs reproches ceux qui ne partageaient pas leur insensibilité fanatique, profanant les vieux objets du culte, sans ménagement et sans décence; au milieu de ces deux partis, des banquiers, profitant de toutes les crises pour agioter; quatre députés sur sept cent cinquante, se laissant corrompre et devenant les complices de cet agiotage; enfin quelques révolutionnaires sincères, mais étrangers, suspects à ce titre, et se compromettant par l'exagération même, à la faveur de laquelle ils voulaient faire oublier leur origine: voilà ce qu'il y avait de réel, et il n'y avait là rien que de très ordinaire, rien qui exigeât la supposition d'une machination profonde.

Le comité de salut public, voulant se placer au-dessus des partis, résolut de les frapper et de les flétrir tous, et pour cela il chercha à montrer qu'ils étaient tous complices de l'étranger. Robespierre avait déjà dénoncé une faction étrangère, à laquelle son esprit défiant lui faisait ajouter foi. La faction turbulente contrariant l'autorité supérieure, et deshonorant la révolution, il l'accusa aussitôt d'être complice de la faction étrangère; cependant il ne dit rien encore de pareil contre la faction modérée, il la défendit même, comme on l'a vu, dans la personne de Danton. S'il la ménageait encore, c'est qu'elle n'avait rien fait jusque-là qui put contrarier la marche de la révolution, c'est qu'elle ne formait pas un parti opiniâtre et nombreux comme les anciens girondins, et qu'elle se composait tout au plus de quelques individus isolés qui désapprouvaient les extravagances ultra-révolutionnaires.

Telle était la situation des partis, et la politique du comité de salut public à leur égard, en frimaire an II (décembre 1793). Tandis qu'il se servait de l'autorité avec tant de force, et achevait de compléter à

l'interieur la machine du pouvoir revolutionnaire, il deployait une egale energie au dehors, et assurait le salut de la revolution par des victoires eclatantes.

FOOTNOTES:

[Footnote 6: 27 brumaire (17 novembre).]

CHAPITRE XVII.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1793.--MANOEUVRE DE HOCHÉ DANS LES VOSGES.--RETRAITE DES AUTRICHIENS ET DES PRUSSIENS.--DEBLOCUS DE LANDAU.--OPERATIONS A L'ARMEE D'ITALIE.--SIEGE ET PRISE DE TOULON PAR L'ARMEE REPUBLICAINE.--DERNIERS COMBATS ET ECHECS AUX PYRENEES.--EXCURSION DES VENDEENS AU-DELA DE LA LOIRE.--NOMBREUX COMBATS; ECHECS DE L'ARMEE REPUBLICAINE.--DEFAITE DES VENDEENS AU MANS, ET LEUR DESTRUCTION COMPLETE A SAVENAY.--COUP D'OEIL GENERAL SUR LA CAMPAGNE DE 1793.

La campagne de 1793 s'achevait sur toutes les frontieres de la maniere la plus brillante et la plus heureuse. Dans la Belgique, on avait enfin pris le parti d'entrer dans les quartiers d'hiver, malgre le projet du comite de salut public, qui avait voulu profiter de la victoire de Watignies pour envelopper l'ennemi entre l'Escaut et la Sambre. Ainsi, sur ce point, les evenemens n'avaient pas change et les avantages de Watignies nous etaient restes.

Sur le Rhin, la campagne s'etait beaucoup prolongee par la perte des lignes de Wissembourg, forcees le 13 octobre (22 vendemiaire). Le comite de salut public voulait les recouvrer a tout prix, et debloquer Landau, comme il avait debloque Dunkerque et Maubeuge. L'etat de nos departemens du Rhin etait une raison de se hater, et d'en eloigner l'ennemi. Le pays des Vosges etait singulierement empreint de l'esprit feodal; les pretres et les nobles y avaient conserve une grande influence; la langue francaise y etant peu repandue, les nouvelles idees revolutionnaires n'y avaient presque pas penetre; dans un grand nombre de communes, les decrets de la convention etaient inconnus; plusieurs manquaient de comites revolutionnaires, et, dans presque toutes, les emigres circulaient impunement. Les nobles de l'Alsace avaient suivi l'armee de Wurmser en foule, et se repandaient depuis Wissembourg jusqu'aux environs de Strasbourg. Dans cette derniere ville, on avait forme le complot de livrer la place a Wurmser. Le comite de salut public y envoya aussitot Lebas et Saint-Just, pour y exercer la dictature ordinaire des commissaires de la convention. Il nomma le jeune Hoche, qui s'etait si fort distingue au siege de Dunkerque, general de l'armee de la Moselle; il detacha de l'armee oisive des Ardennes une forte division, qui fut partagee entre les deux armees de la Moselle et du Rhin; enfin il fit executer des levees en masse dans tous les departemens environnans, et les dirigea sur Besancon. Ces nouvelles levees occuperent les places fortes, et les garnisons furent portees en ligne. Saint-Just deploya a Strasbourg tout ce qu'il avait d'energie et d'intelligence. Il fit trembler les malintentionnes, livra a une commission ceux qu'on soupconnaait d'avoir voulu livrer Strasbourg, et les fit conduire a l'echafaud. Il communiqua aux generaux et aux soldats une vigueur nouvelle, il exigea chaque jour des attaques sur toute la ligne, afin d'exercer nos jeunes conscrits. Aussi brave qu'impitoyable, il allait lui-meme au feu, et

partageait tous les dangers de la guerre. Un grand enthousiasme s'était emparé de l'armée; et le cri des soldats, qu'on enflammait de l'espoir de recouvrer le terrain perdu, leur cri était: Landau ou la mort!

La véritable manœuvre à exécuter sur cette partie des frontières, consistait toujours à réunir les deux armées du Rhin et de la Moselle, et à opérer en masse sur un seul versant des Vosges. Pour cela, il fallait recouvrer les passages qui coupaient la ligne des montagnes, et que nous avions perdus depuis que Brunswick s'était porté au centre des Vosges, et Wurmser sous les murs de Strasbourg. Le projet du comte était formé: il voulait s'emparer de la chaîne même, pour séparer les Prussiens des Autrichiens. Le jeune Hoche, plein de talent et d'ardeur, était chargé d'exécuter ce plan, et ses premiers mouvements à la tête de l'armée de la Moselle firent espérer les plus énergiques déterminations.

Les Prussiens, pour assurer leur position, avaient voulu enlever par une surprise le château de Bitche, placé au milieu même des Vosges. Cette tentative fut déjouée par la vigilance de la garnison, qui accourut à temps sur les remparts; et Brunswick, soit qu'il fut déconcerté par ce défaut de succès, soit qu'il redoutât l'activité et l'énergie de Hoche, soit aussi qu'il fut mécontent de Wurmser, avec lequel il ne vivait pas d'accord, se retira d'abord à Bisengen, sur la ligne d'Erbach, puis à Kaiserslautern, au centre des Vosges. Il n'avait pas prévenu Wurmser de ce mouvement rétrograde; et, tandis que celui-ci se trouvait engagé sur le versant oriental, presque à la hauteur de Strasbourg, Brunswick, sur le versant occidental, se trouvait même en arrière de Wissembourg, et à peu près à la hauteur de Landau. Hoche avait suivi Brunswick de très près dans son mouvement rétrograde, et, après avoir vainement essayé de l'entourer à Bisengen, et même de le prévenir à Kaiserslautern, il forma le projet de l'attaquer à Kaiserslautern même, quelque grande que fut la difficulté des lieux. Hoche avait environ trente mille hommes; il se battit les 28, 29 et 30 novembre; mais les lieux étaient peu connus et peu praticables. Le premier jour, le général Ambert, qui commandait la gauche, se trouva engagé, tandis que Hoche, au centre, cherchait sa route; le jour suivant, Hoche se trouvait seul en présence de l'ennemi, tandis qu'Ambert s'égarait dans les montagnes. Grâce aux difficultés des lieux, à sa force et à l'avantage de sa position, Brunswick eut un succès complet. Il ne perdit qu'environ douze hommes; Hoche fut obligé de se retirer avec une perte d'environ trois mille hommes; mais il ne fut pas découragé, et vint se rallier à Pirmasens, Hornbach et Deux-Ponts. Hoche, quoique malheureux, n'en avait pas moins déployé une audace et une résolution qui frappèrent les représentants et l'armée. Le comite de salut public, qui, depuis l'entrée de Carnot, était assez éclairé pour être juste et qui n'était sévère qu'envers le défaut de zèle, lui écrivit les lettres les plus encourageantes, et, pour la première fois, donna des éloges à un général battu. Hoche, sans être ébranlé un moment par sa défaite, forma aussitôt la résolution de se joindre à l'armée du Rhin, pour accabler Wurmser. Celui-ci, qui était resté en Alsace tandis que Brunswick retrogradait jusqu'à Kaiserslautern, avait son flanc droit découvert. Hoche dirigea le général Taponnier avec douze mille hommes sur Werdt, pour percer la ligne des Vosges, et se jeter sur le flanc de Wurmser, tandis que l'armée du Rhin ferait sur son front une attaque générale. Grâce à la présence de Saint-Just, des combats continuels avaient eu lieu pendant la fin de novembre et le commencement de décembre, entre l'armée du Rhin et les Autrichiens. Elle commençait à s'aguerrir en allant tous les jours au feu. Pichegru la commandait. Le corps envoyé dans les Vosges par Hoche eut beaucoup de difficultés à vaincre pour y pénétrer, mais il y réussit enfin, et inquiéta sérieusement la droite de Wurmser. Le 22 décembre (2 nivose), Hoche marcha lui-même à travers les montagnes, et parut à Werdt sur le sommet du versant oriental. Il accabla la droite de Wurmser, lui prit beaucoup de canons, et fit un grand nombre de prisonniers. Les Autrichiens

furent alors obligés de quitter la ligne de la Motter, et de se porter d'abord à Sultz, puis le 24 à Wissembourg, sur les lignes mêmes de la Lauter. Leur retraite s'opérait avec désordre et confusion. Les émigrés, les nobles alsaciens accourus à la suite de Wurmser, fuyaient avec la plus grande précipitation. Des familles entières couvraient la route en cherchant à s'échapper. Les deux armées prussienne et autrichienne étaient mécontentes l'une de l'autre, et s'entraidaient peu contre un ennemi plein d'ardeur et d'enthousiasme.

Les deux armées du Rhin et de la Moselle étaient réunies. Les représentants donnèrent le commandement en chef à Hoche, qui se disposa sur-le-champ à reprendre Wissembourg. Les Prussiens et les Autrichiens, concentrés maintenant par leur mouvement rétrograde, se trouvaient mieux en mesure de se soutenir. Ils résolurent donc de prendre l'offensive le 26 décembre (6 nivose), le jour même où le général français se disposait à fondre sur eux. Les Prussiens étaient dans les Vosges et autour de Wissembourg; les Autrichiens s'étendaient en avant de la Lauter, depuis Wissembourg jusqu'au Rhin. Certainement, s'ils n'avaient pas été décidés à prendre l'initiative, ils n'auraient pas reçu l'attaque en avant des lignes, ayant la Lauter à dos; mais ils étaient résolus à attaquer les premiers, et les Français, en s'avancant sur eux, trouvèrent leurs avant-gardes en marche. Le général Desaix, commandant la droite de l'armée du Rhin, marcha sur Lauterbourg; le général Michaud fut dirigé sur Schleithal; le centre attaqua les Autrichiens, ranges sur le Geisberg, et la gauche pénétra dans les Vosges pour tourner les Prussiens. Desaix emporta Lauterbourg, Michaud occupa Schleithal, et le centre, repliant les Autrichiens, les refoula du Geisberg jusqu'à Wissembourg même. L'occupation instantanée de Wissembourg, pouvait être désastreuse pour les coalisés, et elle était imminente; mais Brunswick, qui se trouvait au Pigeonnier, accourut sur ce point, et tint les Français avec beaucoup de fermeté. La retraite des Autrichiens se fit alors avec moins de désordre; mais le lendemain les Français occupèrent les lignes de Wissembourg. Les Autrichiens se replièrent sur Gemersheim, les Prussiens sur Bergzabern. Les soldats français s'avançaient toujours en criant: *«Landau ou la mort!»* Les Autrichiens se hâtaient de repasser le Rhin, sans vouloir tenir un jour de plus sur la rive gauche, et sans donner aux Prussiens le temps d'arriver à Mayence. Landau fut débloqué; et les Français prirent leurs quartiers d'hiver dans le Palatinat. Aussitôt après, les deux généraux coalisés s'attaquèrent dans des relations contradictoires, et Brunswick donna sa démission à Frédéric-Guillaume. Ainsi, sur cette partie du théâtre de la guerre, nous avons glorieusement recouvré nos frontières, malgré les forces réunies de la Prusse et de l'Autriche.

L'armée d'Italie n'avait rien entrepris d'important, et, depuis sa défaite du mois de juin, elle était restée sur la défensive. Dans le mois de septembre, les Piémontais, voyant Toulon attaqué par les Anglais, songèrent enfin à profiter de cette circonstance, qui pouvait amener la perte de l'armée française. Le roi de Sardaigne se rendit lui-même sur le théâtre de la guerre, et une attaque générale du camp français fut résolue pour le 8 septembre. La manière la plus sûre d'opérer contre les Français eut été d'occuper la ligne du Var, qui séparait Nice de leur territoire. On aurait ainsi fait tomber toutes les positions qu'ils avaient prises au-delà du Var, on les aurait obligés d'évacuer le comté de Nice, et peut-être même de mettre bas les armes. On aimait mieux attaquer immédiatement leur camp. Cette attaque, exécutée avec des corps détachés, et par diverses vallées à la fois, ne réussit pas; et le roi de Sardaigne, peu satisfait, se retira aussitôt dans ses états. A peu près à la même époque, le général autrichien Dewins résolut enfin d'opérer sur le Var; mais il n'exécuta son mouvement qu'avec trois ou quatre mille hommes, ne s'avança que jusqu'à Isola, et, arrêté tout à coup par un léger échec, il remonta sur les Hautes-Alpes, sans avoir donné suite à cette tentative. Telles avaient été les opérations

insignifiantes de l'armee d'Italie.

Un interet plus grave appelait toute l'attention sur Toulon. Cette place, occupee par les Anglais et les Espagnols, leur assurait un pied a terre dans le Midi, et une base pour tenter une invasion. Il importait donc a la France de la recouvrer au plus tot. Le comite avait donne a cet egard les ordres les plus pressans, mais les moyens de siege manquaient entierement. Carteaux, apres avoir soumis Marseille, avait debouche avec sept ou huit mille hommes par les gorges d'Ollioules, s'en etait empare apres un leger combat, et s'etait etabli au debouche meme de ces gorges, en vue de Toulon; le general Lapoype, detache de l'armee d'Italie avec quatre mille hommes environ, s'etait range sur le cote oppose, vers Sollies et Lavalette. Les deux corps francais ainsi places, l'un au couchant, l'autre au levant, etaient si eloignes qu'ils s'apercevaient a peine, et ne pouvaient se preter aucun secours. Les assieges, avec un peu plus d'activite, auraient pu les attaquer isolement, et les accabler l'un apres l'autre. Heureusement ils ne songerent qu'a fortifier la place, et a la garnir de troupes. Ils firent débarquer huit mille Espagnols, Napolitains et Piemontais, deux regimens anglais venus de Gibraltar, et porterent la garnison a quatorze ou quinze mille hommes. Ils perfectionnerent toutes les defenses, armerent tous les forts, surtout ceux de la cote, qui protegeaient la rade ou leurs escadres etaient au mouillage. Ils s'attacherent particulierement a rendre inaccessible le fort de l'Eguillette, place a l'extremite du promontoire qui ferme la rade interieure, ou petite rade. Ils en rendirent l'abord tellement difficile, qu'on l'appelait dans l'armee, le petit Gibraltar. Les Marseillais et tous les Provencaux qui s'etaient refugies dans Toulon, s'employerent eux-memes aux ouvrages, et montrerent le plus grand zele. Cependant l'union ne pouvait durer dans l'interieur de la place, car la reaction contre la Montagne y avait fait renaître toutes les factions. On y etait republicain ou royaliste a tous les degres. Les coalises eux-memes n'etaient pas d'accord. Les Espagnols etaient offenses de la superiorite qu'affectaient les Anglais, et se defiaient de leurs intentions. L'amiral Hood, profitant de cette desunion, dit que, puisqu'on ne pouvait s'entendre, il fallait, pour le moment, ne proclamer aucune autorite. Il empecha meme le depart d'une deputation que les Toulonnais voulaient envoyer aupres du comte de Provence, pour engager ce prince a se rendre dans leurs murs en qualite de regent. Des cet instant, on pouvait entrevoir la conduite des Anglais, et sentir combien avaient ete aveugles et coupables ceux qui avaient livre Toulon aux plus cruels ennemis de la marine francaise.

Les republicains ne pouvaient pas esperer, avec leurs moyens actuels, de reprendre Toulon. Les representans conseillaient meme de replier l'armee au-dela de la Durance, et d'attendre la saison suivante. Cependant la prise de Lyon ayant permis de disposer de nouvelles forces, on achemina vers Toulon des troupes et du materiel. Le general Doppet, auquel on attribuait la prise de Lyon, fut charge de remplacer Carteaux. Bientot Doppet lui-meme fut remplace par Dugommier, qui etait beaucoup plus experimente, et fort brave. Vingt-huit ou trente mille hommes furent reunis, et on donna l'ordre d'achever le siege avant la fin de la campagne.

On commença par serrer la place de pres, et par etabli des batteries contre les forts. Le general Lapoype, detache de l'armee d'Italie, etait toujours au levant, et le general en chef Dugommier au couchant, en avant d'Ollioules. Ce dernier etait charge de la principale attaque. Le comite de salut public avait fait rediger par le comite des fortifications un plan d'attaque reguliere. Le general assemblea un conseil de guerre pour discuter le plan envoye de Paris. Ce plan etait fort bien concu, mais il s'en presentait un autre plus convenable aux circonstances, et qui devait avoir des resultats plus prompts.

Dans le conseil de guerre se trouvait un jeune officier, qui commandait l'artillerie en l'absence du chef de cette arme. Il se nommait Bonaparte, et était originaire de Corse. Fidele a la France, au sein de laquelle il avait été élevé, il s'était battu en Corse pour la cause de la convention contre Paoli et les Anglais; il s'était rendu ensuite à l'armée d'Italie, et servait devant Toulon. Il montrait une grande intelligence, une extrême activité, et couchait à côté de ses canons. Ce jeune officier, à l'aspect de la place, fut frappé d'une idée, et la proposa au conseil de guerre. Le fort l'Eguillette, surnommé *le petit Gibraltar*, fermait la rade où mouillaient les escadres coalisées. Ce fort occupé, les escadres ne pouvaient plus mouiller dans la rade, sans s'exposer à y être brûlées: elles ne pouvaient pas non plus l'évacuer en y laissant une garnison de quinze mille hommes, sans communications, sans secours, et tôt ou tard exposée à mettre bas les armes: il était donc infiniment probable que le fort l'Eguillette une fois en la possession des républicains, les escadres et la garnison évacueraient ensemble Toulon. Ainsi, la clef de la place était au fort l'Eguillette; mais ce fort était presque imprenable. Le jeune Bonaparte soutint fortement son idée comme plus appropriée aux circonstances, et réussit à la faire adopter.

On commença par serrer la place. Bonaparte, à la faveur de quelques oliviers qui cachaient ses artilleurs, fit placer une batterie très près du fort Malbosquet, l'un des plus importants parmi ceux qui environnaient Toulon. Un matin, cette batterie éclata à l'improviste, et surprit les assiégés, qui ne croyaient pas qu'on put établir des feux aussi près du fort. Le général anglais O'Hara, qui commandait la garnison, résolut de faire une sortie pour détruire la batterie, et enclouer les canons. Le 30 novembre (10 frimaire), il sortit à la tête de six mille hommes, pénétra soudainement à travers les postes républicains, s'empara de la batterie, et commença aussitôt à enclouer les pièces. Heureusement, le jeune Bonaparte se trouvait non loin de là avec un bataillon. Un boyau conduisait à la batterie. Bonaparte s'y jeta avec son bataillon, se porta sans bruit au milieu des Anglais, puis tout à coup ordonna le feu, et les jeta, par cette subite apparition, dans la plus grande surprise. Le général O'Hara, étonné, crut que c'étaient ses propres soldats qui se trompaient, et firent feu les uns sur les autres. Il s'avança alors vers les républicains pour s'en assurer, mais il fut blessé à la main, et pris dans le boyau même par un sergent. Au même instant, Dugommier, qui avait fait battre la générale au camp, ramenait ses soldats à l'attaque, et se porta entre la batterie et la place. Les Anglais, menacés alors d'être coupés, se retirèrent après avoir perdu leur général, et sans avoir pu se délivrer de cette dangereuse batterie.

Ce succès anima singulièrement les assiégés, et jeta beaucoup de découragement parmi les assiégeants. La défiance était si grande chez ces derniers, qu'ils disaient que le général O'Hara s'était fait prendre pour vendre Toulon aux républicains. Cependant les républicains, qui voulaient conquérir la place et qui n'avaient pas les moyens de l'acheter, se préparaient à l'attaque si périlleuse de l'Eguillette. Ils y avaient jeté déjà un grand nombre de bombes, et tâchaient d'en raser la défense avec des pièces de 24. Le 18 décembre (28 frimaire), l'assaut fut résolu pour minuit. Une attaque simultanée devait avoir lieu du côté du général Lapoype sur le fort Faron. À minuit, et par un orage épouvantable, les républicains s'ébranlent. Les soldats qui gardaient le fort se tenaient ordinairement en arrière, pour se mettre à l'abri des bombes et des boulets. Les Français espéraient y arriver avant d'avoir été aperçus; mais au pied de la hauteur ils trouvent des tirailleurs ennemis. Le combat s'engage. Au bruit de la mousqueterie, la garnison du fort accourt sur les remparts et foudroie les assaillants. Ceux-ci reculent et reviennent tour à tour. Un jeune capitaine d'artillerie, nommé Muiron, profite des inégalités du terrain, et réussit à gravir la hauteur, sans avoir perdu beaucoup de monde. Arrive au pied du

fort, il s'elance par une embrasure; les soldats le suivent, penetrent dans la batterie, s'emparent des canons, et bientôt du fort lui-meme.

Dans cette action, le general Dugommier, les representans Salicetti et Robespierre jeune, le commandant d'artillerie Bonaparte, avaient ete presens au feu, et avaient communique aux troupes le plus grand courage. Du cote du general Lapoype, l'attaque ne fut pas moins heureuse, et une des redoutes du fort Faron fut emportee.

Des que le fort l'Eguillette fut occupe, les republicains se haterent de disposer les canons de maniere a foudroyer la flotte. Mais les Anglais ne leur en donnerent pas le temps. Ils se deciderent sur-le-champ a evacuer la place, pour ne pas courir plus long-temps les chances d'une defense difficile et perilleuse. Avant de se retirer, ils resolurent de bruler l'arsenal, les chantiers, et les vaisseaux qu'ils ne pourraient pas prendre. Le 18 et le 19, sans en prevenir l'amiral espagnol, sans avertir meme la population compromise, qu'on allait la livrer aux montagnards victorieux, les ordres furent donnes pour l'evacuation. Chaque vaisseau anglais vint a son tour s'approvisionner a l'arsenal. Les forts furent ensuite tous evacues, excepte le fort Lamalgue, qui devait etre le dernier abandonne. Cette evacuation se fit meme si vite, que deux mille Espagnols, prevenus trop tard, resterent hors des murs, et ne se sauverent que par miracle. Enfin on donna l'ordre d'incendier l'arsenal. Vingt vaisseaux ou fregates parurent tout a coup en flammes au milieu de la rade, et exciterent le desespoir chez les malheureux habitans, et l'indignation chez les republicains, qui voyaient bruler l'escadre sans pouvoir la sauver. Aussitot, plus de vingt mille individus, hommes, femmes, vieillards, enfans, portant ce qu'ils avaient de plus precieux, vinrent sur les quais, tendant les mains vers les escadres, et implorant un asile pour se soustraire a l'armee victorieuse. C'etaient toutes les familles provencales qui, a Aix, Marseille, Toulon, s'etaient compromises dans le mouvement sectionnaire. Pas une seule chaloupe ne se montrait a la mer pour secourir ces imprudens Francais, qui avaient mis leur confiance dans l'etranger, et qui lui avaient livre le premier port de leur patrie. Cependant l'amiral Langara, plus humain, ordonna de mettre les chaloupes a la mer, et de recevoir sur l'escadre espagnole tous les refugies qu'elle pourrait contenir. L'amiral Hood n'osa pas resister a cet exemple et aux imprecations qu'on vomissait contre lui. Il ordonna a son tour, mais fort tard, de recevoir les Toulonnais. Ces malheureux se precipitaient avec fureur dans les chaloupes. Dans cette confusion, quelques-uns tombaient a la mer, d'autres etaient separes de leurs familles. On voyait des meres cherchant leurs enfans, des epouses, des filles, cherchant leurs maris ou leurs peres, et errant sur ces quais aux lueurs de l'incendie. Dans ce moment terrible, des brigands, profitant du desordre pour piller, se jettent sur les malheureux accumules le long des quais, et font feu en criant: *_Voici les republicains!_* La terreur alors s'empare de cette multitude; elle se precipite, se mele, et, pressee de fuir, elle abandonne ses depouilles aux brigands auteurs de ce stratageme.

Enfin les republicains entrerent, et trouverent la ville a moitie deserte, et une grande partie du materiel de la marine detruit. Heureusement les forcats avaient arrete l'incendie et empeche qu'il ne se propageat. De 56 vaisseaux ou fregates, il ne restait que 7 vaisseaux et 11 fregates; le reste avait ete pris ou brule par les Anglais. Bientot, aux horreurs du siege et de l'evacuation, succederent celles de la vengeance revolutionnaire. Nous raconterons plus tard la suite des desastres de cette cite coupable et malheureuse. La prise de Toulon causa une joie extraordinaire, et produisit autant d'impression que les victoires de Watignies, la prise de Lyon, et le deblocus de Landau. Des lors on n'avait plus a craindre que les Anglais, s'appuyant sur Toulon, vinssent apporter dans le Midi le ravage et la revolte.

La campagne s'etait terminee moins heureusement aux Pyrenees. Cependant, malgre de nombreux revers et une grande imperitie de la part des generaux, nous n'avions perdu que la ligne du Tech, et celle de la Tet nous etait restee. Apres le combat malheureux de Truillas, livre le 22 septembre (1er vendemiaire) contre le camp espagnol, et ou Dagobert avait montre tant de bravoure et de sang-froid, Ricardos, au lieu de marcher en avant, avait retrograde au contraire sur le Tech. La reprise de Villefranche, et un renfort de quinze mille hommes arrive aux republicains, l'avaient decide a ce mouvement retrograde. Apres avoir leve le blocus de Collioure et de Port-Vendre, il s'etait porte au camp de Boulou, entre Ceret et Ville-Longue, et veillait de la a ses communications en gardant la grande route de Bellegarde. Les representans Fabre et Gaston, pleins de fougue, voulurent faire attaquer le camp des Espagnols, afin de les rejeter au-dela des Pyrenees; mais l'attaque fut infructueuse et n'aboutit qu'a une inutile effusion de sang.

Le representant Fabre, impatient de tenter une entreprise importante, reavait depuis long-temps une marche au-dela des Pyrenees, pour forcer les Espagnols a retrograder. On lui avait persuade que le fort de Roses pouvait etre enleve par un coup de main. D'apres son voeu, et malgre l'avis contraire des generaux, trois colonnes furent jetees au-dela des Pyrenees, pour se reunir a Espola. Mais trop faibles, trop desunies, elles ne purent se joindre, furent battues, et ramenees sur la grande chaine apres une perte considerable. Ceci s'etait passe en octobre. En novembre, des orages, peu ordinaires dans la saison, grossirent les torrens, interrompirent les communications des divers camps espagnols entre eux, et les mirent dans le plus grand peril.

C'etait le cas de se venger sur les Espagnols des revers qu'on avait essayes. Il ne leur restait que le pont de Ceret pour repasser le Tech, et ils demeuraient inondes et affames sur la rive gauche a la merci des Francais. Mais rien de ce qu'il fallait faire ne fut execute. Au general Dagobert avait succede le general Turreau, a celui-ci le general Doppet. L'armee etait desorganisee. On se battit mollement aux environs de Ceret, on perdit meme le camp de Saint-Ferreol, et Ricardos echappa ainsi aux dangers de sa position. Bientot il se vengea bien plus habilement du danger ou il s'etait trouve, et fonda le 7 novembre (17 brumaire) sur une colonne francaise, qui etait engagee a Ville-Longue, sur la rive droite du Tech, entre le fleuve, la mer et les Pyrenees. Il defit cette colonne, forte de dix mille hommes, et la jeta dans un tel desordre, qu'elle ne put se rallier qu'a Argeles. Immediatement apres, Ricardos fit attaquer la division Delatre a Collioure, s'empara de Collioure, de Port-Vendre et de Saint-Elme, et nous rejeta entierement au-dela du Tech. La campagne se trouva ainsi terminee vers les derniers jours de decembre. Les Espagnols prirent leurs quartiers d'hiver sur les bords du Tech; les Francais camperent autour de Perpignan, et sur les rives de la Tet. Nous avions perdu un peu de territoire, mais moins qu'on ne devait le craindre apres tant de desastres. C'etait du reste la seule frontiere ou la campagne ne se fut pas terminee glorieusement pour les armes de la republique. Du cote des Pyrenees Occidentales, on avait garde une defensive reciproque.

C'est dans la Vendee que de nouveaux et terribles combats avaient eu lieu, avec un grand avantage pour la republique, mais avec un grand dommage pour la France, qui ne voyait des deux cotes que des Francais s'egorgeant les uns les autres.

Les Vendeeens, battus a Cholet le 17 octobre (26 vendemiaire), s'etaient jetes, comme on l'a vu, sur le bord de la Loire, au nombre de quatre-vingt mille individus, hommes, femmes, enfans, vieillards. N'osant pas rentrer dans leur pays occupe par les republicains, ne pouvant plus tenir la

campagne en presence d'une armee victorieuse, ils songerent a se rendre en Bretagne, et a suivre les idees de Bonchamps, lorsque ce jeune heros etait mort, et ne pouvait plus diriger leurs tristes destinees. On a vu qu'a la veille de la bataille de Cholet, il envoya un detachement pour faire occuper le poste de Varade, sur la Loire. Ce poste, mal garde par les republicains, fut pris dans la nuit du 16 au 17. La bataille perdue, les Vendeens purent donc impunement traverser le fleuve, a la faveur de quelques bateaux laisses sur la rive, et a l'abri du canon republicain. Le danger ayant ete jusqu'ici sur la rive gauche, le gouvernement n'avait pas songe a defendre la rive droite. Toutes les villes de la Bretagne etaient mal gardees; quelques detachemens de gardes nationales, epars ca et la, etaient incapables d'arreter les Vendeens, et ne pouvaient que fuir a leur approche. Ceux-ci s'avancerent donc sans obstacles, et traverserent successivement Cande, Chateau-Gonthier et Laval, sans eprouver aucune resistance.

Pendant ce temps, l'armee republicaine etait incertaine de leur marche, de leur nombre et de leurs projets. Un moment meme, elle les avait crus detruits, et les representans l'avaient ecrit a la convention. Kleber seul, qui commandait toujours l'armee sous le nom de Lechelle, pensait le contraire, et s'efforcait de moderer une dangereuse securite. Bientot, en effet, on apprit que les Vendeens etaient loin d'etre extermines; que dans la colonne fugitive, il restait encore trente ou quarante mille hommes armes, et capables de combattre. Un conseil de guerre fut aussitot rassemble; et comme on ne savait pas si les fugitifs se porteraient sur Angers ou sur Nantes, s'ils marcheraient sur la Bretagne, ou iraient par la Basse-Loire se reunir a Charette, on decida que l'armee se diviserait; qu'une partie, sous le general Haxo, irait tenir tete a Charette, et reprendre Noirmoutiers; qu'une autre partie sous Kleber occuperait le camp de Saint-George pres de Nantes, et que le reste enfin demeurerait a Angers pour couvrir cette ville, et observer la marche de l'ennemi. Sans doute, si l'on eut ete mieux instruit, on aurait compris qu'il fallait rester reunis en masse, et marcher sans relache a la poursuite des Vendeens. Dans l'etat de desordre et d'effroi ou ils se trouvaient, il eut ete facile de les disperser et de les detruire entierement; mais on ne connaissait pas la direction qu'ils avaient prise, et, dans le doute, le parti que l'on prit etait encore le plus sage. Bientot, cependant, on eut de meilleurs renseignemens, et l'on apprit la marche des Vendeens sur Cande, Chateau-Gonthier et Laval. Des lors on resolut de les poursuivre sur-le-champ, et de les atteindre, avant qu'ils pussent mettre la Bretagne en feu, et s'emparer de quelque grande ville, ou d'un port sur l'Ocean. Les generaux Vimeux et Haxo furent laisses a Nantes et dans la Basse-Vendee; tout le reste de l'armee s'achemina vers Cande et Chateau-Gonthier. Westermann et Beaupuy formaient l'avant-garde; Chalbos, Kleber, Canuel, commandaient chacun une division, et Lechelle, eloigne du champ de bataille, laissait diriger les mouvemens par Kleber, qui avait la confiance et l'admiration de l'armee. Le 25 octobre au soir (4 brumaire), l'avant-garde republicaine arriva a Chateau-Gonthier; le gros des forces etait a une journee en arriere. Westermann, quoique ses troupes fussent tres fatiguees, quoiqu'il fut presque nuit, et qu'il restat encore six lieues de chemin a faire pour arriver a Laval, voulut y marcher sur-le-champ. Beaupuy, tout aussi brave, mais plus prudent que Westermann, s'efforca en vain de lui faire sentir le danger d'attaquer la masse vendeenne au milieu de la nuit, fort en avant du corps d'armee, et avec des troupes harassees de fatigue. Beaupuy fut oblige de ceder au plus ancien en commandement. On se mit aussitot en marche. Arrive a Laval au milieu de la nuit, Westermann envoya un officier reconnaitre l'ennemi: celui-ci, emporte par son ardeur, fit une charge au lieu d'une reconnaissance, et replia rapidement les premiers postes. L'alarme se repandit dans Laval, le tocsin sonna, toute la masse ennemie fut bientot debout, et vint faire tete aux republicains. Beaupuy, se comportant avec sa fermete ordinaire, soutint

courageusement l'effort des Vendéens. Westermann deploya toute sa bravoure, le combat fut des plus opiniâtres, et l'obscurité de la nuit le rendit encore plus sanglant. L'avant-garde républicaine, quoique très inférieure en nombre, serait néanmoins parvenue à se soutenir jusqu'à la fin; mais la cavalerie de Westermann, qui n'était pas toujours aussi brave que son chef, se débanda tout à coup, et l'obligea à la retraite. Grâce à Beaupuy, elle se fit sur Château-Gonthier, avec assez d'ordre. Le corps de bataille y arriva le jour suivant. Toute l'armée s'y trouva donc réunie le 26, l'avant-garde épuisée d'un combat inutile et sanglant, le corps de bataille fatigué d'une longue route, faite sans vivres, sans souliers, et à travers les boues de l'automne. Westermann et les représentants voulaient de nouveau se reporter en avant. Kleber s'y opposa avec force, et fit décider qu'on ne s'avancerait pas au-delà de Villiers, moitié chemin de Château-Gonthier à Laval.

Il s'agissait de former un plan pour l'attaque de Laval. Cette ville est située sur la Mayenne. Marcher directement par la rive gauche que l'on occupait, était imprudent, comme l'observa judicieusement un officier très distingué, Savary, qui connaissait parfaitement les lieux. Il était facile aux Vendéens d'occuper le pont de Laval, et de s'y maintenir contre toutes les attaques; ils pouvaient ensuite, tandis que l'armée républicaine était inutilement amassée sur la rive gauche, marcher le long de la rive droite, passer la Mayenne sur ses derrières, et l'accabler à l'improviste. Il proposa donc de diviser l'attaque, et de porter une partie de l'armée sur la rive droite. De ce côté il n'y avait pas de pont à franchir, et l'occupation de Laval ne présentait point d'obstacle. Ce plan, approuvé par les généraux, fut adopté par Lechelle. Le lendemain, cependant, Lechelle, qui sortait quelquefois de sa nullité pour commettre des fautes, envoya l'ordre le plus sot et le plus contradictoire à ce qui avait été convenu la veille. Il prescrivit, suivant ses expressions accoutumées, de marcher majestueusement et en masse sur Laval, en longeant par la rive gauche. Kleber et tous les généraux sont indignés; cependant il faut obéir. Beaupuy s'avance le premier; Kleber le suit immédiatement. Toute l'armée vendéenne était déployée sur les hauteurs d'Entrames. Beaupuy engage le combat; Kleber se déploie à droite et à gauche de la route, de manière à s'étendre le plus possible. Sentant néanmoins le désavantage de cette position, il fait dire à Lechelle de porter la division Chabos sur le flanc de l'ennemi, mouvement qui devait l'ébranler. Mais cette colonne, composée de ces bataillons formés à Orléans et à Niort, qui avaient fui si souvent, se débande avant de s'être mise en marche. Lechelle s'échappe le premier à toute bride; une grande moitié de l'armée, qui ne se battait pas, fuit en toute hâte, ayant Lechelle en tête, et court jusqu'à Château-Gonthier, et de Château-Gonthier jusqu'à Angers. Les braves Mayençais, qui n'avaient jamais lâché pied, se débandent pour la première fois. La déroute devient alors générale; Beaupuy, Kleber, Marceau, les représentants Merlin et Turreau font des efforts incroyables, mais inutiles, pour arrêter les fuyards. Beaupuy reçoit une balle au milieu de la poitrine. Porté dans une cabane, il s'écrie: "Qu'on me laisse ici, et qu'on montre ma chemise sanglante à mes soldats." Le brave Bloss, qui commandait les grenadiers, et qui était connu par une intrépidité extraordinaire, se fait tuer à leur tête. Enfin une partie de l'armée s'arrête au Lion-d'Angers; l'autre fuit jusqu'à Angers même. L'indignation était générale contre le lâche exemple qu'avait donné Lechelle en fuyant le premier. Les soldats murmuraient hautement. Le lendemain, pendant la revue, le petit nombre de braves qui étaient restés sous les drapeaux, et c'étaient des Mayençais, criaient: A bas Lechelle! vive Kleber et Dubayet! qu'on nous rende Dubayet! Lechelle, qui entendit ces cris, en fut encore plus mal disposé contre l'armée de Mayence, et contre les généraux dont la bravoure lui faisait honte. Les représentants, voyant que les soldats ne voulaient plus de Lechelle, se décidèrent à le suspendre, et proposèrent le commandement à Kleber. Celui-ci le refusa, parce qu'il n'aimait pas la situation d'un général en

chef, toujours en butte aux representans, au ministre, au comite de salut public, et consentit seulement a diriger l'armee sous le nom d'un autre. On donna donc le commandement a Chalbos, qui etait l'un des generaux les plus ages de l'armee. Lechelle, prevenant l'arrete des representans, demanda son conge, en disant qu'il etait malade, et se retira a Nantes, ou il mourut quelque temps apres.

Kleber, voyant l'armee dans un etat pitoyable, dispersee partie a Angers, et partie au Lion-d'Angers, proposa de la reunir tout entiere a Angers meme, de lui donner ensuite quelques jours de repos, de la fournir de souliers et de vetemens, et de la reorganiser d'une maniere complete. Cet avis fut adopte, et toutes les troupes furent reunies a Angers. Lechelle n'avait pas manque de denoncer l'armee de Mayence en donnant sa demission, et d'attribuer a de braves gens une deroute qui n'etait due qu'a sa lachete. Depuis long-temps on se defiait de cette armee, de son esprit de corps, de son attachement a ses generaux, et de son opposition a l'etat-major de Saumur. Les derniers cris de *_vive Dubayet! a bas Lechelle!_* acheverent de la compromettre dans l'esprit du gouvernement. Bientot, en effet, le comite de salut public rendit un arrete pour en ordonner la dissolution et l'amalgame avec les autres corps. Kleber fut charge de cette derniere operation. Quoique cette mesure fut prise contre lui et contre ses compagnons d'armes, il s'y preta volontiers, car il sentait le danger de l'esprit de rivalite et de haine qui s'etablissait entre la garnison de Mayence et le reste des troupes; et il voyait surtout un grand avantage a former de bonnes tetes de Colonnes, qui, habilement distribuees, pouvaient communiquer leur propre force a toute l'armee.

Pendant que ceci se passait a Angers, les Vendeens, delivres a Laval des republicains, et ne voyant plus rien qui s'opposat a leur marche, ne savaient cependant quel parti prendre, ni sur quel theatre porter la guerre. Il s'en presentait deux egalement avantageux: ils avaient a choisir entre la pointe de Bretagne et celle de Normandie. L'extreme Bretagne etait toute fanatisee par les pretres et les nobles; la population les aurait recus avec joie; et le sol, extremement coupe et montueux, leur aurait fourni des moyens tres faciles de resistance; enfin, ils se seraient trouves sur le bord de la mer, et en communication avec les Anglais. L'extreme Normandie, ou presqu'ile de Cotentin, etait un peu plus eloignee, mais bien plus facile a garder, car, en s'emparant de Port-Beil et Saint-Cosme, ils la fermaient entierement. Ils y trouvaient l'importante place de Cherbourg, tres accessible pour eux du cote de la terre, pleine d'approvisionnement de toute espece, et surtout tres propre aux communications avec les Anglais. Ces deux projets presentaient donc de grands avantages, et leur execution rencontrait peu d'obstacles. La route de Bretagne n'etait gardees que par l'armee de Brest, confiee a Rossignol, et consistant tout au plus en cinq ou six mille hommes mal organises. La route de Normandie etait defendue par l'armee de Cherbourg, composee de levees en masse pretes a se dissoudre au premier coup de fusil, et de quelques mille hommes seulement de troupes plus regulieres, qui n'avaient pas encore quitte Caen. Ainsi, aucune de ces deux armees n'etait a redouter pour la masse vendeenne. On pouvait meme facilement eviter leur rencontre avec un peu de celerite. Mais les Vendeens ignoraient la nature des localites, ils n'avaient pas un seul officier qui put leur dire ce qu'etaient la Bretagne et la Normandie, quels en etaient les avantages militaires et les places fortes. Ils croyaient, par exemple, Cherbourg fortifie du cote de terre. Ils etaient donc incapables de se hater, de s'eclairer dans leur marche, de rien executer enfin, avec un peu de force et de precision.

Quoique nombreuse, leur armee etait dans un etat pitoyable. Tous les chefs principaux etaient ou morts ou blesses. Bonchamps avait expire sur la rive gauche; d'Elbee, blesse, avait ete transporte a Noirmoutiers; Lescure,

atteint d'une balle au front, était traîné mourant à la suite de l'armée; La Rochejaquelein, resté seul, avait reçu le commandement général. Stofflet commandait sous lui. L'armée, obligée maintenant de se mouvoir et d'abandonner son sol, aurait dû être organisée; mais elle marchait pêle-mêle comme une horde, ayant au milieu d'elle des femmes, des enfants, des chariots. Dans une armée régulière, les braves, les faibles, les lâches, encadrés les uns avec les autres, restent forcément ensemble et se soutiennent réciproquement. Il suffit de quelques hommes de courage pour communiquer leur énergie à toute la masse. Ici, au contraire, aucun rang n'étant gardé, aucune division de compagnie de bataillon, n'étant observée, chacun marchant avec qui lui plaisait, les braves s'étaient rangés ensemble, et formaient un corps de cinq ou six mille hommes, toujours prêts à s'avancer les premiers. Après eux, venait une troupe moins sûre, et propre seulement à décider un succès, en se portant sur les flancs d'un ennemi déjà ébranlé. À la suite de ces deux bandes, la masse, toujours prête à fuir au premier coup de fusil, se traînait confuse. Ainsi, les trente ou quarante mille hommes armés se réduisaient en définitive à quelques mille braves, toujours disposés à se battre par temperament. Le défaut de subdivisions empêchait de former des détachements, de porter un corps sur un point ou sur un autre, de faire aucune sorte de dispositions. Les uns suivaient La Rochejaquelein, les autres Stofflet, et ne suivaient qu'eux seuls. Il était impossible de donner des ordres; tout ce qu'on pouvait obtenir, c'était de se faire suivre en donnant un signal. Stofflet avait seulement quelques paysans affidés qui allaient répandre ce qu'il voulait parmi leurs camarades. À peine avait-on deux cents mauvais cavaliers, et une trentaine de pièces de canon, mal servies et mal entretenues. Les bagages encombraient la marche; les femmes, les vieillards, pour être plus en sûreté, cherchaient à se fourrer au milieu de la troupe des braves, et, en remplissant leurs rangs, embarrassaient leurs mouvements. La méfiance commençait aussi à s'établir de la part des soldats à l'égard des officiers. On disait qu'ils ne voulaient atteindre à l'Océan que pour s'embarquer, et abandonner les malheureux paysans arrachés de leur pays. Le conseil, dont l'autorité était devenue tout à fait illusoire, était divisé; les prêtres s'y montraient mécontents des chefs militaires; rien enfin n'eût été plus facile que de détruire une pareille armée, si le plus grand désordre de commandement n'avait régné chez les républicains.

Les Vendéens étaient donc incapables de concevoir et d'exécuter un plan quelconque. Ils avaient quitté la Loire depuis vingt-six jours; et, dans un aussi long espace de temps, ils n'avaient rien fait du tout. Après beaucoup d'incertitudes, ils prirent enfin un parti. D'une part, on leur disait que Rennes et Saint-Malo étaient gardés par des troupes considérables; de l'autre, que Cherbourg était fortement défendu du côté de terre; ils se décidèrent alors à assiéger Granville, placée sur le bord de l'Océan, entre la pointe de Bretagne et celle de Normandie. Ce projet avait surtout l'avantage de les rapprocher de la Normandie, qu'on leur dépeignait comme très fertile et très bien approvisionnée. En conséquence ils marchèrent sur Fougeres. On avait réuni sur leur route quinze ou seize mille hommes de levés en masse, qui se dispersèrent sans coup ferir. Les Vendéens se portèrent à Dol le 10 novembre, et le 12 sur Avranches.

Le 14 novembre (24 brumaire), ils se dirigèrent vers Granville, en laissant à Avranches une moitié de leur monde et tous leurs bagages. La garnison ayant voulu faire une sortie, ils la repoussèrent, et se jetèrent à sa suite dans le faubourg qui précède le corps de la place. La garnison eut le temps de rentrer et de refermer ses portes; mais le faubourg resta en leur possession, et ils avaient ainsi de grandes facilités pour l'attaque. Ils avancèrent du faubourg jusqu'à des palissades qu'on venait de construire, et sans chercher à les enlever, ils se bornèrent à tirer contre les remparts, tandis qu'on leur répondait avec de la mitraille et des boulets. En même temps, ils placèrent quelques pièces sur les hauteurs

environnantes, et tirèrent inutilement sur la crete des murs et sur les maisons de la ville. A la nuit, ils s'eparpillèrent, et abandonnerent le faubourg, ou le feu de la place ne leur laissait aucun repos. Ils allerent chercher hors de la portee du canon des logemens, des vivres, et surtout du feu, car il commencait a faire un froid tres vif. Les chefs purent a peine retenir quelques cents hommes dans le faubourg pour y continuer un feu de tirailleurs.

Le lendemain, leur impuissance de prendre une place fermee leur fut encore mieux demontree; ils essayerent encore de leurs batteries, mais sans aucun succes. Ils tiraillerent de nouveau le long des palissades; et furent bientot entierement decourages. Tout a coup l'un d'entre eux imagina de profiter de la maree basse, pour traverser une plage, et prendre la ville du cote du port. Ils se disposaient a cette nouvelle tentative, lorsque le feu fut mis au faubourg par les representans enfermes dans Granville. Les Vendeens furent alors obliges de l'evacuer, et songerent a la retraite. La tentative du cote du port fut entierement abandonnee, et le lendemain ils revinrent tous a Avranches rejoindre le reste de leur monde et les bagages. Des ce moment, le decouragement fut porte au comble; ils se plainquirent plus amerement que jamais des chefs qui les avaient arraches de leur pays, et qui voulaient les abandonner, et ils demanderent a grands cris a regagner la Loire. En vain Larochejacquelein, a la tete des plus braves, voulut-il faire une nouvelle tentative pour les entrainer dans la Normandie; en vain marcha-t-il sur Ville-Dieu, dont il s'empara, il fut a peine suivi de mille hommes. Le reste de la colonne reprit le chemin de la Bretagne, en marchant sur Pontorson, par ou elle etait arrivee. Elle s'empara du pont au Beaux qui, jete sur la Selune, etait indispensable pour arriver a Pontorson.

Pendant que ces evenemens se passaient a Granville, l'armee republicaine avait ete reorganisee a Angers. A peine le temps necessaire pour lui donner un peu de repos et d'ordre fut-il ecoule, qu'on la conduisit a Rennes, pour la reunir aux six ou sept mille hommes de l'armee de Brest, commandes par Rossignol. La, on avait arrete, dans un conseil de guerre, les mesures a prendre pour continuer la poursuite de la colonne vendeenne. Chalbos malade avait obtenu la permission de se retirer sur les derrieres, pour y reparer sa sante; Rossignol avait recu des representons le commandement en chef de l'armee de l'Ouest et de celle de Brest, formant en tout vingt ou vingt-un mille hommes. Il fut resolu que ces deux armees se porteraient tout de suite a Antrain; que le general Tribout, qui etait a Dol avec trois ou quatre mille hommes, se rendrait a Pontorson, et que le general Sepher, qui avait six mille soldats de l'armee de Cherbourg, suivrait par derriere la colonne vendeenne. Ainsi placee entre la mer, le poste de Pontorson, l'armee d'Antrain, et Sepher qui arrivait a Avranches, cette colonne devait etre bientot enveloppee et detruite.

Toutes ces dispositions s'executaient au moment meme ou les Vendeens quittaient Avranches, et s'emparaient du pont au Beaux pour se rendre a Pontorson. C'etait le 18 novembre (28 brumaire). Le general Tribout, declamateur sans connaissance de la guerre, n'avait, pour garder Pontorson, qu'a occuper un passage etroit, a travers un marais qui couvrait la ville, et qu'on ne pouvait pas tourner. Avec une position aussi avantageuse, il pouvait empecher les Vendeens de faire un seul pas. Mais aussitot qu'il apercoit l'ennemi, il abandonne le defile, et se porte en avant. Les Vendeens, encourages par la prise du pont au Beaux, le chargent vigoureusement, l'obligent a ceder, et, profitant du desordre de sa retraite, se jettent a sa suite dans le passage qui traverse le marais, et se rendent ainsi maitres de Pontorson, qu'ils n'auraient jamais du aborder.

Grace a cette faute impardonnable, une route inattendue s'ouvrit aux Vendeens. Ils pouvaient marcher sur Dol; mais de Dol il leur fallait aller

a Antrain, et passer sur le corps de la grande armée républicaine. Cependant ils évacuent Pontorson, et s'avancent sur Dol, Westermann se jette à leur poursuite. Toujours aussi bouillant, il entraîne Marigny avec ses grenadiers, et ose suivre les Vendéens jusqu'à Dol, avec une simple avant-garde. Il les joint en effet, et les pousse confusément dans la ville; mais bientôt ils se rassurent, sortent de Dol, et, par ces feux meurtriers qu'ils dirigeaient si bien, ils obligent l'avant-garde républicaine à se retirer à une grande distance.

Kleber, qui dirigeait toujours l'armée par ses conseils, quoiqu'un autre en fut le chef, propose, pour achever la destruction de la colonne vendéenne, de la bloquer, et de la faire périr de faim, de maladie et de misère. Les débandades étaient si fréquentes dans les troupes républicaines, qu'une attaque de vive force présentait des chances dangereuses. Au contraire, en fortifiant Antrain, Pontorson, Dinan, on enfermait les Vendéens entre la mer et trois points retranchés; et en les faisant harceler tous les jours par Westermann et Marigny, on ne pouvait manquer de les détruire. Les représentants approuvent ce plan, et les ordres sont donnés en conséquence. Mais tout à coup arrive un officier de Westermann: il dit que si on veut seconder son général et attaquer Dol du côté d'Antrain, tandis qu'il l'attaquera du côté de Pontorson, c'en est fait de l'armée catholique, et qu'elle sera entièrement perdue. Les représentants s'enflamment à cette proposition. Prieur de la Marne, aussi bouillant que Westermann, fait changer le plan d'abord convenu, et il est décidé que Marceau, à la tête d'une colonne, marchera sur Dol, concurremment avec Westermann.

Le 21 au matin, Westermann s'avance sur Dol. Dans son impatience, il ne songe pas à s'assurer si la colonne de Marceau, qui doit arriver d'Antrain, est déjà rendue sur le champ de bataille, et il attaque en toute hâte. L'ennemi répond à son attaque par ses feux redoutables. Westermann déploie son infanterie, et gagne du terrain; mais les cartouches commencent à manquer; il est alors obligé de faire un mouvement rétrograde, et il vient s'établir en arrière sur un plateau. Les Vendéens en profitent, se jettent sur sa colonne, et la dispersent. Pendant ce temps, Marceau arrive enfin à la vue de Dol; les Vendéens victorieux se réunissent contre lui; il résiste avec une fermeté héroïque pendant toute la journée, et réussit à se maintenir sur le champ de bataille. Mais sa position est très hasardeuse; il demande Kleber, pour lui apporter des conseils et des secours. Kleber accourt, et conseille de prendre une position rétrograde, il est vrai, mais très forte, aux environs de Trans. On hésite encore à suivre l'avis de Kleber, lorsque la présence des tirailleurs vendéens fait reculer les troupes. Elles se débandent d'abord, mais on les rallie bientôt sur la position indiquée par Kleber. Kleber reproduit alors le premier plan qu'il avait proposé, et qui consistait à fortifier Antrain. On y adhère, mais on ne veut pas retourner à Antrain, on veut rester à Trans, et s'y fortifier pour être plus près de Dol. Tout à coup, avec la mobilité qui présidait à toutes les déterminations, on change encore d'avis, et on se résout de nouveau à l'offensive malgré l'expérience de la veille. On envoie un renfort à Westermann, en lui ordonnant d'attaquer de son côté, tandis que l'armée principale attaquera du côté de Trans.

Kleber objecte en vain que les troupes de Westermann, démoralisées par l'événement de la veille, ne tiendront pas, les représentants insistent, et l'attaque est résolue pour le lendemain. Le lendemain, en effet, le mouvement s'exécute. Westermann et Marigny sont prévenus et assaillis par l'ennemi. Leurs troupes, quoique soutenues par un renfort, se débandent. Il font des efforts inouïs pour les arrêter; ils réunissent en vain quelques braves autour d'eux, et sont bientôt emportés. Les Vendéens, vainqueurs, abandonnent ce point, et se portent à leur droite, sur l'armée qui s'avancait de Trans.

Tandis qu'ils venaient d'obtenir cet avantage, et qu'ils se disposaient à en remporter un second, le bruit du canon avait répandu l'épouvante dans la ville de Dol, et parmi ceux d'entre eux qui n'en étaient pas encore sortis pour combattre. Les femmes, les vieillards, les enfans et les lâches, couraient de tous côtés, et fuyaient vers Dinan et vers la mer. Leurs prêtres, la croix à la main, faisaient de vains efforts pour les ramener. Stofflet, La Rochejaquelein, couraient de toutes parts pour les reconduire au combat. Enfin on était parvenu à les rallier, et à les porter sur la route de Trans, à la suite des braves qui les avaient devancés.

Une confusion non moins grande régnait dans le camp principal des républicains. Rossignol, les représentants, commandant tous à la fois, ne pouvaient ni s'entendre ni agir. Kleber et Marceau, dévorés de chagrins, s'étaient avancés pour reconnaître le terrain, et soutenir l'effort des Vendéens. Arrivé devant l'ennemi, Kleber veut déployer l'avant-garde de l'armée de Brest, mais elle se débande au premier coup de feu. Alors il fait avancer la brigade Canuel, composée en grande partie de bataillons mayennais: ceux-ci, fidèles à leur vieille bravoure, résistent pendant toute la journée, et demeurent seuls sur le champ de bataille, abandonnés du reste des troupes. Mais la bande vendéenne, qui avait battu Westermann, les prend en flanc, et les force à la retraite. Les Vendéens en profitent, et les poursuivent jusqu'à Antrain même. Enfin il devient urgent de quitter Antrain, et toute l'armée républicaine se retire à Rennes.

C'est alors qu'on put sentir la sagesse des avis de Kleber. Rossignol, dans l'un de ces généreux mouvemens dont il était capable, malgré son ressentiment contre les généraux mayennais, parut au conseil de guerre avec un papier contenant sa démission. "Je ne suis pas fait, dit-il, pour commander une armée. Qu'on me donne un bataillon, je ferai mon devoir; mais je ne puis suffire au commandement en chef. Voici donc ma démission, et, si on la refuse, on est ennemi de la république."--"Pas de démission, s'écrie Prieur de la Marne, tu es le fils aîné du comité de salut public. Nous te donnerons des généraux qui te conseilleront, et qui répondront pour toi des événemens de la guerre." Cependant Kleber, désolé de voir l'armée aussi mal conduite, proposa un plan qui pouvait seul rétablir l'état des affaires, mais qui était bien peu approprié aux dispositions des représentants. "Il faut, leur dit-il, en laissant le généralat à Rossignol, nommer un commandant en chef des troupes, un commandant de la cavalerie, et un de l'artillerie." On adopte sa proposition; alors il a le courage de proposer Marceau pour commandant en chef des troupes, Westermann pour commandant de la cavalerie, et Debilly pour commandant de l'artillerie, tous trois suspects comme membres de la faction mayennaise. On dispute un moment sur les individus, puis enfin on se rend, et on cède à l'ascendant de cet habile et généreux militaire, qui aimait la république non par exaltation de tête, mais par temperament, qui servait avec une loyauté, un désintéressement admirables, et avait la passion et le génie de son métier à un degré rare. Kleber avait fait nommer Marceau parce qu'il disposait de ce jeune et vaillant homme, et qu'il comptait sur son entier dévouement. Il était assuré, si Rossignol restait dans la nullité, de tout diriger lui-même, et de terminer heureusement la guerre.

On réunit la division de Cherbourg, qui était venue de Normandie, aux armées de Brest et de l'Ouest, et on quitta Rennes pour s'acheminer vers Angers, où les Vendéens cherchaient à passer la Loire. Ceux-ci, après s'être assuré un moyen de retour, par leur double victoire sur la route de Pontorson et sur celle d'Antrain, songèrent à rentrer dans leur pays. Ils passeront sans coup ferir par Fougeres et Laval, et projeteront de s'emparer d'Angers, pour traverser la Loire au Pont de Cé. La dernière expérience qu'ils avaient faite à Granville, ne les avait pas encore assez convaincus de leur impuissance à prendre des places fermées. Le 3 décembre, ils se jetèrent dans les faubourgs d'Angers, et commenceront à tirailler

sur le front de la place. Ils continuerent le lendemain; mais, quelle que fut leur ardeur a s'ouvrir un passage vers leur pays, dont ils n'etaient plus separes que par la Loire, ils desesperent bientot de reussir. L'avant-garde de Westermann, arrivant dans cette journee du 4, acheva de les decourager et de leur faire abandonner leur entreprise. Ils se mirent alors en marche, remontant la Loire, et ne sachant plus ou ils pourraient la passer. Les uns imaginerent de remonter jusqu'a Saumur, les autres jusqu'a Blois; mais, dans le moment ou ils deliberaient, Kleber, survenant avec sa division le long de la chaussee de Saumur, les obligea a se rejeter de nouveau en Bretagne. Voila donc ces malheureux manquant de vivres, de souliers, de voitures pour trainer leurs familles, travaillees par une maladie epidemique, errant de nouveau en Bretagne, sans trouver ni un asile ni une issue pour se sauver. Ils jonchaient les routes de leurs debris; et au bivouac devant Angers, on trouva des femmes et des enfans morts de faim et de froid. Deja ils commencent a croire que la convention n'en voulait qu'a leurs chefs, et beaucoup jetaient leurs armes pour s'enfuir clandestinement a travers les campagnes. Enfin, ce qu'on leur dit du Mans, de l'abondance qu'ils y trouveraient, des dispositions des habitans, les engagea a s'y porter. Ils traverserent La Fleche, dont ils s'emparerent, et entrerent au Mans apres une legere escarmouche.

L'armee republicaine les suivait. De nouvelles querelles s'y etaient elevees entre les generaux. Kleber avait intimide les brouillons par sa fermete, et oblige les representans a renvoyer Rossignol a Rennes, avec sa division de l'armee de Brest. Un arrete du comite de salut public donna alors a Marceau le titre de general en chef, et destitua tous les generaux mayençais, en laissant neanmoins a Marceau la faculte de se servir provisoirement de Kleber. Marceau declarait qu'il ne commanderait pas, si Kleber n'etait pas a ses cotes pour tout ordonner. "En acceptant le titre, dit Marceau a Kleber, je prends les degouts et la responsabilite pour moi, et je te laisserai a toi le commandement veritable, et les moyens de sauver l'armee.--Sois tranquille, mon ami, dit Kleber, nous nous battons et nous nous ferons guillotiner ensemble."

On se mit donc aussitot en marche, et des ce moment tout fut conduit avec unite et fermete. L'avant-garde de Westermann arriva le 12 decembre au Mans, et chargea aussitot les Vendeens. La confusion se mit parmi eux; mais quelques mille braves, conduits par La Rochejaquelein, vinrent se former en avant de la ville, et forcerent Westermann a se replier sur Marceau, qui arrivait avec une division. Kleber etait encore en arriere avec le reste de l'armee. Westermann voulait attaquer sur-le-champ, quoiqu'il fut nuit. Marceau, entraine par son temperament bouillant, mais craignant le blame de Kleber, dont la force froide et calme ne se laissait jamais emporter, hesite; cependant, emporte par Westermann, il se decide, et attaque le Mans. Le tocsin sonne, la desolation se repand dans la ville. Westermann, Marceau, se precipitent au milieu de la nuit, culbutent tout devant eux, et, malgre un feu terrible des maisons, parviennent a refouler le plus grand nombre des Vendeens sur la grande place de la ville. Marceau fait couper a sa droite et a sa gauche les rues aboutissant a cette place, et tient ainsi les Vendeens bloques. Cependant sa position etait hasardee, car, engage dans une ville au milieu de la nuit, il aurait pu etre tourne et enveloppe. Il envoie donc un avis a Kleber, pour le presser d'arriver au plus vite avec sa division. Celui-ci arrive a la pointe du jour. Le plus grand nombre des Vendeens avait fui; il ne restait que les plus braves pour proteger la retraite: on les charge a la baionnette, on les enfonce, on les disperse, et un carnage horrible commence dans toute la ville.

Jamais deroute n'avait ete aussi meurtriere. Une foule considerable de femmes, laissees en arriere, furent faites prisonnieres. Marceau sauva une jeune personne qui avait perdu ses parens, et qui, dans son desesper, demandait qu'on lui donnat la mort. Elle etait modeste et belle; Marceau,

plein d'égards et de délicatesse, la recueillit dans sa voiture, la respecta, et la fit déposer dans un lieu sûr. Les campagnes étaient couvertes au loin des débris de ce grand désastre. Westermann, infatigable, harcelait les fugitifs, et jonchait les routes de cadavres. Les infortunes, ne sachant ou fuir, rentrèrent dans Laval pour la troisième fois, et en ressortirent aussitôt pour se reporter de nouveau vers la Loire. Ils voulurent la repasser à Ancenis. La Rochejaquelein et Stofflet se jetèrent sur l'autre bord, pour aller, dit-on, prendre des barques et les amener sur la rive droite. Ils ne revinrent plus. On assure que le retour leur avait été impossible. Le passage ne put s'effectuer. La colonne vendéenne, privée de la présence et de l'appui de ses deux chefs, continua de descendre la Loire, toujours poursuivie, et toujours cherchant vainement un passage. Enfin, désespérée, ne sachant où se porter, elle résolut de fuir vers la pointe de Bretagne, dans le Morbihan. Elle se rendit à Blain, où elle remporta encore un avantage d'arrière-garde; et de Blain à Savenay, d'où elle espérait se jeter dans le Morbihan.

Les républicains l'avaient suivie sans relâche, et ils arrivèrent à Savenay le soir même du jour où elle y entra. Savenay avait la Loire à gauche, des marais à droite, et un bois en avant. Kleber sentit l'importance d'occuper le bois le jour même, et de se rendre maître de toutes les hauteurs, afin d'écraser le lendemain les Vendéens dans Savenay, avant qu'ils eussent le temps d'en sortir. En effet, il lança l'avant-garde sur eux; et lui-même, saisissant le moment où les Vendéens débouchaient du bois pour repousser cette avant-garde, s'y jeta hardiment avec un corps d'infanterie, et les en débuisqua tout à fait. Alors ils s'enfuirent dans Savenay, et s'y enfermerent, sans cesser néanmoins de faire un feu soutenu pendant toute la nuit. Westermann et les représentants proposaient d'attaquer sur-le-champ, pour tout détruire dès la nuit même. Kleber, qui ne voulait pas qu'une faute lui fit perdre une victoire assurée, déclara positivement qu'on n'attaquerait pas; et puis, s'enfonçant dans un sang-froid imperturbable, il laissa dire, sans répondre à aucune provocation. Il empêcha ainsi toute espèce de mouvement.

Le lendemain, 23 décembre, avant le jour, il était à cheval avec Marceau, et parcourait sa ligne, lorsque les Vendéens désespérés et ne voulant pas survivre à cette journée, se précipitèrent les premiers sur les républicains. Marceau marcha avec le centre, Canuel avec la droite, Kleber avec la gauche. Tous se précipitèrent et reploient les Vendéens sur eux-mêmes. Marceau et Kleber se réunissent dans la ville, prennent tout ce qu'ils rencontrent de cavalerie, et s'élançant à la suite des Vendéens. La Loire et les marais interdisaient toute retraite à ces infortunes; un grand nombre fut immolé à coups de baïonnette, d'autres furent faits prisonniers, et à peine quelques-uns trouverent-ils le moyen de se sauver. Ce jour, la colonne fut entièrement détruite, et la grande guerre de la Vendée véritablement finie.

Ainsi, cette malheureuse population, rejetée hors de son pays par l'imprudence de ses chefs, et réduite à chercher un port pour se réfugier vers les Anglais, avait mis vainement le pied dans les eaux de l'Océan. N'ayant pu prendre Granville, elle avait été ramenée sur la Loire, n'avait pu la repasser, avait été refoulée une seconde fois en Bretagne, et de Bretagne sur la Loire encore. Enfin, ne pouvant franchir cette barrière fatale, elle venait d'expirer tout entière, entre Savenay, la Loire et des marais. Westermann fut chargé, avec sa cavalerie, de poursuivre les restes fugitifs de la Vendée. Kleber et Marceau retournerent à Nantes. Recus, le 24, par le peuple de cette ville, ils obtinrent une espèce de triomphe, et furent gratifiés par le club jacobin d'une couronne civique.

Si l'on considère dans son ensemble cette campagne mémorable de 93, on ne pourra s'empêcher de la regarder comme le plus grand effort qu'ait jamais

fait une société menacée. Dans l'année 1792, la coalition, qui n'était pas complète encore, avait agi sans ensemble et sans vigueur. Les Prussiens avaient tenté en Champagne une invasion ridicule; les Autrichiens s'étaient bornés dans les Pays-Bas à bombarder la place de Lille. Les Français, dans leur première exaltation, repoussèrent les Prussiens au-delà du Rhin, les Autrichiens au-delà de la Meuse, conquièrent les Pays-Bas, Mayence, la Savoie et le comté de Nice. La grande année 93 s'ouvrit d'une manière bien différente. La coalition était augmentée des trois puissances qui jusque-là étaient restées neutres. L'Espagne poussée à bout par le 21 janvier, avait enfin porté cinquante mille hommes sur les Pyrénées; la France avait obligé Pitt à se déclarer; et l'Angleterre et la Hollande étaient entrées à la fois dans la coalition, qui se trouvait ainsi doublée; et qui, mieux avertie des moyens de l'ennemi qu'elle avait à combattre, augmentait ses forces, et se préparait à un effort décisif. Ainsi, comme sous Louis XIV, la France avait à soutenir l'attaque de l'Europe entière; et cette fois elle ne s'était pas attiré ce concours d'ennemis par son ambition, mais par la juste colère que lui inspira l'intervention des puissances dans ses affaires intérieures.

Dès le mois de mars, Dumouriez débuta par une témérité, et voulut envahir la Hollande en se jetant dans des bateaux. Pendant ce temps Cobourg surprit les lieutenants de Dumouriez, les rejeta au-delà de la Meuse, et le força lui-même à venir se mettre à la tête de son armée. Dumouriez fut obligé de livrer la bataille de Nerwinde. Cette terrible bataille était gagnée, lorsque l'aile gauche fléchit, et repassa la Gette; il fallut battre en retraite, et nous perdîmes la Belgique en quelques jours. Alors les revers aigrissant les cœurs, Dumouriez rompit avec son gouvernement, et passa aux Autrichiens. Dans le même instant, Custine, battu à Francfort, ramena sur le Rhin, et se sépara de Mayence, laissait les Prussiens bloquer cette place fameuse, et en commencer le siège; les Piémontais nous repoussaient à Saorgio, les Espagnols entamaient les Pyrénées; et enfin les provinces de l'Ouest, déjà privées de leurs prêtres et poussées à bout par la levée des trois cent mille hommes, venaient de s'insurger au nom du trône et de l'autel. C'est dans ce moment que la Montagne, exaspérée de la desertion de Dumouriez, des défaites essuyées dans les Pays-Bas, sur le Rhin, aux Alpes, et surtout de l'insurrection de l'Ouest, ne garda plus aucune mesure, arracha violemment les girondins du sein de la convention, et repoussa ainsi tous ceux qui pouvaient lui parler encore de modération. Ce nouvel excès lui valut de nouveaux ennemis. Soixante-sept départements sur quatre-vingt-trois se soulevèrent contre ce gouvernement, qui eut alors à lutter contre l'Europe, la Vendée royaliste, et les trois quarts de la France fédéralisée. C'est à cette époque que nous perdîmes le camp de Famars et le brave Dampierre, que le blocus de Valenciennes fut achevé, que Mayence fut pressée vivement, que les Espagnols passèrent le Tech et menacèrent Perpignan, que les Vendéens prirent Saumur et assiégèrent Nantes, que les fédéralistes se disposèrent à fondre de Lyon, de Marseille, de Bordeaux et de Caen, sur Paris.

De tous les points on pouvait tenter une marche hardie sur la capitale, terminer la révolution en quelques journées, et suspendre la civilisation européenne pour long-temps. Heureusement on assiégea des places. On se souvint, avec quelle fermeté la convention fit rentrer les départements dans la soumission, en leur montrant seulement son autorité, et en dispersant les imprudents qui s'étaient avancés jusqu'à Vernon; avec quel bonheur les Vendéens furent repoussés de Nantes, et arrêtés dans leur marche victorieuse. Mais tandis que la convention triomphait des fédéralistes, ses autres ennemis avaient fait des progrès alarmants. Valenciennes et Mayence furent prises après des sièges mémorables; la guerre du fédéralisme amena deux événements désastreux, le siège de Lyon, et la trahison de Toulon; enfin, la Vendée elle-même, quoique renfermée dans le cadre de la Loire, de la mer et du Poitou, par l'heureuse résistance de

Nantes, venait de repousser les colonnes de Westermann et de Labarolier, qui avaient voulu pénétrer dans son sein. Jamais la situation n'avait été plus grave. Les coalisés n'étaient plus arrêtés au Nord et au Rhin par des sièges; Lyon et Toulon offraient aux Piémontais de solides appuis; la Vendée paraissait indomptable, et offrait un pied-à-terre aux Anglais. C'est alors que la convention appela à Paris les envoyés des assemblées primaires, leur donna la constitution de l'an III à jurer et à défendre, et décida avec eux que la France entière, hommes et choses, était à la disposition du gouvernement. Alors fut décrétée la levée en masse, génération par génération, et la faculté de réclamer tout ce qui serait nécessaire à la guerre; alors fut institué le Grand-Livre, et l'emprunt forcé sur les riches, pour retirer de la circulation une partie des assignats et opérer le placement forcé des biens nationaux; alors deux grandes armées furent dirigées sur la Vendée, la garnison de Mayence y fut transportée en poste; il fut résolu que ce malheureux pays serait brûlé, et que la population en serait transportée ailleurs. Enfin, Carnot entra au comité de salut public, et commença à introduire l'ordre et l'ensemble dans les opérations militaires.

Nous avons perdu le camp de César, et Kilmaine avait, par une retraite heureuse, sauvé les restes de l'armée du Nord. Les Anglais s'étaient portés à Dunkerque, et en faisaient le siège, tandis que les Autrichiens attaquaient Le Quesnoy. Une masse fut rapidement dirigée de Lille sur les derrières du duc d'York. Si Houchard, qui commandait en cette occasion soixante mille Français, avait compris le plan de Carnot, et s'était porté sur Furnes, pas un Anglais n'était sauvé. Au lieu de se placer entre le corps d'observation et le corps de siège, il prit une marche directe et décida du moins la levée du siège, en donnant l'heureuse bataille d'Hondschoote. Cette bataille fut notre première victoire, sauva Dunkerque, priva les Anglais de tous les fruits de cette guerre, et nous rendit la joie et l'espérance.

Bientôt de nouveaux revers changèrent cette joie en nouvelles alarmes. Le Quesnoy fut pris par les Autrichiens; l'armée de Houchard fut saisie à Menin d'une terreur panique, et se dispersa; les Prussiens et les Autrichiens, que rien n'arrêtait plus depuis la prise de Mayence, s'avancèrent sur les deux versants des Vosges, menacèrent les lignes de Wissembourg, et nous battirent en diverses rencontres. Les Lyonnais résistaient avec vigueur, les Piémontais avaient recouvert la Savoie, et étaient descendus vers Lyon pour mettre notre armée entre deux feux; Ricardos avait franchi la Tet, et dépassé Perpignan; enfin la division des troupes de l'Ouest en deux armées, celle de La Rochelle et celle de Brest, avait empêché le succès du plan de campagne arrêté à Saumur le 2 septembre. Canclaux, mal secondé par Rossignol, s'était trouvé seul en flèche dans le sein de la Vendée, et s'était replié sur Nantes. Alors nouveaux efforts: la dictature fut complétée et proclamée par l'institution du gouvernement révolutionnaire; la puissance du comité de salut public fut proportionnée au danger; les levées furent exécutées, et les armées grossies d'une multitude de réquisitionnaires; les nouveaux venus remplirent les garnisons, et permirent de porter les troupes organisées en ligne; enfin la convention ordonna aux armées de vaincre dans un délai donné.

Les moyens qu'elle avait pris produisirent leurs inévitables effets. Les armées du Nord, renforcées, se concentrèrent à Lille et à Guise. Les coalisés s'étaient portés à Maubeuge, qu'ils voulaient prendre avant la fin de la campagne. Jourdan, parti de Guise, livra aux Autrichiens la bataille de Watignies, et fit lever le siège de Maubeuge, comme Houchard avait fait lever celui de Dunkerque. Les Piémontais furent rejetés au-delà du Saint-Bernard par Kellermann; Lyon, inondé de levées en masse, fut emporté d'assaut; Ricardos fut repoussé au-delà de la Tet; enfin les deux armées de La Rochelle et de Brest, réunies sous un seul chef, Lechelle, qui laissait

agir Kleber, écrasèrent les Vendeens a Cholet, et les obligerent a passer la Loire en desordre.

Un seul revers troubla la joie que devaient causer de tels evenemens: les lignes de Wissembourg furent perdues. Mais le comite de salut public ne voulut pas terminer la campagne avant qu'elles fussent reprises; le jeune Hoche, general de l'armee de la Moselle, malheureux mais brave a Kayserslautern, fut encourage quoique battu. N'ayant pu entamer Brunswick, il se jeta sur le flanc de Wurmser. Des ce moment, les deux armees du Rhin et de la Moselle reunies repousserent les Autrichiens au-dela de Wissembourg, obligerent Brunswick a suivre ce mouvement retrograde, debloquerent Landau, et camperent dans le Palatinat. Toulon fut repris par une idee heureuse et par un prodige de hardiesse; enfin, les Vendeens, qu'on croyait detruits, mais qui, dans leur desesper, s'etaient portes au nombre de quatre-vingt mille individus au-dela de la Loire, et cherchaient un port pour se jeter dans les bras des Anglais, les Vendeens furent repousses des bords de l'Ocean, repousses egalement des bords de la Loire, et ecrases entre ces deux barrieres qu'ils ne purent jamais franchir. Aux Pyrenees seulement nos armes avaient ete malheureuses, mais nous n'avions perdu que la ligne du Tech, et nous campions encore en avant de Perpignan.

Ainsi, cette grande et terrible annee nous montre l'Europe pressant la revolution de tout son poids, lui faisant expier ses premiers succes de 92, ramenant ses armees en arriere, penetrant par toutes les frontieres a la fois; et une partie de la France s'insurgeant, et ajoutant ses efforts a ceux des puissances ennemies. Alors la revolution s'irrite: elle fait eclater sa colere au 31 mai, se cree, par cette journee, de nouveaux ennemis, et semble prete a succomber contre l'Europe et les trois quarts de ses provinces revoltees. Mais bientot elle fait rentrer ses ennemis interieurs dans le devoir, souleve un million d'hommes a la fois, bat les Anglais a Hondschoote, est battue de nouveau, mais redouble aussitot d'efforts, gagne une bataille a Watignies, recouvre les lignes de Wissembourg, rejette les Piemontais au-dela des Alpes, prend Lyon, Toulon, et ecrase deux fois les Vendeens, une premiere fois dans la Vendee, et une seconde et derniere fois en Bretagne. Jamais spectacle ne fut plus grand et plus digne d'etre propose a l'admiration et a l'imitation des peuples. La France avait recouvre tout ce qu'elle avait perdu, excepte Conde, Valenciennes, et quelques forts dans le Roussillon; les puissances de l'Europe, au contraire, qui avaient toutes ensemble lutte contre une seule, n'avaient rien obtenu, s'accusaient les unes les autres, et se rejetaient la honte de la campagne. La France achevait d'organiser ses moyens, et devait paraitre bien plus formidable l'annee suivante.

CHAPITRE XVIII.

SUITE DE LA LUTTE DES HEBERTISTES ET DES DANTONISTES.--CAMILLE DESMOULINS PUBLIE *le Vieux Cordelier* .--LE COMITE SE PLACE ENTRE LES DEUX PARTIS, ET S'ATTACHE D'ABORD A REPRIMER LES HEBERTISTES.--DISETTE DANS PARIS.--RAPPORTS IMPORTANS DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST.--MOUVEMENT TENTE PAR LES HEBERTISTES.--ARRESTATION ET MORT DE RONSIN, VINCENT, HEBERT, CHAUMETTE, MOMORO, ETC.--LE COMITE DE SALUT PUBLIC FAIT SUBIR LE MEME SORT AUX DANTONISTES.--ARRESTATION, PROCES ET SUPPLICE DE DANTON, CAMILLE DESMOULINS, PHILIPPEAU, LACROIX, HERAULT-SECHELLES, FABRE-D'EGLANTINE, CHABOT, ETC.

La convention avait commence d'exercer quelques severites envers la faction

turbulente des cordeliers et des agens ministeriels. Ronsin et Vincent etaient en prison. Leurs partisans s'agitaient au dehors. Momoro, aux Cordeliers, Hebert, aux Jacobins, s'efforcaient d'exciter en faveur de leurs amis l'interet des chauds revolutionnaires. Les cordeliers firent une petition, et, d'un ton assez peu respectueux, demanderent si on voulait punir Vincent et Ronsin d'avoir courageusement poursuivi Dumouriez, Custine et Brissot; ils declarerent qu'ils regardaient ces deux citoyens comme d'excellens patriotes, et qu'ils les conserveraient toujours comme membres de leur societe. Les jacobins presenterent une petition plus mesuree, et se bornerent a demander qu'on accelerat le rapport sur Vincent et Ronsin, afin de les punir s'ils etaient coupables, ou de les rendre a la liberte s'ils etaient innocens.

Le comite de salut public gardait encore le silence. Collot-d'Herbois seul, quoique membre du comite et partisan oblige du gouvernement, montra le plus grand zele pour Ronsin. Le motif en etait naturel: la cause de Vincent lui etait presque etrangere, mais celle de Ronsin, envoye a Lyon avec lui, et de plus executeur de ses sanglantes ordonnances, le touchait de tres pres. Collot d'Herbois avait soutenu avec Ronsin qu'il n'y avait qu'un centieme des Lyonnais qui fussent patriotes; qu'il fallait deporter ou immoler le reste, charger le Rhone de cadavres, effrayer tout le Midi de ce spectacle, et frapper de terreur la rebelle cite de Toulon. Ronsin etait en prison pour avoir repete ces horribles expressions dans une affiche. Collot d'Herbois, rappele pour rendre compte de sa mission, avait le plus grand interet a justifier la conduite de Ronsin, afin de faire approuver la sienne. Dans ce moment, il arrivait une petition signee de quelques citoyens lyonnais, qui faisaient la peinture la plus dechirante des maux de leur ville. Ils montraient les mitrillades succedant aux executions de la guillotine, une population entiere menacee d'extermination, et une cite riche et manufacturiere demolie, non plus avec le marteau, mais avec la mine. Cette petition, que quatre citoyens avaient eu le courage de signer, produisit une impression douloureuse sur la convention. Collot-d'Herbois se hata de faire son rapport, et dans son ivresse revolutionnaire, il presenta ces terribles executions comme elles s'offraient a sa propre imagination, c'est-a-dire comme indispensables et toutes naturelles. "Les Lyonnais, disait-il en substance, etaient vaincus, mais ils disaient hautement qu'ils prendraient bientot leur revanche. Il fallait frapper de terreur ces rebelles encore insoumis, et avec eux, tous ceux qui voudraient les imiter; il fallait un exemple prompt et terrible. L'instrument ordinaire de mort n'agissait point assez vite; le marteau ne demolissait que lentement. La mitraille a detruit les hommes, la mine a detruit les edifices. Ceux qui sont morts avaient tous trempe leurs mains dans le sang des patriotes. Une commission populaire les choisissait d'un coup d'oeil prompt et sur dans la foule des prisonniers; et on n'a lieu de regretter aucun de ceux qui ont ete frappees." Collot-d'Herbois obligea la convention etonnee a approuver ce qui lui semblait a lui-meme si naturel; il se rendit ensuite aux Jacobins pour se plaindre a eux de la peine qu'il avait eue a justifier sa conduite, et de la compassion qu'avaient inspiree les Lyonnais. "Ce matin, j'ai eu besoin, dit-il, de me servir de circonlocutions pour faire approuver la mort des traitres. On pleurait, on demandait _s'ils etaient morts du premier coup_!... Du premier coup, les contre-revolutionnaires! et Chaliier est-il mort du premier coup[7]!... Vous vous informez, disais-je a la convention, comment sont morts ces hommes qui etaient couverts du sang de nos freres! S'ils n'etaient pas morts, vous ne delibereriez pas ici!... Eh bien! a peine entendait-on ce langage! Ils ne pouvaient entendre parler des morts; ils ne savaient pas se defendre des ombres!" Passant ensuite a Ronsin, Collot-d'Herbois dit que ce general avait partage tous les dangers des patriotes dans le Midi, qu'il y avait brave avec lui les poignards des aristocrates, et deploye la plus grande fermete pour y faire respecter l'autorite de la republique; que dans ce moment tous les aristocrates se rejouissaient de son arrestation, et y voyaient pour eux-memes un sujet

d'espoir. "Qu'a donc fait Ronsin pour etre arrete? ajoutait Collot. Je l'ai demande a tout le monde; personne n'a pu me le dire." Le lendemain de cette seance, dans celle du 3 nivose, Collot, revenant a la charge, vint annoncer la mort du patriote Gaillard, lequel, voyant que la convention semblait desapprouver l'energie deployee a Lyon, s'etait donne la mort. "Vous ai-je trompe, s'ecria Collot, quand je vous ai dit que les patriotes allaient etre reduits au desesper, si l'esprit public venait a baisser ici?"

Ainsi, tandis que deux chefs des ultra-revolutionnaires etaient enfermes, leurs partisans s'agitaient pour eux. Les clubs, la convention etaient troubles de reclamations en leur faveur, et un membre meme du comite de salut public, compromis dans leur systeme sanguinaire, les defendait pour se defendre lui-meme. Leurs adversaires commencent, de leur cote, a mettre la plus grande energie dans leurs attaques. Philippeau, revenu de la Vendee, et plein d'indignation contre l'etat-major de Saumur, voulait que le comite de salut public, partageant sa colere, poursuivait Rossignol, Ronsin et autres, et vit une trahison dans la non-reussite du plan de campagne du 2 septembre. On a deja vu combien il y avait de torts reciproques, de malentendus, et d'incompatibilites de caractere, dans la conduite de cette guerre. Rossignol et l'etat-major de Saumur avaient eu de l'humeur, mais n'avaient point trahi; le comite, en les desapprouvant, ne pouvait leur faire essuyer une condamnation qui n'aurait ete ni juste ni politique. Robespierre aurait voulu qu'on s'expliquat a l'amiable; mais Philippeau, impatient, ecrivit un pamphlet virulent ou il raconta toute la guerre, et ou il mela beaucoup d'erreurs a beaucoup de verites. Cet ecrit devait produire la plus vive sensation, car il attaquait les revolutionnaires les plus prononces, et les accusait des plus affreuses trahisons. "Qu'a fait Ronsin? disait Philippeau; beaucoup intrigue, beaucoup vole, beaucoup menti! Sa seule expedition c'est celle du 18 septembre, ou il fit accabler quarante-cinq mille patriotes par trois mille brigands; c'est cette journee fatale de Coron, ou, apres avoir dispose notre artillerie dans une gorge, a la tete d'une colonne de six lieues de flanc, il se tint cache dans une etable comme un lache coquin, a deux lieues du champ de bataille, ou nos infortunes camarades etaient foudroyes par leurs propres canons." Les expressions n'etaient pas menagees, comme on le voit, dans l'ecrit de Philippeau. Malheureusement, le comite de salut public, qu'il aurait du mettre dans ses interets, n'etait pas traite avec beaucoup d'egards. Philippeau, mecontent de ne pas voir son indignation assez partagee, semblait imputer au comite une partie des torts qu'il reprochait a Ronsin, et employait meme cette expression offensante: _Si vous n'avez ete que trompes_.

L'ecrit, comme nous venons de le dire, produisit une grande sensation. Camille Desmoulins ne connaissait point Philippeau; mais, satisfait de voir que dans la Vendee les ultra-revolutionnaires avaient autant de torts qu'a Paris, et n'imaginant pas que la colere eut aveugle Philippeau jusqu'a lui faire changer des fautes en trahison, il lut son pamphlet avec empressement, admira son courage, et, dans sa naivete, il disait a tout le monde: "Avez-vous lu Philippeau?... Lisez Philippeau...." Tout le monde, suivant lui, devait lire cet ecrit, qui prouvait les dangers qu'avait courus la republique, par la faute des exageres revolutionnaires.

Camille aimait beaucoup Danton, et en etait aime. Tous deux pensaient que la republique etant sauvee par ses dernieres victoires, il etait temps de mettre fin a des cruautes desormais inutiles; que ces cruautes prolongees plus long-temps ne seraient propres qu'a compromettre la revolution, et que l'etranger pouvait seul en desirer et en inspirer la continuation. Camille imagina d'ecrire un nouveau journal qu'il intitula _le Vieux Cordelier_, car Danton et lui etaient les doyens de ce club celebre. Il dirigea sa feuille contre tous les revolutionnaires nouveaux, qui voulaient renverser et dépasser les revolutionnaires les plus anciens et les plus eprouves.

Jamais cet écrivain, le plus remarquable de la révolution, et l'un des plus naïfs et des plus spirituels de notre langue, n'avait déployé autant de grâce, d'originalité et même d'éloquence. Il commençait ainsi son premier numéro (15 frimaire): "O Pitt! je rends hommage à ton génie! Quels nouveaux débarques de France en Angleterre t'ont donné de si bons conseils et des moyens si sûrs de perdre ma patrie? Tu as vu que tu échouerais éternellement contre elle, si tu ne t'attachais à perdre dans l'opinion publique ceux qui, depuis cinq ans, ont déjoué tous tes projets. Tu as compris que ce sont ceux qui t'ont toujours vaincu qu'il fallait vaincre; qu'il fallait faire accuser de corruption précisément ceux que tu n'avais pu corrompre, et d'attiedissement ceux que tu n'avais pu attieder. J'ai ouvert les yeux, ajoutait Desmoulins, j'ai vu le nombre de nos ennemis: leur multitude m'arrache de l'hôtel des Invalides, et me ramène au combat. Il faut écrire, il faut quitter le crayon lent de l'histoire de la révolution, que je traçais au coin du feu, pour reprendre la plume rapide et haletante du journaliste, et suivre, à bride abattue, le torrent révolutionnaire. Député consultant que personne ne consultait plus depuis le 3 juin, je sors de mon cabinet et de ma chaise à bras, ou j'ai eu tout le loisir de suivre, par le menu le nouveau système de nos ennemis."

Camille élevait Robespierre jusqu'aux cieux, pour sa conduite aux Jacobins, pour les services généreux qu'il avait rendus aux vieux patriotes, et il s'exprimait de la manière suivante à l'égard du culte et des proscriptions:

"Il faut, disait-il, à l'esprit humain malade le lit plein de songes de la superstition: et à voir les fêtes, les processions qu'on institue, les autels et les saints sépulcres qui s'élèvent, il me semble qu'on ne fait que changer le lit du malade; seulement on lui retire l'oreiller de l'espérance d'une autre vie.... Pour moi, je l'ai dit ainsi, le jour même où je vis Gobel venir à la barre, avec sa double croix qu'on portait en triomphe devant le philosophe Anaxagoras [8].

Si ce n'était pas un crime de lèse-Montagne, de soupçonner un président des Jacobins et un procureur de la commune, tels que Cloutz et Chaumette, je serais tenté de croire qu'à cette nouvelle de Barrère, la Vendée n'existe plus, le roi de Prusse s'est écrié douloureusement: Tous nos efforts échoueront donc contre la république, puisque le noyau de la Vendée est détruit! et que l'adroit Luchésini, pour le consoler, lui aura dit: Héros invincible, j'imagine une ressource; laissez-moi faire. Je paierai quelques prêtres pour se dire charlatans, j'enflammerai le patriotisme des autres pour faire une pareille déclaration. Il y a à Paris deux fameux patriotes qui seront très propres par leurs talents, leur exagération, et leur système religieux bien connu, à nous seconder et à recevoir nos impressions. Il n'est question que de faire agir nos amis en France, auprès des deux grands philosophes Anacharsis et Anaxagoras; de mettre en mouvement leur bile, et d'éblouir leur civisme, par la riche conquête des sacristies. (J'espère que Chaumette ne se plaindra pas de ce numéro; le marquis de Luchésini ne peut pas parler de lui en termes plus honorables.) Anacharsis et Anaxagoras croiront pousser la roue de la raison, tandis que ce sera celle de la contre-révolution; et bientôt, au lieu de laisser mourir en France de vieillesse et d'inanition le papisme prêt à y rendre le dernier soupir, je vous promets, par la persécution et l'intolérance contre ceux qui voudraient messer et être messés, de faire passer force recrues à Lescure et à La Rochejaquelein."

Camille, racontant ensuite ce qui se faisait sous les empereurs romains, et prétendant ne donner qu'une traduction de Tacite, fit une effrayante allusion à la loi des suspects. "Anciennement, dit-il, il y avait à Rome, selon Tacite, une loi qui spécifiait les crimes d'état et de lèse-majesté, et portait peine capitale. Ces crimes de lèse-majesté, sous la république,

se reduisaient a quatre sortes: si une armee avait ete abandonnee en pays ennemi; si l'on avait excite des seditions; si les membres des corps constitues avaient mal administre les affaires ou les deniers publics; si la majeste du peuple romain avait ete avilie. Les empereurs n'eurent besoin que de quelques articles additionnels a cette loi, pour envelopper les citoyens et les cites entieres dans la proscription. Auguste fut le premier a etendre cette loi de lese-majeste, en y comprenant les ecrits qu'il appelait contre-revolutionnaires. Bientot les extensions n'eurent plus de bornes. Des que les propos furent devenus des crimes d'etat, il n'y eut plus qu'un pas a faire pour changer en crimes les simples regards, la tristesse, la compassion, les soupirs, le silence meme.

"Bientot ce fut un crime de lese-majeste ou de contre-revolution a la ville de Nursia d'avoir eleve un monument a ses habitans morts au siege de Modene; crime de contre-revolution a Libon Drusus d'avoir demande aux diseurs de bonne aventure s'il ne possederait pas un jour de grandes richesses; crime de contre-revolution au journaliste Cremutius Cordus d'avoir appele Brutus et Cassius les derniers des Romains; crime de contre-revolution a un des descendants de Cassius d'avoir chez lui un portrait de son bisaieul; crime de contre-revolution a Marcus Scaurus d'avoir fait une tragedie ou il y avait tel vers auquel on pouvait donner deux sens; crime de contre-revolution a Torquatus Silanus de faire de la depense; crime de contre-revolution a Petreius d'avoir eu un songe sur Claude; crime de contre-revolution a Pomponius de ce qu'un ami de Sejan etait venu chercher un asile dans une de ses maisons de campagne; crime de contre-revolution de se plaindre des malheurs du temps, car c'etait faire le proces du gouvernement; crime de contre-revolution de ne pas invoquer le genie divin de Caligula: pour y avoir manque, grand nombre de citoyens furent dechires de coups, condamnes aux mines ou aux betes, quelques-uns meme scies par le milieu du corps; crime enfin de contre-revolution a la mere du consul Fusius Germinus d'avoir pleure la mort funeste de son fils.

"Il fallait montrer de la joie de la mort de son ami, de son parent, si l'on ne voulait s'exposer a perir soi-meme.

"Tout donnait de l'ombrage au tyran. Un citoyen avait-il de la popularite? c'etait un rival du prince, qui pouvait susciter une guerre civile. Studia civium in se verteret, et si multi idem audeant, bellum esse. SUSPECT.

"Fuyait-on au contraire la popularite, et se tenait-on au coin de son feu? cette vie retiree vous avait fait remarquer, vous avait donne de la consideration. Quanto metu occultior, tanto plus fama adeptus. SUSPECT.

"Etiez-vous riche? il y avait un peril imminent que le peuple ne fut corrompu par vos largesses. Auri vim atque opes Plauti, principi infensas. SUSPECT.

"Etiez-vous pauvre? Comment donc! invincible empereur! il faut surveiller de plus pres cet homme. Il n'y a personne d'entreprenant comme celui qui n'a rien. Syllam inopem, unde praecipuam audaciam. SUSPECT.

"Etiez-vous d'un caractere sombre, melancolique, ou mis en neglige? Ce qui vous affligeait, c'est que les affaires publiques allaient bien. Hominem publicis bonis moestum. SUSPECT."

Camille Desmoulins poursuivait ainsi cette grande enumeration des suspects, et tracait un horrible tableau de ce qui se passait a Paris, par ce qui s'etait fait a Rome. Si la lettre de Philippeau avait excite une vive sensation, le journal de Camille Desmoulins en produisit une bien plus grande encore. Cinquante mille exemplaires de chacun de ses numeros furent vendus en quelques jours. Les provinces en demandaient en quantite; les

prisonniers se les transmettaient à la derobee, et ils lisaient avec delices, et avec un peu d'espoir, ce revolutionnaire qui leur etait autrefois si odieux. Camille, sans vouloir qu'on ouvrit les prisons, ni qu'on fit retrograder la revolution, demandait l'institution d'un comite, dit de clemence, qui ferait la revue des prisonniers, elargirait les citoyens enfermes sans cause suffisante, et arreterait le sang la ou il avait trop coule.

Les ecrits de Philippeau et de Desmoulins irriterent au plus haut degre les revolutionnaires zeles, et furent improuves aux Jacobins. Hebert les y denonca avec fureur; il proposa meme de radier les auteurs de la liste de la societe. Il signala en outre, comme complices de Camille Desmoulins et de Philippeau, Bourdon de l'Oise et Fabre-d'Eglantine. On a vu que Bourdon de l'Oise avait voulu, de concert avec Goupilleau, destituer Rossignol; il s'etait brouille depuis avec l'etat-major de Saumur, et n'avait cesse dans la convention de s'elever contre le parti Ronsin. C'est ce qui le faisait associer a Philippeau. Fabre etait accuse d'avoir pris part a l'affaire du faux decret, et on etait dispose a le croire, quoiqu'il eut ete justifie par Chabot. Sentant sa position perilleuse, et ayant tout a craindre d'un systeme de severite trop grande, il avait deux ou trois fois parle pour le systeme de l'indulgence, s'etait entierement brouille avec les ultra-revolutionnaires, et avait ete traite d'intrigant par le pere Duchesne. Les jacobins, sans adopter les violentes propositions d'Hebert, deciderent que Philippeau, Camille Desmoulins, Bourdon de l'Oise et Fabre-d'Eglantine, viendraient a la barre de la societe, donner des explications sur leurs ecrits, et sur leurs discours dans la convention.

La seance ou ils devaient comparaitre avait excite une affluence extraordinaire. On se disputait les places avec fureur, on en vendit quelques-unes jusqu'a 25 francs. C'etait, en effet, le proces des deux nouvelles classes de patriotes, qui allait se juger devant l'autorite toute puissante des jacobins. Philippeau, quoiqu'il ne fut pas membre de la societe, ne refusa pas de comparaitre a sa barre, et repeta les accusations qu'il avait deja consignees, soit dans sa correspondance avec le comite de salut public, soit dans sa brochure. Il ne menagea pas plus les individus qu'il ne l'avait fait precedemment, et donna a Hebert deux ou trois dementis formels et insultans. Ces personnalites si hardies de Philippeau commençaient à agiter la societe, et la seance devenait orageuse, lorsque Danton, prenant la parole, observa que, pour juger une question aussi grave, il fallait la plus grande attention et le plus grand calme; qu'il n'avait aucune opinion faite sur Philippeau et sur la verite de ses accusations; qu'il lui avait deja dit à lui-meme: "Il faut que tu prouves tes accusations ou que tu portes ta tete sur l'echafaud;" que peut-etre il n'y avait ici de coupables que les evenemens; mais que, dans tous les cas, il fallait que tout le monde fut entendu, et surtout ecoute.

Robespierre, parlant apres Danton, dit qu'il n'avait pas lu la brochure de Philippeau, qu'il savait seulement que, dans cette brochure, on rendait le comite responsable de la perte de trente mille hommes; que le comite n'avait pas le temps de repondre à des libelles et de faire une guerre de plume; que cependant il ne croyait pas Philippeau coupable d'intentions mauvaises, mais entraine par des passions. "Je ne pretends pas, dit Robespierre, imposer silence à la conscience de mon collegue; mais qu'il s'examine, et juge s'il n'y a en lui-meme ni vanite, ni petites passions. Je le crois entraine par le patriotisme non moins que par la colere; mais qu'il reflechisse! qu'il considere la lutte qui s'engage! il verra que les moderes prendront sa defense, que les aristocrates se rangeront de son cote, que la convention elle-meme se partagera, qu'il s'y elevera peut-etre un parti de l'opposition, ce qui serait desastreux, et ce qui renouvellerait le combat dont on est sorti, et les conspirations qu'on a eu tant de peine à dejouer!" Il invite Philippeau à examiner ses motifs

secrets, et les jacobins a l'ecouter silencieusement.

Rien n'etait plus sage et plus convenable que les observations de Robespierre, au ton pres, qui etait toujours emphatique et doctoral, surtout depuis qu'il dominait aux jacobins. Philippeau reprend la parole, se rejette dans les memes personnalites, et provoque le meme trouble. Danton impatiente s'ecrie qu'il faut abreger de telles querelles, et nommer une commission qui examine les pieces du proces. Couthon dit qu'avant meme de recourir a cette mesure, il faut s'assurer si la question en vaut la peine, si ce ne serait pas simplement une question d'homme a homme, et il propose de demander a Philippeau si, en son ame et conscience, il croit qu'il y ait eu trahison. Alors il s'adresse a Philippeau.--"Crois-tu, lui dit-il, en ton ame et conscience, qu'il y ait eu trahison?--Oui, repond imprudemment Philippeau.--En ce cas, reprend Couthon, il n'y a point d'autre moyen; il faut nommer une commission qui ecoute les accuses et les accusateurs, et en fasse son rapport a la societe." La proposition est adoptee, et la commission est chargee d'examiner, outre les accusations de Philippeau, la conduite de Bourdon de l'Oise, de Fabre-d'Eglantine et de Camille Desmoulins.

C'etait le 3 nivose (23 decembre). Dans l'intervalle de temps employe par la commission a faire son rapport, la guerre de plume et les recriminations continuerent sans interruption. Les cordeliers exclurent Camille Desmoulins de leur societe. Ils firent de nouvelles petitions pour Ronsin et Vincent, et vinrent les communiquer aux jacobins, pour engager ceux-ci a les appuyer aupres de la convention. Cette foule d'aventuriers, de mauvais sujets, dont on avait rempli l'armee revolutionnaire, se montraient partout, dans les promenades, les tavernes, les cafes, les spectacles, en epaulettes de laine et en moustaches, faisaient grand bruit pour Ronsin, leur general, et Vincent, leur ministre. Ils etaient surnommes les _epauletiers_, et fort redoutes dans Paris. Depuis la loi qui interdisait aux sections de se reunir plus de deux fois par semaine, elles s'etaient changees en societes populaires fort turbulentes. Il y avait jusqu'a deux de ces societes par section, et c'etait la que tous les partis interesses a produire un mouvement dirigeaient leurs agens. Les _epauletiers_ ne manquaient pas de s'y tendre, et, grace a eux, le tumulteregnait dans presque toutes.

Robespierre, toujours ferme aux jacobins, fit repousser la petition des cordeliers, et de plus, fit retirer l'affiliation a toutes les societes populaires formees depuis le 31 mai. C'etaient la des actes d'une prudente et louable energie. Cependant le comite, tout en faisant les plus grands efforts pour comprimer la faction turbulente, devait s'attacher aussi a ne pas se donner les apparences de la mollesse et de la moderation. Il fallait, pour qu'il put conserver sa popularite et sa force, qu'il deployat la meme rigueur contre la faction opposee. C'est pourquoi, le 5 nivose (25 decembre), Robespierre fut charge de faire un nouveau rapport sur les principes du gouvernement revolutionnaire, et de proposer des mesures de severite contre quelques prisonniers illustres. S'attachant toujours, par politique et aussi par erreur, a rejeter tous les desordres sur la pretendue faction etrangere, il lui imputa a la fois les torts des moderes et des exageres. "Les cours etrangeres ont vomis, dit-il, sur la France, les scelerats habiles qu'elles tiennent a leur solde. Ils delibrent dans nos administrations, s'introduisent dans nos assemblees sectionnaires, et dans nos clubs; ils ont siege jusque dans la representation nationale; ils dirigent et dirigeront eternellement la contre-revolution sur le meme plan. Ils rodent autour de nous; ils surprennent nos secrets, caressent nos passions, et cherchent a nous inspirer jusqu'a nos opinions." Robespierre, poursuivant ce tableau, les montre poussant tour a tour a l'exageration ou a la faiblesse, excitant a Paris la persecution des cultes, et dans la Vendee la resistance du fanatisme; immolant Lepelletier et Marat, et puis se melant dans les groupes pour leur decerner les honneurs divins, afin de

les rendre ridicules et odieux; donnant ou retirant le pain au peuple, faisant paraître ou disparaître l'argent, profitant enfin de tous les accidens pour les tourner contre la révolution et la France. Après avoir fait ainsi la somme générale de tous nos maux, Robespierre, ne voulant pas voir qu'ils étaient inevitables, les imputait à l'étranger, qui, sans doute, pouvait s'en applaudir, mais qui, pour les produire, s'en reposait sur les vices de la nature humaine, et n'aurait pas eu le moyen d'y suppléer par des complots. Robespierre, regardant comme complices de la coalition tous les prisonniers illustres qu'on détenait encore, proposa de les envoyer de suite au tribunal révolutionnaire. Ainsi Dietrich, maire de Strasbourg, Custine fils, Biron, et tous les officiers amis de Dumouriez, de Custine et de Houchard, durent être incessamment jugés. Sans doute, il n'était pas besoin d'un décret de la convention pour que ces victimes fussent immolées par le tribunal révolutionnaire; mais ce soin de hater leur supplice était une preuve que le gouvernement ne faiblissait pas. Robespierre proposa en outre d'augmenter d'un tiers les récompenses territoriales promises aux défenseurs de la patrie.

Après ce rapport, Barrère fut chargé d'en faire un autre sur les arrestations qu'on disait chaque jour plus nombreuses, et de proposer les moyens de vérifier les motifs de ces arrestations. Le but de ce rapport était de répondre, sans qu'il y parût, au Vieux Cordelier, de Camille Desmoulins, et à sa proposition d'un comité de clémence. Barrère traita avec sévérité les Traductions des orateurs anciens, et proposa néanmoins de nommer une commission pour vérifier les arrestations; ce qui ressemblait fort au comité de clémence imaginé par Camille. Cependant, sur les observations de quelques-uns de ses membres, la convention crut devoir s'en tenir à ses décrets précédents, qui obligeaient les comités révolutionnaires à adresser au comité de sûreté générale les motifs des arrestations, et permettaient aux détenus de réclamer auprès de ce dernier comité.

Le gouvernement poursuivait ainsi sa marche entre les deux partis qui se formaient, inclinant secrètement pour le parti modéré, mais craignant toujours de le laisser trop apercevoir. Pendant ce temps, Camille publia un numéro plus fort encore que les précédents, et qui était adressé aux jacobins. Il l'intitula: Ma Défense; et c'était la plus hardie et la plus terrible récrimination contre ses adversaires.

À propos de sa radiation des Cordeliers, il disait: "Pardon, frères et amis, si j'ose prendre encore le titre de vieux cordelier, après l'arrestation du club qui me défend de me parer de ce nom. Mais, en vérité, c'est une insolence si inouïe que celle de petits-fils se révoltant contre leur grand-père, et lui défendant de porter son nom, que je veux plaider cette cause contre ces fils ingrats. Je veux savoir à qui le nom doit rester ou au grand-père ou à des enfans qu'on lui a faits, dont il n'a jamais ni reconnu ni même connu la dixième partie, et qui prétendent le chasser du paternel logis!"

Ensuite il explique ses opinions. "Le vaisseau de la république vogue entre deux écueils, le rocher de l'exagération et le banc de sable du modérantisme. Voyant que le Père Duchêne et presque toutes les sentinelles patriotes se tenaient sur le tillac, avec leur lunette, occupés uniquement à crier: Gare! vous touchez au modérantisme! il a bien fallu que moi, vieux cordelier et doyen des jacobins, je me chargeasse de faire la faction difficile, et dont aucun des jeunes gens ne voulait, crainte de se dépopulariser, celle de crier: Gare! vous allez toucher à l'exagération! Et voilà l'obligation que doivent m'avoir tous mes collègues de la convention, celle d'avoir exposé ma popularité même, pour sauver le navire ou ma cargaison n'était pas plus forte que la leur."

Il se justifie ensuite de ce propos qui lui avait été si reproché: Vincent

Pitt gouverne George Bouchotte_. "J'ai bien, dit-il, appele Louis XVI mon gros benet de roi, en 1787, sans etre embastille pour cela. Bouchotte serait-il un plus grand seigneur?"

Il passe ensuite ses adversaires en revue; il dit a Collot-d'Herbois que si, lui Desmoulins, a son Dillon, lui Collot a son Brunet, son Proli, qu'il a defendus tous les deux. Il dit a Barrere: "On ne se reconnaît plus a la Montagne; si c'etait un vieux cordelier comme moi, un patriote _rectiligne_, Billaud-Varennes par exemple, qui m'eut gourmande si durement, _sustinuissem utique_; j'aurais dit: C'est le soufflet du bouillant saint Paul au bon saint Pierre qui a peche! Mais toi, mon cher Barrere, toi l'heureux tuteur de Pamela[9]! toi le president des feuillans, qui as propose le comite des douze! toi, qui, le 2 juin, mettais en deliberation dans le comite de salut public si on n'arreterait pas Danton! toi dont je pourrais relever bien d'autres fautes, si je voulais fouiller le _vieux sac_[10], que tu deviennes tout a coup un _passe-Robespierre_, et que je sois par toi apostrophe si sec!

"Tout cela n'est qu'une querelle de menage, ajoute Camille, avec mes amis les patriotes Collot et Barrere; mais je vais etre a mon tour _bougrement en colere_[11] contre le Pere Duchene, qui m'appelle un _miserable intrigailleur, un viedase a mener a la guillotine, un conspirateur qui veut qu'on ouvre les prisons pour en faire une nouvelle Vendee, un endormeur paye par Pitt, un bourriquet a longues oreilles_. ATTENDS-MOI, HEBERT, JE SUIS A TOI DANS UN MOMENT. Ici, ce n'est pas avec des injures grossieres et des mots que je vais t'attaquer, c'est avec des faits."

Alors Camille, qui avait ete accuse par Hebert, d'avoir epouse une femme riche, et de diner avec des aristocrates, fait l'histoire de son mariage, qui lui avait valu quatre mille livres de rente, et il trace le tableau de sa vie simple, modeste et paresseuse. Passant ensuite a Hebert, il rappelle l'ancien metier de ce distributeur de _contre-marques_, ses vols qui l'avaient fait chasser du theatre, sa fortune subite et connue, et il le couvre de la plus juste infamie. Il raconte et prouve que Bouchotte avait donne a Hebert, sur les fonds de la guerre, d'abord cent vingt mille francs, puis dix, puis soixante, pour les exemplaires du _Pere Duchene_ distribues aux armees; que ces exemplaires ne valaient que seize mille francs, et que par consequent le surplus avait ete vole a la nation.

"Deux cent mille francs, s'ecrie Camille, a ce pauvre sans-culotte Hebert, pour soutenir les motions de Proli, de Clotz! deux cent mille francs pour calomnier Danton, Lindet, Cambon, Thuriot, Lacroix, Philippeau, Bourdon de l'Oise, Barras, Freron, d'Eglantine, Legendre, Camille Desmoulins, et presque tous les commissaires de la convention! Pour inonder la France de ses ecrits, si propres a former l'esprit et le coeur, deux cent mille francs de Bouchotte!... S'etonnera-t-on apres cela de cette exclamation filiale d'Hebert a la seance des Jacobins: _Oser attaquer Bouchotte! Bouchotte, qui a mis a la tete des armees des generaux sans-culottes! Bouchotte, un patriote si pur!_ Je suis etonne que, dans le transport de sa reconnaissance, le Pere Duchene ne se soit pas ecrite: Bouchotte qui m'a donne deux cent mille livres depuis le mois de juin!

"Tu me parles, ajoute Camille, de mes societes: mais ne sait-on pas que c'est avec l'intime de Dumouriez, le banquier Kock, avec la femme Rochechouart, agente des emigres, que le grand patriote Hebert, apres avoir calomnie dans sa feuille les hommes les plus purs de la republique, va, dans sa grande joie, lui et sa Jacqueline, passer les beaux jours de l'ete a la campagne, boire le vin de Pitt, et porter des toasts a la ruine des reputations des fondateurs de la liberte?"

Camille reproche ensuite a Hebert le style de son journal: "Ne sais-tu pas

Hebert, que lorsque les tyrans d'Europe veulent faire croire a leurs esclaves que la France est couverte des tenebres de la barbarie, que Paris, cette ville si vantee par son atticisme et son gout, est peulee de vandales; ne sais-tu pas, malheureux, que ce sont des lambeaux de tes feuilles qu'ils inserent dans leurs gazettes? comme si le peuple etait aussi ignorant que tu voudrais le faire croire a M. Pitt; comme si on ne pouvait lui parler qu'un langage aussi grossier; comme si c'etait la le langage de la convention et du comite de salut public; comme si tes saletes etaient celles de la nation; comme si un egout de Paris etait la Seine."

Camille l'accuse ensuite d'avoir ajoute par ses numeros aux scandales du culte de la Raison, puis il s'ecrie: "Ainsi, c'est le vil flagorneur aux gages de deux cent mille livres, qui me reprochera les quatre mille livres de rente de ma femme! c'est cet ami intime des Kock, des Rochechouart, et d'une multitude d'escrocs, qui me reprochera mes societes! c'est cet ecrivain insense ou perfide qui me reprochera mes ecrits aristocratiques, lui dont je demontrerai que les feuilles sont les delices de Coblenz et le seul espoir de Pitt! Cet homme, raye de la liste des garcons de theatre, pour vols, fera rayer de la liste des jacobins, pour leur opinion, des deputes fondateurs immortels de la republique! cet ecrivain des charniers sera le regulateur de l'opinion, le mentor du peuple francais!"

"Qu'on desespere, ajoute Camille Desmoulins, de m'intimider par les terreurs et les bruits de mon arrestation, qu'on seme autour de moi. Nous savons que des scelerats meditent un 31 mai contre les hommes les plus energiques de la Montagne!... O mes collegues! je vous dirai comme Brutus a Ciceron: *_Nous craignons trop la mort, et l'exil, et la pauvrete! Nimium timemus mortem et exilium et paupertatem_*.... Eh quoi! lorsque, tous les jours, douze cent mille Francais affrontent les redoutes herissees des batteries les plus meurtrieres, et volent de victoires en victoires, nous, deputes a la convention, nous qui ne pouvons jamais tomber comme le soldat, dans l'obscurite de la nuit, fusille dans les tenebres, et sans temoin de sa valeur; nous, dont la mort soufferte pour la liberte ne peut etre que glorieuse, solennelle et recue en presence de la nation entiere, de l'Europe et de la posterite; serions-nous plus laches que nos soldats? craindrions-nous de nous exposer a regarder Bouchotte en face? n'oserons-nous pas braver la grande colere du Pere Duchene, pour remporter aussi la victoire que le peuple attend de nous, la victoire sur les ultra-revolutionnaires, comme sur les contre-revolutionnaires; la victoire sur tous les intrigans, sur tous les fripons, sur tous les ambitieux, sur tous les ennemis du bien public?"

"Croit-on que meme sur l'echafaud, soutenu de ce sentiment intime que j'ai aime avec passion ma patrie et la republique, couronne de l'estime et des regrets de tous les vrais republicains, je voulusse changer mon supplice contre la fortune de ce miserable Hebert, qui, dans sa feuille, pousse au desespoir et a la revolte vingt classes de citoyens; qui, pour s'etourdir sur ses remords et ses calomnies, a besoin de se procurer une ivresse plus forte que celle du vin, et de lecher sans cesse le sang au pied de la guillotine? Qu'est-ce donc que l'echafaud pour un patriote, sinon le piedestal de Sidney et des Jean de With? Qu'est-ce, dans un moment de guerre ou j'ai eu mes deux freres haches pour la liberte, qu'est-ce que la guillotine, sinon un coup de sabre, et le plus glorieux de tous, pour un depute victime de son courage et de son republicanisme?"

Ces pages donneront une idee des moeurs de l'epoque. L'aprete, le cynisme, l'eloquence de Rome et d'Athenes, avaient reparu parmi nous, avec la liberte democratique.

Ce nouveau numero de Camille Desmoulins causa encore plus d'agitation que les precedens. Hebert ne cessa de le denoncer aux jacobins, et de demander

le rapport de la commission. Le 16 nivose, enfin, Collot-d'Herbois prit la parole pour faire ce rapport. L'affluence était aussi considérable que le jour où la discussion avait été entamée, et les places se vendaient aussi cher. Collot montra plus d'impartialité qu'on n'aurait dû l'attendre d'un ami de Ronsin. Il reprocha à Philippeau d'impliquer le comité de salut public dans ses accusations, de montrer les dispositions les plus favorables pour des hommes suspects, de parler de Biron avec éloge, tandis qu'il couvrait Rossignol d'outrages, et enfin d'exprimer exactement les mêmes préférences que les aristocrates. Il lui fit aussi un reproche qui, dans les circonstances, avait quelque gravité : c'était d'avoir retiré dans son dernier écrit les accusations portées contre le général Fabre-Fond, frère de Fabre-d'Églantine. Philippeau, en effet, qui ne connaissait ni Fabre ni Camille, avait dénoncé le frère du premier, qu'il croyait avoir trouvé en faute dans la Vendée. Une fois rapproché de Fabre par sa position, et accusé avec lui, il avait retranché, par un menagement tout naturel, les allégations relatives à son frère. Cela seul prouvait qu'ils avaient été conduits, isolément et sans se connaître, à agir comme ils l'avaient fait, et qu'ils ne formaient point une faction véritable. Mais l'esprit de parti en jugea autrement, et Collot insinua qu'il existait une intrigue sourde, et un concert entre les prévenus de modération. Il fouilla dans le passé, et reprocha à Philippeau ses votes sur Louis XVI et sur Marat. Quant à Camille, il le traita bien plus favorablement ; il le présenta comme un bon patriote, égare par de mauvaises sociétés, et auquel il fallait pardonner, en l'engageant toutefois à ne plus commettre de pareilles débauches d'esprit. Il demanda donc l'expulsion de Philippeau et la censure pure et simple de Camille.

Dans ce moment, Camille, présent à la séance, fit passer une lettre au président, pour déclarer que sa défense est consignée dans son dernier numéro, et pour demander que la société veuille bien en écouter le contenu. À cette proposition, Hebert, qui redoutait la lecture de ce numéro, ou les turpitudes de sa vie étaient révélées, prend la parole, et s'écrie qu'on a voulu compliquer la discussion en le calomniant, et que, pour détourner l'attention, on lui a imputé d'avoir volé la trésorerie, ce qui est une fausseté atroce.... "J'ai les pièces en mains ! s'écrie Camille." Ces mots causent une grande rumeur. Robespierre le jeune dit alors qu'il faut écarter les discussions personnelles ; que la société n'est pas réunie pour l'intérêt des réputations, et que, si Hebert a volé, que lui importe à elle ; que ceux qui ont des reproches à se faire ne doivent pas interrompre la discussion générale.... À ces expressions peu satisfaisantes, Hebert s'écrie : Je n'ai rien à me reprocher. "Les troubles des départements, reprend Robespierre le jeune, sont ton ouvrage ; c'est toi qui as contribué à les provoquer en attaquant la liberté des cultes." Hebert se tait à cette interpellation. Robespierre aîné prend la parole, et, gardant plus de mesure que son frère, mais sans être plus favorable à Hebert, dit que Collot a présenté la question sous son véritable point de vue, qu'un incident fâcheux avait troublé la dignité de la discussion, que tout le monde avait eu tort, Hebert, ainsi que ceux qui lui avaient répondu. "Ce que je vais dire, ajoute-t-il, n'a trait à aucun individu. On a mauvaise grâce à se plaindre de la calomnie quand on a calomnié soi-même. On ne doit pas se plaindre des injustices quand on a jugé les autres avec légèreté, précipitation et fureur. Que chacun interroge sa conscience, et s'applique ces réflexions. J'avais voulu prévenir la discussion actuelle ; je voulais que dans des entretiens particuliers, dans des conférences amicales, chacun s'expliquât et convint de ses torts. Alors on aurait pu s'entendre et s'épargner du scandale. Mais point du tout, les pamphlets ont été répandus le lendemain, et on s'est empressé de produire un éclat. Maintenant, ce qui nous importe dans toutes ces querelles personnelles, ce n'est pas de savoir si on a mis de tous côtés des passions et de l'injustice, mais si les accusations dirigées par Philippeau contre les hommes chargés de la plus importante de nos guerres sont fondées. Voilà ce qu'il faut éclaircir dans

l'interet non des individus, mais de la republique."

Robespierre pensait, en effet, que les attaques de Camille contre Hebert etaient inutiles a discuter, car tout le monde savait combien elles etaient fondees, et que d'ailleurs elles ne renfermaient rien que la republique eut interet a constater, et qu'au contraire il importait beaucoup d'eclaircir la conduite des generaux dans la Vendee. On poursuit, en effet, la discussion relative a Philippeau. La seance entiere est consacree a ecouter une foule de temoins oculaires; mais, au milieu de ces affirmations contradictoires, Danton, Robespierre, declarent qu'ils ne discernent rien, et qu'ils ne savent plus a quoi s'en tenir. La discussion, deja trop longue, est renvoyee a la seance suivante.

Le 18, la seance est reprise; Philippeau etait absent. On se sentait deja fatigue de la discussion dont il etait le sujet, et qui n'amenait aucun eclaireissement. On s'etend alors sur Camille Desmoulins. On le somme de s'expliquer sur les eloges qu'il a donnees a Philippeau, et sur ses relations avec lui. Camille ne le connait pas, a ce qu'il assure; des faits affirmes par Goupilleau, par Bourdon, lui avaient d'abord persuade que Philippeau disait vrai, et l'avaient rempli d'indignation; mais aujourd'hui qu'il s'apercoit, d'apres la discussion, que Philippeau a altere la verite (ce qui commencait en effet a percer de toutes parts), il retracte ses eloges, et declare n'avoir plus aucune opinion a cet egard.

Robespierre prenant encore une fois la parole sur Camille, repete ce qu'il avait deja dit a son egard: que son caractere est excellent, mais que ce caractere connu ne lui donne pas le droit d'ecrire contre les patriotes; que ses ecrits, devores par les aristocrates, font leurs delices, et sont repandus dans tous les departemens; qu'il a traduit Tacite sans l'entendre; qu'il faut le traiter comme un enfant etourdi qui a touche a des armes dangereuses et en a fait un usage funeste, l'engager a quitter les aristocrates et les mauvaises societes qui le corrompent; et qu'en lui pardonnant a lui, il faut bruler ses numeros. Camille, alors, oubliant les menagemens qu'il fallait garder envers l'orgueilleux Robespierre, s'ecrie de sa place: "Bruler n'est pas repondre.--Eh bien! reprend Robespierre irrite, qu'on ne brule pas, mais qu'on reponde; qu'on lise sur-le-champ les numeros de Camille. Puisqu'il le veut, qu'il soit couvert d'ignominie; que la societe ne retienne pas son indignation, puisqu'il s'obstine a soutenir ses diatribes et ses principes dangereux. L'homme qui tient aussi fortement a des ecrits perfides est peut-etre plus qu'egare; s'il eut ete de bonne foi, s'il eut ecrit dans la simplicité de son coeur, il n'aurait pas ose soutenir plus long-temps des ouvrages proscrits par les patriotes et recherches par les contre-revolutionnaires. Son courage n'est qu'emprunte; il decele les hommes caches sous la dictee desquels il a ecrit son journal; il decele que Desmoulins est l'organe d'une faction scelerate qui a emprunte sa plume pour distiller son poison avec plus d'audace et de surete." Camille veut en vain demander la parole et calmer Robespierre; on refuse de l'ecouter, et on passe sur-le-champ a la lecture de ses feuilles. Quelque menagement que les individus veuillent garder les uns pour les autres dans des querelles de parti, il est difficile que bientot les amours-propres ne se trouvent pas engages. Avec la susceptibilite de Robespierre et la naive etourderie de Camille, la division d'opinions devait bientot se changer en une division d'amour-propre et en haine. Robespierre meprisait trop Hebert et les siens pour se brouiller avec eux; mais il pouvait se brouiller avec un ecrivain aussi celebre dans la revolution que Camille Desmoulins, et celui-ci ne mit pas assez d'adresse a eviter une rupture.

La lecture des numeros de Camille occupe deux seances tout entieres. On passe ensuite a Fabre. On l'interroge, on veut l'obliger a dire quelle part il a eue aux ecrits nouvellement repandus. Il repond qu'il n'y est pas pour

une virgule, et que, relativement a Philippeau et Bourdon de l'Oise, il peut assurer ne pas les connaitre. On veut enfin prendre un parti sur les quatre individus denonces. Robespierre, quoique n'etant plus dispose a menager Camille, propose de laisser la cette discussion, et de passer a un autre sujet plus grave, plus digne de la societe, plus utile a l'esprit public, savoir les vices et les crimes du gouvernement anglais. "Ce gouvernement atroce cache, disait-il, sous quelques apparences de liberte, un principe de despotisme et de machiavelisme atroce; il faut le denoncer a son propre peuple, et repondre a ses calomnies, en prouvant ses vices d'organisation et ses forfaits." Les jacobins voulaient bien de ce sujet qui fournissait une si vaste carriere a leur imagination accusatrice, mais quelques-uns d'entre eux desiraient auparavant radier Philippeau, Camille, Bourdon et Fabre. Une voix meme accuse Robespierre de s'arroger une espece de dictature. "Ma dictature, s'ecrie-t-il, est celle de Marat et de Lepelletier; elle consiste a etre expose tous les jours aux poignards des tyrans. Mais je suis las des disputes qui s'elevant chaque jour dans le sein de la societe, et qui n'aboutissent a aucun resultat utile. Nos veritables ennemis sont les etrangers; ce sont eux qu'il faut poursuivre et dont il faut devoiler les trames." Robespierre renouvelle en consequence sa proposition, et fait decider, au milieu des applaudissemens, que la societe, mettant de cote les disputes elevees entre les individus, s'occupera, dans les seances qui vont suivre, de discuter, sans interruption, les vices du gouvernement anglais.

C'etait detourner a propos l'inquiete imagination des jacobins, et la diriger sur une proie qui pouvait les occuper long-temps. Philippeau s'etait deja retire sans attendre une decision. Camille et Bourdon ne furent ni rejetes ni confirmes; on n'en parla plus, et ils se contenterent de ne plus paraitre devant la societe. Pour Fabre-d'Eglantine, bien que Chabot l'eut entierement justifie, les faits qui arrivaient chaque jour a la connaissance du comite de surete generale, ne permirent plus de douter de sa complicité; il fallut lancer contre lui un mandat d'arret, et le reunir a Chabot, Bazire, Delaunay et Julien de Toulouse.

Il restait de toutes ces discussions une impression facheuse pour les nouveaux moderes. Il n'y avait aucune espece de concert entre eux. Philippeau, presque girondin autrefois, ne connaissait ni Camille, ni Fabre, ni Bourdon; Camille seul etait assez lie avec Fabre; quant a Bourdon, il etait entierement etranger aux trois autres. Mais on s'imagina des lors qu'il y avait une faction secrete dont ils etaient ou complices ou dupes. La facilite de caractere, les gouts epicuriens de Camille, et deux ou trois diners qu'il avait faits avec les riches financiers de l'epoque, la complicité demontree de Fabre avec les agioteurs, sa recente opulence, firent supposer qu'ils etaient lies a la pretendue faction corruptrice. On n'osait pas encore designer Danton comme en etant le chef; mais, si on ne l'accusait pas d'une maniere publique, si Hebert dans sa feuille, si les cordeliers a leur tribune menageaient ce puissant revolutionnaire, ils se disaient entre eux ce qu'ils n'osaient publier.

L'homme le plus nuisible au parti etait Lacroix, dont les concussions en Belgique etaient si demontrees, qu'on pouvait tres bien les lui imputer sans etre accuse de calomnie, et sans qu'il osat repondre. On l'associait aux moderes a cause de son ancienne liaison avec Danton, et il leur faisait partager sa honte.

Les cordeliers, mecontens de ce que les jacobins avaient passe a l'ordre du jour sur les denonces, declarerent: 1 que Philippeau etait un calomniateur; 2 que Bourdon, accusateur acharne de Ronsin, de Vincent et des bureaux de la guerre, avait perdu leur confiance, et n'etait a leurs yeux que le complice de Philippeau; 3 que Fabre, partageant les sentimens de Bourdon et de Philippeau, n'etait qu'un intrigant plus adroit; 4 que

Camille, déjà exclu de leurs rangs, avait aussi perdu leur confiance, quoique auparavant il eut rendu de grands services à la révolution.

Après avoir détenu quelque temps Ronsin et Vincent, on les fit élargir, car on ne pouvait les mettre en jugement pour aucune cause. Il n'était pas possible de poursuivre Ronsin pour sa conduite dans la Vendée, car les événements de cette guerre étaient couverts d'un voile épais; ni pour ce qu'il avait fait à Lyon, car c'était soulever une question dangereuse, et accuser en même temps Collot-d'Herbois et tout le système actuel du gouvernement. Il était tout aussi impossible de poursuivre Vincent pour quelques actes de despotisme dans les bureaux de la guerre. On n'aurait pu faire à l'un et à l'autre qu'un procès politique, et le moment n'était pas venu de leur en tenter un pareil. Ils furent donc élargis^[12], à la grande joie des cordeliers et de tous les épauletiers de l'armée révolutionnaire.

Vincent était un jeune homme de vingt et quelques années, espèce de frénétique dont le fanatisme allait jusqu'à la maladie, et chez lequel il y avait encore plus d'aliénation d'esprit que d'ambition personnelle. Un jour que sa femme, qui allait le voir dans sa prison, lui rapportait ce qui se passait, indigné du récit qu'elle lui fit, il s'élança sur un morceau de viande crue, et dit en le dévorant: "Je voudrais dévorer ainsi tous ces scélérats." Ronsin, tour à tour médiocre pamphlétaire, fournisseur, général, joignait à beaucoup d'intelligence un courage remarquable et une grande activité. Naturellement exagéré, mais ambitieux, il était le plus distingué de ces aventuriers qui s'étaient offerts à être les instruments du gouvernement nouveau. Chef de l'armée révolutionnaire, il songeait à tirer parti de sa position, soit pour lui, soit pour ses amis, soit pour le triomphe de son système. Dans la prison du Luxembourg, Vincent et lui, enfermés ensemble, avaient toujours parlé en maîtres; ils n'avaient cessé de dire qu'ils triompheraient de l'intrigue, qu'ils sortiraient par le secours de leurs partisans, qu'ils reviendraient alors pour élargir les patriotes enfermés, et envoyer tous les autres prisonniers à la guillotine. Ils avaient fait le tourment des malheureux détenus avec eux, et les laisserent pleins d'effroi.

À peine sortis, ils dirent hautement qu'ils se vengeraient, et que bientôt ils sauraient se faire raison de leurs ennemis. Le comité de salut public ne pouvait guère se dispenser de les élargir; mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait déchainé des furieux, et qu'il faudrait bientôt les réduire à l'impossibilité de nuire. Il restait à Paris quatre mille hommes de l'armée révolutionnaire. Là, se trouvaient des aventuriers, des voleurs, des septembriseurs, qui prenaient le masque du patriotisme, et qui aimaient mieux butiner à l'intérieur que d'aller sur les frontières mener une vie pauvre, dure et périlleuse. Ces petits tyrans, avec leurs moustaches et leurs grands sabres, exerçaient dans tous les lieux publics le plus dur despotisme. Ayant de l'artillerie, des munitions et un chef entreprenant, ils pouvaient devenir dangereux. À eux se joignaient les brouillons, qui remplissaient les bureaux de Vincent. Celui-ci était leur chef civil, comme Ronsin leur chef militaire. Ils avaient des liaisons avec la commune par Hebert, substitut de Chaumette, et par le maire Pache, toujours prêt à recevoir chez lui tous les partis, et à caresser tous les hommes redoutables. Momoro, l'un des présidents des cordeliers, était leur fidèle partisan et leur avocat aux Jacobins. Ainsi on rangeait ensemble Ronsin, Vincent, Hebert, Chaumette, Momoro; et on ajoutait à la liste Pache et Bouchotte, comme des complaisans qui leur laissaient usurper deux grandes autorités.

Déjà ces hommes ne se contenaient plus dans leurs discours contre ces représentans qui voulaient, disaient-ils, s'éterniser au pouvoir et faire grâce aux aristocrates. Un jour, étant à dîner chez Pache, ils y

rencontrerent Legendre, l'ami de Danton, autrefois l'imitateur de sa vehemence, aujourd'hui de sa reserve, et la victime de cette imitation, car il essayait les attaques qu'on n'osait pas diriger contre Danton lui-meme. Ronsin et Vincent lui adresserent de mauvais propos. Vincent, qui avait ete son obligé, l'embrassa en lui disant qu'il embrassait l'ancien, et non le nouveau Legendre; que le nouveau Legendre etait devenu un modere et ne meritait aucune estime. Vincent lui demanda ensuite avec ironie s'il avait porte dans ses missions le costume de depute. Legendre lui ayant repondu qu'il le portait aux armees, Vincent ajouta que ce costume etait fort pompeux, mais indigne de vrais republicains; qu'il habillerait un mannequin de ce costume, qu'il rassemblerait le peuple, et lui dirait: "Voila les representans que vous vous etes donnes! ils vous prechent l'egalite, et se couvrent d'or et de plumes." Il dit ensuite qu'il mettrait le feu au mannequin. Legendre alors le traita de fou et de seditieux. On fut pres d'en venir aux mains, au grand effroi de Pache. Legendre ayant voulu s'adresser a Ronsin, qui paraissait plus calme, et l'ayant engage a moderer Vincent, Ronsin repondit qu'a la verite Vincent etait vif, mais que son caractere convenait aux circonstances, et qu'il fallait de pareils hommes pour le temps ou l'on vivait. "Vous avez, ajouta Ronsin, une faction dans le sein de l'assemblee; si vous ne l'en chassez pas, vous nous en ferez raison." Legendre sortit indigne, et repeta tout ce qu'il avait vu et entendu pendant ce repas. La conversation fut connue, et donna une nouvelle idee de l'audace et de la frenesie des deux hommes qu'on venait d'elargir.

Ils temoignaient un grand respect pour Pache et pour ses vertus, comme avaient fait jadis les jacobins, quand Pache etait au ministere. Le sort de Pache etait de charmer par sa complaisance et par sa douceur tous les hommes violens. Ils etaient enchanes de voir leurs passions approuvees par un homme qui avait toutes les apparences de la sagesse. Les nouveaux revolutionnaires en voulaient faire, disaient-ils, un grand personnage dans leur gouvernement; car, sans avoir un but precis, sans avoir meme encore le projet et le courage d'une insurrection, ils parlaient beaucoup, a l'exemple de tous les comploteurs qui commencent par s'essayer et s'echauffer en paroles. Ils disaient partout qu'il fallait d'autres institutions. Tout ce qui leur plaisait dans l'organisation actuelle du gouvernement, c'etaient le tribunal et l'armee revolutionnaires. Ils imaginaient donc une constitution consistant en un tribunal supreme preside par un grand-juge, et un conseil militaire dirige par un generalissime. Dans ce gouvernement on devait juger et administrer militairement. Le generalissime et le grand-juge etaient les deux principaux personnages. Il devait y avoir aupres du tribunal un grand-accusateur sous le titre de censeur, qui serait charge de provoquer les poursuites. Ainsi dans ce projet, forme dans un moment de fermentation revolutionnaire, les deux fonctions essentielles, uniques, consistaient a condamner et a se battre. On ne sait si ce projet etait celui d'un reveur en delire, ou de plusieurs d'entre eux; s'il n'avait d'autre existence que des propos, ou s'il fut redige; mais il est certain qu'il avait son modele dans les commissions revolutionnaires etablies a Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux, Nantes, et que l'imagination pleine de ce qu'ils avaient fait dans ces grandes cites, ces terribles executeurs voulaient gouverner sur le meme plan la France tout entiere, et faire de la violence d'un jour le type d'un gouvernement permanent. Ils ne designaient encore qu'un seul des grands personnages destines a occuper ces hautes dignites. Pache convenait a merveille a la place de grand-juge; les conjures disaient donc qu'il devait l'etre, et qu'il le serait. Sans savoir ce que c'etait que ce projet et cette dignite de grand-juge, beaucoup de gens repetaient comme une nouvelle: Pache doit etre fait grand-juge. Ce bruit circulait sans etre ni explique ni compris. Quant a la dignite de generalissime, Ronsin, quoique general de l'armee revolutionnaire, n'osait y pretendre, et ses partisans n'osaient pas le proposer, car il fallait un plus grand nom pour une telle dignite. Chaumette etait designe aussi par quelques bouches comme censeur, mais son

nom avait été rarement prononcé. Parmi ces bruits, il n'y en avait qu'un de bien répandu, c'est que Pache serait grand-juge.

Pendant toute la révolution, lorsque les passions d'un parti, long-temps excitées, étaient prêtes à faire explosion, c'était toujours une défaite, une trahison, une disette, une calamité enfin, qui leur servait de prétexte pour éclater. Il en arriva de même ici. La seconde loi du maximum qui, remontant au-delà des boutiques, fixait la valeur des objets sur le lieu de fabrication, déterminait le prix du transport, réglait le profit du marchand en gros, celui du marchand en détail, avait été rendue; mais le commerce échappait encore de mille manières au despotisme de la loi, et il y échappait surtout par le moyen le plus désastreux, en s'arrêtant. Le resserrement de la marchandise n'était pas moins grand qu'auparavant; et si elle ne refusait plus de se donner au prix de l'assignat, elle se cachait, ou cessait de se mouvoir, et de se transporter sur les lieux de consommation. La disette était donc très grande par la stagnation générale du commerce. Cependant les efforts extraordinaires du gouvernement, les soins de la commission des subsistances, avaient réussi en partie à ne pas trop laisser manquer les bleds, et surtout à diminuer la crainte de la disette, aussi redoutable que la disette même, à cause du désordre et du trouble qu'elle apporte dans les relations commerciales. Mais une nouvelle calamité venait de se faire sentir, c'était le défaut de viande. Les nombreux bestiaux que la Vendée envoyait jadis aux provinces voisines, n'arrivaient plus depuis l'insurrection. Les départements du Rhin avaient cessé aussi d'en fournir depuis que la guerre s'y était fixée; il y avait donc une diminution réelle dans la quantité. En outre, les bouchers, achetant les bestiaux à haut prix, et obligés de les vendre au prix du maximum, cherchaient à échapper à la loi. La bonne viande était réservée pour le riche ou pour le citoyen aisé qui la payait bien. Il s'établissait une foule de marchés clandestins, surtout aux environs de Paris et dans les campagnes; et il ne restait que les rebuts pour le peuple ou l'acheteur qui se présentait dans les boutiques, et traitait au prix du maximum. Les bouchers se dédommageaient ainsi par la mauvaise qualité de la marchandise, du bas prix auquel ils étaient forcés de vendre. Le peuple se plaignait avec fureur du poids, de la qualité, des jouissances, et des marchés clandestins établis autour de Paris. Les bestiaux manquant, on avait été réduit à tuer des vaches pleines. Le peuple avait dit aussitôt que les bouchers aristocrates voulaient détruire l'espèce, et avait demandé la peine de mort contre ceux qui tuaient des vaches et des brebis pleines. Mais ce n'était pas tout: les légumes, les fruits, les œufs, le beurre, le poisson, n'arrivaient plus dans les marchés. Un chou coûtait jusqu'à vingt sous. On avançait les charrettes sur les routes, on les entourait, et on achetait à tout prix leur chargement; peu arrivaient à Paris où le peuple les attendait en vain. Dès qu'il y a une chose à faire, il se trouve bientôt des gens qui s'en chargent. Il s'agissait de parcourir les campagnes pour devancer sur la route les fermiers apportant des légumes: une foule d'hommes et de femmes s'étaient chargés de ce soin, et achetaient les denrées pour le compte des gens aisés, en les payant au-dessus du maximum. Y avait-il un marché mieux approvisionné que d'autres, ces espèces d'entremetteurs y couraient, et enlevaient les denrées à un prix supérieur à la taxe. Le peuple se déchainait violemment contre ceux qui faisaient ce métier; on disait qu'il se trouvait dans le nombre beaucoup de malheureuses filles publiques que les requisitoires de Chaumette avaient privées de leur déplorable industrie, et qui, pour vivre, avaient embrassé cette profession nouvelle.

Pour parer à tous ces inconvénients, la commune avait arrêté, sur les pétitions reiterées des sections, que les bouchers ne pourraient plus devancer les bestiaux et aller au-delà des marchés ordinaires; qu'ils ne pourraient tuer que dans les abattoirs autorisés; que la viande ne pourrait être achetée que dans les étaux; qu'il ne serait plus permis

d'aller sur les routes au-devant des fermiers; que ceux qui arriveraient seraient dirigés par la police et distribués également entre les différentes marches; qu'on ne pourrait pas aller faire queue à la porte des bouchers avant six heures, car il arrivait souvent qu'on se levait à trois pour cela.

Ces réglemens multipliés ne pouvaient épargner au peuple les maux qu'il endurait. Les ultra-révolutionnaires se torturaient l'esprit pour imaginer des moyens. Une dernière idée leur était venue, c'est que les jardins de luxe dont abondaient les faubourgs de Paris, et surtout le faubourg Saint-Germain, pourraient être mis en culture. Aussitôt la commune, qui ne leur refusait rien, avait ordonné le recensement de ces jardins, et on décida que, le recensement fait, on y cultiverait des pommes de terre et des plantes potagères. En outre, ils avaient supposé que les légumes, le laitage, la volaille n'arrivant plus à la ville, la cause en devait être imputée aux aristocrates retirés dans leurs maisons autour de Paris. En effet, beaucoup de gens effrayés s'étaient cachés dans leurs maisons de campagne. Des sections vinrent proposer à la commune de rendre un arrêté ou de demander une loi pour les faire rentrer. Cependant Chaumette, sentant que ce serait une violation trop odieuse de la liberté individuelle, se contenta de prononcer un discours menaçant contre les aristocrates retirés autour de Paris. Il leur adressa seulement l'invitation de rentrer en ville, et fit donner aux municipalités des villages l'avis de les surveiller.

Cependant l'impatience du mal était au comble. Le désordre augmentait dans les marches. À chaque instant il s'élevait des tumultes. On faisait queue à la porte des bouchers, et malgré la défense d'y aller avant une certaine heure, on mettait toujours le même empressement à s'y devancer. On avait transporté là un usage qui avait pris naissance à la porte des boulangers, c'était d'attacher une corde que chacun saisissait et tenait de manière à pouvoir garder son rang. Mais il arrivait ici, comme chez les boulangers, que des malveillants ou des gens mal placés coupaient la corde; alors les rangs se confondaient, le désordre s'introduisait dans la foule qui était en attente, et on était prêt à en venir aux mains.

On ne savait plus désormais à qui s'en prendre. On ne pouvait pas, comme avant le 31 mai, se plaindre que la convention refusât une loi de maximum, objet de toutes les espérances, car elle accordait tout. Dans l'impuissance d'imaginer quelque chose, on ne lui demandait plus rien. Cependant il fallait se plaindre; les épauletiers, les commis de Bouchotte, les cordeliers, disaient que la cause de la disette était dans la faction modérée de la convention; que Camille Desmoulins, Philippeau, Bourdon de l'Oise, et leurs amis, étaient les auteurs des maux qu'on essayait; qu'on ne pouvait plus exister de la sorte, qu'il fallait recourir à des moyens extraordinaires; et ils ajoutaient le vieux propos de toutes les insurrections: Il faut un chef. Alors ils se disaient mystérieusement à l'oreille: Pache sera fait grand-juge.

Cependant, bien que le nouveau parti disposât de moyens assez considérables, bien qu'il eût pour lui l'armée révolutionnaire et une disette, il n'avait cependant ni le gouvernement, ni l'opinion, car les jacobins lui étaient opposés. Ronsin, Vincent, Hebert, étaient obligés de professer pour les autorités établies un respect apparent, de cacher leurs projets, de les tramer dans l'ombre. À l'époque du 10 août et du 31 mai, les conspirateurs, maîtres de la commune, des Cordeliers, des Jacobins, de tous les clubs, ayant dans l'assemblée nationale et les comités de nombreux et énergiques partisans, osant conspirer à découvert, pouvaient entraîner publiquement le peuple à leur suite, et se servir des masses pour l'exécution de leurs complots; mais il n'en était pas de même pour le parti des ultra-révolutionnaires.

L'autorite actuelle ne refusait aucun des moyens extraordinaires de defense, ni meme de vengeance; des trahisons n'accusaient plus sa vigilance; des victoires sur toutes les frontieres attestaient au contraire sa force, son habilete et son zele. Par consequent, ceux qui attaquaient cette autorite et promettaient ou une habilete ou une energie superieures a la sienne, etaient des intrigans qui agissaient evidemment dans un but de desordre ou d'ambition. Telle etait la conviction publique, et les conjures ne pouvaient se flatter d'entraîner le peuple a leur suite. Ainsi, quoique redoutables si on les laissait agir, ils l'etaient peu si on les arretrait a temps.

Le comite les observait, et il continuait, par une suite de rapports, a deconsiderer les deux partis opposes. Dans les ultra-revolutionnaires, il voyait de veritables conspirateurs a detruire; au contraire, il n'apercevait dans les moderes que d'anciens amis, qui partageaient ses opinions, et dont le patriotisme ne pouvait lui etre suspect. Mais pour ne point paraitre faiblir en frappant les ultra-revolutionnaires, il etait oblige de condamner les moderes, et d'en appeler sans cesse a la terreur. Ces derniers voulaient repondre. Camille ecrivait de nouveaux numeros; Danton et ses amis combattaient dans leurs entretiens les raisons du comite, et des lors une lutte d'ecrits et de propos s'etait engagee. L'aigreur s'en etait suivie, et Saint-Just, Robespierre, Barrere, Billaud, qui d'abord n'avaient repousse les moderes que par politique, et pour etre plus forts contre les ultra-revolutionnaires, commençaient a les poursuivre par humeur personnelle et par haine. Camille avait deja attaque, comme on l'a vu, Collot et Barrere. Dans sa lettre a Dillon, il avait adresse au fanatisme dogmatique de Saint-Just, et a la durete monacale de Billaud, des plaisanteries qui les blessèrent profondement. Il avait enfin irrite Robespierre aux Jacobins, et, tout en le louant beaucoup, il finit par se l'aliener tout a fait. Danton leur etait peu agreable a tous par sa renommee; et aujourd'hui, qu'etranger a la conduite des affaires, il restait a l'ecart, censurant le gouvernement, et paraissant exciter la plume caustique et _babillarde_[13] de Camille, il devait leur devenir chaque jour plus odieux; et il n'etait pas supposable que Robespierre s'exposat encore a le defendre.

Robespierre et Saint-Just, habitues a faire au nom du comite les exposes de principes, et charges en quelque sorte de la partie morale du gouvernement, tandis que Barrere, Carnot, Billaud et autres, s'acquittaient de la partie materielle et administrative, Robespierre et Saint-Just firent deux rapports, l'un _sur les principes de morale qui devaient diriger le gouvernement revolutionnaire_, l'autre sur les detentions dont Camille s'etait plaint dans _le Vieux Cordelier_. Il faut voir comment ces deux esprits sombres concevaient le gouvernement revolutionnaire, et les moyens de regenerer un etat.

"Le principe du gouvernement democratique, c'est la vertu, disait Robespierre[14], et son moyen pendant qu'il s'etablit, c'est la terreur. Nous voulons substituer, dans notre pays, la morale a l'egoisme, la probite a l'honneur, les principes aux usages, les devoirs aux bienséances, l'empire de la raison a la tyrannie de la mode, le mepris du vice au mepris du malheur, la fierte a l'insolence, la grandeur d'ame a la vanite, l'amour de la gloire a l'amour de l'argent, les bonnes gens a la bonne compagnie, le merite a l'intrigue, le genie au bel esprit, la verite a l'eclat, le charme du bonheur aux ennuis de la volupte, la grandeur de l'homme a la petitesse des grands; un peuple magnanime, puissant, heureux, a un peuple aimable, frivole et miserable; c'est-a-dire toutes les vertus et tous les miracles de la republique a tous les vices et a tous les ridicules de la monarchie."

Pour atteindre a ce but, il fallait un gouvernement austere, energique, qui surmontat les resistances de toute espece. Il y avait, d'une part, l'ignorance brutale, avide, qui ne voulait dans la republique que des bouleversemens; de l'autre, la corruption lache et vile qui voulait tous les delices de l'ancien luxe, et qui ne pouvait pas se resoudre aux vertus energiques de la democratie. De la, deux factions: l'une qui voulait outrer toute chose, qui poussait tout au-dela des bornes; qui, pour attaquer la superstition, cherchait a detruire Dieu meme, et a verser des torrens de sang sous pretexte de venger la republique; l'autre qui, faible et vicieuse, ne se sentait pas assez _vertueuse pour etre si terrible_, et s'apitoyait lachement sur tous les sacrifices necessaires qu'exigeait l'etablissement de la vertu. L'une de ces factions, disait Saint-Just[15], voulait CHANGER LA LIBERTE EN BACCHANTE, L'AUTRE EN PROSTITUEE.

Robespierre et Saint-Just enumeraient les folies de quelques agens du gouvernement revolutionnaire, de deux ou trois procureurs de communes, qui avaient pretendu renouveler l'energie de Marat, et ils faisaient ainsi allusion a toutes les folies d'Hebert et des siens. Ils signalaient ensuite les torts de faiblesse, de complaisance, de sensibilite, imputes aux nouveaux moderes; ils leur reprochaient de s'apitoyer sur des veuves de generaux, sur des intrigantes de l'ancienne noblesse, sur des aristocrates, de parler enfin sans cesse des severites de la republique, bien inferieures aux cruautes des monarchies. "Vous avez, disait Saint-Just, cent mille detenus, et le tribunal revolutionnaire a condamne deja trois cents coupables. Mais sous la monarchie vous aviez quatre cent mille prisonniers; on pendait par an quinze mille contrebandiers, on rouait trois mille hommes; et aujourd'hui meme il y a en Europe quatre millions de prisonniers dont vous n'entendez pas les cris, tandis que votre moderation parricide laisse triompher tous les ennemis de votre gouvernement! Nous nous accablons de reproches, et les rois, mille fois plus cruels que nous, dorment dans le crime."

Robespierre et Saint-Just, conformement au systeme convenu, ajoutaient que ces deux factions, en apparence opposees, avaient un point d'appui commun, l'etranger, qui les faisait agir pour perdre la republique.

On voit ce qu'il entrait a la fois de fanatisme, de politique et de haine dans le systeme du comite. Camille par des allusions, et meme par des expressions directes, se trouvait attaque lui et ses amis. Il repondait, dans son _Vieux Cordelier_, au systeme de la vertu par celui du bonheur. Il disait qu'il aimait la republique parce qu'elle devait ajouter a la felicite generale, parce que le commerce, l'industrie, la civilisation, s'etaient developpes avec plus d'eclat a Athenes, a Venise, a Florence, que dans toutes les monarchies; parce que la republique pouvait seule realiser le voeu menteur de la monarchie, _la poule au pot_. "Qu'importerait a Pitt, s'ecriait Camille, que la France fut libre, si la liberte ne servait qu'a nous ramener a l'ignorance des vieux Gaulois, a leurs _sayes_, a leurs _brayes_, a leur guy de chene, et a leurs maisons, qui n'etaient que des echoppes en terre glaise? Loin d'en gemir, il me semble que Pitt donnerait bien des guinees pour qu'une telle liberte s'etablit chez nous. Mais ce qui rendrait furieux le gouvernement anglais, c'est si on disait de la France ce que disait Dicearque de l'Attique: _Nulle part au monde on ne peut vivre plus agreablement qu'a Athenes, soit qu'on ait de l'argent, soit qu'on n'en ait point. Ceux qui se sont mis a l'aise, par le commerce ou leur industrie, peuvent s'y procurer tous les agrements imaginables; et quant a ceux qui cherchent a le devenir, il y a tant d'ateliers ou ils gagnent de quoi se divertir aux ANTHESTERIES, et mettre encore quelque chose de cote, qu'il n'y a pas moyen de se plaindre de sa pauvreté, sans se faire a soi-meme un reproche de sa paresse_.

"Je crois donc que la liberte n'existe pas dans une egalite de privations,

et que le plus bel eloge de la convention serait, si elle pouvait se rendre ce temoignage: j'ai trouve la nation sans culottes, et je la laisse culotee.

"Charmante democratie, ajoutait Camille, que celle d'Athenes! Solon n'y passa point pour un muscadin, il n'en fut pas moins regarde comme le modele des legislateurs, et proclame par l'oracle le premier des sept sages, quoiqu'il ne fit aucune difficulte de confesser son penchant pour le vin, les femmes et la musique; et il a une possession de sagesse si bien etablie, qu'aujourd'hui encore on ne prononce son nom dans la convention et aux Jacobins que comme celui du plus grand legislateur. Combien cependant ont parmi nous une reputation d'aristocrates et de Sardanapales, qui n'ont pas publie une semblable profession de foi!

"Et ce divin Socrate, un jour rencontrant Alcibiade sombre et reveur, apparemment parce qu'il etait pique d'une lettre d'Aspasie:--Qu'avez-vous? lui dit le plus grave des mentors; auriez-vous perdu votre bouclier a la bataille? avez-vous ete vaincu dans le camp, a la course ou a la salle d'armes? quelqu'un a-t-il mieux chante ou mieux joue de la lyre que vous a la table du general?--Ce trait peint les moeurs. Quels republicains aimables!"

Camille se plaignait ensuite de ce qu'aux moeurs d'Athenes on ne voulut pas ajouter la liberte de langage qui regnait dans cette republique.

Aristophane, disait-il, y representait sur la scene les generaux, les orateurs, les philosophes et le peuple lui-meme; et le peuple d'Athenes, tantot joue sous les traits d'un vieillard, et tantot sous ceux d'un jeune homme, loin de s'irriter, proclamait Aristophane vainqueur des jeux, et l'encourageait par des bravos et des couronnes. Beaucoup de ses comedies etaient dirigees contre les _ultra-revolutionnaires_ de ce temps-la; les railleries en etaient cruelles. "Et si aujourd'hui, ajoutait Camille, on traduisait quelqu'une de ces pieces jouees 430 ans avant Jesus-Christ, sous l'archonte Sthenocles, Hebert soutiendrait aux Cordeliers que la piece ne peut etre que d'hier, de l'invention de Fabre-d'Eglantine, contre lui et Ronsin, et que c'est le traducteur qui est la cause de la disette.

"Cependant, reprenait Camille avec tristesse, je m'abuse quand je dis que les hommes sont changes; ils ont toujours ete les memes; la liberte de parler n'a pas ete plus impunie dans les republiques anciennes que dans les modernes. Socrate, accuse d'avoir mal parle des dieux, but la cigue; Ciceron, pour avoir attaque Antoine, fut livre aux proscriptions."

Ainsi ce malheureux jeune homme semblait predire que la liberte ne lui serait pas plus pardonnee qu'a tant d'autres. Ces plaisanteries, cette eloquence, irritaient le comite. Tandis qu'il suivait de l'oeil Ronsin, Hebert, Vincent et tous les agitateurs, il concevait une haine funeste contre l'aimable ecrivain qui se riait de ses systemes; contre Danton, qui passait pour inspirer cet ecrivain, contre tous les hommes enfin supposes amis ou partisans de ces deux chefs.

Pour ne pas devier de la ligne, le comite presenta deux decrets a la suite des rapports de Robespierre et de Saint-Just, tendant, disait-il, a rendre le peuple heureux aux depens de ses ennemis. Par ces decrets, le comite de surete generale etait seul investi de la faculte d'examiner les reclamations des detenus, et de les elargir s'ils etaient reconnus patriotes. Tous ceux, au contraire, qui seraient reconnus ennemis de la revolution, resteraient enfermes jusqu'a la paix, et seraient bannis ensuite a perpetuite. Leurs biens, provisoirement sequestres, devaient etre partages aux patriotes indigens, dont la liste serait dressee par les communes[16]. C'etait, comme on le voit, la loi agraire appliquee contre les suspects au profit des patriotes. Ces decrets, imagines par Saint-Just,

etaient destines a repondre aux _ultra-revolutionnaires_, et a conserver au comite sa reputation d'energie.

Pendant ce temps, les conjures s'agitaient avec plus de violence que jamais. Rien ne prouve que leurs projets fussent bien arretes, ni qu'ils eussent mis Pache et la commune dans leur complot. Mais ils s'y prenaient comme avant le 31 mai; ils soulevaient les societes populaires, les cordeliers, les sections; ils repandaient des bruits menacans, et cherchaient a profiter des troubles qu'excitait la disette, chaque jour plus grande et plus sentie.

Tout a coup on vit paraitre, dans les halles et les marches, des affiches, des pamphlets, annoncant que la convention etait la cause de tous les maux du peuple, et qu'il fallait en arracher la faction dangereuse qui voulait renouveler les brissotins et leur funeste systeme. Quelques-uns meme de ces ecrits portaient que la convention tout entiere devait etre renouvelee, qu'on devait choisir un chef, et organiser le pouvoir executif, etc.... Toutes les idees, en un mot, qu'avaient roulees dans leur tete, Vincent, Ronsin, Hebert, remplissaient ces ecrits, et semblaient trahir leur origine. En meme temps, on vit les _epauletiers_, plus turbulens et plus fiers que jamais, menacer hautement d'aller egorger dans les prisons les ennemis que la convention corrompue s'obstinait a epargner. Ils disaient que beaucoup de patriotes se trouvaient injustement confondus dans les prisons avec les aristocrates, mais qu'on allait faire le triage de ces patriotes, et qu'on leur donnerait a la fois la liberte et des armes. Ronsin, en grand costume de general de l'armee revolutionnaire, avec une echarpe tricolore, une houpe rouge, et entoure de quelques-uns de ses officiers, parcourait les prisons, se faisait montrer les ecrous, et formait des listes.

On etait au 15 ventose. La section Marat, presidee par Momoro, s'assemble, et, indignee, dit-elle, des machinations des ennemis du peuple, elle declare en masse qu'elle est debout, qu'elle va voiler le tableau de la declaration des droits, et qu'elle restera dans cet etat jusqu'a ce que les subsistances et la liberte soient assurees au peuple, et que ses ennemis soient punis. Dans la meme soiree, les cordeliers s'assemblent en tumulte; on fait chez eux le tableau des souffrances publiques; on raconte les persecutions qu'ont recemment essuyees les deux grands patriotes Vincent et Ronsin, lesquels, dit-on, etaient malades au Luxembourg, sans pouvoir obtenir un medecin qui les saignat. En consequence, on declare la patrie en danger, et on voile la declaration des droits de l'homme. C'est ainsi que toutes les insurrections avaient commence, par la declaration que les lois etaient suspendues, et que le peuple rentrait dans l'exercice de sa souverainete.

Le lendemain 16, la section Marat et les cordeliers se presentent a la commune pour lui signifier leurs arretes, et pour l'entraîner aux memes demarches. Pache avait eu soin de ne pas s'y rendre. Le nomme Lubin presidait le conseil general. Il repond a la deputation avec un embarras visible; il dit que dans le moment ou la convention prend des mesures si energiques contre les ennemis de la revolution, et pour secourir les patriotes indigens, il est etonnant qu'on donne un signal de detresse, et qu'on voile la declaration des droits. Feignant ensuite de justifier le conseil general, comme s'il etait accuse, Lubin ajoute que le conseil a fait tous ses efforts pour assurer les subsistances et en regler la distribution. Chaumette tient des discours tout aussi vagues. Il recommande la paix, requiert le rapport sur la culture des jardins de luxe, et sur l'approvisionnement de la capitale, qui, d'apres les decrets, devait etre approvisionnee comme une place de guerre.

Ainsi les chefs de la commune hesitaient, et le mouvement, quoique

tumultueux, n'était pas assez fort pour les entraîner, et leur inspirer le courage de trahir le comité et la convention. Le désordre néanmoins était grand. L'insurrection commençait comme toutes celles qui avaient jadis réussi, et ne devait pas inspirer de moindres craintes. Par une rencontre fâcheuse, le comité de salut public était privé, dans le moment, de ses membres les plus influents: Billaud-Varennes, Jean-Bon-Saint-André, étaient absents pour affaires d'administration; Couthon et Robespierre étaient malades, et celui-ci ne pouvait pas venir gouverner ses fidèles jacobins. Il ne restait que Saint-Just et Collot-d'Herbois pour déjouer cette tentative. Ils se rendent tous les deux à la convention, où l'on s'assemblait en tumulte, et où l'on tremblait d'effroi. Sur leur proposition, on mande aussitôt Fouquier-Tinville; on le charge de rechercher sur-le-champ les distributeurs des écrits incendiaires répandus dans les marches, les agitateurs qui troublent les sociétés populaires, tous les conspirateurs enfin qui menacent la tranquillité publique. On lui enjoint par décret de les arrêter sur-le-champ, et d'en faire sous trois jours son rapport à la convention.

C'était peu d'avoir un décret de la convention, car elle ne les avait jamais refusés contre les perturbateurs; et elle n'en avait pas laissé manquer les girondins contre la commune insurgée; mais il fallait assurer l'exécution de ces décrets en se rendant maîtres de l'opinion. Collot, qui avait une grande popularité aux Jacobins et aux Cordeliers par son éloquence de club, et surtout par une énergie de sentiments révolutionnaires bien connue, est chargé de cette journée, et se rend en hâte aux Jacobins. À peine sont-ils assemblés qu'il leur fait le tableau des factions qui menacent la liberté, et des complots qu'elles préparent: "Une nouvelle campagne va s'ouvrir, dit-il, les soins du comité qui ont si heureusement terminé la campagne dernière, allaient assurer à la république des victoires nouvelles. Comptant sur votre confiance et votre approbation, qu'il a toujours eu en vue de mériter, il se livrait à ses travaux; mais tout à coup nos ennemis ont voulu l'entraver dans sa marche; ils ont soulevé autour de lui les patriotes, pour les lui opposer et les faire égorger entre eux. On veut faire de nous des soldats de Cadmus; on veut nous immoler par la main les uns des autres. Mais non, nous ne serons point les soldats de Cadmus! grâce à votre bon esprit, nous resterons amis, et nous ne serons que les soldats de la liberté! Appuyez sur vous, le comité saura résister avec énergie, comprimer les agitateurs, les rejeter hors des rangs des patriotes, et, après ce sacrifice indispensable, poursuivre ses travaux et vos victoires. Le poste où vous nous avez placés est périlleux, ajoute Collot; mais aucun de nous ne tremble devant le danger. Le comité de sûreté générale accepte sa pénible mission de surveiller et de poursuivre tous les ennemis qui trament en secret contre la liberté; le comité de salut public ne néglige rien pour suffire à son immense tâche; mais tous deux ont besoin d'être soutenus par vous. Dans ces jours de danger, nous sommes peu nombreux. Billaud, Jean-Bon, sont absents; nos amis Couthon et Robespierre sont malades. Nous restons donc en petit nombre pour combattre les ennemis du bien public; il finit que vous nous souteniez ou que nous nous retirions.--Non, non, s'écrient les jacobins. Ne vous retirez pas; nous vous soutiendrons." Des applaudissements nombreux accompagnent ces paroles encourageantes. Collot poursuit et raconte alors ce qui s'est passé aux Cordeliers. "Il est, dit-il, des hommes qui n'ont jamais eu le courage de souffrir pendant quelques jours de détention, des hommes qui n'ont rien essuyé pendant la révolution, des hommes dont nous avons pris la défense quand nous les avons crus opprimés, et qui ont voulu amener une insurrection dans Paris, parce qu'ils avaient été détenus quelques instants. Une insurrection, parce que deux hommes ont souffert, parce qu'un médecin ne les a pas saignés pendant qu'ils étaient malades!... Anathème à ceux qui demandent une insurrection!..." Oui, oui, anathème! s'écrient tous les jacobins en masse. "Marat était cordelier, reprend Collot, Marat était jacobin; eh bien! lui aussi fut persécuté, beaucoup plus sans doute que ces

hommes d'un jour; on le traina devant le tribunal, ou ne devaient comparaitre que des aristocrates: provoqua-t-il une insurrection?... Non, l'insurrection sacree, l'insurrection qui doit delivrer l'humanite de tous ceux qui l'oppriment, prend naissance dans des sentimens plus genereux que le petit sentiment ou l'on veut nous entrainer; mais nous n'y tomberons pas. Le comite de salut public ne cederá pas aux intrigans; il prend des mesures fortes et vigoureuses; et, dut-il perir, il ne reculera pas devant une tache aussi glorieuse."

A peine Collot a-t-il acheve que Momoro veut prendre la parole pour justifier la section Marat et les cordeliers. Il convient qu'un voile a ete jete sur la declaration des droits, mais il desavoue les autres faits; il nie le projet d'insurrection, et soutient que la section Marat et les cordeliers sont animees des meilleurs sentimens. Des conspirateurs qui se justifient sont perdus. Des qu'ils ne peuvent pas avouer l'insurrection, et que le seul enonce du but ne fait pas eclater un elan de l'opinion en leur faveur, ils ne peuvent plus rien. Momoro est ecoute avec une desapprobation marquee; et Collot est charge d'aller, au nom des jacobins, fraterniser avec les cordeliers, et ramener ces freres egares par de perfides suggestions.

La nuit etait fort avancee, Collot ne pouvait se rendre aux Cordeliers que le lendemain 17; mais le danger, quoique d'abord effrayant, n'etait deja plus redoutable. Il devenait evident que l'opinion n'etait pas favorablement disposee pour les conjures, si on peut leur donner ce nom. La commune avait recule, les jacobins etaient restes au comite et a Robespierre, quoiqu'il fut absent et malade. Les cordeliers impetueux, mais faiblement diriges, et surtout delaissees par la commune et les jacobins, ne pouvaient manquer de ceder a la faconde de Collot-d'Herbois, et a l'honneur de voir dans leur sein un membre aussi fameux du gouvernement. Vincent avec sa frenesie, Hebert avec son sale journal dont il multipliait les numeros, Momoro avec ses arretes de la section Marat, ne pouvaient determiner un mouvement decisif. Ronsin seul, avec ses epauletiers et des munitions assez considerables, aurait pu tenter un coup de main. Il en aurait eu l'audace, mais soit qu'il ne trouvat pas la meme audace dans ses amis, soit qu'il ne comptat point assez sur sa troupe, il n'agit pas, et du 16 au 17, tout se borna en agitations et en menaces. Les epauletiers repandus dans les societees populaires y causerent un grand tumulte, mais n'oserent pas recourir aux armes.

Le 17 au soir, Collot se rendit aux Cordeliers, ou il fut accueilli par de grands applaudissemens. Il leur dit que des ennemis secrets de la revolution cherchaient a egarer leur patriotisme; qu'on avait voulu declarer la republique en etat de detresse, tandis que dans le moment la royauté et l'aristocratie etaient seules aux abois; qu'on avait cherche a diviser les cordeliers et les jacobins, mais qu'ils devaient composer au contraire une seule famille, unie de principes et d'intentions; que ce projet d'insurrection, ce voile jete sur la declaration des droits, rejouissaient les aristocrates, et que la veille ils avaient tous imite cet exemple, et voile dans leurs salons la declaration des droits; et qu'ainsi, pour ne pas combler de satisfaction l'ennemi commun, ils devaient se hater de dévoiler le code sacre de la nature. Les cordeliers furent entraines, quoiqu'il y eut parmi eux un grand nombre de commis de Bouchotte; ils se haterent de faire acte de repentir; ils arracherent le crepe jete sur la declaration des droits, et le remirent a Collot, en le chargeant d'assurer aux jacobins qu'ils marcheraient toujours dans la meme voie.

Collot-d'Herbois courut annoncer aux jacobins leur victoire sur les cordeliers et sur les ultra-revolutionnaires. Les conjures etaient donc abandonnees de toutes parts; il ne leur restait que la ressource d'un coup de main, qui, avons-nous dit, etait presque impossible. Le comite de salut

public resolut de prevenir tout mouvement de leur part, en faisant arreter les principaux chefs, et en les envoyant sur-le-champ au tribunal revolutionnaire. Il enjoignit a Fouquier de rechercher les faits dont on pourrait composer une conspiration, et de preparer tout de suite un acte d'accusation. Saint-Just fut charge en meme temps de faire un rapport a la convention, contre les factions reunies qui menacaient la tranquillite de l'etat.

Le 23 ventose (13 mars), Saint-Just presente son rapport. Suivant le systeme adopte, il montre toujours l'etranger faisant agir deux factions; l'une composee d'hommes seditieux, incendiaires, pillards, diffamateurs, athees, qui voulaient amener le bouleversement de la republique par l'exageration; l'autre, composee de corrompus, d'agioteurs, de concussionnaires, qui, s'etant laisse seduire par l'appat des jouissances, voulaient enerver la republique et la deshonorer. Il dit que l'une de ces deux factions avait pris l'initiative, qu'elle avait essaye de lever l'etendard de la revolte, mais qu'elle allait etre arretee, et qu'il venait en consequence demander un decret de mort contre tous ceux, en general, qui avaient medite la subversion des pouvoirs, machine la corruption de l'esprit public et des moeurs republicaines, entrave l'arrivage des subsistances, et contribue de quelque maniere au plan ourdi par l'etranger. Saint-Just ajoute ensuite que, des cet instant, il fallait METTRE A L'ORDRE DU JOUR, LA JUSTICE, LA PROBITE, ET TOUTES LES VERTUS REPUBLICAINES.

Dans ce rapport, ecrit avec une violence fanatique, toutes les factions etaient egalement menacees; mais il n'y avait de clairement devoues aux coups du tribunal revolutionnaire que les conspirateurs ultra-revolutionnaires, tels que Ronsin, Vincent, Hebert, etc., et les corrompus Chabot, Bazire, Fabre, Julien, fabricateurs du faux decret. Une sinistre reticence etait gardee envers ceux que Saint-Just appelait les _indulgents_ et les _moderes_.

Dans la soiree du meme jour, Robespierre se rend aux jacobins avec Couthon, et ils sont tous les deux couverts d'applaudissemens. On les entoure, on les felicite du retablissement de leur sante, et on promet a Robespierre un devouement sans bornes. Il demande pour le lendemain une seance extraordinaire, afin d'eclaircir le mystere de la conspiration decouverte. La seance est resolue. L'empressement de la commune n'est pas moins grand. Sur la proposition de Chaumette lui-meme, on fait demander le rapport que Saint-Just avait prononce a la convention, et on envoie a l'imprimerie de la Republique en chercher un exemplaire pour en faire lecture. Tout se soumet avec docilite a l'autorite triomphante du comite de salut public. Dans cette nuit du 23 au 24, Fouquier-Tinville fait arreter Hebert, Vincent, Ronsin, Momoro, Mazuel, l'un des officiers de Ronsin, enfin le banquier etranger Kock, agioteur et ultra-revolutionnaire, chez lequel Hebert, Ronsin et Vincent mangeaient frequemment, et formaient tous leurs projets. De cette maniere, le comite avait deux banquiers etrangers, pour persuader a tout le monde que les deux factions etaient mues par la coalition. Le baron de Batz devait servir a prouver ce fait contre Chabot, Julien, Fabre, contre tous les corrompus et les moderes; Kock devait servir a prouver la meme chose contre Vincent, Ronsin, Hebert et les ultra-revolutionnaires.

Les denonces se laisserent arreter sans resistance, et furent envoyes le lendemain au Luxembourg. Les prisonniers accoururent avec joie pour voir arriver ces furieux qui les avaient tant effrayes en les menacant d'un nouveau septembre. Ronsin montra beaucoup de fermete et d'insouciance; le lache Hebert etait defait et abattu, Momoro consterne. Vincent avait des convulsions. Le bruit de ces arrestations se repandit aussitot dans Paris, et y produisit une joie universelle. Malheureusement, on ajoutait que ce n'etait point fini, et qu'on allait frapper les hommes de toutes les

factions. La même chose fut répétée dans la séance extraordinaire des Jacobins. Après que chacun eut rapporté ce qu'il savait de la conspiration, de ses auteurs, de leurs projets, on ajouta que, du reste, toutes les trames seraient connues, et qu'un rapport serait fait sur des hommes autres que ceux qui étaient actuellement poursuivis.

Les bureaux de la guerre, l'armée révolutionnaire, les cordeliers, venaient d'être frappés dans la personne de Vincent, Ronsin, Hebert, Mazuel, Momoro et consorts. On voulait sevir aussi contre la commune. Il n'était bruit que de la dignité de grand-juge réservée à Pache; mais on le savait incapable de s'engager dans une conspiration, docile à l'autorité supérieure, respecté du peuple, et on ne voulut pas frapper un trop grand coup en l'adjoignant aux autres. On préféra faire arrêter Chaumette, qui n'était ni plus hardi ni plus dangereux que Pache, mais qui était, par vanité et engouement, l'auteur des plus imprudentes déterminations de la commune, et l'un des apôtres les plus zélés du culte de la Raison. On arrêta donc le malheureux Chaumette; on l'envoya au Luxembourg avec l'évêque Gobel, auteur de la grande scène d'abjuration, et avec Anacharsis Clootz, déjà exclu des Jacobins et de la convention pour son origine étrangère, sa noblesse, sa fortune, sa république universelle et son athéisme.

Lorsque Chaumette arriva au Luxembourg, les suspects accoururent au-devant de lui, et l'accablèrent de railleries. Le malheureux, avec un grand penchant à la déclamation, n'avait rien de l'audace de Ronsin, ni de la fureur de Vincent. Ses cheveux plats, ses regards tremblants lui donnaient les apparences d'un missionnaire; et il avait été véritablement celui du nouveau culte. Ceux-ci lui rappelaient ses réquisitoires contre les filles de joie, contre les aristocrates, contre la famine, contre les suspects. Un prisonnier lui dit en s'inclinant: "Philosophe Anaxagoras, je suis _suspect_, tu es _suspect_, nous sommes _suspects_." Chaumette s'excusa avec un ton soumis et tremblant. Mais dès ce moment il n'osa plus sortir de sa cellule, ni se rendre dans la cour des prisonniers.

Le comité, après avoir fait arrêter ces malheureux, fit rédiger par le comité de sûreté générale l'acte d'accusation contre Chabot, Bazire, Delaunay, Julien de Toulouse et Fabre. Tous cinq furent mis en accusation, et déferés au tribunal révolutionnaire. Dans le même moment, on apprit qu'une émigrée, poursuivie par un comité révolutionnaire, avait trouvé asile chez Herault-Sechelles. Déjà ce député si connu, qui joignait à une grande fortune une grande naissance, une belle figure, un esprit plein de politesse et de grâce, qui était l'ami de Danton, de Camille Desmoulins, de Prouli, et qui souvent s'effrayait de se voir dans les rangs de ces révolutionnaires terribles, était devenu suspect, et on avait oublié qu'il était l'auteur principal de la constitution. Le comité se hâta de le faire arrêter, d'abord parce qu'il ne l'aimait pas, ensuite pour prouver qu'il frapperait sans aucun ménagement les modérés surpris en faute, et qu'il ne serait pas plus indulgent pour eux que pour les autres coupables. Ainsi, les coups du redoutable comité tombaient à la fois sur les hommes de tous les rangs, de toutes les opinions, de tous les mérites.

Le 1^{er} germinal (20 mars), commença le procès d'une partie des conspirateurs. On réunit dans la même accusation Ronsin, Vincent, Hebert, Momoro, Mazuel, le banquier Kock, le jeune Lyonnais Leclerc, devenu chef de division dans les bureaux de Bouchotte, les hommes Ancar, Ducroquet, commissaires aux subsistances, et quelques autres membres de l'armée révolutionnaire et des bureaux de la guerre. Pour continuer la supposition de complicité entre la faction ultra-révolutionnaire et la faction de l'étranger, on confondit encore dans la même accusation Prouli, Dubuisson, Pereyra, Desfieux, qui n'avaient jamais eu aucun rapport avec les autres accusés. Chaumette fut réservé pour figurer plus tard avec Gobel et les autres auteurs des scènes du culte de la Raison; enfin, si Clootz, qui

aurait du être associé à ces derniers, fut adjoint à Prouli, c'est en sa qualité d'étranger. Les accusés étaient au nombre de dix-neuf. Ronsin et Cloutz étaient les plus hardis et les plus fermes. "Ceci, dit Ronsin à ses co-accusés, est un procès politique; à quoi bon tous vos papiers et vos préparatifs de justification? Vous serez condamnés. Lorsqu'il fallait agir, vous avez parlé; sachez mourir. Pour moi, je jure que vous ne me verrez pas broncher, tachez d'en faire autant." Les misérables Hébert et Momoro se lamentaient, en disant que la liberté était perdue! "La liberté perdue, s'écria Ronsin, parce que quelques misérables individus vont périr! La liberté est immortelle; nos ennemis succomberont après nous, et la liberté leur survivra à tous." Comme ils s'accusaient entre eux, Cloutz les exhorta à ne pas aggraver leurs maux par des invectives mutuelles, et il leur cita cet apologue fameux:

Je revais cette nuit que de mal consume,
Côte à côte d'un gueux on m'avait inhumé.

La citation eut son effet, et ils cessèrent de se reprocher leurs malheurs. Cloutz, plein encore de ses opinions philosophiques jusqu'à l'échafaud, poursuivit les derniers restes de déisme qui pouvait demeurer en eux, et ne cessa de leur prêcher jusqu'au bout la nature et la raison, avec un zèle ardent et un inconcevable mépris de la mort. Ils furent amenés au tribunal, au milieu d'un concours immense de spectateurs. On a vu, par le récit de leur conduite, à quoi se réduisait leur conspiration. Clubistes du dernier rang, intrigants de bureaux, coupe-jarrets enrégimentés dans l'armée révolutionnaire, ils avaient l'exagération des inférieurs, des porteurs d'ordres, qui outrepassent toujours leur mandat. Ainsi, ils avaient voulu pousser le gouvernement révolutionnaire jusqu'à en faire une simple commission militaire, l'abolition des superstitions jusqu'à la persécution des cultes, les mœurs républicaines jusqu'à la grossièreté, la liberté de langage jusqu'à la bassesse la plus dégoûtante, enfin la défiance et la sévérité démocratiques à l'égard des hommes jusqu'à la diffamation la plus atroce. De mauvais propos contre la convention et le comité, des projets de gouvernement en paroles, des motions aux Cordeliers et dans les sections, de sales pamphlets, une visite de Ronsin dans les prisons, pour y rechercher s'il n'y avait pas de patriotes renfermés, comme lui venait de l'être, enfin quelques menaces, et l'essai d'un mouvement sous le prétexte de la disette, tels étaient leurs complots. Il n'y avait là que sottises et ordures de mauvais sujets. Mais une conspiration profondément ourdie et correspondant avec l'étranger était fort au-dessus de ces misérables. C'était une perfide supposition du comité, que l'infame Fouquier-Tinville fut chargé de démontrer au tribunal, et que le tribunal eut ordre d'adopter.

Les mauvais propos que Vincent et Ronsin s'étaient permis contre Legendre, en dinant avec lui chez Pache, leurs propositions répétées d'organiser le pouvoir exécutif, furent allégués comme attestant le projet d'aneantir la représentation nationale et le comité de salut public. Leurs repas chez le banquier Kock furent donnés comme la preuve de leur correspondance avec l'étranger. À cette preuve on en ajouta une autre. Des lettres écrites de Paris à Londres, et insérées dans les journaux anglais, annonçaient que, d'après l'agitation qui régnait, des mouvements étaient presumables. Ces lettres, dit-on aux accusés, démontrent que l'étranger était dans votre confiance, puisqu'il prédisait d'avance vos complots. La disette, qu'ils avaient reprochée au gouvernement pour soulever le peuple, leur fut imputée à eux seuls; et Fouquier, rendant calomnie pour calomnie, leur soutint qu'ils étaient cause de cette disette, en faisant piller sur les routes les charrettes de légumes et de fruits. Les munitions rassemblées à Paris pour l'armée révolutionnaire leur furent reprochées comme des préparatifs de conspiration. La visite de Ronsin dans les prisons fut donnée comme preuve du projet d'armer les suspects, et de les déchaîner dans Paris. Enfin, les

écrits répandus dans les halles, et le voile jeté sur la déclaration des droits, furent considérés comme un commencement d'exécution. Hebert fut couvert d'infamie. A peine lui reprocha-t-on ses actes politiques et son journal, on se contenta de lui prouver des vols de chemises et de mouchoirs.

Mais laissons ces honteuses discussions entre ces bas accusés et le bas accusateur dont se servait un gouvernement terrible pour consommer les sacrifices qu'il avait ordonnés. Retire dans sa sphère élevée, ce gouvernement désignait les malheureux qui lui faisaient obstacle, et laissait à son procureur-général Fouquier le soin de satisfaire aux formes avec des mensonges. Si, dans cette vile tourbe de victimes sacrifiées au besoin de la tranquillité publique, quelques-unes méritent d'être mises à part, ce sont ces malheureux étrangers, Prouli, Anacharsis Clootz, condamnés comme agents de la coalition. Prouli, comme nous l'avons dit, connaissant la Belgique, sa patrie, avait blâmé la violence ignorante des jacobins dans ce pays; il avait admiré les talents de Dumouriez, et il en convint au tribunal. Sa connaissance des cours étrangères l'avait deux ou trois fois rendu utile à Lebrun, et il l'avoua encore. "Tu as blâmé, lui dit-on, le système révolutionnaire en Belgique, tu as admiré Dumouriez, tu as été l'ami de Lebrun, tu es donc l'agent de l'étranger." Il n'y eut pas un autre fait allégué. Quant à Clootz, sa république universelle, son dogme de la raison, ses cent mille livres de rente, et quelques efforts tentés par lui pour sauver une émigrée, suffirent pour le convaincre. A peine le troisième jour des débats était-il commencé, que le jury se déclara suffisamment éclairé, et condamna péle-mêle ces intrigants, ces brouillons et ces malheureux étrangers à la peine de mort. Un seul fut absous; ce fut le nommé Laboureau, qui, dans cette affaire, avait servi d'espion au comité de salut public. Le 4 germinal (24 mars), à quatre heures de l'après-midi, les condamnés furent conduits au lieu du supplice. La foule était aussi grande qu'à aucune des exécutions précédentes. On louait des places sur des charrettes, sur des tables disposées autour de l'échafaud. Ni Ronsin, ni Clootz ne bronchèrent, pour nous servir de leur terrible expression. Hebert, accablé de honte, découragé par le mépris, ne prenait aucun soin de surmonter sa lâcheté; il tombait à chaque instant en défaillance, et la populace, aussi vile que lui, suivait la fatale charrette, en répétant le cri des petits colporteurs: "Il est bougrement en colère le Père Duchêne".

Ainsi furent sacrifiés ces misérables à l'indispensable nécessité d'établir un gouvernement ferme et vigoureux: et ici, le besoin d'ordre et d'obéissance n'était pas un de ces sophismes à l'aide desquels les gouvernements immolent leurs victimes. Toute l'Europe menaçait la France, tous les brouillons voulaient s'emparer de l'autorité, et compromettaient le salut commun par leurs luttes. Il était indispensable que quelques hommes plus énergiques s'emparassent de cette autorité disputée, l'occupassent à l'exclusion de tous, et pussent ainsi s'en servir pour résister à l'Europe. Si on éprouve un regret, c'est de voir employer le mensonge contre ces misérables, c'est de voir parmi eux un homme d'un ferme courage, Ronsin; un fou inoffensif, Clootz; un étranger, intrigant peut-être, mais point conspirateur, et plein de mérite, le malheureux Prouli.

A peine les hebertistes avaient-ils subi leur supplice, que les "indulgents" montrèrent une grande joie, et dirent qu'ils n'avaient donc pas tort de dénoncer Hebert, Ronsin, Vincent, puisque le comité de salut public et le tribunal révolutionnaire venaient de les envoyer à la mort. "De quoi donc nous accuse-t-on?" disaient-ils. Nous n'avons eu d'autre tort que de reprocher à ces factieux de vouloir bouleverser la république, détruire la convention nationale, supplanter le comité de salut public, joindre le danger des guerres religieuses à celui des guerres civiles, et amener une confusion générale. C'est là justement ce que leur ont reproché Saint-Just

et Fouquier-Tinville en les envoyant a l'echafaud. En quoi pouvons-nous etre des conspirateurs, des ennemis de la republique?"

Rien n'etait plus juste que ces reflexions, et le comite pensait exactement comme Danton, Camille Desmoulins, Philippeau, Fabre, sur le danger de cette turbulence anarchique. La preuve, c'est que Robespierre, depuis le 31 mai, n'avait cesse de defendre Danton et Camille, et d'accuser les anarchistes. Mais, nous l'avons dit, en frappant ces derniers, le comite s'exposait a passer pour modere, et il fallait qu'il deployat d'autre part la plus grande rigueur, pour ne pas compromettre sa reputation revolutionnaire. Il fallait, tout en pensant comme Danton et Camille, qu'il censurat leurs opinions, qu'il les immolat dans ses discours, et parut ne pas les favoriser plus que les hebertistes eux-memes. Dans le rapport contre les deux factions, Saint-Just avait autant accuse l'une que l'autre, et avait garde un silence menacant a l'egard des indulgents. Aux Jacobins, Collot avait dit que ce n'etait pas fini, et qu'on preparait un rapport contre d'autres individus que ceux qui etaient arretes. A ces menaces s'etait jointe l'arrestation d'Herault-Sechelles, ami de Danton, et l'un des hommes les plus estimes de ce temps-la. De tels faits n'annoncaient pas l'intention de faiblir, et neanmoins on disait encore de toutes parts que le comite allait revenir sur ses pas, qu'il allait adoucir le systeme revolutionnaire, et sevir contre les egorgeurs de toute espece. Ceux qui desiraient ce retour a une politique plus clemente, les detenus, leurs familles, tous les citoyens paisibles en un mot, poursuivis sous le nom d'indifferens, se livrerent a des esperances indiscrettes, et dirent hautement qu'enfin le regime des lois de sang allait finir. Ce fut bientot l'opinion generale; elle se repandit dans les departemens, et surtout dans celui du Rhone, ou depuis quelques mois s'exercaient de si affreuses vengeances, et ou Ronsin avait cause un si grand effroi. On respira un moment a Lyon, on osa regarder en face les oppresseurs, et on sembla leur predire que leurs cruautes allaient avoir un terme. A ces bruits, a ces esperances de la classe moyenne et paisible, les patriotes s'indignerent. Les jacobins de Lyon ecrivirent a ceux de Paris que l'aristocratie relevait la tete, que bientot ils n'y pourraient plus tenir, et que si on ne leur donnait des forces et des encouragemens, ils seraient reduits a se donner la mort comme le patriote Gaillard, qui s'etait poignarde lors de la premiere arrestation de Ronsin.

"J'ai vu, dit Robespierre aux Jacobins, des lettres de quelques-uns d'entre les patriotes lyonnais; ils expriment tous le meme desespoir, et si l'on n'apporte le remede le plus prompt a leurs maux, ils ne trouveront de soulagement que dans la recette de Caton et de Gaillard. La faction perfide, qui, affectant un patriotisme extravagant, voulait immoler les patriotes, a ete exterminee; mais peu importe a l'etranger, il lui en reste une autre. Si Hebert eut triomphe, la convention etait renversee, la republique tombait dans le chaos, et la tyrannie etait satisfaite; mais avec les moderes, la convention perd son energie, les crimes de l'aristocratie restent impunis, et les tyrans triomphent. L'etranger a donc autant d'esperance avec l'une qu'avec l'autre de ces factions, et il doit les soudoyer toutes sans s'attacher a aucune. Que lui importe qu'Hebert expire sur l'echafaud, s'il lui reste des traitres d'une autre espece, pour venir a bout de ses projets? Vous n'avez donc rien fait s'il vous reste une faction a detruire, et la convention est resolue a les immoler toutes jusqu'a la derniere."

Ainsi le comite avait senti la necessite de se laver du reproche de moderation par un nouveau sacrifice. Robespierre avait defendu Danton, quand une faction audacieuse venait ainsi frapper a ses cotes un des patriotes les plus renommes. Alors la politique, un danger commun, tout l'engageait a defendre son vieux collegue; mais aujourd'hui cette faction hardie n'etait plus. En defendant plus long-temps ce collegue depopularise,

il se compromettait lui-meme. D'ailleurs, la conduite de Danton devait reveiller bien des reflexions dans son ame jalouse. Que faisait Danton loin du comite? Entoure de Philippeau, de Camille Desmoulins, il semblait l'instigateur et le chef de cette nouvelle opposition qui poursuivait le gouvernement de censures et de railleries ameres. Depuis quelque temps, assis vis-a-vis de cette tribune ou venaient figurer les membres du comite, Danton avait quelque chose de menacant et de meprisant a la fois. Son attitude, ses propos repetes de bouche en bouche, ses liaisons, tout prouvait qu'apres s'etre isole du gouvernement, il s'en etait fait le censeur, et qu'il se tenait en dehors, comme pour lui faire obstacle avec sa vaste renommee. Ce n'est pas tout: quoique depopularise, Danton avait neanmoins une reputation d'audace et de genie politique extraordinaire. Danton immole, il ne restait plus un grand nom hors du comite; et, dans le comite, il n'y avait plus que des reputations secondaires, Saint-Just, Couthon, Collot-d'Herbois. En consentant a ce sacrifice, Robespierre du meme coup detruisait un rival, rendait au gouvernement sa reputation d'energie, et augmentait surtout son renom de vertu en frappant un homme accuse d'avoir recherche l'argent et les plaisirs. Il etait en outre engage a ce sacrifice par tous ses collegues, encore plus jaloux de Danton qu'il ne l'etait lui-meme. Couthon et Collot-d'Herbois n'ignoraient pas qu'ils etaient meprises par ce celebre tribun. Billaud, froid, bas et sanguinaire, trouvait chez lui quelque chose de grand et d'ecrasant. Saint-Just, dogmatique, austere et orgueilleux, etait antipathique avec un revolutionnaire agissant, genereux et facile, et il voyait que, Danton mort, il devenait le second personnage de la republique. Tous enfin savaient que Danton, dans son projet de faire renouveler le comite, croyait ne devoir conserver que Robespierre. Ils entourerent donc celui-ci, et n'eurent pas de grands efforts a faire pour lui arracher une determination si agreable a son orgueil. On ne sait quelles explications amenerent cette resolution, quel jour elle fut prise; mais tout a coup ils devinrent tous menacans et mysterieux. Il ne fut plus question de leurs projets. A la convention, aux Jacobins, ils garderent un silence absolu. Mais des bruits sinistres se repandirent sourdement. On dit que Danton, Camille, Philippeau, Lacroix, allaient etre immoles a l'autorite de leurs collegues. Des amis communs de Danton et de Robespierre, effrayes de ces bruits, et voyant qu'apres un tel acte il n'y avait plus une seule tete qui dut etre en securite, que Robespierre lui-meme ne devait pas etre tranquille, voulurent rapprocher Robespierre et Danton, et les engagerent a s'expliquer. Robespierre, se renfermant dans un silence obstine, refusa de repondre a ces ouvertures, et garda une reserve farouche. Comme on lui parlait de l'ancienne amitie qu'il avait temoignee a Danton, il repondit hypocritement qu'il ne pouvait rien, ni pour ni contre son collegue; que la justice etait la pour defendre l'innocence; que pour lui, sa vie entiere avait ete un sacrifice continuel de ses affections a la patrie; et que si son ami etait coupable, il le sacrifierait a regret, mais il le sacrifierait comme tous les autres a la republique.

On vit bien que c'en etait fait, que cet hypocrite rival ne voulait prendre aucun engagement envers Danton, et qu'il se reservait la liberte de le livrer a ses collegues. En effet, le bruit des prochaines arrestations acquit plus de consistance. Les amis de Danton l'entouraient, le pressaient de sortir de son espece de sommeil, de secouer sa paresse, et de montrer enfin ce front revolutionnaire qui ne s'etait jamais montre en vain dans l'orage. "Je le sais, disait Danton, ils veulent m'arreter!... Mais non, ajoutait-il, ils n'oseront pas..." D'ailleurs, que pouvait-il faire? Fuir etait impossible. Quel pays voudrait donner asile a ce revolutionnaire formidable? Devait-il autoriser par sa fuite toutes les calomnies de ses ennemis? et puis, il aimait son pays. "Emporte-t-on, s'ecriait-il, sa patrie _a la semelle de ses souliers_?" D'autre part, demeurant en France, il lui restait peu de moyens a employer. Les cordeliers appartenaient aux _ultra-revolutionnaires_, les jacobins a Robespierre. La convention etait

tremblante. Sur quelle force s'appuyer?... Voilà ce que n'ont pas assez considéré ceux qui, ayant vu cet homme si puissant foudroyer le trône au 10 août, soulever le peuple contre les étrangers, n'ont pu concevoir qu'il soit tombé sans résistance. Le génie révolutionnaire ne consiste point à refaire une popularité perdue, à créer des forces qui n'existent pas, mais à diriger hardiment les affections d'un peuple quand on les possède. La générosité de Danton, son éloignement des affaires, lui avaient presque aliéné la faveur populaire, ou du moins ne lui en avaient pas laissé assez pour renverser l'autorité régnante. Dans cette conviction de son impuissance, il attendait, et répétait: *«Ils n'oseront pas»*. Il était permis, en effet, de croire que devant un si grand nom, de si grands services, ses adversaires hésiteraient. Puis il retombait dans sa paresse et dans cette insouciance des êtres forts qui attendent le danger sans se trop agiter pour s'y soustraire.

Le comité gardait toujours le plus grand silence, et des bruits sinistres continuaient de se répandre. Six jours s'étaient écoulés depuis la mort d'Hebert; c'était le 9 germinal. Tout à coup les hommes paisibles, qui avaient conçu des espérances indiscrettes en voyant succomber le parti des forcés, disent que bientôt on sera délivré des deux saints, Marat et Châlier, et que l'on a trouvé dans leur vie de quoi les transformer, aussi vite qu'Hebert, de grands patriotes en scélérats. Ce bruit, qui tenait à l'idée d'un mouvement rétrograde, se propage avec une singulière rapidité, et on entend répéter de tous côtés que les bustes de Marat et de Châlier vont être brisés. Le maladroit Legendre dénonce ces propos à la convention et aux Jacobins, comme pour protester, au nom de ses amis les modérés, contre un projet pareil. *«Soyez tranquilles, s'écrie Collot aux Jacobins, de tels propos seront démentis. Nous avons fait tomber la foudre sur les hommes infâmes qui trompaient le peuple, nous leur avons arraché le masque, mais ils ne sont pas les seuls!... Nous arracherons tous les masques possibles. Que les *«indulgents»* ne s'imaginent pas que c'est pour eux que nous avons combattu, que c'est pour eux que nous avons tenu ici des séances glorieuses. Bientôt nous saurons les détromper....»*

Le lendemain, en effet, 10 germinal (31 mars), le comité de salut public appelle dans son sein le comité de sûreté générale, et, pour donner plus d'autorité à ses mesures, le comité de législation lui-même. Des que tous les membres sont réunis, Saint-Just prend la parole, et, dans un de ces rapports violents et perfides qu'il savait si bien rédiger, il dénonce Danton, Desmoulins, Philippeau, Lacroix, et propose leur arrestation. Les membres des deux autres comités, consternés mais tremblants, n'osent pas résister, et croient éloigner le danger de leur personne en donnant leur adhésion. Le plus grand silence est commandé, et, dans la nuit du 10 au 11 germinal, Danton, Lacroix, Philippeau, Camille Desmoulins, sont arrêtés à l'improviste et conduits au Luxembourg.

Des le matin, le bruit en était répandu dans Paris, et y avait causé une espèce de stupeur. Les membres de la convention se réunissent, et gardent un silence mêlé d'effroi. Le comité, qui toujours se faisait attendre, et avait déjà toute l'insolence du pouvoir, n'était point encore arrivé. Legendre, qui n'était pas assez important pour avoir été arrêté avec ses amis, s'empresse de prendre la parole: *«Citoyens, dit-il, quatre membres de cette assemblée sont arrêtés de cette nuit; je sais que Danton en est un, j'ignore le nom des autres; mais, quels qu'ils soient, je demande qu'ils puissent être entendus à la barre. Citoyens, je le déclare, je crois Danton aussi pur que moi-même, et je ne crois pas que personne ait rien à me reprocher; je n'attaquerai aucun membre des comités de salut public et de sûreté générale, mais j'ai le droit de craindre que des haines particulières et des passions individuelles n'arrachent à la liberté des hommes qui lui ont rendu les plus grands et plus utiles services. L'homme qui, en septembre 92, sauva la France par son énergie, mérite d'être*

entendu, et doit avoir la faculte de s'expliquer lorsqu'on l'accuse d'avoir trahi la patrie."

Procurer a Danton la faculte de parler a la convention etait le meilleur moyen de le sauver, et de demasquer ses adversaires. Beaucoup de membres, en effet, opinaient pour qu'il fut entendu; mais, dans ce moment, Robespierre, devancant le comite, arrive au milieu de la discussion, monte a la tribune, et, avec un ton colere et menacant, parle en ces termes: "Au trouble depuis longtemps inconnu qui regne dans cette assemblee, a l'agitation qu'a produite le preopinant, on voit bien qu'il est question ici d'un grand interet, qu'il s'agit de savoir si quelques hommes l'emporteront aujourd'hui sur la patrie. Mais comment pouvez-vous oublier vos principes, jusqu'a vouloir accorder aujourd'hui a certains individus ce que vous avez naguere refuse a Chabot, Delaunay et Fabre-d'Eglantine? Pourquoi cette difference en faveur de quelques hommes? Que m'importent a moi les eloges qu'on se donne a soi et a ses amis?... Une trop grande experience nous a appris a nous defier de ces eloges. Il ne s'agit plus de savoir si un homme a commis tel ou tel acte patriotique, mais quelle a ete toute sa carriere.

"Legendre parait ignorer le nom de ceux qui sont arretes. Toute la convention les connait. Son ami Lacroix est du nombre des detenus; pourquoi Legendre feint-il de l'ignorer? Parce qu'il sait bien qu'on ne peut, sans impudeur, defendre Lacroix. Il a parle de Danton, parce qu'il croit qu'a ce nom sans doute est attache un privilege.... Non, nous ne voulons pas de privileges, nous ne voulons point d'idoles!..."

A ces derniers mots, des applaudissemens eclatent, et les laches, tremblant en ce moment devant une idole, applaudissent neanmoins au renversement de celle qui n'est plus a craindre. Robespierre continue: "En quoi Danton est-il superieur a Lafayette, a Dumouriez, a Brissot, a Fabre, a Chabot, a Hebert? Que ne dit-on de lui qu'on ne puisse dire d'eux? Cependant les avez-vous menages? On vous parle du despotisme des comites, comme si la confiance que le peuple vous a donnee, et que vous avez transmise a ces comites, n'etait pas un sur garant de leur patriotisme. On affecte des craintes; mais, je le dis, quiconque tremble en ce moment est coupable, car jamais l'innocence ne redoute la surveillance publique."

Ici, nouveaux applaudissemens de ces memes laches qui tremblent, et veulent prouver qu'ils n'ont pas peur. "Et moi aussi, ajoute Robespierre, on a voulu m'inspirer des terreurs. On a voulu me faire croire qu'en approchant de Danton, le danger pouvait arriver jusqu'a moi. On m'a ecrit. Les amis de Danton m'ont fait parvenir des lettres, m'ont obsede de leurs discours; ils ont cru que le souvenir d'une vieille liaison, qu'une foi ancienne dans de fausses vertus, me determineraient a ralentir mon zele et ma passion pour la liberte. Eh bien! je declare que si les dangers de Danton devaient devenir les miens, cette consideration ne m'arreterait pas un instant. C'est ici qu'il nous faut a tous quelque courage et quelque grandeur d'ame. Les ames vulgaires ou les hommes coupables craignent toujours de voir tomber leurs semblables, parce que, n'ayant plus devant eux une barriere de coupables, ils restent exposes au jour de la verite; mais s'il existe des ames vulgaires, il en est d'heroiques dans cette assemblee, et elles sauront braver toutes les fausses terreurs. D'ailleurs le nombre des coupables n'est pas grand; le crime n'a trouve que peu de partisans parmi nous, et en frappant quelques tetes la patrie sera delivree."

Robespierre avait acquis de l'assurance, de l'habilete pour dire ce qu'il voulait, et jamais il n'avait su etre aussi habile et aussi perfide. Parler du sacrifice qu'il faisait en abandonnant Danton, s'en faire un merite, entrer en partage du danger s'il y en avait, et rassurer les laches

en parlant du petit nombre des coupables, était le comble de l'hypocrisie et de l'adresse. Aussi, tous ses collègues décidèrent à l'unanimité que les quatre députés arrêtés dans la nuit ne seraient pas entendus par la convention. Dans ce moment, Saint-Just arrive, et lit son rapport. C'est lui qu'on déchainait contre les victimes, parce qu'à la subtilité nécessaire pour faire mentir les faits et leur donner une signification qu'ils n'avaient pas, il joignait une violence et une vigueur de style rares. Jamais il n'avait été ni plus horriblement éloquent, ni plus faux; car, quelque grande que fut sa haine, elle ne pouvait lui persuader tout ce qu'il avançait. Après avoir longuement calomnié Philippeau, Camille Desmoulins, Herault-Sechelles, et accusé Lacroix, il arrive enfin à Danton, et imagine les faits les plus faux, ou dénature d'une manière atroce les faits connus. Selon lui, Danton, avide, paresseux, menteur, et même lâche, s'est vendu à Mirabeau, puis aux Lameth, et a rédigé avec Brissot la pétition qui amena la fusillade du Champ-de-Mars, non pas pour abolir la royauté, mais pour faire fusiller les meilleurs citoyens: puis il est allé impunément se délasser, et dévorer à Arcis-sur-Aube le fruit de ses perfidies. Il s'est caché au 10 août, et n'a reparu que pour se faire ministre; alors il s'est lié au parti d'Orléans, et a fait nommer d'Orléans et Fabre à la députation. Ligue avec Dumouriez, n'ayant pour les girondins qu'une haine affectée, et sachant toujours s'entendre avec eux, il était entièrement opposé au 31 mai, et avait voulu faire arrêter Henriot. Lorsque Dumouriez, d'Orléans, les girondins, ont été punis, il a traité avec le parti qui voulait rétablir Louis XVII. Prenant de l'argent, de toute main, de d'Orléans, des Bourbons, de l'étranger, dinant avec les banquiers et les aristocrates, mêlé dans toutes les intrigues, prodigue d'espérances envers tous les partis, vrai Catilina enfin, cupide, débauché, paresseux, corrupteur des mœurs publiques, il est allé s'ensevelir une dernière fois à Arcis-sur-Aube, pour jouir de ses rapines. Il en est enfin revenu, et s'est entendu récemment avec tous les ennemis de l'état, avec Hebert et consorts, par le lien commun de l'étranger, pour attaquer le comité et les hommes que la convention avait investis de sa confiance.

À la suite de ce rapport inique, la convention décréta d'accusation Danton, Camille Desmoulins, Philippeau, Herault-Sechelles et Lacroix.

Ces infortunes avaient été conduits au Luxembourg. Lacroix disait à Danton: "Nous arrêter! nous!... Je ne m'en serais jamais douté!--Tu ne t'en serais jamais douté? reprit Danton; je le savais, moi, on m'en avait averti.--Tu le savais, s'écria Lacroix, et tu n'as pas agi! voilà l'effet de ta paresse accoutumée; elle nous a perdus.--Je ne croyais pas, répondit Danton, qu'ils osassent jamais exécuter leur projet."

Tous les prisonniers étaient accourus en foule au guichet, pour voir ce célèbre Danton, et cet intéressant Camille, qui avait fait reluire un peu d'espérance dans les cachots. Danton était, selon son usage, calme, fier et assez jovial; Camille, étonné et triste; Philippeau, ému et élevé par le danger. Herault-Sechelles, qui les avait devancés au Luxembourg de quelques jours, accourut au-devant de ses amis, et les embrassa gaiement. "Quand les hommes, dit Danton, font des sottises, il faut savoir en rire." Puis apercevant Thomas Payne, il lui dit: "Ce que tu as fait pour le bonheur et la liberté de ton pays, j'ai en vain essayé de le faire pour le mien; j'ai été moins heureux, mais non pas plus coupable.... On m'envoie à l'échafaud; eh bien! mes amis, il faut y aller gaiement...."

Le lendemain 12, l'acte d'accusation fut envoyé au Luxembourg, et les accusés furent transférés à la Conciergerie, pour aller de là au tribunal révolutionnaire. Camille devint furieux en lisant cet acte plein de mensonges odieux. Bientôt il se calma et dit avec affliction: "Je vais à l'échafaud pour avoir versé quelques larmes sur le sort de tant de malheureux. Mon seul regret, en mourant, est de n'avoir pu les servir."

Tous les detenus, quel que fut leur rang et leur opinion, lui portaient l'interet le plus vif, et faisaient pour lui des voeux ardens. Philippeau dit quelques mots de sa femme, et resta calme et serein. Herault-Sechelles conserva cette grace d'esprit et de manieres qui le distinguait meme entre les hommes de son rang; il embrassa son fidele domestique, qui l'avait suivi au Luxembourg, et qui ne pouvait le suivre a la Conciergerie; il le consola et lui rendit le courage. On transfera, en meme temps, Fabre, Chabot, Bazire, Delaunay, qu'on voulait juger conjointement avec Danton, pour souiller son proces par une apparence de complicité avec des faussaires. Fabre etait malade et presque mourant. Chabot, qui du fond de sa prison n'avait cesse d'ecrire a Robespierre, de l'implorer, de lui prodiguer les plus basses flatteries sans parvenir a le toucher, voyait sa mort assuree, et la honte non moins certaine pour lui que l'echafaud: il voulut alors s'empoisonner. Il avala du sublime corrosif; mais la douleur lui ayant arrache des cris, il avoua sa tentative, accepta des soins, et fut transporte aussi malade que Fabre a la Conciergerie. Un sentiment un peu plus noble parut l'animer au milieu de ses tourmens, ce fut un vif regret d'avoir compromis son ami Bazire, qui n'avait pris aucune part au crime. "Bazire, s'ecriait-il, mon pauvre Bazire, qu'as-tu fait?"

A la Conciergerie, les accuses inspirerent la meme curiosite qu'au Luxembourg. Ils occupaient le cachot des girondins. Danton parla avec la meme energie. "C'est a pareil jour, dit-il, que j'ai fait instituer le tribunal revolutionnaire. J'en demande pardon a Dieu et aux hommes. Mon but etait de prevenir un nouveau septembre, et non de dechainer un fleau sur l'humanite." Puis revenant a son mepris pour ses collegues qui l'assassinaient: "Ces freres Cain, dit-il, n'entendent rien au gouvernement. Je laisse tout dans un desordre epouvantable...." Il employa alors, pour caracteriser l'impuissance du paralytique Couthon et du lache Robespierre, des expressions obscenes, mais originales, qui annoncaient encore une singuliere gaiete d'esprit. Un seul instant il montra un leger regret d'avoir pris part a la revolution: "Il vaudrait mieux, dit-il, etre un pauvre pecheur que de gouverner les hommes." Ce fut le seul mot de ce genre qu'il prononca.

Lacroix parut etonne en voyant dans les cachots le nombre et le malheureux etat des prisonniers. "Quoi! lui dit-on, des charrettes chargees de victimes ne vous avaient pas appris, ce qui se passait dans Paris!" L'etonnement de Lacroix etait sincere, et c'est une lecon pour les hommes qui, poursuivant un but politique, ne se figurent pas assez les souffrances individuelles des victimes, et semblent ne pas y croire parce qu'ils ne les voient pas.

Le lendemain 13 germinal, les accuses furent conduits au tribunal au nombre de quinze. On avait reuni ensemble les cinq chefs moderes, Danton, Herault-Sechelles, Camille, Philippeau, Lacroix; les quatre accuses de faux, Chabot, Bazire, Delaunay, Fabre-d'Eglantine; les deux beaux-freres de Chabot, Junius et Emmanuel Frey; le fournisseur d'Espagnac, le malheureux Westermann, accuse d'avoir partage la corruption et les complots de Danton; enfin deux etrangers, amis des accuses, l'Espagnol Gusman, et le Danois Diederichs. Le but du comite, en faisant cet amalgame, etait de confondre les moderes avec les corrompus et avec les etrangers, pour prouver toujours que la moderation provenait a la fois du defaut de vertu republicaine et de la seduction de l'or de l'etranger. La foule accourue pour voir les accuses etait immense. Un reste de l'interet qu'avait inspire Danton s'etait reveille en sa presence. Fouquier-Tinville, les juges et les jures, tous revolutionnaires subalternes tires du neant par sa main puissante, etaient embarrasses en sa presence: son assurance, sa fierte, leur imposaient, et il semblait plutot l'accusateur que l'accuse. Le president Hermann et Fouquier-Tinville, au lieu de tirer les jures au sort, comme le voulait la loi, firent un choix, et prirent ce qu'ils appelaient les solides. On

interrogea ensuite les accuses. Quand on adressa a Danton les questions d'usage sur son age et son domicile, il repondit fierement qu'il avait trente-quatre ans, et que bientot son nom serait au Pantheon, et lui dans le neant. Camille repondit qu'il avait trente-trois ans, l'age du _sans-culotte Jesus-Christ lorsqu'il mourut_. Bazire en avait vingt-neuf. Herault-Sechelles, Philippeau, en avaient trente-quatre. Ainsi le talent, le courage, le patriotisme, la jeunesse, tout se trouvait encore reuni dans ce nouvel holocauste, comme dans celui des girondins.

Danton, Camille, Herault-Sechelles et les autres, se plainquirent de voir leur cause confondue avec celle de plusieurs faussaires. Cependant on passa outre. On examina d'abord l'accusation dirigee contre Chabot, Bazire, Delaunay et Fabre d'Eglantine. Chabot persista dans son systeme, et soutint qu'il n'avait pris part a la conspiration des agioteurs que pour la devoiler. Il ne persuada personne, car il etait etrange qu'en y entrant, il n'eut pas secretement prevenu quelque membre des comites; qu'il l'eut devoilee si tard, et qu'il eut garde les fonds dans ses mains. Delaunay fut convaincu; Fabre, malgre son adroite defense, consistant a dire qu'en surchargeant de ratures la copie du decret, il avait cru ne raturer qu'un projet, fut convaincu par Cambon, dont la deposition franche et desinteressee etait accablante. Il prouva, en effet, a Fabre que les projets de decrets n'etaient jamais signes, que la copie qu'il avait raturee l'etait par tous les membres de la commission des cinq, et que par consequent il n'avait pu croire ne raturer qu'un simple projet. Bazire, dont la complicité consistait dans la non-revelation, fut a peine ecoute dans sa defense, et fut assimile aux autres par le tribunal. On passa ensuite a d'Espagnac, que l'on accusait d'avoir corrompu Julien de Toulouse pour faire appuyer ses marches, et d'avoir pris part a l'intrigue de la compagnie des Indes. Ici, des lettres prouvaient les faits, et tout l'esprit de d'Espagnac ne put rien contre cette preuve. On interrogea ensuite Herault-Sechelles. Bazire etait declare coupable comme ami de Chabot; Herault le fut pour avoir ete ami de Bazire, pour avoir eu quelque connaissance par lui de l'intrigue des agioteurs, pour avoir favorise une emigree, pour avoir ete ami des moderes, et pour avoir fait supposer, par sa douceur, sa grace, sa fortune et ses regrets mal deguises, qu'il etait modere lui-meme. Apres Herault vint le tour de Danton. Un silence profond regna dans l'assemblee quand il se leva pour prendre la parole. "Danton, lui dit le president, la convention vous accuse d'avoir conspire avec Mirabeau, avec Dumouriez, avec d'Orleans, avec les girondins, avec l'etranger, et avec la faction qui veut retablir Louis XVII.--Ma voix, repondit Danton avec son organe puissant, ma voix qui tant de fois s'est fait entendre pour la cause du peuple, n'aura pas de peine a repousser la calomnie. Que les laches qui m'accusent paraissent, et je les couvrirai d'ignominie.... Que les comites se rendent ici, je ne repondrai que devant eux; il me les faut pour accusateurs et pour temoins.... Qu'ils paraissent.... Au reste, peu m'importe, vous et votre jugement.... Je vous l'ai dit: le neant sera bientot mon asile. La vie m'est a charge, qu'on me l'arrache.... Il me tarde d'en etre delivre." En achevant ces paroles, Danton etait indigne, son coeur etait souleve d'avoir a repondre a de pareils hommes. Sa demande de faire comparaitre les comites, et sa volonte prononcee de ne repondre que devant eux, avaient intimide le tribunal, et cause une grande agitation. Une telle confrontation, en effet, eut ete cruelle pour eux; ils auraient ete couverts de confusion, et la condamnation fut peut-etre devenue impossible. "Danton, dit le president, l'audace est le propre du crime; le calme est celui de l'innocence." A ce mot, Danton s'ecrie: "L'audace individuelle est reprimable sans doute; mais cette audace nationale dont j'ai tant de fois donne l'exemple, que j'ai tant de fois mise au service de la liberte, est la plus meritoire de toutes les vertus. Cette audace est la mienne; c'est celle dont je fais ici usage pour la republique contre les laches qui m'accusent. Lorsque je me vois si bassement calomnie, puis-je me contenir? Ce n'est pas d'un revolutionnaire

comme moi qu'il faut attendre une defense froide ... les hommes de ma trempe sont inappreciables dans les revolutions ... c'est sur leur front qu'est empreint le genie de la liberte." En disant ces mots, Danton agitait sa tete et bravait le tribunal. Ses traits si redoutes produisaient une impression profonde. Le peuple, que la force touche, laissait echapper un murmure approbateur. "Moi, continuait Danton, moi accuse d'avoir conspire avec Mirabeau, avec Dumouriez, avec d'Orleans; d'avoir rampe aux pieds de vils despotes! c'est moi que l'on somme de repondre a la justice inevitable, inflexible!_[17]... Et toi, lache Saint-Just, tu repondras a la posterite de ton accusation contre le meilleur soutien de la liberte.... En parcourant cette liste d'horreurs, ajouta Danton en montrant l'acte d'accusation, je sens tout mon etre fremir." Le president lui recommande de nouveau d'etre calme, et lui cite l'exemple de Marat, qui repondit avec respect au tribunal. Danton reprend et dit que, puisqu'on le veut, il va raconter sa vie. Alors il rappelle la peine qu'il eut a parvenir aux fonctions municipales, les efforts que firent les constituans pour l'en empecher, la resistance qu'il opposa aux projets de Mirabeau, et surtout ce qu'il fit dans cette journee fameuse ou, entourant la voiture royale d'un peuple immense, il empecha le voyage a Saint-Cloud. Puis il rapporte sa conduite lorsqu'il amena le peuple au Champ-de-Mars, pour signer une petition contre la royaute, et le motif de cette petition fameuse; l'audace avec laquelle il proposa le premier le renversement du trone en 92; le courage avec lequel il proclama l'insurrection le 9 aout au soir; la fermete qu'il deploya pendant les douze heures de l'insurrection. Suffoque ici d'indignation, en songeant au reproche qu'on lui fait de s'etre cache au moment du 10 aout: "Ou sont, s'ecrie-t-il, les hommes qui eurent besoin de presser Danton pour l'engager a se montrer dans cette journee? Ou sont les etres privileges dont il a emprunte l'energie? Qu'on les fasse paraître, mes accusateurs!... j'ai toute la plenitude de ma tete lorsque je les demande ... je dévoilerai les trois plats coquins qui ont entoure et perdu Robespierre ... qu'ils se produisent ici, et je les plongerai dans le neant, dont ils n'auraient jamais du sortir...." Le president veut interrompre de nouveau Danton, et agite sa sonnette. Danton en couvre le bruit avec sa voix terrible. "Est-ce que vous ne m'entendez pas? lui dit le president.--La voix d'un homme, reprend Danton, qui defend son honneur et sa vie, doit vaincre le bruit de ta sonnette." Cependant il etait fatigue d'indignation; sa voix etait alteree; alors le president l'engage avec egard a prendre quelque repos, pour recommencer sa defense avec plus de calme et de tranquillite.

Danton se tait. On passe a Camille, dont on lit le Vieux Cordelier, et qui se revolte en vain contre l'interpretation donnee a ses ecrits. On s'occupe ensuite de Lacroix dont on rappelle amerement la conduite en Belgique, et qui, a l'exemple de Danton, demande la comparution de plusieurs membres de la convention, et insiste formellement pour l'obtenir.

Cette premiere seance causa une sensation generale. La foule qui entourait le Palais de Justice, et s'etendait jusque sur les ponts, parut singulierement emue. Les juges etaient epouvantes; Vadier, Vouland, Amar, les membres les plus mechans du comite de surete generale, avaient assiste aux debats, caches dans l'imprimerie attenante a la salle du tribunal, et communiquant avec cette salle par une petite lucarne. De la ils avaient vu avec effroi l'audace de Danton et les dispositions du public. Ils commençaient a douter que la condamnation fut possible. Hermann et Fouquier s'etaient rendus, immediatement apres l'audience, au comite de salut public, et lui avaient fait part de la demande des accuses qui voulaient faire paraître plusieurs membres de la convention. Le comite commençait a hesiter; Robespierre s'etait retire chez lui; Billaud et Saint-Just etaient seuls presens. Ils defendent a Fouquier de repondre, lui enjoignent de prolonger les debats, d'arriver a la fin des trois jours sans s'etre explique, et de faire declarer alors par les jures qu'ils sont suffisamment

instruits.

Pendant que ces choses se passaient au tribunal, au comite et dans Paris, l'emotion n'etait pas moindre dans les prisons, ou l'on portait un vif interet aux accuses, et ou l'on ne voyait plus d'esperance pour personne, si de tels revolutionnaires etaient immoles. Il y avait au Luxembourg le malheureux Dillon, ami de Desmoulins et defendu par lui; il avait appris par Chaumette, qui, expose au meme danger, faisait cause commune avec les moderes, ce qui s'etait passe au tribunal. Chaumette le tenait de sa femme. Dillon, dont la tete etait vive, et qui, en vieux militaire, cherchait quelquefois dans le vin des distractions a ses peines, parla inconsiderement a un nomme Laflotte, enferme dans la meme prison; il lui dit qu'il etait temps que les bons republicains levassent la tete contre de vils oppresseurs, que le peuple avait paru se reveiller, que Danton demandait a repondre devant les comites, que sa condamnation etait loin d'etre assuree, que la femme de Camille Desmoulins, en repandant des assignats, pourrait soulever le peuple, et que si lui parvenait a s'echapper, il reunirait assez d'hommes resolu pour sauver les republicains pres d'etre sacrifies par le tribunal. Ce n'etaient la que de vains propos prononces dans l'ivresse et la douleur. Cependant il parait qu'il fut question aussi de faire passer mille ecus et une lettre a la femme de Camille. Le lache Laflotte, croyant obtenir la vie et la liberte en denoncant un complot, courut faire au concierge du Luxembourg une declaration, dans laquelle il supposa une conspiration pres d'eclater au dedans et au dehors des prisons, pour enlever les accuses, et assassiner les membres des deux comites. On verra bientot quel usage on fit de cette fatale deposition.

Le lendemain l'affluence etait la meme au tribunal. Danton et ses collegues, aussi fermes et aussi opiniatres, demandent encore la comparution de plusieurs membres de la convention et des deux comites. Fouquier, presse de repondre, dit qu'il ne s'oppose pas a ce qu'on appelle les temoins necessaires. Mais il ne suffit pas, ajoutent les accuses, qu'il n'y mette aucun obstacle, il faut de plus qu'il les appelle lui-meme. A cela Fouquier replique qu'il appellera tous ceux qu'on designera, excepte les membres de la convention, parce que c'est a l'assemblee qu'il appartient de decider si ses membres peuvent etre cites. Les accuses se recrient de nouveau qu'on leur refuse les moyens de se defendre. Le tumulte est a son comble. Le president interroge encore quelques accuses, Westermann, les deux Frey, Gusman, et se hate de lever la seance.

Fouquier ecrivit sur-le-champ une lettre au comite pour lui faire part de ce qui s'etait passe, et pour obtenir un moyen de repondre aux demandes des accuses. La situation etait difficile, et tout le monde commencait a hesiter. Robespierre affectait de ne pas donner son avis. Saint-Just seul, plus opiniateur et plus hardi, pensait qu'on ne devait pas reculer, qu'il fallait fermer la bouche aux accuses, et les envoyer a la mort. Dans ce moment, il venait de recevoir la deposition du prisonnier Laflotte, adressee a la police par le guichetier du Luxembourg. Saint-Just y voit le germe d'une conspiration tramee par les accuses, et le pretexte d'un decret qui terminera la lutte du tribunal avec eux. Le lendemain matin, en effet, il se presente a la convention, lui dit qu'un grand danger menace la patrie, mais que c'est le dernier, et qu'en le bravant avec courage elle l'aura bientot surmonte. "Les accuses, dit-il, presens au tribunal revolutionnaire, sont en pleine revolte; ils menacent le tribunal; ils poussent l'insolence jusqu'a jeter au nez des juges des boules de mie de pain; ils excitent le peuple, et peuvent meme l'egarer. Ce n'est d'ailleurs pas tout; ils ont prepare une conspiration dans les prisons; la femme de Camille a recu de l'argent pour provoquer une insurrection; le general Dillon doit sortir du Luxembourg, se mettre a la tete de quelques conspirateurs, egorger les deux comites, et elargir les coupables." A ce

recit hypocrite et faux, les complaisans se recrient que c'est horrible, et la convention vote a l'unanimité le décret proposé par Saint-Just. En vertu de ce décret, le tribunal doit continuer, sans desespérer, le procès de Danton et de ses complices; et il est autorisé à mettre hors des débats les accusés qui manqueraient de respect à la justice, ou qui voudraient provoquer du trouble. Une copie du décret est expédiée sur-le-champ. Vouland et Vadier viennent l'apporter au tribunal, où la troisième séance était commencée, et où l'audace redoublée des accusés jetait Fouquier dans le plus grand embarras.

Le troisième jour, en effet, les accusés avaient résolu de renouveler leurs sommations. Tous à la fois se lèvent, et pressent Fouquier de faire comparaître les témoins qu'ils ont demandés. Ils exigent plus encore; ils veulent que la convention nomme une commission pour recevoir les dénonciations qu'ils ont à faire contre le projet de dictature qui se manifeste chez les comités. Fouquier, embarrassé, ne sait plus quelle réponse leur faire. Dans le moment, un huissier vient l'appeler. Il passe dans la salle voisine, et trouve Amar et Vouland, qui, tout essoufflés encore, lui disent: "Nous tenons les scélérats, voilà de quoi vous tirer d'embarras;" et ils lui remettent le décret que Saint-Just venait de faire rendre. Fouquier s'en saisit avec joie, rentre à l'audience, demande la parole, et lit le décret affreux. Danton, indigné, se lève alors: "Je prends, dit-il, l'auditoire à témoin que nous n'avons pas insulté le tribunal.--C'est vrai! disent plusieurs voix dans la salle." Le public entier est étonné, indigné même du déni de justice commis envers les accusés. L'émotion est générale; le tribunal est intimidé. "Un jour, ajoute Danton, la vérité sera connue.... Je vois de grands malheurs fondre sur la France.... Voilà la dictature; elle se montre à découvert et sans voile...." Camille, en entendant parler du Luxembourg, de Dillon, de sa femme, s'écrie avec désespoir: "Les scélérats! non contents de m'égorger, moi, ils veulent égorger ma femme!" Danton aperçoit dans le fond de la salle et dans le corridor, Amar et Vouland, qui se cachaient pour juger de l'effet du décret. Il les montre du poing: "Voyez, s'écrie-t-il, ces lâches assassins; ils nous poursuivent, ils ne nous quitteront pas jusqu'à la mort!" Vadier et Vouland, effrayés, disparaissent. Le tribunal, pour toute réponse, lève la séance.

Le lendemain était le quatrième jour, et le jury avait la faculté de cloturer les débats, en se déclarant suffisamment instruit. En conséquence, sans donner aux accusés le temps de se défendre le jury demande la clôture des débats. Camille entre en fureur, déclare aux jurés qu'ils sont des assassins, et prend le peuple à témoin de cette iniquité. On l'entraîne alors avec ses compagnons d'infortune hors de la salle. Il résiste, et on l'emporte de force. Pendant ce temps, Vadier, Vouland, parlent vivement aux jurés, qui, du reste, n'avaient pas besoin d'être excités. Le président Hermann et Fouquier les suivent dans leur salle. Hermann a l'audace de leur dire qu'on a intercepté une lettre écrite à l'étranger, qui prouve la complicité de Danton avec la coalition. Trois ou quatre jurés seulement osent appuyer les accusés, mais la majorité l'emporte. Le président du jury, le nommé Trinchard, rentre plein d'une joie féroce, et prononce de l'air d'un furieux la condamnation inique.

[Illustration: CAMILLE DESMOULINS Publie par Furne, Paris.]

On ne voulut pas s'exposer à une nouvelle explosion des condamnés, en les faisant remonter de la prison à la salle du tribunal pour entendre leur sentence; un greffier descendit la leur lire. Ils le renvoyèrent sans vouloir le laisser achever, et en s'écriant qu'on pouvait les conduire à la mort. Une fois la condamnation prononcée, Danton, qui avait été soulevé d'indignation, redevint calme et fut rendu à tout son mépris pour ses adversaires. Camille, bientôt apaisé, versa quelques larmes sur son épouse;

et, grace a son heureuse imprevoyance, n'imagina pas qu'elle fut menacee de la mort, ce qui aurait rendu ses derniers momens insupportables. Herault fut gai comme a l'ordinaire. Tous les accuses furent fermes, et Westermann se montra digne de sa bravoure si celebre.

Ils furent executes le 16 germinal (5 avril). La troupe infame, payee pour outrager les victimes, suivait les charrettes. Camille, a cette vue, eprouvant un mouvement d'indignation, voulut parler a la multitude, et il vomit contre le lache et hypocrite Robespierre les plus vehementes imprecations. Les miserables envoyes pour l'outrager lui repondirent par des injures. Dans son action violente, il avait dechire sa chemise et avait les epaules nues. Danton, promenant sur cette troupe un regard calme et plein de mepris, dit a Camille: "Reste donc tranquille, et laisse la cette vile canaille." Arrive au pied de l'echafaud, Danton allait embrasser Herault-Sechelles, qui lui tendait les bras: l'executeur s'y opposant, il lui adressa, avec un sourire, ces expressions terribles: "Tu peux donc etre plus cruel que la mort! Va, tu n'empêcheras pas que dans un moment nos tetes s'embrassent dans le fond du panier."

Telle fut la fin de ce Danton qui avait jete un si grand eclat dans la revolution, et qui lui avait ete si utile. Audacieux, ardent, avide d'emoions et de plaisirs, il s'etait precipite dans la carriere des troubles, et il dut briller surtout les jours de terreur. Prompt et positif, n'etant etonne ni par la difficulte ni par la nouveaute d'une situation extraordinaire, il savait juger les moyens necessaires, et n'avait peur ni scrupule d'aucun. Il pensa qu'il devenait urgent de terminer les luttes de la monarchie et de la revolution, et il fit le 10 aout. En presence des Prussiens, il pensa qu'il fallait contenir la France et l'engager dans le systeme de la revolution; il ordonna, dit-on, les journees horribles de septembre, et tout en les ordonnant, il sauva une foule de victimes. Au commencement de la grande annee 1793, la convention etait etonnee a la vue de l'Europe armee; il prononca, en les comprenant dans toute leur profondeur, ces paroles remarquables: "Une nation en revolution est plus pres de conquerir ses voisins que d'en etre conquise." Il jugea que vingt-cinq millions d'hommes qu'on oserait mouvoir n'auraient rien a craindre de quelques centaines de mille hommes armes par les trones. Il proposa de soulever le peuple, de faire payer les riches; il imagina enfin toutes les mesures revolutionnaires qui ont laisse un si terrible souvenir, mais qui ont sauve la France. Cet homme, si puissant dans l'action, retombait pendant l'intervalles des dangers dans l'indolence et les plaisirs qu'il avait toujours aimes. Il recherchait meme les jouissances les plus innocentes, celles que procurent les champs, une epouse adoree et des amis. Alors il oubliait les vaincus, ne pouvait plus les hair, savait meme leur rendre justice, les plaindre et les defendre. Mais pendant ces intervalles de repos, necessaires a son ame ardente, ses rivaux gagnaient peu a peu, par leur perseverance, la renommee et l'influence qu'il avait acquises en un seul jour de peril. Les fanatiques lui reprochaient son amollissement et sa bonte, et oubliaient qu'en fait de cruautés politiques il les avait egales tous dans les journees de septembre. Tandis qu'il se confiait en sa renommee, tandis qu'il differait par paresse, et qu'il roulait dans sa tete de nobles projets, pour ramener les lois douces, pour borner le regne de la violence aux jours de danger, pour separer les exterminateurs irrevocablement engages dans le sang, des hommes qui n'avaient cede qu'aux circonstances, pour organiser enfin la France et la reconcilier avec l'Europe, il fut surpris par ses collegues auxquels il avait abandonne le gouvernement. Ceux-ci, en frappant un coup sur les ultra-revolutionnaires, devaient, pour ne point paraître retrograder, frapper un coup sur les moderes. La politique demandait des victimes; l'envie les choisit, et immola l'homme le plus celebre et le plus redoute du temps. Danton succomba avec sa renommee et ses services, devant le gouvernement formidable qu'il avait contribue a organiser: mais du

moins, par son audace, il rendit un moment sa chute douteuse.

[Illustration: DANTON. Publie par Furne, Paris]

Danton avait un esprit inculte, mais grand, profond, et surtout simple et solide. Il ne savait s'en servir que pour ses besoins, et jamais pour briller; aussi parlait-il peu, et dedaignait d'ecrire. Suivant un contemporain, il n'avait aucune pretention, pas meme celle de deviner ce qu'il ignorait, pretention si commune aux hommes de sa trempe. Il ecoutait Fabre-d'Eglantine, et faisait parler sans cesse son jeune et interessant ami, Camille Desmoulins, dont l'esprit faisait ses delices, et qu'il eut la douleur d'entraîner dans sa chute. Il mourut avec sa force ordinaire, et la communiqua a son jeune ami. Comme Mirabeau, il expira fier de lui-meme, et croyant ses fautes et sa vie assez couvertes par ses grands services et ses derniers projets.

Les chefs des deux partis venaient d'etre immoles. On leur adjoignit bientot les restes de ces partis, et on mela et jugea ensemble les hommes les plus opposes, pour accrediter davantage l'opinion qu'ils etaient complices d'un meme complot. Chaumette et Gobel comparurent a cote d'Arthur Dillon et de Simon. Les Grammont pere et fils, les Lapallu et autres membres de l'armee revolutionnaire, figurerent a cote du general Beysser; enfin la femme d'Hebert, ancienne religieuse, comparut a cote de la jeune epouse de Camille Desmoulins, agee a peine de vingt-trois ans, eclatante de beaute, de grace et de jeunesse. Chaumette qu'on a vu si soumis et si docile, fut accuse d'avoir conspire a la commune contre le gouvernement, d'avoir affame le peuple, et cherche a le soulever par ses requisitoires extravagans. Gobel fut regarde comme complice de Cloutz et de Chaumette. Arthur Dillon avait voulu, dit-on, ouvrir les prisons de Paris, puis egorger la convention et le tribunal pour sauver ses amis. Les membres de l'armee revolutionnaire furent condamnes comme agens de Ronsin. Le general Beysser, qui avait si puissamment contribue a sauver Nantes, a cote de Canclaux, et qui etait suspect de federalisme, fut considere comme complice des ultra-revolutionnaires. On sait quel rapprochement il pouvait exister entre l'etat-major de Nantes et celui de Saumur. La femme Hebert fut condamnee comme complice de son mari. Assise sur le meme banc que la femme de Camille, elle lui disait: "Vous etes heureuse, vous; aucune charge ne s'eleve contre vous. Vous serez sauvee." En effet, tout ce qu'on pouvait reprocher a cette jeune femme, c'etait d'avoir aime son epoux avec passion, d'avoir sans cesse erre avec ses enfans autour de la prison pour voir leur pere et le leur montrer. Neanmoins, toutes deux furent condamnees, et les epouses d'Hebert et de Camille perirent comme coupables d'une meme conjuration. L'infortunee Desmoulins mourut avec un courage digne de son mari et de sa vertu. Depuis Charlotte Corday et madame Roland, aucune victime n'avait inspire un interet plus tendre et des regrets plus douloureux.

FOOTNOTES:

[Footnote 7: Ce montagnard, condamne par les federalistes lyonnais, avait ete mal execute par le bourreau, qui avait ete oblige de revenir jusqu'a trois fois pour faire tomber sa tete.]

[Footnote 8: Nom qu'avait pris Chaumette.]

[Footnote 9: Allusion a la piece de _Pamela_, dont la representation avait ete defendue.]

[Footnote 10: Barrere s'appelait de _Vieux-sac_ quand il etait noble.]

[Footnote 11: Expression des colporteurs qui, en vendant les feuilles du

Pere Duchene, criaient dans les rues: _Il est bougrement en colere le Pere Duchene!_]

[Footnote 12: Le 14 pluviöse (2 fevrier).]

[Footnote 13: Expression de Camille lui-meme.]

[Footnote 14: Seance du 17 pluviöse an II (5 fevrier).]

[Footnote 15: Rapport du 8 ventöse (26 fevrier).]

[Footnote 16: Decrets des 8 et 13 ventöse an II.]

[Footnote 17: Expressions de l'acte d'accusation.]

FIN DU TOME CINQUIEME.

TABLE DES CHAPITRES CONTENUS DANS LE TOME CINQUIEME.

CHAPITRE XIII.

Mouvement des armees en aout et septembre 1793.--Investissement de Lyon par l'armee de la convention.--Trahison de Toulon qui se livre aux Anglais.--Defaite de quarante mille Vendeens a Lucon. Plan general de campagne contre la Vendee. Division des generaux republicains sur ce theatre de la guerre.--Operations militaires dans le nord. Siege de Dunkerque par le duc d'York.--Victoire de Hondschoote. Joie universelle qu'elle cause en France.--Nouveaux revers. Deroutes a Menin, a Pirmasens, a Perpignan, et a Torfou dans la Vendee. Retraite de Canclaux sur Nantes.--Attaques contre le comite de salut public.--Etablissement du _gouvernement revolutionnaire_--Decret qui organise une armee revolutionnaire de six mille hommes.--Loi des suspects.--Concentration du pouvoir dictatorial dans le comite de salut public.--Proces de Custine; sa condamnation et son supplice.--Decrets d'accusation contre les girondins; arrestation de soixante-treize membres de la convention.

CHAPITRE XIV.

Continuation du siege de Lyon. Prise de cette ville. Decret terrible contre des Lyonnais revoltes.--Progres de l'art de la guerre; influence de Carnot.--Victoire de Watignies. Deblocus de Maubeuge.--Reprise des operations en Vendee. Victoire de Cholet. Fuite et dispersion des Vendeens au-dela de la Loire. Mort de la plupart de leurs principaux chefs.--Echec sur le Rhin. Perte des lignes de Wissembourg.

CHAPITRE XV.

Effets des lois revolutionnaires; proscriptions a Lyon, a Marseille et a Bordeaux.--Persecutions dirigees contre les _suspects_. Interieur des prisons de Paris; etat des prisonniers a la Conciergerie.--La reine Marie-Antoinette est separee de sa famille et transferee a la Conciergerie; tourmens qu'on lui fait subir. Conduite atroce d'Hebert. Son proces devant

le tribunal revolutionnaire. Elle est condamnee a mort et executee.--Details du proces et du supplice des girondins.--Execution du duc d'Orleans, de Bailly, de madame Roland.--Terreur generale. Seconde loi du _maximum_.--Agiotage. Falsification d'un decret par quatre deputes.--Etablissement du nouveau systeme metrique et du calendrier republicain.--Abolition des anciens cultes; abjuration de Gobel, eveque de Paris. Etablissement du culte de la Raison.

CHAPITRE XVI.

Retour de Danton.--Divisions dans le parti de la Montagne, dantonistes et hebertistes.--Politique de Robespierre et du comite de salut public.--Danton, accuse aux jacobins, se justifie; il est defendu par Robespierre.--Abolition du culte de la Raison.--Derniers perfectionnements apportés au gouvernement dictatorial revolutionnaire.--Energie du comite contre tous les partis.--Arrestation de Ronsin, de Vincent, des quatre deputes auteurs du faux decret et des agens presumes de l'etranger.

CHAPITRE XVII.

Fin de la campagne de 1793. Manoeuvres de Hoche dans les Vosges. Retraite des Autrichiens et des Prussiens. Deblocus de Landau.--Operations a l'armee d'Italie.--Siege et prise de Toulon par l'armee republicaine.--Derniers combats et echecs aux Pyrenees.--Excursion des Vendeens au-dela de la Loire. Nombreux combats; echecs de l'armee republicaine. Defaite des Vendeens au Mans, et leur destruction complete a Savenay. Coup d'oeil general sur la campagne de 1795.

CHAPITRE XVIII.

Suite de la lutte des hebertistes et des dantonistes.--Camille Desmoulins publie _le Vieux Cordelier_.--Le comite se place entre les deux partis, et s'attache d'abord a reprimer les hebertistes.--Disette dans Paris.--Rapports importants de Robespierre et de Saint-Just.--Mouvement tente par les hebertistes.--Arrestation et mort de Ronsin, Vincent, Hebert, Chaumette, Momoro, etc.--Le comite de salut public fait subir le meme sort aux dantonistes.--Arrestation, proces et supplice de Danton, Camille Desmoulins, Philippeau, Lacroix, Herault-Sechelles, Fabre-d'Eglantine, Chabot, etc.

FIN DE LA TABLE.

End of the Project Gutenberg EBook of Histoire de la Revolution francaise, Tome Cinquieme, by Adolphe Thiers

*** END OF THIS PROJECT GUTENBERG EBOOK HISTOIRE DE LA REVOLUTION ***

***** This file should be named 10953.txt or 10953.zip *****

This and all associated files of various formats will be found in:

<http://www.gutenberg.net/1/0/9/5/10953/>

Produced by Carlo Traverso, Tonya Allen, Wilelmina Malliere and PG Distributed Proofreaders. This file was produced from images generously

made available by the Bibliotheque nationale de France (BnF/Gallica)
at <http://gallica.bnf.fr>.

Updated editions will replace the previous one--the old editions
will be renamed.

Creating the works from public domain print editions means that no
one owns a United States copyright in these works, so the Foundation
(and you!) can copy and distribute it in the United States without
permission and without paying copyright royalties. Special rules,
set forth in the General Terms of Use part of this license, apply to
copying and distributing Project Gutenberg-tm electronic works to
protect the PROJECT GUTENBERG-tm concept and trademark. Project
Gutenberg is a registered trademark, and may not be used if you
charge for the eBooks, unless you receive specific permission. If you
do not charge anything for copies of this eBook, complying with the
rules is very easy. You may use this eBook for nearly any purpose
such as creation of derivative works, reports, performances and
research. They may be modified and printed and given away--you may do
practically ANYTHING with public domain eBooks. Redistribution is
subject to the trademark license, especially commercial
redistribution.

*** START: FULL LICENSE ***

THE FULL PROJECT GUTENBERG LICENSE
PLEASE READ THIS BEFORE YOU DISTRIBUTE OR USE THIS WORK

To protect the Project Gutenberg-tm mission of promoting the free
distribution of electronic works, by using or distributing this work
(or any other work associated in any way with the phrase "Project
Gutenberg"), you agree to comply with all the terms of the Full Project
Gutenberg-tm License (available with this file or online at
<http://gutenberg.net/license>).

Section 1. General Terms of Use and Redistributing Project Gutenberg-tm
electronic works

1.A. By reading or using any part of this Project Gutenberg-tm
electronic work, you indicate that you have read, understand, agree to
and accept all the terms of this license and intellectual property
(trademark/copyright) agreement. If you do not agree to abide by all
the terms of this agreement, you must cease using and return or destroy
all copies of Project Gutenberg-tm electronic works in your possession.
If you paid a fee for obtaining a copy of or access to a Project
Gutenberg-tm electronic work and you do not agree to be bound by the
terms of this agreement, you may obtain a refund from the person or
entity to whom you paid the fee as set forth in paragraph 1.E.8.

1.B. "Project Gutenberg" is a registered trademark. It may only be
used on or associated in any way with an electronic work by people who
agree to be bound by the terms of this agreement. There are a few
things that you can do with most Project Gutenberg-tm electronic works
even without complying with the full terms of this agreement. See
paragraph 1.C below. There are a lot of things you can do with Project
Gutenberg-tm electronic works if you follow the terms of this agreement
and help preserve free future access to Project Gutenberg-tm electronic

works. See paragraph 1.E below.

1.C. The Project Gutenberg Literary Archive Foundation ("the Foundation" or PGLAF), owns a compilation copyright in the collection of Project Gutenberg-tm electronic works. Nearly all the individual works in the collection are in the public domain in the United States. If an individual work is in the public domain in the United States and you are located in the United States, we do not claim a right to prevent you from copying, distributing, performing, displaying or creating derivative works based on the work as long as all references to Project Gutenberg are removed. Of course, we hope that you will support the Project Gutenberg-tm mission of promoting free access to electronic works by freely sharing Project Gutenberg-tm works in compliance with the terms of this agreement for keeping the Project Gutenberg-tm name associated with the work. You can easily comply with the terms of this agreement by keeping this work in the same format with its attached full Project Gutenberg-tm License when you share it without charge with others.

1.D. The copyright laws of the place where you are located also govern what you can do with this work. Copyright laws in most countries are in a constant state of change. If you are outside the United States, check the laws of your country in addition to the terms of this agreement before downloading, copying, displaying, performing, distributing or creating derivative works based on this work or any other Project Gutenberg-tm work. The Foundation makes no representations concerning the copyright status of any work in any country outside the United States.

1.E. Unless you have removed all references to Project Gutenberg:

1.E.1. The following sentence, with active links to, or other immediate access to, the full Project Gutenberg-tm License must appear prominently whenever any copy of a Project Gutenberg-tm work (any work on which the phrase "Project Gutenberg" appears, or with which the phrase "Project Gutenberg" is associated) is accessed, displayed, performed, viewed, copied or distributed:

This eBook is for the use of anyone anywhere at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg License included with this eBook or online at www.gutenberg.net

1.E.2. If an individual Project Gutenberg-tm electronic work is derived from the public domain (does not contain a notice indicating that it is posted with permission of the copyright holder), the work can be copied and distributed to anyone in the United States without paying any fees or charges. If you are redistributing or providing access to a work with the phrase "Project Gutenberg" associated with or appearing on the work, you must comply either with the requirements of paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 or obtain permission for the use of the work and the Project Gutenberg-tm trademark as set forth in paragraphs 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.3. If an individual Project Gutenberg-tm electronic work is posted with the permission of the copyright holder, your use and distribution must comply with both paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 and any additional terms imposed by the copyright holder. Additional terms will be linked to the Project Gutenberg-tm License for all works posted with the permission of the copyright holder found at the beginning of this work.

1.E.4. Do not unlink or detach or remove the full Project Gutenberg-tm

License terms from this work, or any files containing a part of this work or any other work associated with Project Gutenberg-tm.

1.E.5. Do not copy, display, perform, distribute or redistribute this electronic work, or any part of this electronic work, without prominently displaying the sentence set forth in paragraph 1.E.1 with active links or immediate access to the full terms of the Project Gutenberg-tm License.

1.E.6. You may convert to and distribute this work in any binary, compressed, marked up, nonproprietary or proprietary form, including any word processing or hypertext form. However, if you provide access to or distribute copies of a Project Gutenberg-tm work in a format other than "Plain Vanilla ASCII" or other format used in the official version posted on the official Project Gutenberg-tm web site (www.gutenberg.net), you must, at no additional cost, fee or expense to the user, provide a copy, a means of exporting a copy, or a means of obtaining a copy upon request, of the work in its original "Plain Vanilla ASCII" or other form. Any alternate format must include the full Project Gutenberg-tm License as specified in paragraph 1.E.1.

1.E.7. Do not charge a fee for access to, viewing, displaying, performing, copying or distributing any Project Gutenberg-tm works unless you comply with paragraph 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.8. You may charge a reasonable fee for copies of or providing access to or distributing Project Gutenberg-tm electronic works provided that

- You pay a royalty fee of 20% of the gross profits you derive from the use of Project Gutenberg-tm works calculated using the method you already use to calculate your applicable taxes. The fee is owed to the owner of the Project Gutenberg-tm trademark, but he has agreed to donate royalties under this paragraph to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation. Royalty payments must be paid within 60 days following each date on which you prepare (or are legally required to prepare) your periodic tax returns. Royalty payments should be clearly marked as such and sent to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation at the address specified in Section 4, "Information about donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation."
- You provide a full refund of any money paid by a user who notifies you in writing (or by e-mail) within 30 days of receipt that s/he does not agree to the terms of the full Project Gutenberg-tm License. You must require such a user to return or destroy all copies of the works possessed in a physical medium and discontinue all use of and all access to other copies of Project Gutenberg-tm works.
- You provide, in accordance with paragraph 1.F.3, a full refund of any money paid for a work or a replacement copy, if a defect in the electronic work is discovered and reported to you within 90 days of receipt of the work.
- You comply with all other terms of this agreement for free distribution of Project Gutenberg-tm works.

1.E.9. If you wish to charge a fee or distribute a Project Gutenberg-tm electronic work or group of works on different terms than are set forth in this agreement, you must obtain permission in writing from

both the Project Gutenberg Literary Archive Foundation and Michael Hart, the owner of the Project Gutenberg-tm trademark. Contact the Foundation as set forth in Section 3 below.

1.F.

1.F.1. Project Gutenberg volunteers and employees expend considerable effort to identify, do copyright research on, transcribe and proofread public domain works in creating the Project Gutenberg-tm collection. Despite these efforts, Project Gutenberg-tm electronic works, and the medium on which they may be stored, may contain "Defects," such as, but not limited to, incomplete, inaccurate or corrupt data, transcription errors, a copyright or other intellectual property infringement, a defective or damaged disk or other medium, a computer virus, or computer codes that damage or cannot be read by your equipment.

1.F.2. LIMITED WARRANTY, DISCLAIMER OF DAMAGES - Except for the "Right of Replacement or Refund" described in paragraph 1.F.3, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, the owner of the Project Gutenberg-tm trademark, and any other party distributing a Project Gutenberg-tm electronic work under this agreement, disclaim all liability to you for damages, costs and expenses, including legal fees. YOU AGREE THAT YOU HAVE NO REMEDIES FOR NEGLIGENCE, STRICT LIABILITY, BREACH OF WARRANTY OR BREACH OF CONTRACT EXCEPT THOSE PROVIDED IN PARAGRAPH F3. YOU AGREE THAT THE FOUNDATION, THE TRADEMARK OWNER, AND ANY DISTRIBUTOR UNDER THIS AGREEMENT WILL NOT BE LIABLE TO YOU FOR ACTUAL, DIRECT, INDIRECT, CONSEQUENTIAL, PUNITIVE OR INCIDENTAL DAMAGES EVEN IF YOU GIVE NOTICE OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGE.

1.F.3. LIMITED RIGHT OF REPLACEMENT OR REFUND - If you discover a defect in this electronic work within 90 days of receiving it, you can receive a refund of the money (if any) you paid for it by sending a written explanation to the person you received the work from. If you received the work on a physical medium, you must return the medium with your written explanation. The person or entity that provided you with the defective work may elect to provide a replacement copy in lieu of a refund. If you received the work electronically, the person or entity providing it to you may choose to give you a second opportunity to receive the work electronically in lieu of a refund. If the second copy is also defective, you may demand a refund in writing without further opportunities to fix the problem.

1.F.4. Except for the limited right of replacement or refund set forth in paragraph 1.F.3, this work is provided to you 'AS-IS' WITH NO OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EXPRESS OR IMPLIED, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR ANY PURPOSE.

1.F.5. Some states do not allow disclaimers of certain implied warranties or the exclusion or limitation of certain types of damages. If any disclaimer or limitation set forth in this agreement violates the law of the state applicable to this agreement, the agreement shall be interpreted to make the maximum disclaimer or limitation permitted by the applicable state law. The invalidity or unenforceability of any provision of this agreement shall not void the remaining provisions.

1.F.6. INDEMNITY - You agree to indemnify and hold the Foundation, the trademark owner, any agent or employee of the Foundation, anyone providing copies of Project Gutenberg-tm electronic works in accordance with this agreement, and any volunteers associated with the production,

promotion and distribution of Project Gutenberg-tm electronic works, harmless from all liability, costs and expenses, including legal fees, that arise directly or indirectly from any of the following which you do or cause to occur: (a) distribution of this or any Project Gutenberg-tm work, (b) alteration, modification, or additions or deletions to any Project Gutenberg-tm work, and (c) any Defect you cause.

Section 2. Information about the Mission of Project Gutenberg-tm

Project Gutenberg-tm is synonymous with the free distribution of electronic works in formats readable by the widest variety of computers including obsolete, old, middle-aged and new computers. It exists because of the efforts of hundreds of volunteers and donations from people in all walks of life.

Volunteers and financial support to provide volunteers with the assistance they need, is critical to reaching Project Gutenberg-tm's goals and ensuring that the Project Gutenberg-tm collection will remain freely available for generations to come. In 2001, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation was created to provide a secure and permanent future for Project Gutenberg-tm and future generations. To learn more about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation and how your efforts and donations can help, see Sections 3 and 4 and the Foundation web page at <http://www.pgla.org>.

Section 3. Information about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation is a non profit 501(c)(3) educational corporation organized under the laws of the state of Mississippi and granted tax exempt status by the Internal Revenue Service. The Foundation's EIN or federal tax identification number is 64-6221541. Its 501(c)(3) letter is posted at <http://pgla.org/fundraising>. Contributions to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation are tax deductible to the full extent permitted by U.S. federal laws and your state's laws.

The Foundation's principal office is located at 4557 Melan Dr. S. Fairbanks, AK, 99712., but its volunteers and employees are scattered throughout numerous locations. Its business office is located at 809 North 1500 West, Salt Lake City, UT 84116, (801) 596-1887, email business@pgla.org. Email contact links and up to date contact information can be found at the Foundation's web site and official page at <http://pgla.org>

For additional contact information:

Dr. Gregory B. Newby
Chief Executive and Director
gnewby@pgla.org

Section 4. Information about Donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation

Project Gutenberg-tm depends upon and cannot survive without wide spread public support and donations to carry out its mission of increasing the number of public domain and licensed works that can be freely distributed in machine readable form accessible by the widest array of equipment including outdated equipment. Many small donations (\$1 to \$5,000) are particularly important to maintaining tax exempt

status with the IRS.

The Foundation is committed to complying with the laws regulating charities and charitable donations in all 50 states of the United States. Compliance requirements are not uniform and it takes a considerable effort, much paperwork and many fees to meet and keep up with these requirements. We do not solicit donations in locations where we have not received written confirmation of compliance. To SEND DONATIONS or determine the status of compliance for any particular state visit <http://pglaf.org>

While we cannot and do not solicit contributions from states where we have not met the solicitation requirements, we know of no prohibition against accepting unsolicited donations from donors in such states who approach us with offers to donate.

International donations are gratefully accepted, but we cannot make any statements concerning tax treatment of donations received from outside the United States. U.S. laws alone swamp our small staff.

Please check the Project Gutenberg Web pages for current donation methods and addresses. Donations are accepted in a number of other ways including including checks, online payments and credit card donations. To donate, please visit: <http://pglaf.org/donate>

Section 5. General Information About Project Gutenberg-tm electronic works.

Professor Michael S. Hart is the originator of the Project Gutenberg-tm concept of a library of electronic works that could be freely shared with anyone. For thirty years, he produced and distributed Project Gutenberg-tm eBooks with only a loose network of volunteer support.

Project Gutenberg-tm eBooks are often created from several printed editions, all of which are confirmed as Public Domain in the U.S. unless a copyright notice is included. Thus, we do not necessarily keep eBooks in compliance with any particular paper edition.

Each eBook is in a subdirectory of the same number as the eBook's eBook number, often in several formats including plain vanilla ASCII, compressed (zipped), HTML and others.

Corrected EDITIONS of our eBooks replace the old file and take over the old filename and etext number. The replaced older file is renamed. VERSIONS based on separate sources are treated as new eBooks receiving new filenames and etext numbers.

Most people start at our Web site which has the main PG search facility:

<http://www.gutenberg.net>

This Web site includes information about Project Gutenberg-tm, including how to make donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, how to help produce our new eBooks, and how to subscribe to our email newsletter to hear about new eBooks.

EBooks posted prior to November 2003, with eBook numbers BELOW #10000, are filed in directories based on their release date. If you want to download any of these eBooks directly, rather than using the regular search system you may utilize the following addresses and just

download by the etext year.

<http://www.gutenberg.net/etext06>

(Or /etext 05, 04, 03, 02, 01, 00, 99,
98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91 or 90)

EBooks posted since November 2003, with etext numbers OVER #10000, are filed in a different way. The year of a release date is no longer part of the directory path. The path is based on the etext number (which is identical to the filename). The path to the file is made up of single digits corresponding to all but the last digit in the filename. For example an eBook of filename 10234 would be found at:

<http://www.gutenberg.net/1/0/2/3/10234>

or filename 24689 would be found at:

<http://www.gutenberg.net/2/4/6/8/24689>

An alternative method of locating eBooks:

<http://www.gutenberg.net/GUTINDEX.ALL>

Livros Grátis

(<http://www.livrosgratis.com.br>)

Milhares de Livros para Download:

[Baixar livros de Administração](#)

[Baixar livros de Agronomia](#)

[Baixar livros de Arquitetura](#)

[Baixar livros de Artes](#)

[Baixar livros de Astronomia](#)

[Baixar livros de Biologia Geral](#)

[Baixar livros de Ciência da Computação](#)

[Baixar livros de Ciência da Informação](#)

[Baixar livros de Ciência Política](#)

[Baixar livros de Ciências da Saúde](#)

[Baixar livros de Comunicação](#)

[Baixar livros do Conselho Nacional de Educação - CNE](#)

[Baixar livros de Defesa civil](#)

[Baixar livros de Direito](#)

[Baixar livros de Direitos humanos](#)

[Baixar livros de Economia](#)

[Baixar livros de Economia Doméstica](#)

[Baixar livros de Educação](#)

[Baixar livros de Educação - Trânsito](#)

[Baixar livros de Educação Física](#)

[Baixar livros de Engenharia Aeroespacial](#)

[Baixar livros de Farmácia](#)

[Baixar livros de Filosofia](#)

[Baixar livros de Física](#)

[Baixar livros de Geociências](#)

[Baixar livros de Geografia](#)

[Baixar livros de História](#)

[Baixar livros de Línguas](#)

[Baixar livros de Literatura](#)
[Baixar livros de Literatura de Cordel](#)
[Baixar livros de Literatura Infantil](#)
[Baixar livros de Matemática](#)
[Baixar livros de Medicina](#)
[Baixar livros de Medicina Veterinária](#)
[Baixar livros de Meio Ambiente](#)
[Baixar livros de Meteorologia](#)
[Baixar Monografias e TCC](#)
[Baixar livros Multidisciplinar](#)
[Baixar livros de Música](#)
[Baixar livros de Psicologia](#)
[Baixar livros de Química](#)
[Baixar livros de Saúde Coletiva](#)
[Baixar livros de Serviço Social](#)
[Baixar livros de Sociologia](#)
[Baixar livros de Teologia](#)
[Baixar livros de Trabalho](#)
[Baixar livros de Turismo](#)